

# **Hitler, l'irrésistible ascension ?**

## **Essais sur le fascisme**

LES EDITIONS ADEN  
édition **Gilles Martin**  
graphisme **Atelier  
des grands pêcheurs**  
(atelierdgp@wanadoo.fr)  
assistance éditoriale  
**Marie David, Julie Matagne**  
et **Patrick Moens**  
impression EPO  
(www.epo.be)

Les Editions Aden  
44 rue A. Bréart  
1060 Bruxelles  
Belgique  
Tél. 00 32 2 5344661  
Fax. 00 32 2 5344662  
adendif@skynet.be  
www.aden.be

Titre original: **Aufsätze zum  
Faschismus**  
© Pahl-Rugenstein Verlag, Köln,  
1988

Traduit de l'allemand par **Bruno  
Vannechel** et **Fabien Rondal**

© **Kurt Gossweiler** et **Éditions  
Aden**, 2006

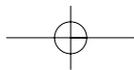
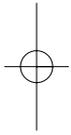
En collaboration avec l'**Institut  
d'Études Marxistes** (INEM asbl)  
**Études Marxistes** n° 67-68  
Rue de la Caserne 68,  
1000 Bruxelles  
Tel: 32 (0)2/504 01 44  
Fax: 32 (0)2/513 98 31  
www.marx.be

**Kurt Gossweiler**

Préface d'Annie Lacroix-Riz

# **HITLER L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?**

**Essais sur le fascisme**



Préface

# Pourquoi faut-il lire ou relire Kurt Gossweiler ?

Par Annie Lacroix-Riz, professeur  
d'histoire contemporaine, université Paris 7

On ne peut que saluer la décision de livrer au public francophone quelques travaux de Kurt Gossweiler couvrant près de trois décennies (de 1953 à 1980) et consacrés à l'analyse du fascisme allemand. L'historien marxiste est-allemand y traite des conditions de son installation depuis les années vingt, recensant ses soutiens de classe précoces, des Junkers au grand capital, de l'industrie lourde à l'IG Farben, tous secteurs de l'économie confondus. Il décrit ses adversaires les plus résolus, les communistes du KPD, qui menèrent « une lutte réelle et active contre le capital monopolistique ». Il étudie, contre la vieille thèse du « gauchisme » du KPD responsable de la défaite de la classe ouvrière allemande en janvier 1933, le rôle joué par « la direction du SPD » : hantée par la transformation

## 6\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

révolutionnaire éventuelle de la société, elle avait depuis la naissance de la République de Weimar beaucoup lutté contre le jeune KPD mais fort peu contre le nazisme ; puis elle avait résolument décliné l'offre communiste de résistance unie tant en juillet 1932, contre le coup d'État fasciste en Prusse, qu'en janvier 1933. Le dernier texte examine la précoce mise du fascisme en ordre de marche au service de la vieille ligne expansionniste, commerciale et militaire, de l'impérialisme allemand dans les Balkans – zone de fracture des années trente (et de l'avant 14) vouée au même sort dans la longue crise contemporaine.

Ces thèmes et la façon de les traiter vont à contre-courant des orientations historiographiques qui ont triomphé dans l'Europe soumise au processus d'unification : d'abord dans celle de la sphère d'influence américaine d'après 1945, puis, après la chute de l'URSS, dans le reste du continent que le sort des armes avait soustrait à la tutelle de ladite sphère pendant plus de quarante ans. Il convient donc, avant de laisser le lecteur francophone prendre contact avec des travaux typiques de la production historique marxiste allemande, de rappeler les grands traits de l'historiographie dominante « occidentale » qui a voué au néant le discours historique ressuscité ici.

Le fascisme allemand a été placé au centre des débats interallemands pendant les décennies de la RDA, et la production historique est-allemande a influencé celle de la partie occidentale de l'Allemagne, contraignant ses historiens à un débat vif et régulier. Le rôle de pivot de l'héritier du Reich allemand – devenu République fédérale d'Allemagne – dans la « construction européenne » effectuée sous l'égide des États-Unis supposait un blanchiment de l'histoire des élites de l'Allemagne, économiques au premier chef, passées sans transition de l'ère nazie à l'après-mai 1945. Lorsque la RFA absorba l'Allemagne entière,

l'objectif de révision drastique de l'histoire du fascisme allemand, de ses soutiens (patronaux, nationaux et internationaux) et de ses ennemis, intérieur (le KPD) et extérieurs (l'URSS), reçut des chances nouvelles de succès. Celles-ci furent accrues encore par le fait, en général ignoré sous nos cieux, que les professeurs de l'enseignement supérieur de l'Est perdirent au jour de l'unification leur chaire universitaire comme les magasins leurs produits «made in GDR».

L'historiographie relative au fascisme avait été, depuis la naissance même du phénomène, fortement influencée par les analyses marxistes. L'idée fut dès l'entre-deux-guerres assez répandue que 1. cette solution politique avait été conçue par le grand capital comme la meilleure parade à la crise du profit de l'immédiat après-Première Guerre mondiale (cas italien) puis à celle, plus profonde encore, de la dépression des années trente (cas allemand); 2. la guerre contre le salaire, rendue possible par cette formule livrant au patronat la classe ouvrière pieds et poings liés, devait s'accompagner, en Allemagne, pays champion du secteur I (biens d'équipement) particulièrement frappé par l'effondrement de ses marchés extérieurs, de la guerre tout court, prioritairement (mais pas seulement) contre l'Union Soviétique. Le débat académique demeura longtemps marqué, notamment en France, par la définition que Georgi Dimitrov avait donnée du fascisme allemand au congrès de 1935 du Komintern, où il avait dénoncé ses plans de guerre contre l'URSS – analyse rappelée par Gossweiler dans son texte «De Weimar à Hitler»: «type de fascisme le plus réactionnaire [...] parce qu'il était le produit de l'impérialisme le plus réactionnaire, le plus belliqueux et le plus brutal qui existait à l'époque et qui l'avait mis au pouvoir pour la réalisation de ses propres desseins».

## 8\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Les thèses antimarxistes postulant le « primat du politique » sur l'économie et sur les rapports sociaux ont connu depuis les années 1970 (terme des textes ici traduits) une forte progression, conjoncture qui a assuré la gloire européenne d'Henry A. Turner. Cet historien américain reprit en 1985, dans *German Big Business and the Rise of Hitler*<sup>1</sup>, des thèmes développés depuis 1969 dans plusieurs articles, contestés point par point par Gossweiler dans « Hitler et le capital ». Turner érigeait en nigauds les contemporains de l'ascension du nazisme et les historiens qui exposaient que le grand capital, industrie lourde en tête, avait ménagé, à toutes les étapes, subventions massives aidant, la poussée du parti hitlérien. Ce n'était pas, arguait-il, le grand capital qui avait soutenu d'emblée le NSDAP, mais les masses en désarroi et le petit capital accablé par la crise ; le grand capital ne s'était rallié qu'*in extremis*, de mauvaise grâce, après avoir tout tenté pour esquiver la tentation nazie. C'était notamment le cas de von Papen et Hugenberg, supposés ne pas s'y être ralliés non plus. Ce n'était pas ce dernier qui avait offert à Hitler les fonds des tournées électorales pendant lesquelles il sillonnait le Reich entier en avion, ou les puissantes Mercedes des chefs nazis. Et le déferlement médiatique quotidien garanti aux mots d'ordre hitlériens depuis le Plan Young (1929-30) n'avait pas non plus été offert par ce même Hugenberg, l'homme de Krupp et le champion du pangermanisme deutsch-national, maître de plus de la moitié de la presse et du cinéma allemands, avec la puissante UFA. Non, tout cela avait été rendu possible grâce aux droits d'auteur de *Mein Kampf* et aux « petits ruisseaux » des cotisations et des droits d'entrée de ceux qui se pressaient aux meetings du NSDAP.

Le terrain historique choisi par Turner n'était pas solide, les critiques argumentées de Kurt Gossweiler (ici

celles de 1978) le soulignent. L'historien américain confirma en 1985 son manque d'intérêt pour les documents d'archives contemporains des faits : il leur préférait les déclarations sous serment faites après-guerre, lors des procès de Nuremberg (le principal et les procès « industriels » postérieurs), par des industriels et banquiers qui certifiaient n'avoir aucune responsabilité dans les triomphes électoraux des nazis et dans l'abandon, définitif en 1932, de leurs partis traditionnels (deutsch-national, populiste, Zentrum catholique) au profit de cette excellente solution de rechange.

Ce terrain fragile fut consolidé par l'antimarxisme triomphant, contemporain de la publication de l'ouvrage et de ses lendemains. Les milieux académiques donnaient cependant encore alors droit de cité à la conception marxiste de la naissance du fascisme, de sa nature et de ses objectifs de guerre : ce fut le cas dans la première édition française de l'ouvrage de Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme* (1992), qui soulignait la contribution d'un autre grand historien de la RDA, Dietrich Eichholtz, auteur de l'ouvrage qui demeure fondamental sur « l'économie de guerre allemande »<sup>2</sup>. Mais, la seconde édition, en 1997, pourtant augmentée, fut délestée de l'essentiel de la controverse, les thèses marxistes ayant perdu la partie et le droit à l'existence<sup>3</sup>. Kershaw s'obstine depuis dans le déni du « primat de l'économie » (et le silence imposé aux porte-parole universitaires de cette thèse) : dans sa biographie de Hitler, il érige Turner en bible, tout comme Robert Paxton, symbole, naguère, de l'audace anti-conformiste et porteur, aujourd'hui, d'une conception timorée du fascisme<sup>5</sup>.

Les dernières barrières contre la thèse du grand patron innocent du fascisme hitlérien avaient au cours de la décennie 1990 été balayées. Même la France, considérée naguère comme offrant une résistance particulière à l'an-

## IO\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

timarxisme par des sympathies indûment prolongées pour le PCF et pour l'URSS, avait lavé avec éclat ce péché originel<sup>6</sup>. En 1985, l'historienne américaine Diana Pinto s'était étonnée, en lisant les manuels d'histoire des lycées de la promotion 1983, du « nouveau regard des historiens » français : leur « volte-face » par rapport à l'après-guerre – une « conversion intellectuelle à l'antisoviétisme » et un « pro-américanisme » spectaculaire – débouchait sur la double caricature de « l'empire du mal » soviétique et de la « Pax americana », grande chance de l'Europe occidentale sise en 1944-1945 du bon côté du « rideau de fer »<sup>7</sup>.

Suivit la campagne de grande envergure de criminalisation du communisme, y compris dans l'ancienne sphère d'influence soviétique que la même décennie avait livrée aux États-Unis (ou à l'influence conjuguée des États-Unis et de l'Allemagne unifiée). Menée à échelle européenne, via des traductions tous azimuts, elle visait à transformer en évangile, sous la houlette apparente de l'équipe Furet-Courtois<sup>8</sup> – sous la direction pratique et financière du grand capital maître de la presse et de l'édition –, l'équation nazisme égale communisme. Tous deux reçurent le commun vocable de « totalitarisme », titre de chapitre unique des actuels manuels du secondaire français traitant des pays fascistes et de l'Union soviétique. Identité trompeuse, car la production en vogue fait peser la balance de la gravité des maux du second côté, ne serait-ce que par le nombre de morts : cent millions ou presque du côté « soviétique », soit nettement mieux que les pertes dues au Reich allemand : « seulement » cinquante millions, voire moins, les morts soviétiques de la Deuxième Guerre mondiale (plus de la moitié du tout) devant beaucoup à la « guerre de Staline contre son peuple »<sup>9</sup> ou au « coût extravagant des méthodes de combat surannées de l'armée soviétique »<sup>10</sup>. La France, supposée naguère traîner

les pieds, se hissa, via une fraction d'historiens dotés par le monde de l'argent et par l'État de moyens d'expression et d'une publicité exceptionnels, à l'avant-garde de la conversion contre-révolutionnaire des masses françaises et européennes<sup>11</sup>. L'offensive fut menée avec succès contre le concept même de transformation des sociétés au moins autant que contre l'expérience soviétique assimilée au déni de droit, à la violation des libertés, aux atrocités, au génocide (ukrainien), etc. Les peuples furent priés de croire que l'équation nazisme-communisme venait de naître des œuvres d'une équipe française aussi audacieuse que novatrice. La thèse d'un « fascisme rouge » (soviétique), vieilleries qui avait envahi les pays anglo-saxons entre les années trente et cinquante<sup>12</sup>, triomphait sur le Vieux Continent, au terme de décennies d'efforts conduits par Washington en s'appuyant sur les élites européennes intellectuelles « protégées »<sup>13</sup>.

À l'heure où ce triomphe idéologique est menacé par les coups de boutoir de la crise contemporaine, Kurt Gossweiler propose une lecture stimulante des effets ravageurs de celle des années trente. Il incite à réfléchir sur le besoin d'« État fort » de l'impérialisme expansionniste confronté aux crises de surproduction, ici et ailleurs. Les historiens devraient y puiser encouragement à renouer avec les travaux critiques sur le fascisme, et la conjoncture élargir le cercle de leurs lecteurs.

## I2\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

1. Oxford, Oxford University Press, 1985.
2. *Geschichte der deutschen Kriegswirtschaft, 1939-1945*, Berlin, 1969, extrait, « Histoire de l'économie de guerre allemande 1939-1945 », *Recherches internationales*, n° 69-70, 1971-1972, p. 109-152.
3. *Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Seuil, 1992 et 1997.
4. *Hitler, 1889-1936 et 1936-1945*, Flammarion, 1999 et 2001.
5. On comparera l'audace intellectuelle de *La France de Vichy*, Paris, Le Seuil, 1974, réédition 1997, au conformisme du *Fascisme en action*, Seuil, 2004 où Turner est fétichisé (chapitre 4).
6. Argumentation de Pierre Nora pour refuser à Hobsbawm la traduction française, chez Gallimard, de son ouvrage *The Age of extremes*, préface de l'auteur de décembre 1998 à l'édition française, *L'âge des extrêmes*, Paris, Complexe-Monde diplomatique, p. 8-9.
7. Diana Pinto, « L'Amérique dans les livres d'histoire et de géographie des classes terminales françaises », *Historiens et Géographes*, n° 303, mars 1985, p. 611-620.
8. Furet, *Le passé d'une illusion*, Courtois et al., *Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1995 et 1997
9. Thème privilégié de Nicolas Werth (éminent contributeur du Livre noir du communisme), Bruno Cabanes et Édouard Husson, dir., *Les sociétés en guerre*, Armand Colin, 2003, chapitre sur l'URSS,
10. Jean-Jacques Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau et al., dir., *La violence de guerre 1914-1945*, Bruxelles, Complexe, 2002, p. 333.
11. Annie Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine sous influence*, Paris, Le temps des cerises, 2004.
12. Les K. Adler et Thomas G. Paterson, « Red fascism: the merger of Nazi Germany and Soviet Russia in the American image of totalitarianism, 1930's-1950's », *American Historical Review*, vol. LXXV, n° 4, avril 1970, p. 1046-1064.
13. Sur la période amorçant cette victoire, Frances Stonor Saunders, *Qui mène la danse, la Guerre froide culturelle*, Denoël, 2004 (traduction).

## Chapitre I

# De Weimar à Hitler : Les causes de l'avènement de la dictature fasciste

Le 30 janvier 1933 fut un des jours les plus noirs de l'Histoire. Il marquait le début du crime le plus affreux commis jusqu'alors : la préparation de la Deuxième Guerre mondiale et de l'agression contre l'Union soviétique socialiste.

Dans sa déclaration gouvernementale du 1<sup>er</sup> février 1933, Hitler promettait au peuple allemand l'amélioration de la situation des travailleurs et des paysans, et le maintien et la consolidation de la paix. En réalité, il planifiait – et mettait en pratique – une attaque contre les droits de l'ensemble des classes et des couches travailleuses, une persécution et une répression d'une extrême violence à l'encontre des communistes, des démocrates, des partisans de la paix – en un mot : de tous les antifascistes. « Donnez-moi quatre ans, et vous ne reconnaîtrez plus l'Allemagne », prophétisait Hitler. En effet, après quatre ans de guerre, l'Allemagne, de même que l'Europe, ravagées, étaient devenues méconnaissables.

## I4\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Dans de nombreux pays, on se demande aujourd'hui comment le fascisme put arriver au pouvoir en Allemagne, qui en furent les responsables historiques et comment empêcher son retour ou combattre son existence. L'exemple historique fourni par l'Allemagne doit servir de leçon aux peuples du monde entier.

En Allemagne fédérale comme dans d'autres États impérialistes, des milliers de journalistes, d'historiens, de philosophes et de sociologues à la solde de l'État s'évertuent à cacher les causes et les forces qui ont donné naissance au fascisme. C'est pourquoi il est de notre devoir politique et historique d'apporter à ces questions des réponses conformes à la vérité des faits. La connaissance scientifique des origines et de la nature profonde du fascisme renforce le combat anti-impérialiste d'aujourd'hui.

## Impérialisme et fascisme

Le fascisme est la conséquence extrême de la tendance à la réaction et à la violence inhérente à l'impérialisme. «L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté<sup>1</sup>». Le monopole mène inévitablement à l'absolutisme sur le plan économique et politique. «La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste [...], c'est le tournant à partir *de* la démocratie *vers* la réaction politique. À la libre concurrence correspond la démocratie. Au monopole correspond la réaction politique<sup>2</sup>.» Le fascisme en tant que courant politique n'a pas fait ses débuts sur la scène de l'Histoire universelle en même temps que l'impérialisme. Il n'arriva qu'après la fin de la Première Guerre mondiale. La tendance de l'impérialisme à la réaction et

à la violence ne prit donc une forme fasciste que dans une situation historique bien précise. Cette situation fut caractérisée par l'entrée du capitalisme dans une période de crise généralisée. La victoire de la révolution socialiste d'octobre 1917 en Russie précipita cette crise généralisée du capitalisme de façon vertigineuse.

Le renversement de la bourgeoisie russe avait fait prendre conscience à la bourgeoisie du monde entier que la classe ouvrière était concrètement en mesure de la vaincre, de provoquer la fin du capitalisme et d'établir un ordre nouveau. L'effet de cette expérience historique sur la bourgeoisie monopoliste fut et reste contradictoire : d'une part, elle apprit à reconnaître les vertus du réformisme social-démocrate comme rempart contre la révolution. Considéré jusqu'alors comme inapte à occuper des responsabilités gouvernementales, la social-démocratie fut insérée dans l'appareil de domination et d'oppression du capitalisme. D'autre part, la crainte de la révolution suscita la volonté de ne plus seulement tenir le mouvement ouvrier dans certaines limites, mais de purement et simplement le détruire. Plus jamais, la classe ouvrière ne devait être en mesure de s'organiser et de combattre pour ses intérêts. Il fallait enlever à la révolution toute chance de réussite en mettant les révolutionnaires hors d'état de combattre, en les isolant ou en les supprimant physiquement, en tout cas en les tenant à l'écart du reste de la société.

La tendance à la réaction et à la violence inhérente à l'impérialisme prend donc au cours de la période de crise généralisée une dimension supplémentaire : cette tendance se transforme en une volonté permanente de détruire totalement le mouvement ouvrier révolutionnaire.

L'impérialisme trouva dans les mouvements et les dictatures fascistes l'instrument le plus efficace pour mener à bien cette destruction. En effet, le rôle principal du fas-

## 16\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

cisme consiste à réprimer et à tenir en échec le mouvement ouvrier par la terreur et la violence.

Le fascisme, au même titre que l'impérialisme, est un phénomène international. Le fascisme allemand joua le rôle de «troupe de choc de la contre-révolution internationale, principal fomentateur de la guerre impérialiste, d'instigateur de la croisade contre l'Union soviétique, la grande patrie des travailleurs du monde entier<sup>3</sup>».

Les particularités du mouvement fasciste et de la dictature fasciste dans un pays (quelconque) sont avant tout déterminées par le caractère et les particularités de l'impérialisme qui les ont engendrés. Georges Dimitrov disait de la variante allemande du fascisme qu'elle était le type de fascisme le plus réactionnaire parce qu'elle était le produit de l'impérialisme le plus réactionnaire, le plus belliqueux et le plus brutal de l'époque, qui l'avait mise au pouvoir pour la réalisation de ses propres desseins.

### **Le soutien apporté au NSDAP (parti nazi) par la bourgeoisie monopoliste et les Junkers**

Au cours de la révolution de novembre 1918, les travailleurs armés et les soldats avaient obtenu par leur lutte des droits démocratiques importants qui parurent dès le début insupportables aux yeux de la grande bourgeoisie et des Junkers restés au pouvoir. À plusieurs reprises entre 1918 et 1923, les cercles les plus réactionnaires de la classe dirigeante tentèrent, par la voie des armes et l'établissement d'une «dictature nationale» (putsch de Kapp), d'enlever définitivement ces droits aux masses. Ils s'appuyèrent sur une partie de l'armée (*Reichswehr*) ainsi que sur les nombreuses organisations réactionnaires (les *Weissgardisten*) : corps francs, milices de l'*Einwohnerwehr*

et divers autres groupes armés. Après l'effondrement de la République des conseils ouvriers de Munich en mai 1919, la Bavière devint le foyer le plus important de ce type d'organisations. L'une d'entre elles, le NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands) – qui s'appelait lors de sa fondation par Anton Drexler « Parti allemand des travailleurs » – acquit en Bavière une influence locale certaine. Comme la plupart des associations et groupements d'extrême droite, il regroupait d'anciens militaires, des lansquenets qui n'avaient pas réussi à se réinsérer dans la société civile bourgeoise et des éléments déclassés de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie. Comme presque toutes ces organisations, le NSDAP se trouvait sous la protection spéciale de l'armée. Hitler fut même envoyé par l'armée comme informateur au sein du DAP de Drexler alors qu'il était encore militaire. Il adhéra au parti et se hissa à sa tête avec le soutien marqué de l'état-major bavarois – le général Ritter von Epp, le capitaine Ernst Röhm et le capitaine Mayr.

L'armée fournit au NSDAP et à ses troupes de choc, les SA (*Sturmabteilungen*), les armes et l'argent dont ils avaient besoin. Des militaires furent détachés pour assurer le service d'ordre lors de leurs rassemblements et la publication de leur journal, le « *Völkischer Beobachter* », fut rendue possible grâce à des moyens qui provenaient de l'armée. L'influence des militaristes fut encore renforcée par l'adhésion de Ludendorff au parti, ce dictateur militaire qui avait dirigé l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale et homme de confiance des industriels de l'armement de la région de la Ruhr.

Le NSDAP n'intéressa pas que les militaristes. De nombreux industriels, des plus petites entreprises jusqu'aux plus grands groupes comme Borsig, Thyssen ou Stinnes, voyaient déjà à cette époque dans le NSDAP une

## 18\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

des nombreuses organisations qui valaient la peine d'être soutenues. Ils la financèrent en conséquence. Le parti reçut même d'importantes subventions de l'étranger. Parmi ces premiers mécènes américains, l'on trouve l'antisémite notoire et roi de l'automobile Henry Ford.

Au plus fort de l'inflation qui frappa l'Allemagne à l'automne 1923, le NSDAP reçut par l'intermédiaire de Ludendorff 100 000 marks-or de Fritz Thyssen, un montant astronomique compte tenu de l'inflation. Les dirigeants de l'industrie lourde de la Ruhr rassemblés autour de Thyssen et d'Hugo Stinnes espéraient ainsi que le parti d'Hitler et de Ludendorff réussirait à diriger l'opposition bavaroise réactionnaire dans une « Marche sur Berlin » avec le même succès que la « Marche sur Rome » de Mussolini en octobre 1922. Stinnes s'en était entretenu avec l'ambassadeur américain en septembre 1923 : « Il faut trouver un dictateur qui aurait le pouvoir de faire tout ce qui est nécessaire. Un tel homme doit parler la langue du peuple et être lui-même un civil ; nous avons un tel homme. Un grand mouvement issu de Bavière, décidé à restaurer les anciennes monarchies, approche. Sa venue signifiera avant tout le début d'un combat contre le communisme. »

Hitler et Ludendorff organisèrent un putsch à Munich les 8 et 9 novembre 1923, qui tourna à la farce lamentable. Les hommes politiques de la bourgeoisie impérialiste allemande avaient tiré leurs leçons de l'échec du *putsch de Kapp* de 1920 et de toutes les tentatives de mettre fin de manière violente à la République de Weimar. Vu l'organisation et la puissance du prolétariat allemand, il ne fallait plus tolérer à l'avenir de tentative de putsch. Ils comptaient en finir avec la République de Weimar par des voies pacifiques, d'une manière « constitutionnelle » et « légale ». Hitler s'était tourné vers cette voie dès 1924. Dans la période de relative stabilité entre 1924 et 1928,

l'essor conjoncturel avait amené la majorité du peuple allemand à l'illusion qu'on avait rétabli des bases sûres pour l'économie nationale et leur propre existence. Les partisans petit-bourgeois du NSDAP se tournèrent vers les anciens partis bourgeois et le parti se réduisit comme une peau de chagrin jusqu'à être pratiquement inexistant. Aux élections de mai 1928, le NSDAP ne récolta que 800 000 voix, contre 4,3 millions pour le Parti populaire national allemand (DNVP) de Hugenberg, lui-même fort à droite.

Mais quand la conjoncture se dégrada à nouveau, les cercles les plus réactionnaires du capital monopolistique décidèrent d'une nouvelle offensive contre la République de Weimar. Ils voulaient, par la voie légale, se débarrasser une fois pour toutes du système parlementaire, démanteler les organisations du mouvement ouvrier et ouvrir la voie aux préparatifs d'une guerre de conquêtes revancharde. Dans ces circonstances, certains membres de ces cercles éprouvèrent un regain d'intérêt pour le NSDAP. À leur tête, Emil Kirdorf, fondateur du consortium houiller de Rhénanie-Westphalie et de la société minière de Gelsenkirchen, et Alfred Hugenberg, homme de confiance et représentant des cercles les plus influents de la grande industrie de la Ruhr et des Junkers, lui-même directeur du plus grand groupe de presse et de cinéma d'Allemagne et président du DNVP depuis 1928.

En décembre 1929, après l'éclatement de la crise économique mondiale, l'organisation de pointe de la grosse industrie, le syndicat patronal de l'industrie allemande du Reich, adopta un programme dirigé contre les acquis politiques et sociaux de la classe ouvrière allemande et s'engagea dans le démantèlement progressif de la démocratie parlementaire de la République de Weimar. Dans ce cadre, le NSDAP jouit de manière croissante du soutien moral et matériel du DNVP et des cercles de monopolistes

## 20\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

et de Junkers qui dirigeaient ce parti en coulisses. Grâce à ce soutien, le NSDAP put diffuser plus largement et plus intensément que jamais auparavant sa démagogie sociale au cours des campagnes pour les élections régionales de 1929 et 1930, et pour les élections fédérales de septembre 1930. Cela fonctionna tant et si bien que, suite aux élections fédérales, le NSDAP devint le deuxième parti avec plus de 6 millions de voix et 107 députés – derrière le SPD toujours dominant. La direction du NSDAP avait ainsi prouvé à la grande bourgeoisie que le parti était non seulement utile, mais indispensable à la réalisation de son projet : la création de conditions favorables à une transition par la voie légale d'une démocratie parlementaire à un régime ouvertement dictatorial. Il fallait maintenant en faire un instrument sûr et fiable allant dans le sens et respectant la volonté des véritables maîtres. Il fallait s'assurer de la serviabilité et de la fiabilité du *Führer*, puis le mettre au pouvoir d'une manière strictement légale. Il fallait également s'assurer qu'il ne permettrait pas que la masse des membres de la base, nourris de démagogie anticapitaliste, fasse pression par le bas et influence la ligne de la direction du parti.

C'est dans ce cadre que se situent le serment de fidélité à la légalité de Hitler devant la Cour suprême du Reich le 25 septembre 1930, l'adoption du principe du *Führer*, l'exclusion des opposants du parti nazi et la nomination à des fonctions importantes d'hommes de confiance du capital financier.

Plusieurs personnalités entrèrent ainsi en contact avec le NSDAP après les élections de septembre 1930 afin de le mettre sous contrôle, de l'orienter dans le sens du capital financier et de le rendre apte à gouverner :

- *Kurt Freiherr von Schröder* : associé dans une banque privée de Cologne, parent et partenaire en affaires des

propriétaires anglais et américains de la Banque Schroeder.

- *Hjalmar Schacht*: président de la Banque Nationale allemande et homme de confiance du capital financier international. En automne 1930, il entreprit un voyage à travers les États-Unis pour rassurer les monopolistes américains inquiets du succès électoral des nazis et leur dire qu'une éventuelle prise de pouvoir des nazis ne représentait aucun risque pour leurs placements en Allemagne.
- *Emil Georg von Stauss*: un des directeurs de la banque monopoliste la plus puissante d'Allemagne, la *Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft*.
- *Le Prince royal Guillaume de Hohenzollern*, et son frère, *le Prince Auguste-Guillaume*: der «Auwi» [August Wilhelm] comme on le surnommait officieusement. «Auwi» quitta le «*Stahlhelm*» dès 1930 pour les SA de Hitler, où il obtint tout de suite une haute fonction dirigeante.

En 1930 déjà, des représentants de premier ordre de la classe dirigeante, tels que le Général von Seeckt, Hjalmar Schacht et le Junker von Oldenburg-Januschau, ami intime de Hindenburg, s'exprimaient en faveur de la formation d'un gouvernement avec le NSDAP dans le journal bourgeois *Die Deutsche Allgemeine Zeitung*.

En janvier 1931, l'«éducation» du NSDAP visant à en faire un parti apte à gouverner fut systématiquement poursuivie. Ses dirigeants, Hitler le premier, eurent à maintes occasions la possibilité d'exposer leurs idées devant des cercles plus ou moins grands de monopolistes et de Junkers, et de prendre connaissance en retour des vues de leurs mécènes. L'influence directe du grand capital sur le NSDAP fut renforcée par l'adhésion de monopolistes importants et de personnalités proches. Certains étaient des membres secrets. Ainsi, outre Hjalmar

## 2.2\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Schacht, déjà cité, rejoignirent, entre autres, le NSDAP en 1931 :

- *Walter Funk* : à l'époque éditeur du journal de la grande bourgeoisie Die Berliner Börsen-Zeitung. Il devint conseiller économique de Hitler.
- *Fritz Thyssen* : membre du conseil d'administration de l'Union des aciéries *Vereinigten Stahlwerke AG*, le plus grand trust de l'industrie du charbon et de l'acier en Europe.
- *Wilhelm Mann* : membre de la direction du plus grand groupe chimique mondial, IG-Farben AG.
- *Le Prince Eulenburg-Hertefeld* : grand propriétaire terrien (4 600 ha) et entrepreneur (briqueterie, brasserie, ferme d'élevage d'animaux à fourrure).

En juillet 1931 déjà, des associations importantes comme les *Vereinigten Vaterländischen Verbände* (« Union des associations patriotiques »), dirigées par l'ancien général Rüdiger von der Goltz, ou l'« Association politico-économique Francfort-sur-le-Main », basée dans la métropole de IG-Farben, en appelèrent au président Hindenburg afin qu'il nomme Hitler chancelier. Parmi les signataires, on trouve, entre autres, un prince héritier d'Isenburg et de Büdingen, Walter Dyckerhoff, propriétaire de la plus grosse entreprise de construction allemande, le docteur Geisow de IG-Farben et le docteur Traupel du groupe Krupp.

La même année, le 19 juin 1931, Edmund Stinnes prit également personnellement contact avec Hitler pour lui communiquer quelle politique intérieure et extérieure un gouvernement nazi devrait mener selon lui. Dans le même temps, les monopolistes poursuivaient leur effort pour dissiper les craintes que suscitait à l'étranger une éventuelle montée au gouvernement des nazis. C'est à cette fin que le directeur de la firme Siemens, Carl Friedrich von Siemens, prononça le 27 octobre 1931 un discours hautement confidentiel devant des membres importants

de la finance américaine, dans lequel il insistait surtout sur la volonté affichée des nazis d'éradiquer le socialisme en Allemagne.

À ce moment, le NSDAP jouissait déjà depuis longtemps de la sympathie et du soutien de politiciens et de monopolistes étrangers importants comme Lord Rothermere, le magnat de la presse britannique, Henry Ford, dont nous avons déjà parlé, et Henry Deterding, le puissant propriétaire du groupe pétrolier britannico-hollandais Shell.

Fin 1931, début 1932, à l'annonce de nombreux scrutins, les frais de campagne grimpèrent en flèche. Les donateurs issus de tous les secteurs de l'industrie, de la banque et du monde des propriétaires terriens étaient réunis dans un « cercle de soutien » dirigé par l'industriel Wilhelm Keppler, membre du NSDAP depuis 1927, conseiller financier de Hitler depuis la seconde moitié de l'année 1931 et agent de liaison des nazis dans les cercles financiers dirigeants, spécialement auprès du baron Kurt von Schröder.

Voici les douze premiers membres de ce cercle, qui formeront plus tard le tristement célèbre « cercle d'amis » de Himmler :

- Le baron *Kurt von Schröder*
- *Hjalmar Schacht*
- *Albert Vögler*, président du comité directeur des aciéries *Vereinigten Stahlwerke AG*
- *Friedrich Reinhart*, directeur de la *Commerz- und Privatbank*
- *August Rostberg*, directeur général du groupe chimique (potasse) *Wintershall AG*
- *Otto Steinbrink*, membre de la direction des aciéries *Mitteldeutsche Stahlwerke AG* (Flick-Konzern)
- *Heinrich Schmidt I*, président du conseil d'administration de la *Wintershall AG* *Ewald Hecker*, président du conseil d'administration d'une entreprise contrôlée

## 24\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

par l'État, les forges *Ilse der Hütte* Rudolf Bingel, membre de la direction de *Siemens-Schuckert AG*

- *Emil Helfferich*, président du conseil d'administration de la plus grosse compagnie allemande de transport maritime « *HAPAG* »
- *Emil Meyer*, de la *Dresdner Bank*
- Le comte *Gottfried von Bismarck*, grand propriétaire terrien.

Le 26 janvier 1932, Fritz Thyssen organisa une conférence de Hitler devant plus de cent monopolistes au *Düsseldorfer Industrieklub*, durant laquelle Hitler assura que son mouvement voyait dans la propriété privée le fondement de l'économie allemande et que le but principal du NSDAP était d'éradiquer jusqu'à la racine le marxisme en Allemagne. La conférence fut un tel succès que le directeur de presse de Hitler écrivit plus tard : « L'impression qu'il fit sur ce cercle d'auditeurs très sérieux fut étonnante. Il fut salué par des salves d'applaudissements. À la fin de son intervention, Hitler avait gagné une bataille. Il avait laissé une impression profonde qui se concrétisa au cours des très durs mois de lutte suivants. ». Il s'écoula cependant encore une année entière avant que les monopolistes et les Junkers allemands confient la chancellerie à Hitler ; et ce pour différentes raisons.

Tout d'abord, ils avaient peur de la réponse de la classe ouvrière à une telle déclaration de guerre ouverte. On n'était pas sûr que la direction du parti social-démocrate et les leaders des syndicats réformistes parviendraient à empêcher les travailleurs sociaux-démocrates d'aller se battre aux côtés de leurs frères de classe communistes contre la mise en place d'une dictature fasciste. À cet égard, le coup d'état de Papen du 20 juillet 1932 constitua pour la grande bourgeoisie une sorte de répétition générale, dont le succès l'encouragea à persévérer dans cette voie. Ce

coup d'État mit fin sans la moindre résistance au gouvernement social-démocrate du Land de Prusse, les leaders réformistes ayant appelé les masses au calme.

Ensuite, il leur sembla bon de ne porter le parti nazi au pouvoir qu'après les heures les plus noires de la crise. Des succès rapides dans la création d'emplois rendraient le processus de consolidation de la dictature fasciste plus léger et plus rapide. Enfin, les groupes dirigeants du capital financier allemand se livraient alors à de violentes luttes de pouvoir, chacun voulant prendre la direction de la dictature en devenir. Ces querelles trouvèrent un écho dans des luttes de pouvoir analogues entre les dirigeants nazis. Hermann Göring et Gregor Strasser se disputaient sur les postes clés dans un gouvernement conduit par le NSDAP, sur la manière de faire entrer le NSDAP au gouvernement et sur le choix d'un partenaire en vue de former une coalition.

Néanmoins, lors des élections fédérales du 6 novembre 1932 et à l'occasion de la grève des transports publics berlinois, le parti communiste allemand accrut son influence de façon manifeste et le NSDAP connut un revers important. Il perdit plus de 2 millions de voix et fut plongé dans une grande crise. Avec le déclin du NSDAP et le risque pour les monopolistes, les militaristes et les Junkers de voir s'envoler tous leurs espoirs et leurs plans de conquêtes, ils mirent leurs dissensions et querelles internes au vestiaire et décidèrent de confier plus rapidement le pouvoir au parti de Hitler.

Le 19 novembre, des banquiers notables, de grands industriels et de grands propriétaires terriens adressèrent une requête au président Hindenburg lui demandant avec insistance de nommer Hitler à la chancellerie. Parmi les signataires de cette requête, on retrouve Hjalmar Schacht, le baron von Schröder, Fritz Thyssen, le comte

## 26\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

von Kalckreuth, président de l'Union agricole, Friedrich Rheinhardt (*Commerz- und Privatbank*), Kurt Woermann (compagnie hambourgeoise de transport Woermann), Fritz Beindorff (groupe d'assurances Gerling), Kurt von Eichborn, Emil Helfferich (*HAPAG*), Ewald Hecker (*Ilseder Hütte*), Carl Vincent Krogmann (Chambre de commerce de Hambourg), Erich Lübbert (président du comité directeur de la *Verkehrswesen AG* et membre du conseil d'administration de nombreuses sociétés coloniales), Erwin Merck (Hambourg), Joachim von Oppen (grand propriétaire terrien), Rudolf Ventzky (Esslingen), Franz Heinrich Witthoefft (marchand, Hambourg), August Rostberg (groupe Wintershall), le comte Robert von Keyserlingk (grand propriétaire terrien, membre du *Herrenklub*), Kurt Gustav Ernst von Rohr-Manze (grand propriétaire terrien) et Engelbert Beckmann (*Hengstey*).

Par ailleurs, Albert Vögler, Paul Reusch, directeur général du groupe *Haniel* et Fritz Springorum, directeur général du groupe *Hoesch*, marquèrent leur accord total avec cette requête.

La rencontre tristement célèbre entre von Papen et Hitler dans la villa de Cologne du banquier Kurt von Schröder le 4 janvier 1933 scella les principaux arrangements qui conduisirent le 30 janvier 1933 le président von Hindenburg à nommer Hitler au poste de chancelier. Les communistes avaient pourtant prévenu lors des élections présidentielles du début de l'année 1932 : « Qui vote Hindenburg, vote Hitler ! ». Cela ne s'était que trop vérifié. Par contre, le slogan choisi par la direction du parti social-démocrate : « Votez Hindenburg, vous abattez Hitler » avait induit les masses en erreur, ce que les communistes avaient également prédit. Les déclarations de 1947 faites par le banquier Kurt von Schröder devant le tribunal de Nuremberg nous éclairent encore davantage sur les moti-

vations des impérialistes allemands à faire monter Hitler au pouvoir plus vite : « Les aspirations communes des cercles économiques étaient de voir monter au pouvoir en Allemagne un *Führer* puissant capable de former un gouvernement destiné à rester longtemps au pouvoir. Quand le NSDAP enregistra le 6 novembre 1932 son premier revers, le temps de son apogée était alors révolu et un coup de main des cercles économiques s'avéra particulièrement urgent. »

Le 30 janvier 1933, les impérialistes allemands avaient franchi une première étape dans la marche vers une nouvelle guerre pour le partage du monde. « L'arrivée du fascisme au pouvoir, ce n'est pas la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie – la démocratie bourgeoise – par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée<sup>4</sup>. »

Il n'arrive pas souvent que les relations de la classe exploiteuse dominante avec les représentants de leurs intérêts politiques et les mécanismes de manipulation du pouvoir apparaissent aussi clairement que dans le cas de la transformation, par les tenants de l'impérialisme allemand, du NSDAP en un parti apte à gouverner et de sa mise au pouvoir. Ces évidences n'empêchent pourtant pas la plupart des historiens bourgeois d'enlever aux monopolistes et aux Junkers allemands toute responsabilité dans l'avènement de la dictature fasciste en prétendant que seuls quelques entrepreneurs isolés auraient soutenu Hitler, et ce temporairement. Leur grande majorité aurait été au contraire antinazie. Les vrais coupables de la victoire du fascisme en Allemagne auraient été les masses, ces millions de gens qui auraient élu Hitler, et les communistes qui auraient combattu la République

28\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

par la gauche. Celle-ci n'aurait pas résisté à ce double assaut venu de gauche comme de droite.

Que dire de tout cela ? Si nous acceptons ces postulats, il convient de répondre aux questions suivantes :

Quelle importance ont eu les millions d'électeurs du NSDAP dans la mise en place de la dictature fasciste ?

Quelle influence a eu la masse des adhérents du parti nazi sur le caractère de classe du fascisme ?

Comment peut-on expliquer l'influence de l'idéologie fasciste sur la petite bourgeoisie ?

## Le fascisme et sa base de masse

Parmi ceux qui ont rejeté la culpabilité de l'avènement de la dictature fasciste en premier lieu sur les masses, on trouve Hjalmar Schacht, cet homme qui, avec Fritz Thyssen, a pesé de tout son poids pour éliminer toutes les résistances à l'arrivée de Hitler à la chancellerie. Accusé à Nuremberg dans le procès contre les grands criminels de guerre, il déclara avec un cynisme insolent : « En tant que démocrate et partisan d'un régime démocratique et parlementaire, il m'a semblé inévitable de confier à cet homme (Hitler) la tâche de former un gouvernement après que le NSDAP eut remporté 40 % des voix aux élections de juillet 1932. »

Or, les faits, confirmés sans la moindre ambiguïté possible par les déclarations du banquier Kurt von Schröder, attestent que la décision d'accélérer le processus de mise au pouvoir de Hitler n'avait pas été prise au moment où le NSDAP avait gagné des électeurs, mais bien après qu'il en ait tant perdu qu'il menaçait de s'effondrer.

Ce n'était pas par respect pour le vote de 13 millions d'électeurs qu'ils avaient mis Hitler au pouvoir, mais

bien parce qu'ils ne pouvaient réaliser leurs plans d'agression, établis depuis longtemps, qu'en s'appuyant sur ce parti fasciste.

Il serait toutefois erroné de n'accorder aucune importance à ces millions d'Allemands qui soutinrent le parti nazi et suivirent ses slogans pernicious. Sans leur soutien, il n'aurait pas été possible au capital financier allemand d'opérer la transition vers la dictature dans de bonnes conditions, c'est-à-dire «légalement» et «conformément à la Constitution». Ces centaines de milliers de SA qui ont terrorisé et brutalisé les antifascistes, évitant à l'armée de devoir intervenir contre la classe ouvrière, ont fortement contribué à renverser les rapports de force entre les classes en faveur du capital monopolistique et à créer les conditions nécessaires à l'avènement de la dictature fasciste.

Tous les Allemands qui ont suivi les dirigeants fascistes portent une lourde responsabilité, même s'ils n'ont dans leur majorité pris part à aucune des atrocités commises par les fascistes. Mais à la différence des grands industriels et des Junkers, ils avaient été séduits par une démagogie raffinée et extrêmement difficile à déceler, contraire à leurs propres intérêts et profitant à leurs ennemis mortels – les impérialistes allemands.

Ils faisaient dans leur immense majorité partie des classes moyennes, de la petite bourgeoisie citadine et rurale : artisans, petits commerçants, employés, fonctionnaires, intellectuels et paysans. En effet, le NSDAP n'a pas grandi au détriment des partis ouvriers, comme leurs promoteurs et leurs mécènes parmi les monopolistes et les Junkers l'avaient souhaité et planifié, mais au détriment des vieux partis bourgeois et grâce à l'afflux de nouvelles couches d'électeurs, comme le montre le tableau suivant :

30\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

## Élections parlementaires

	1928	juillet 1932
NSDAP	0,81 million	13,7 millions
DNVP	4,4 millions	2,1 millions
DVP	2,7 millions	0,436 million
DDP (Dt Staatspartei)	1,5 million	0,371 million
Wirtschaftsparte	1,3 million	0,146 million
SPD	9,1 millions	7,9 millions
KPD	3,2 millions	5,2 millions

Pourtant, ce ne sont pas les millions d'électeurs nazis issus de la petite bourgeoisie, mais bien les intérêts des millionnaires qui ont déterminé la politique du gouvernement nazi et le caractère de classe de la dictature fasciste. Voilà pourquoi, lors du 7<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale communiste, Georges Dimitrov caractérisa le fascisme au pouvoir comme étant la « dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. » Et à ceux qui tentaient à l'époque de masquer le caractère de classe du fascisme, il répondit : « Le fascisme, ce n'est pas une forme du pouvoir d'État qui se place au-dessus des classes, ce n'est pas le pouvoir de la petite bourgeoisie ou du sous-prolétariat sur le capital financier. Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même, c'est l'organisation de la répression terroriste et sanglante de la classe ouvrière et de la frange révolutionnaire des paysans et des intellectuels. »

La petite bourgeoisie ressentit la véracité de cette constatation jusque dans sa propre chair. Après la destruction, avec l'aide des SA, des organisations ouvrières, les poursuites contre les combattants antifascistes et leur déportation dans les camps de concentration, la SA fut elle-

même brutalement désarmée par les SS le 30 juin 1934. Il fallait apaiser la tension créée par les luttes de pouvoir internes, mais aussi étouffer l'appel à l'expropriation du grand capital lancé au sein de leurs propres rangs. La «Ligue combattante pour la défense des classes moyennes» (*Kampfbund für den gewerblichen Mittelstand*), créée en décembre 1932 par les nazis pour des raisons démagogiques, fut dissoute dès août 1933 car ses membres réclamaient la fermeture des grands magasins et des mesures contre les trusts et les grands groupes. Cela devenait gênant. Au cours de la guerre fasciste, cette «classe moyenne» fut ruinée et décimée comme jamais auparavant. Début 1943, le *Schwarze Korps* («Corps noir»), un des organes de la SS, avoua froidement que c'était là un des buts de la politique nationale-socialiste : «La classe moyenne allemande est morte et ne doit pas ressusciter après la guerre. Le vocable "classe moyenne" provient de l'arsenal de la démocratie. Lorsque nous reconstruirons une vie économique après la guerre, nous devons en tout cas éviter de commettre les vieilles erreurs. Il faut ranger le spectre de la classe moyenne aux archives.»

Mais pourquoi alors la démagogie fasciste exerça-t-elle une attraction et une fascination tellement fortes sur la masse de la petite bourgeoisie ?

La propagande du NSDAP défendait l'idéologie nationaliste et chauvine traditionnelle mais se différenciait essentiellement de celle des vieux partis bourgeois par sa démagogie sociale dénuée de tout scrupule. Le parti prétendait être un parti national, révolutionnaire et socialiste ouvrier. Cette mascarade anticapitaliste était destinée à détourner la masse des travailleurs du terrain internationaliste de la lutte des classes vers le terrain nationaliste du revanchisme en dénonçant le Traité de Versailles – et les partis allemands qui avaient signé ce traité et pré-

## 32\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

senté son adoption comme inévitable – comme la source de toutes les inégalités sociales et de tous les abus.

La grande majorité de la classe ouvrière allemande ne se laissa pas prendre au piège, d'autant moins que même les travailleurs influencés par les thèses réformistes étaient traditionnellement très attachés à la solidarité de classe internationale. Les travailleurs organisés au sein des syndicats chrétiens virent tout de suite dans les nazis un adversaire à cause de l'hostilité affichée des fascistes envers les syndicats. Ils les voyaient comme ceux qui voulaient les priver de leur organisation, leur arme la plus importante dans la lutte salariale. Ainsi, les fascistes nazis ne parvinrent pas, malgré toute leur démagogie, à pénétrer les défenses des partis ouvriers et des syndicats et à conquérir la masse des ouvriers allemands.

Par contre, une grande partie de la petite bourgeoisie allemande se montra particulièrement sensible à ce mélange de nationalisme radical et de « socialisme » fausement radical. Il s'agissait en fait des couches de la population privées de plus en plus de leur base existentielle par la puissance croissante du gros capital. Il s'agissait de ceux que l'inflation et la crise économique mondiale spoliaient de plus en plus de leurs économies, ceux qui ne pouvaient pas résister à la concurrence trop puissante des groupes industriels et des chaînes de grands magasins, et que les taux usuraires pratiqués par les banques précipitaient dans un abîme de dettes toujours plus profond. Il faut y ajouter les couches des employés et des fonctionnaires qui perdaient dans la crise leur position privilégiée par rapport aux ouvriers. Menacés de perdre leur emploi, de finir au chômage et d'être précipités à leur tour dans la classe du prolétariat, ils aspiraient à retrouver la sécurité de leur emploi passé. Ainsi, un profond sentiment antimonopoliste gagna une grande part de la

petite bourgeoisie et l'amena à chercher une alternative au capitalisme. Elle cherchait une alternative qui lui permette de conserver son statut de petite bourgeoisie, tant face au danger réel d'être dépossédée et ruinée par le gros capital que face au danger imaginaire mais suggéré d'être expropriée et déclassée par le socialisme. Le «national-socialisme» proposé par les nazis répondait précisément à ces attentes et à ces craintes.

Mais alors, cette ouverture des classes moyennes à l'idéologie fasciste est-elle un fait établi une fois pour toutes, une loi qu'il nous faut accepter comme une fatalité ?

Une telle conception serait non seulement fondamentalement fautive mais également dangereuse sur le plan politique. Bien sûr, la petite bourgeoisie, du fait de sa position sociale coincée entre les deux classes principales, de son attachement à la propriété privée des moyens de production et de sa peur du déclassement social, court toujours le danger de succomber à des appels habiles à sa mentalité de «propriétaire» et de se laisser instrumentaliser dans une contre-révolution dirigée contre le mouvement ouvrier. Karl Marx et Friedrich Engels ont écrit à ce sujet dans le Manifeste du Parti communiste : « Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. » Quelqu'un qui aurait mal lu le Manifeste du Parti communiste et aurait retenu cette seule phrase comme caractérisation de l'attitude politique des couches intermédiaires de la population, verra que dès la phrase suivante, Marx et Engels la complètent comme suit : « Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage

## 34\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat<sup>5</sup>. » Marx et Engels étaient donc loin de contester aux classes moyennes leur potentiel révolutionnaire, comme le prétendent volontiers des sociologues bourgeois sur la base d'une interprétation erronée de Marx. Toutefois, il faut une expérience politique plus longue et plus profonde pour aller au-delà de la défense d'intérêts dépassés que l'on croit toujours d'actualité, pour se défaire de préjugés et d'idées réactionnaires enracinés et pour prendre conscience de ses intérêts communs avec le prolétariat.

La politique de la bourgeoisie impérialiste enseigne tous les jours aux couches moyennes de la population que leurs intérêts sont fondamentalement incompatibles avec le pouvoir du capital monopolistique. Mais il en faut plus pour qu'elles comprennent que leur allié dans la lutte contre la toute-puissance des monopoles est la classe ouvrière. Pour cela, les organisations ouvrières doivent, par leur action, convaincre ces couches qu'elles ont non seulement l'intention, mais qu'elles sont également capables de tenir tête au capital monopolistique et de défendre avec force et efficacité l'ensemble des travailleurs.

Malheureusement, les couches moyennes virent, au cours des années de crise économique mondiale, une classe ouvrière divisée, avec comme parti des travailleurs le plus représentatif et le plus influent, le SPD qui menait au gouvernement une politique favorable au capital monopolistique et hostile aux classes moyennes.

Ainsi, les dirigeants du SPD facilitèrent la tâche des dirigeants nazis, qui purent accabler de reproches le régime de Weimar d'apparence « marxiste » et faire croire à la masse de leurs adhérents petit-bourgeois que le mouvement ouvrier était leur ennemi juré, responsable entre

tous de leur détresse et de leur ruine. Contrairement à la direction du SPD, le KPD mena une lutte réelle et active contre le capital monopolistique. Par le biais de son programme pour la libération nationale et sociale du peuple allemand (1930) et de son programme d'aide aux paysans (1931), le KPD dévoila la démagogie nazie et montra à tous les travailleurs de la ville comme de la campagne quels étaient leurs véritables intérêts. Toutefois, en reliant les revendications antimonopolistes immédiates à celle de la dictature du prolétariat comme seule alternative au fascisme, il rendit son acceptation plus difficile par les classes moyennes, car c'était trop en demander à leur capacité de compréhension.

Ce n'est pas parce que ces couches de la population se sont effectivement tournées vers le NSDAP que l'on peut en conclure qu'elles constituent un réservoir invariablement sûr pour le fascisme et le néo-fascisme. L'expérience du mouvement ouvrier international, en Italie et en France par exemple, mais surtout dans des démocraties populaires comme la République démocratique allemande, a montré qu'il était tout à fait possible de trouver dans ces couches de la population des alliés fiables de la classe ouvrière. Mais il faut pour cela, et c'est la condition *sine qua non*, arriver à fédérer l'action des organisations de travailleurs dans la lutte antimonopoliste et mener au sein du mouvement ouvrier une véritable politique d'alliance marxiste-léniniste.

## La victoire du fascisme aurait pu être évitée

Lors du 7<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale communiste, Georges Dimitrov fit cette remarque : « Le fascisme a pu arriver au pouvoir *avant tout* parce que la classe ouvrière,

## 36\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

par suite de la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie que pratiquaient les chefs de la social-démocratie, *s'est trouvée scindée, désarmée au point de vue politique et au point de vue organisationnel* face à l'agression de la bourgeoisie. Quant aux partis communistes, ils étaient *insuffisamment forts* pour soulever les masses sans et contre la social-démocratie et les conduire ainsi à la bataille décisive contre le fascisme<sup>6</sup>. »

Le fascisme aurait pu être enrayé, mais seulement par une classe ouvrière en front uni, par le combat de masse uni de tous les antifascistes, y compris par des luttes extraparlimentaires, incluant la grève générale politique et, si nécessaire, la lutte armée.

Le Parti communiste était la seule force politique à opposer au fascisme une hostilité irréconciliable. Il était prêt à mobiliser tous les moyens et toutes les forces nécessaires pour empêcher la prise de pouvoir des fascistes. Il était le seul à se battre honnêtement et infatigablement pour la création d'un front uni antifasciste. Il ne mettait, disait Ernst Thälmann au cours de sa discussion avec des travailleurs sociaux-démocrates en juillet 1932, qu'une seule et unique condition : il fallait être prêt et décidé à mener avec courage et dévouement un combat de masse contre le fascisme et le vol des salaires en utilisant tous les moyens dont disposait le prolétariat. Mettre sur le même pied communistes et nationaux-socialistes, comme le font constamment, contre toutes les évidences, les auteurs bourgeois et sociaux-démocrates en République fédérale, est donc de la diffamation malveillante.

Pour les communistes, la démocratie sous la République de Weimar n'allait pas assez loin ; ils se battaient pour *plus* de démocratie et surtout pour une démocratie réelle au bénéfice du peuple et des travailleurs et pour la limitation puis la suppression totale du pouvoir des enne-

mis de la démocratie, les monopolistes et les Junkers. Le 20 octobre 1922, Clara Zetkin avait très bien exprimé devant le Reichstag l'attitude des communistes envers la République de Weimar : « Nous ne nous faisons aucune illusion sur la valeur de ce peu de démocratie pour la classe ouvrière, mais aussi peu soit-elle, nous ne la sous-estimons pas. » Puis, elle se tourna vers les nationalistes et elle continua : « Alors que vous ne faites que réfléchir à la manière dont vous pourriez défaire ce début de construction démocratique, nous sommes prêts à protéger et à défendre contre vous cette pauvre démocratie ; et tout le monde verra que ce petit bout de démocratie n'a pas de défenseurs plus fidèles et plus décidés que les communistes. » C'est précisément pour cela que les communistes étaient l'ennemi n°1 du capital monopolistique allemand et de ses émules fascistes.

Lorsque Hitler put pour la première fois faire part de ses idées à Emil Kirdorf, probablement au cours d'un entretien personnel, il manifesta tout son mépris pour le peuple et son admiration pour les personnalités dirigeantes du monde patronal : « Le principe absurde d'une démocratie est de remplacer la force et le génie de la personnalité par la majorité numérique, c'est-à-dire concrètement la faiblesse et la bêtise. »

Le 26 janvier 1932, il eut l'occasion de prouver aux puissants industriels de la Ruhr et du Rhin qu'il était l'homme dont ils avaient besoin, entre autres par le biais de cette déclaration : « Si les têtes pensantes d'une nation, forcément minoritaires, ne sont pas plus estimées que toutes les autres, il s'ensuit une domination sur le génie, la capacité et la valeur de la personnalité, appelée à tort pouvoir du peuple. En fait, ce n'est pas le pouvoir du peuple, mais en réalité le pouvoir de la bêtise, de la médiocrité, de l'imperfection, de la lâcheté, de la faiblesse, de l'in-

## 38\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

suffisance... La démocratie politique correspond sur le plan économique au communisme... Si nous n'étions pas là, il n'y aurait déjà plus aujourd'hui de bourgeoisie, la question de savoir si l'on veut du bolchevisme serait réglée depuis longtemps ! »

La situation était donc la suivante : les communistes défendaient tout ce que la République de Weimar apportait aux travailleurs comme droits démocratiques et sociaux et combattaient tout ce qui limitait ces droits ou les rendait vide de sens. Tout en combattant le trop peu de démocratie, ils étaient les défenseurs les plus acharnés de ce *peu*.

Les fascistes nazis combattaient quant à eux la République de Weimar parce qu'ils considéraient – tout comme leurs vrais maîtres, les hommes du capitalisme monopolistique et les Junkers – que cette République accordait *trop* de démocratie aux masses. Leur combat porta finalement ses fruits parce que, dans le fond, les dirigeants de tous les partis bourgeois partageaient la même conception et travaillaient au démantèlement de la démocratie parlementaire, ce qui les amena à voter la « loi sur les pleins pouvoirs » du 23 mars 1933.

Il est vrai que la social-démocratie défendit la République de Weimar en paroles, mais ces paroles ne furent pas traduites en actes, si bien que les communistes se retrouvèrent seuls à combattre pour la défense des droits du peuple. L'exemple le plus marquant en fut donné le 30 janvier 1933. Comme au moment du coup d'État de von Papen contre le gouvernement prussien, le 20 juillet 1932, les dirigeants du KPD allèrent trouver la direction du SPD et celle des syndicats libres pour les inviter à lancer un appel commun à la grève générale contre la mise en place de la dictature fasciste. Mais comme la fois précédente, les dirigeants du SPD refusèrent leur offre.

L'organe central du SPD, le *Vorwärts*, justifia le jour même ce refus de la manière suivante : « Face à la menace du coup d'État, la social-démocratie restera dans les limites de la constitution et de la légalité. Elle ne fera pas le premier pas hors de ces limites. Elle utilisera tous les moyens *constitutionnels* et légaux pour combattre avec force ce gouvernement. »

Un message à l'adresse de Hitler l'assurant qu'en dehors de discours au sein et en dehors du parlement, il ne rencontrerait aucune résistance de la part de la plus grande et de la plus influente organisation de travailleurs, ni des syndicats qui lui étaient affiliés. La direction du SPD octroya ainsi à la dictature fasciste, encore extrêmement fragile et vulnérable dans sa première phase, le délai dont elle avait besoin pour arrêter tous les cadres du mouvement ouvrier avant les élections prévues le 5 mars 1933, et pour mettre en scène l'incendie du Reichstag du 27 février afin de justifier ces arrestations. Ce jour-là et dans les jours suivants, des milliers de communistes, de sociaux-démocrates, de démocrates bourgeois et de pacifistes furent victimes de la terreur débridée des fascistes.

Qui plus est, certains membres de la direction du parti et de la fraction parlementaire du SPD espéraient que la dictature fasciste permettrait une poursuite de leur existence légale. Ils s'opposaient donc fortement à tous ceux qui exigeaient de passer à l'illégalité pour lutter contre le fascisme. Lorsque la section berlinoise de la Jeunesse ouvrière socialiste (SAJ) passa au travail clandestin et mit l'argent de l'organisation à l'abri des nazis, le dirigeant fédéral de la SAJ, Erich Ollenhauer, s'y opposa formellement et exigea sous peine de mesures disciplinaires que cessent « ces petites magouilles illégales ». Le 5 avril 1933, Wendt, membre de la direction du SPD, ordonna que les fonds mis en sécurité par la direction de la section berlinoise de la SAJ soient restitués et menaça le président

## 40\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

de la section berlinoise de la SAJ de l'exclure du parti en cas de refus et de révéler au grand public (autrement dit aux autorités fascistes) la raison de son exclusion!<sup>7</sup>

Toujours dans la lignée de cette attitude obséquieuse envers les dirigeants nazis, il ne faut pas oublier de mentionner l'approbation donnée par la fraction parlementaire du SPD à la déclaration de politique extérieure du gouvernement hitlérien le 17 mai 1933.

Dans les jours qui suivirent, la direction du SPD se scinda en deux, chaque partie refusant à l'autre le droit de s'exprimer au nom du parti. En Allemagne, les cadres restés au pays et regroupés sous la direction de Paul Löbe affirmaient représenter la véritable direction du parti. En raison de leur bonne conduite, ils avaient obtenu des nazis le maintien du parti. Leur servilité indigne envers les meurtriers fascistes des travailleurs alla si loin qu'ils en arrivèrent même à exclure les membres juifs de la direction du parti.

Sous la présidence d'Otto Wels, les dirigeants en exil formèrent un comité directeur de l'émigration qui tint ses assises à Prague. Néanmoins, ce comité considérait comme sa mission principale non pas de combattre le fascisme hitlérien, mais bien de contrecarrer l'influence des communistes. Lors d'une réunion de la partie de la fraction parlementaire SPD restée au pays le 10 juin 1933, Max Westphal expliqua comme suit les motivations des membres de la direction qui avaient émigré à Prague : « Les camarades *de l'extérieur* [sic !] défendent la thèse suivante : le parti court le danger effroyable de perdre tout crédit auprès de la masse des travailleurs et d'acquérir une réputation exécrationnelle auprès des camarades à l'étranger. Si les choses continuent ainsi, alors ce sont surtout les communistes avec leurs méthodes illégales qui deviendront le fer de lance du combat contre le fascisme<sup>8</sup>. »

Toutefois, la direction pragoise du parti ne fut pas en mesure d'empêcher cette évolution. Après l'agression de l'Allemagne hitlérienne, l'Union soviétique s'avéra être le seul des pays agressés capable de résister aux assauts de la machine de guerre fasciste et devint la force principale de la coalition anti-hitlérienne. Ce fut également un communiste, Georges Dimitrov, qui infligea aux fascistes dès 1933 leur première défaite, une défaite historique et hautement symbolique. Le communiste bulgare Georges Dimitrov et le communiste allemand Ernst Thälmann firent figure d'exemples. Leur courage et leur persévérance furent source de forces non seulement pour les communistes, mais aussi pour les antifascistes sociaux-démocrates et bourgeois que la capitulation de leurs chefs devant le fascisme n'empêcha pas de poursuivre le combat contre la peste brune.

Et ce fut un communiste, Georges Dimitrov, qui développa en 1935 à l'occasion du 7<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale communiste le programme du combat efficace contre le fascisme, un programme qui apportait des réponses à toutes les questions fondamentales que posait le combat antifasciste, des réponses qui, aujourd'hui encore, ont gardé toute leur pertinence.

## Questions sur la lutte antifasciste actuelle

La victoire de la coalition anti-hitlérienne sur les puissances fascistes au cours de la Deuxième Guerre mondiale fut en même temps une victoire du mouvement communiste international, et de sa stratégie et de sa tactique appliquées dans la lutte antifasciste. Dans les pays où le mouvement antifasciste dirigé par des communistes sortit victorieux, les pays socialistes actuels, le fascisme fut éradiqué à la

## 42\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

racine. Et partout où l'impérialisme est resté au pouvoir, le danger du fascisme demeure – contrairement à ce que prétendent des auteurs bourgeois comme Ernst Nolte, pour qui « l'ère fasciste » a pris fin en 1945 – et les mots de Brecht sont toujours d'actualité : « Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la chose immonde<sup>9</sup>. »

Aujourd'hui encore [1973, ndlr], le fascisme existe sous différentes formes. Tout d'abord sous la forme d'États fascistes anciens (Espagne, Portugal) ; ensuite sous la forme de nouveaux États fascistes (la Grèce, par exemple) ou sous la forme de partis et de mouvements fascistes ou néo-fascistes présents dans tous les pays impérialistes, où ils sont souvent tolérés par les partis officiels du capital monopolistique, voire même encouragés et en partie soutenus par l'État (il suffit de voir les liens entre la CSU et le NPD, les subventions octroyées par l'État au NPD dans tous les Länder de RFA où ils ont temporairement siégé au parlement) ; enfin, l'utilisation de méthodes guerrières fascistes (les USA en Indochine, Israël au Proche-Orient) et, tout à fait dans le même ordre d'idées, l'utilisation de méthodes fascistes dans la répression des forces révolutionnaires et démocratiques, et des minorités nationales et raciales à l'intérieur même du pays (comme cela se passe surtout aux États-Unis).

Toutefois, après la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme n'est nulle part parvenu à se créer une base de masse fasciste comme ce fut le cas dans les années 1930, sans doute, et c'est important de le mentionner, en raison du dégoût qu'éprouvent encore de larges pans de la population face aux crimes affreux perpétrés par les fascistes.

C'est précisément pour cela que le fascisme apparaît aujourd'hui et apparaîtra encore à l'avenir sous des formes nouvelles, avec de nouveaux slogans à la recherche de partisans. Déjà lors du 7<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale com-

muniste, Dimitrov remarqua qu'à la différence du fascisme allemand, le fascisme américain tente de se faire passer pour un défenseur de la Constitution et de la « démocratie américaine ». Dans la mesure où le vieux fascisme d'inspiration italienne et allemande a été discrédité dans le monde entier, le néo-fascisme s'efforcera de s'adapter à ce nouveau contexte. Un exemple actuel en est la création du mot *Linksfaschismus* (« fascisme de gauche ») par les protecteurs réactionnaires des néo-fascistes d'Allemagne de l'Ouest.

La création de ce terme montre très clairement que, d'une part, la très grande partie de la bourgeoisie de la RFA rejette le fascisme, mais que, d'autre part, les créateurs de ce terme ont craint que l'anticommunisme ne perde de sa vigueur. Voilà pourquoi ils essaient à présent de créer une atmosphère de peur et de répulsion à l'égard de la gauche politique en la présentant comme la source d'où émane le danger du fascisme. Pour *prouver* l'existence d'un tel « fascisme de gauche », on pointe du doigt l'activité de certains groupes terroristes s'autoproclamant de gauche, comme la « Bande Baader-Meinhoff », qui sont souvent de mèche avec des agents provocateurs de la police et servent de prétexte pour renforcer dans la bourgeoisie l'ambiance de pogrom contre la gauche, et plus particulièrement contre les communistes, et pour justifier des persécutions policières et des mesures de répression à leur encontre, en un mot pour créer des conditions favorable au développement du véritable fascisme.

Néanmoins, aujourd'hui, le plus grand danger pour les droits démocratiques des masses et pour le système parlementaire bourgeois dans les principaux pays impérialistes ne vient pas des organisations fascistes, mais bien des grands partis de la bourgeoisie impérialiste (la confédération CDU/CSU en RFA), des gouvernements

## 44\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

réactionnaires et des coalitions militaires impérialistes, et plus particulièrement de l'OTAN. L'exemple de la Grèce a montré qu'en l'absence d'une base fasciste dans les masses, l'OTAN pouvait s'y substituer pour aider à mettre sur pied une dictature fasciste antipopulaire dans un pays d'une grande importance stratégique.

La politique de restriction et de démantèlement des droits démocratiques dictée par les intérêts des monopoles, la politique de militarisation et d'armement anticommuniste et antisoviétique préparent le terrain pour l'émergence d'un nouveau fascisme.

L'apport des peuples des pays socialistes à la lutte mondiale contre les forces fascistes se concentre surtout sur le renforcement de la puissance économique, politique et militaire de leurs pays, sur la consolidation de l'unité morale et politique de toutes les classes qui constituent ces peuples et sur la solidarité active de tous les opposants à l'impérialisme, au fascisme et à la réaction des peuples combattants.

### **Chronique des relations entre le NSDAP et le capital monopolistique d'octobre 1923 au 30 janvier 1933 (sélection) :**

**Octobre 1923** Fritz Thyssen remet au général Ludendorff 100 000 marks-or pour le NSDAP.

**8/9 novembre 1923** Putsch de Hitler et de Ludendorff à Munich.

**24 février – 1<sup>er</sup> avril 1924** Procès contre Hitler, Ludendorff et leurs complices à Munich. Le tribunal permet à Hitler de faire du procès une tribune pour la propagande du

NSDAP. Il empêche – d’après les déclarations du fonctionnaire SPD Hoegner, cité comme témoin au procès – « d’examiner aussi à fond qu’il n’aurait fallu le mode de financement du mouvement hitlérien ».

**À partir de 1925** Thyssen recommence à financer le NSDAP, bien qu’il soit membre d’autres partis – d’abord du Parti du Centre, puis du DNVP.

**1926** Hitler parle un peu partout en Allemagne devant des assemblées de grands entrepreneurs.

**1927** Wilhelm Keppler, industriel de la chimie, adhère au NSDAP.

**4 juillet 1927** Emil Kirdorf, un des industriels les plus puissants de la Ruhr, prend personnellement contact avec Hitler et quitte peu après le DNVP pour le NSDAP. Sa carte de membre porte le numéro 71.032. Il s’arrange pour que le NSDAP reçoive des subsides du fonds politique du cartel minier.

**1928** Thyssen finance pour une immense partie l’achat et la transformation de la « Maison brune » (*Braunes Haus*) à Munich.

**1928** Après l’arrivée de Hugenberg à la direction du DNVP, Kirdorf revient au DNVP et quitte le NSDAP. Il garde néanmoins des relations personnelles amicales avec Hitler et fait en sorte que le NSDAP continue à recevoir des subventions de l’industrie lourde.

**1928** Otto Dietrich, gendre de Reismann-Grone, le pan-germaniste et éditeur du journal de l’industrie lourde de

46\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Rhénanie-Westphalie, jusque-là rédacteur commercial au *Deutschnationalen München-Augsburger Abendzeitung*, devient membre du NSDAP et établit des contacts plus intenses avec l'industrie lourde de la Ruhr. Il prend la direction de la section journalistique du NSDAP.

**1928/29** Le programme du NSDAP est modifié, on ajoute de nouveaux commentaires aux fameux « 25 points » qui suppriment les agressions contre le capital et les limitent au capital « rapace » juif.

**Août 1929** Emil Kirdorf est invité d'honneur du congrès national du NSDAP à Nuremberg.

**1929/30** Alliance étroite entre le DNVP et le NSDAP dans la campagne pour le référendum sur le « Plan Young ».

**Au plus tard au début 1930** Début du soutien du banquier Kurt von Schröder au NSDAP.

**14 septembre 1930** Grand succès électoral pour le NSDAP aux élections fédérales. Les millions des entrepreneurs rapportent 6 millions de voix.

**25 septembre 1930** Hitler jure de respecter la légalité au procès devant la Cour suprême du Reich contre les officiers nationaux-socialistes de la *Reichswehr*, Ludin, Scheringer et Wendt.

**Fin septembre 1930** Walter Tengelmann, directeur de la *Gelsenkirchner Bergwerk AG*, adhère au NSDAP.

**Automne 1930** Hjalmar Schacht fait un voyage aux États-Unis pour convaincre les hauts représentants de la finance

américaine qu'un gouvernement nazi ne présenterait aucun danger pour les investissements américains en Allemagne, mais constituerait bien au contraire un rempart contre le bolchevisme.

**5 octobre 1930** Hitler s'entretient avec le chancelier Brüning. Ensuite, il mange avec le directeur de la *Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft*, Emil Georg von Stauss. Stauss (à l'époque encore membre du DVP) commence à soutenir le NSDAP.

**Fin 1930** Walter Funk, jusque-là éditeur du journal destiné à la grande bourgeoisie *Berliner Börsenzeitung*, adhère au NSDAP et devient conseiller économique de la direction du NSDAP et homme de contact avec les milieux de la banque et de l'industrie.

**1930** Le prince Auguste-Guillaume Hohenzollern («Auwi») entre dans la SA.

**25 décembre 1930** Le général von Seeckt déclare dans le *Deutsche Allgemeine Zeitung*: «À la question de savoir si la participation du parti hitlérien à un gouvernement est souhaitable, je répons sans réserve un grand "oui".»

Dans le même numéro de ce journal, Hjalmar Schacht déclare: «S'il est impossible de diriger sans les sociaux-démocrates, alors, il est tout aussi impossible de diriger sans les membres d'une extrême droite tout aussi forte.»

Dans le même numéro, le Junker von Oldenburg-Januschau déclare: «Je suis convaincu que le NSDAP a le droit indéniable de participer dans le futur à la formation de gouvernements.»

**Début 1931** Le dirigeant nazi et assassin Paul Schulz s'entretient à Essen avec des magnats de la Ruhr qui déci-

48\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

dent de financer à l'avenir le NSDAP à concurrence de 10 000 marks par mois.

**1<sup>er</sup> mars 1931** La femme de Fritz Thyssen adhère au NSDAP.

**Début de l'été 1931** Guillaume, le prince héritier, prend personnellement contact avec Hitler.

**Été 1931** Hitler a quelques entretiens secrets avec des industriels.

**Juin 1931** Le prince Auguste-Guillaume prend officiellement parti pour Hitler.

**19 juin 1931** Entretien d'Edmund Stinnes avec Hitler.

**9 juillet 1931** Lettre d'Edmund Stinnes à Hitler : « L'élargissement de l'espace allemand vers l'est et le sud-est de l'Europe ne me semble aujourd'hui pas possible en repoussant les frontières mais bien en les effaçant considérablement... Néanmoins, pour avoir du succès, toute solution du problème de l'Est nécessite l'accord de Londres et de Washington. Je sais très bien par l'entretien que nous avons eu, très cher Monsieur Hitler, que vous êtes tout à fait conscient des limites de ce qui est aujourd'hui possible et que votre intention est de ne les franchir qu'avec prudence, pas à pas, une marche après l'autre. J'espère que vous réussirez dans cette tâche immense qui consiste à réfréner les passions qui se sont éveillées. Je garde une entière confiance... »

**27 juillet 1931** Requête adressée à Hindenburg par l'« Association de politique économique Francfort-sur-le-Main »,

en accord avec le président de l'« Union des associations patriotiques », Rüdiger von Goltz : « Votre excellence ! L'opposition nationale est la dernière chance de l'Allemagne [...] Et nous, dirigeants de l'économie, [...] la soutenons. [...] Nous ne voulons pas d'un coup d'État, mais juste l'exécution du principe fondamental de la démocratie : le pouvoir revient au parti national le plus fort. »

**10 octobre 1931** Premières négociations du président von Hindenburg avec Hitler et Göring sur la participation des nazis à la formation d'un gouvernement.

**11/12 octobre 1931** Réunion à Harzburg de l'« Opposition nationale » (DNVP, *Stahlhelm*, NSDAP...)

**27 octobre 1931** C. F. von Siemens est invité par la *General Electric Company* à venir parler à New York devant des hauts représentants de la finance américaine. Il en profite pour réclamer leur compréhension et leur bienveillance à l'égard du NSDAP. Dans ce discours, il explique entre autres ceci : « On n'estime pas assez à sa juste valeur que ce sont le désintéressement de son mouvement et ses hauts idéaux nationaux qui attirent dans ses rangs des jeunes issus de toutes les classes. Ils sont les vrais partisans de Hitler et la colonne vertébrale du parti national-socialiste [...] Le but profond du gouvernement hitlérien est la lutte contre le socialisme, c'est-à-dire contre le marxisme [...] Il est contre la suprématie débridée du parlementarisme telle qu'elle est malheureusement prévue dans notre constitution. Le peuple allemand [...] n'est pas mûr pour cette forme de la démocratie. »

**Décembre 1931** Fritz Thyssen devient membre du NSDAP.

50\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Wilhelm Mann, membre de la direction de IG-Farben, adhère au NSDAP.

**26 janvier 1932** Discours de Hitler devant plusieurs centaines de monopolistes à l'*Industrieklub* à Dusseldorf, arrangé par Fritz Thyssen.

**27 janvier 1932** Réunion secrète au Château Landsberg de Thyssen des représentants de l'Union des aciéries (Thyssen, Poensgen, Vögler) avec Hitler, Göring et Röhm à propos de la formation d'un gouvernement nazi.

**Février 1932** Entretien entre Friedrich Flick et Hitler.

**19 mars 1932** Le grand industriel Paul Reusch conclut un accord avec Hitler stipulant que les organes de presse contrôlés par Reusch (*Münchener Neueste Nachrichten*, *Fränkischer Kurier*) n'attaqueront pas Hitler au cours de la campagne pour les présidentielles.

**3 avril 1932** Le prince héritier Guillaume appelle à élire Hitler président.

**12 avril 1932** Dans une lettre à Hitler, Hjalmar Schacht écrit qu'un groupe d'hommes s'est déclaré disposé à financer avec lui une institution chargée d'étudier la possibilité de concilier les idées économiques du national-socialisme avec l'existence de l'économie privée.

Il se serait déclaré prêt « en accord avec quelques amis occidentaux à assurer la direction spirituelle sur les travaux à cet endroit. » Quelques semaines plus tard, il ouvre un bureau portant le nom de « Bureau d'études Dr Hjalmar Schacht » financé en majeure partie par Fritz Thyssen et Paul Reusch.

**Début 1932** Création du « Cercle de soutien » par des monopolistes sous la direction de Wilhelm Keppler. Ce cercle de soutien (qui deviendra plus tard le « cercle d'amis » de Himmler) se composait lors de sa création d'une douzaine de monopolistes de tout premier plan qui se réunissaient tous les mois pour discuter des mesures de soutien au NSDAP et de l'orientation de sa politique.

**Juin 1932** Göring assure à Flick le soutien d'un futur gouvernement nazi pour la défense de ses intérêts dans le cadre de « l'Affaire Gelsenkirchen ».

**5 août 1932** Entretien entre von Schleier, le ministre de l'armée, et Hitler.

Schleier promet à Hitler d'intervenir auprès du président pour qu'il nomme Hitler à la chancellerie.

**13 août 1932** Entretien entre Hitler et le président von Hindenburg. Sous l'influence des Junkers et des industriels nationalistes, Hindenburg accepte de nommer Hitler chancelier d'un cabinet qui s'appuierait sur une majorité parlementaire, mais pas d'un cabinet disposant de pouvoirs spéciaux. Hitler insiste cependant pour avoir en tant que chancelier les mêmes pouvoirs que Brüning et Papen.

**Septembre 1932** Hitler rencontre à nouveau des industriels de la Ruhr au Château Landsberg de Fritz Thyssen.

**Automne 1932** Paul Silverberg, important industriel de la Ruhr et membre du conseil d'administration de la *Deutsche Bank*, prend contact avec Hitler et Georg Strasser.

52\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

**19 novembre 1932** Requête adressée par des monopolistes et des Junkers de tout premier plan au président von Hindenburg lui demandant de nommer Hitler à la chancellerie : « Nous voyons dans ce mouvement national qui s'empare du peuple le début prometteur d'une ère nouvelle qui permettra à l'économie allemande de se relever en supprimant l'antagonisme entre les classes. Nous pensons que de nombreux sacrifices seront encore nécessaires, mais ils ne seront consentis de bonne grâce que si la plus grande partie de ce mouvement national occupe une place prépondérante dans le gouvernement. En confiant la responsabilité de diriger un cabinet présidentiel doté des meilleures forces matérielles et humaines au dirigeant du plus grand groupe national, nous éviterons les faiblesses et les erreurs inhérentes à tout mouvement de masse... »

**Novembre 1932** Otto Meynen et Franz Reuter, éditeurs de la revue patronale confidentielle *Deutsche Führerbriefe*, s'entretiennent à la demande de Paul Silverberg avec Hitler dans son « quartier général berlinois », l'hôtel Kaiserhof.

**Novembre 1932** À la demande de Carl Bosch, président du comité directeur de IG-Farben, Bütetisch et Gattineau, directeurs de IG-Farben, s'entretiennent avec Hitler, qui leur assure que la production synthétique d'essence serait subventionnée par un éventuel gouvernement dirigé par les nazis.

**Début décembre 1932** Lutte de pouvoir entre Göring, l'homme de confiance de Thyssen et de Schacht, et Gregor Strasser, le favori d'IG-Farben, pour savoir qui allait le plus peser de son influence sur la ligne politique du parti. Strasser dut s'effacer face à Göring et abandonna tous

ses postes au sein du parti. L'éviction de Strasser poussa les industriels qui ne s'étaient pas encore prononcés pour une position dominante du NSDAP dans un gouvernement à faire taire leurs réticences.

**4 janvier 1933** Hitler s'entretient avec von Papen dans la villa du banquier Kurt von Schröder à Cologne. Ils se mettent d'accord sur la formation d'un cabinet par Hitler et sur les lignes essentielles du programme de ce gouvernement.

**7 janvier 1933** Rencontre entre des monopolistes importants et Hitler dans la maison de Kirchdorf.

**28 janvier 1933** Schleier est forcé à démissionner.

**30 janvier 1933** Formation du cabinet de Hitler; début de la dictature fasciste en Allemagne.

54\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

1. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Œuvres complètes, tome 22, Paris-Moscou, p. 320.
2. Lénine, *Une caricature du marxisme*, Œuvres complètes, tome 23, Paris-Moscou, p. 44.
3. Georges Dimitrov, *L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale Communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme*, Œuvres Choisies, Tome 1, p. 595. Editions en Langues Etrangères. Sofia 1966.
4. *Ibidem*, p.596
5. Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, Études Marxistes n° 41, EPO, 1998.
6. Dimitrov, *op. cit.*, p.603
7. Erich Matthias, *Dokumentation : Der Untergang der Sozialdemokratie 1933*, in : *Vierteljahres Hefte für Zeitgeschichte*, Stuttgart, 2. Heft, Avril 1956, pp 196 et sq.
8. *Ibidem*, p. 185
9. Bertolt Brecht, *La résistible ascension d'Arturo Ui*, éditions de l'Arche.

## Chapitre 2

# Hitler et le capital\*

## Les vrais millions derrière Hitler

Le NSDAP renaît le 27 février 1925, après que l'interdiction du parti, consécutive au putsch de novembre 1923, a été levée le 7 janvier en Prusse, le 16 février en Bavière, et par la suite dans tous les autres länder.<sup>1</sup>

Cette nouvelle fondation n'attira que peu l'attention des masses en Allemagne.

Toutefois, dès le début, le NSDAP «refondé» jouit du soutien bienveillant de certains cercles de la bourgeoisie. Et seulement un an après la refondation, Hitler était introduit dans les clubs et salons où se rassemblaient des monopolistes d'envergure pour proposer d'être avec son parti le Sauveur luttant contre le marxisme et le bolchevisme.

Le 28 février 1926, Hitler eut l'occasion de parler devant *le Hamburger Nationalklub*<sup>2</sup> et, entre juin 1926 et décembre 1927, ce n'est pas moins de cinq fois qu'il fut l'invité des industriels de la Ruhr<sup>3</sup>.

\* Paru dans *Blätter für deutsche und internationale Politik*, Cologne, cahiers 7 et 8/1978, p. 842-860 et 993-1009.

## 56\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Ces rencontres, les discours de Hitler et leur réception par ses auditeurs sont extrêmement instructifs pour comprendre le lien qui unissait la bourgeoisie monopoliste et le NSDAP. À propos de cette prestation du 28 février à Hambourg, on peut lire dans un écrit officiel nazi de l'année 1939 : « Adolf Hitler avait [...] déjà parlé une fois [...] à Hambourg. Toutefois, pas devant un large public [...], mais dans le cercle extrêmement fermé d'un club politique. Il s'agissait du *Nationalklub von 1919*, une association qui comptait, comme l'on disait encore à cette époque, le gratin de la société et du monde de l'économie<sup>4</sup>. » Le fondateur du *Nationalklub* était le banquier Max von Schinckel, de la très importante *Norddeutsche Bank und Disconto-gesellschaft*.<sup>5</sup> L'ancien chancelier Cuno, directeur de l'HAPAG, était également membre et avait même été un temps président du *Nationalklub*<sup>6</sup>. Début 1926, le club comptait entre 400 et 450 membres.<sup>7</sup>

Le directeur de séance présenta Hitler aux armateurs hambourgeois, aux constructeurs navals et aux grands marchands en des mots qui dépassaient de loin la politesse avec laquelle il était convenu de recevoir ses hôtes et qui équivalait déjà à une marque de sympathie : « Messieurs, il n'est à vrai dire pas nécessaire d'introduire par de longs discours l'invité que nous avons l'honneur de recevoir ce soir. Il s'est en peu de temps forgé un nom par son activité politique. Il est entré dans la vie publique après la fin de la guerre. Son engagement énergique pour la défense de ses convictions lui a valu dans les cercles les plus élevés le respect, l'estime et l'admiration de tous. Nous sommes très heureux qu'il soit parmi nous ce soir. C'est une joie partagée par les membres du club, qui sont venus si nombreux ce soir [...] L'événement organisé ce soir par le club a attiré les gens comme peut-être aucun auparavant<sup>8</sup>. » Hitler commença sous des applaudissements nourris un

exposé qui dura plusieurs heures.<sup>9</sup> Au centre de son exposé, il mit la nécessité d'exterminer le marxisme non pas par la simple violence, mais par une violence reposant comme le marxisme sur une vision du monde.

Feignant la naïveté, Jochmann ne cesse de s'étonner que des « hommes d'âge mûr avec une bonne expérience de la nature humaine et ayant accompli de grands mérites professionnels aient pu succomber à l'influence démagogique d'un politicien novice<sup>10</sup>. » En fait, si l'on examine le discours avec attention, il n'y a là pas lieu de s'étonner : Hitler a tout simplement fait comprendre à ces messieurs, en toute honnêteté et en toute clarté, que *son* programme était *leur* programme. C'est pour cela qu'il fut à nouveau applaudi de la manière qui accompagne généralement les déclarations brutales. Il a par ailleurs cherché à convaincre son audience qu'aucun des grands partis bourgeois dans lesquels ils avaient mis jusque-là tous leurs espoirs n'était en mesure d'accomplir ce qu'ils considéraient comme nécessaire. La majorité des hommes présents ne prirent évidemment pas ces arguments au sérieux. Pour eux, seuls des partis « sérieux » comme le Parti populaire national allemand (DNVP) et le Parti populaire allemand (DVP) étaient aptes à gouverner. Mais l'éloquent invité avait tout à fait raison sur un point : on ne viendrait pas à bout de la République abhorrée sans le soutien des masses. Et si Hitler se proposait de rassembler les masses encore à gauche qui ne seraient jamais touchées par le DNVP ou le DVP, il fallait saluer une telle entreprise et y apporter un soutien adéquat.

Le discours hambourgeois de Hitler était un discours type. Tous les discours prononcés plus tard par Hitler devant des monopolistes suivront le même schéma de structure et d'argumentation, tout comme ce premier discours suivait le schéma de son célèbre mémorandum de 1922.<sup>11</sup>

## 58\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Les extraits suivants mettent suffisamment en lumière pourquoi et comment Hitler remporta l'adhésion enthousiaste des monopolistes. Pour lui, il était clair que la bourgeoisie avait échoué politiquement, mais il donnait à cet échec une explication tout à fait flatteuse : « L'Allemagne n'est pas allée à sa perte par intellectualité, ou devrais-je dire par manque d'intellectualité. Ce qu'il nous a manqué, parce que notre irrigation sanguine s'est bloquée, c'est la volonté, la volonté brutale. Si nos partis bourgeois, basés uniquement sur l'intellectualité, avaient eu ne fût-ce qu'une fraction de cette force brutale et sans ménagement dont est pourvue le communisme, jamais l'Allemagne ne serait tombée si bas <sup>12</sup>. »

Hitler et son « mouvement » étaient prêts à donner à la bourgeoisie « la volonté brutale » nécessaire, pour autant qu'on les porte « vers le haut ». Il expliqua clairement que « le sang bourgeois » était pour lui le sang le plus précieux : « Messieurs, le sang bourgeois, est-ce celui qui sabote la lutte et poignarde le front dans le dos ? Jamais ! (Applaudissements nourris) Le sang bourgeois a coulé pendant 4 ans 1/2, et en torrents [...] Ça, c'était du sang bourgeois. Ceux qui se sont révoltés contre leur propre patrie, ce n'était pas la bourgeoisie, ce n'était pas des bourgeois, mais de la racaille, de la racaille minable, de minables traîtres. (Bravo !) Si on avait fait couler le sang de ces derniers au front, il aurait probablement plus facilement coulé sur le sol que le sang de vies humaines précieuses <sup>13</sup>. »

Ces messieurs le comprirent très bien : Hitler leur reprochait de ne pas avoir suffisamment défendu leur propre cause en 1918, de ne pas avoir versé suffisamment de sang de travailleurs. Il leur faisait là un faux procès, car ils avaient mis en œuvre tout ce que leur pouvoir leur permettait de faire à cet égard. Mais quelqu'un qui était décidé à verser du sang sans égards et brutalement, et à

constituer pour cela un mouvement de masse méritait qu'on ne le perde pas de vue et qu'on pense à lui quand l'occasion se présenterait.

Quant au contenu des ses déclarations, ils ne pouvaient qu'acquiescer étant donné que Hitler ne faisait que répéter ce qui était devenu depuis la Révolution un lieu commun pour la droite, surtout pour les pangermanistes et les nationalistes allemands. Il ne faisait que tirer des conclusions encore plus radicales que le DNVP, qui était entre-temps monté au gouvernement : « Nous devons envisager politiquement une question fondamentale : qu'est-ce qui a causé le déclin de l'Allemagne ? La méconnaissance du danger marxiste [...] Il est essentiel de savoir que, dans cet État, plus de la moitié de tous les adultes, hommes et femmes, ont des idées *consciemment* anti-allemandes. Il y a donc d'un côté le bloc des "Internationaux" et de l'autre le bloc des "Nationalistes"<sup>14</sup>. » « Si le communisme sort aujourd'hui vainqueur, deux millions de personnes iront à l'échafaud. Par contre, si la droite sortait vainqueur et que nous serrions fortement la vis, on entendrait aussitôt crier : on ne peut pas agir aussi "cruellement", cela va trop loin !<sup>15</sup> » « La question du relèvement de l'Allemagne passe par l'extermination de l'idéologie marxiste en Allemagne. Si cette idéologie n'est pas éradiquée, l'Allemagne ne retrouvera jamais sa splendeur<sup>16</sup>. » « Il y a quinze millions de personnes qui ont des idées consciemment et volontairement antinationales, et aussi longtemps que ces quinze millions de personnes, qui représentent la part la plus vivante et la plus forte de la société, ne seront pas ramenées dans le giron du sentiment et de la sensibilité nationaux communs, tout discours sur un essor et sur le relèvement de l'Allemagne n'est que babillage sans la moindre signification<sup>17</sup>. » « La destruction et l'extermination [de l'idéologie marxiste], c'est tout autre chose

## 60\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

que ce que projettent les partis bourgeois. Le but auquel aspirent les partis bourgeois n'est pas l'extermination, mais un succès électoral [...] Il en irait tout autrement si l'on se décidait à vraiment lutter. L'un d'entre nous restera à terre : soit le marxisme nous extermine, soit nous l'exterminons jusqu'à la racine. Une telle formule conduirait naturellement à ce qu'un jour une force dirige seule, comme c'est le cas aujourd'hui en Italie. En Italie, une idéologie, une force dirige et écrase et détruit l'autre sans égards et ne cache pas que le combat ne sera fini que quand l'autre sera définitivement vaincue sans qu'il n'en subsiste rien<sup>18</sup>. » « Lorsqu'on a compris qu'il est vital de briser le marxisme, tous les moyens sont bons pour arriver à notre fin. Premièrement, un mouvement qui s'est fixé ce but doit s'adresser aux masses les plus larges possibles, aux masses avec lesquelles le marxisme lutte lui-même. La masse est la source de toute force<sup>19</sup>. » « Car dans la masse seule réside cette force primitive qu'est l'« unilatéralité »<sup>20</sup>, ce simplisme, cette incapacité à comprendre l'autre qui nous cause tant d'effroi, à nous qui nous situons dans de plus hautes sphères [...] L'entendement confère à l'intellectualité la solidité du granit, qui sera pour la large masse un support vacillant [...] Ce qui est stable, c'est le sentiment de haine, une passion humaine beaucoup moins facile à ébranler qu'une opinion de moindre valeur basée sur un raisonnement scientifique. Une estimation peut changer, la haine personnelle demeure<sup>21</sup>. »

« Cette large masse, cette masse entichée du marxisme qui se bat obstinément pour lui, est la seule arme pour le mouvement qui veut briser le marxisme [...] Mais si un mouvement veut exhorter la large masse en sachant qu'il ne peut y parvenir qu'avec son aide, et si la mission que nous nous fixons a comme enjeu la survie de la Nation, nous avons alors le droit supérieur de recourir à tous les

moyens possibles afin d'atteindre le but souhaité<sup>22</sup>. » « Si je parviens à ramener la large masse dans le sein de la Nation, qui me fera des reproches sur les moyens utilisés ?<sup>23</sup> » « Si nous vainquons, le marxisme sera exterminé jusqu'à la racine [...] Nous n'aurons pas de repos tant qu'il restera un journal, une organisation, un établissement scolaire ou culturel que nous n'aurons pas éradiqué, tant que nous n'aurons pas ramené dans le droit chemin le dernier marxiste ou que nous ne l'aurons pas exterminé. Il n'y a pas de demi-mesure<sup>24</sup>. »

À la fin de son discours, les patriciens hambourgeois, inflexibles et dignes, firent à Hitler une « grande ovation » et se rallièrent à lui en criant « Heil » avec jubilation.<sup>25</sup>

Comme le montrent clairement les extraits repris, ce qui différenciait Hitler des autres leaders de la droite nationaliste était la promesse de mener à bien deux missions qui tenaient fort à cœur aux cercles réactionnaires de la classe dirigeante depuis longtemps, et plus spécialement depuis la Révolution d'octobre en Russie et la Révolution de novembre en Allemagne : exterminer le mouvement ouvrier et « ramener dans le sein de la Nation » les travailleurs jusque-là socialistes. C'est précisément l'acharnement à remplir ces deux missions qui a donné au fascisme allemand – comme cela avait déjà été le cas avant en Italie – son caractère fasciste.

Il semble évident que Hitler épargna à ses auditeurs millionnaires – comme ce fut aussi le cas dans ses discours devant les magnats de la Ruhr – les tirades antisémites qui constituèrent la base de ses discours de masse. Les « révisionnistes » bourgeois, comme Jochmann ou Turner, ont voulu tout de suite mettre cela à la décharge des monopolistes en y voyant une habile tentative de tromperie de la part de Hitler. Selon Jochmann, Hitler aurait volontairement trompé les membres du *Nationalklub* en

## 62\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

leur cachant de nombreuses choses qu'ils n'auraient jamais pu soupçonner. Quant à Turner, il pense que Hitler aurait tempéré son antisémitisme devant Kirdorf car il avait constaté que ce dernier ne le partageait pas.<sup>26</sup> Ce ne sont là que de grossières tentatives de réhabilitation. Les propos antisémites des nazis ont été proférés jour après jour devant tous sans qu'un seul de ces messieurs n'ait jugé nécessaire d'en faire le reproche à Hitler.

Pourquoi ? La droite politique allemande était déjà antisémite bien avant qu'un Hitler en fasse son programme. Bien au contraire, Hitler est devenu antisémite à force, entre autres, de fréquenter les pangermanistes, dont le leader Class déclara dès octobre 1918, lors d'une séance du comité directeur de l'association, que tous les pangermanistes étaient alors antisémites. Kirdorf, qui avait été auparavant ouvertement philosémite, «est aujourd'hui d'un avis tout à fait contraire et est même devenu violemment antisémite, comme tous les membres de l'industrie lourde». Il en allait de même dans l'armée et la noblesse prussienne, qui l'étaient «avec véhémence», mais cela ne suffisait pas : «Le peuple tout entier devait en être et participer». Et il ajouta qu'il «ne reculerait devant rien» pour atteindre son but.<sup>27</sup>

Hitler laissa l'antisémitisme de côté lorsqu'il s'adressa aux monopolistes pour la simple et bonne raison qu'il considérait que l'antisémitisme au même titre que la fameuse idéologie nationale-socialiste étaient des moyens pour manipuler les masses. À quoi cela lui aurait-il servi de présenter tout ça à *ces auditeurs-là* ? Par contre, ce qui leur était indispensable, et ce que Hitler s'efforça de leur expliquer, c'était de transmettre aux masses et de leur inculquer avec force une «conception du monde».

«Ne pensez pas que quelqu'un puisse rallier les masses sans leur donner le sentiment que ses convictions sont

honnêtes et intègres et qu'il œuvre pour le bien d'une masse la plus large possible. Sans cela, tout effort sera d'avance voué à l'échec [...] La deuxième condition est la suivante: il faut proposer à la masse une véritable profession de foi politique, un programme immuable, une croyance politique inébranlable [...] L'homme veut des croyances, et ce aussi dans le domaine politique, une vision du monde qui le porte, sur laquelle il puisse construire, qui l'accompagne dans tous les moments de sa vie et qui donne une direction à sa vie tout entière, en peu de dogmes. Là aussi les congrès des partis de droite ne remporteront aucun succès. Leurs programmes sont trop changeants, voilà pourquoi on ne les croit pas et pourquoi, surtout, on ne les prend pas au sérieux. Ce que veut la large masse, c'est une plateforme stable et durable sous ses pieds. Voilà pourquoi, aussi stupide que soit le programme du marxisme, sa stabilité et sa fermeté sont la cause de son succès. On y croit!<sup>28</sup>»

Hitler ne pouvait pas exposer plus clairement le caractère démagogique et la fonction manipulatrice de l'idéologie nazie. Ce discours hambourgeois, comme les autres discours prononcés par Hitler devant des monopolistes, démontrent clairement que Hitler proposa à ces hommes puissants de les débarrasser une fois pour toutes de leur principal ennemi, le mouvement ouvrier, et que ces hommes puissants ont accueilli cette offre avec enthousiasme. Ce n'est pas pour rien que l'on se donna tant de mal pour garder ces discours secrets. En effet, si on en avait pris largement connaissance, il aurait été beaucoup plus facile au mouvement ouvrier de révéler aux masses la véritable nature du NSDAP et de le dénoncer comme une agence de la bourgeoisie monopoliste.

64\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

## Un « parti des travailleurs » pour les entrepreneurs

Après sa refondation, la direction du parti resta à Munich. Les nouveaux statuts conféraient non seulement à Hitler des pouvoirs dictatoriaux, mais lui accordaient également la direction du groupe local munichois, ce qui était déjà inscrit dans les statuts de 1922.<sup>29</sup> Mais l'évolution la plus importante au sein du parti s'est fait sentir dans le nord et le nord-ouest de l'Allemagne<sup>30</sup>, où Hitler chargea Gregor Strasser d'installer le parti.<sup>31</sup> Ce dernier, président du *Gau* de Bavière méridionale jusqu'à l'interdiction du NSDAP, était déjà le leader effectif du NSDAP en Allemagne du Nord avant qu'Hitler ne le charge de cette mission.

Après l'interdiction du NSDAP, quelques-uns de ses dirigeants, Gregor Strasser en tête, avaient formé aux élections régionales et municipales du début de l'année 1924 ainsi qu'aux élections fédérales le « Bloc social-populaire » (*Völkisch-sozialer Block*), une coalition avec d'autres partis populistes parmi lesquels on distinguera surtout le *Deutschvölkische Freiheitspartei*. Grâce à cette coalition, Gregor Strasser avait obtenu un mandat de député. Peu après les élections, il fut tenté de transformer cette alliance en un conglomérat durable, avec le but de devenir le réceptacle des nombreux groupes populistes et nationaux-socialistes éclatés et de former ainsi le parti de masse populiste et nationaliste. En entrant dans la direction fédérale de cette coalition, Gregor Strasser, représentant de Hitler, soutint cette tentative.<sup>32</sup> Hitler lui-même, de sa confortable prison de Landsberg, ne se déclara ni pour ni contre cette fusion<sup>34</sup>, d'autant plus que Hermann Esser et Julius Treicher, les leaders de la *Grossdeutsche Volksgemeinschaft*, l'organisation qui avait succédé en Bavière au NSDAP, la combattirent.

Peu après sa libération «conditionnelle», après neuf mois de détention, et la levée de l'interdiction qui frappait le NSDAP, Hitler ne prit pas place dans la direction fédérale du *Nationalsozialistische Freiheitspartei* mais s'employa à refonder le NSDAP, ce qui entraîna une rupture avec Ludendorff et von Graefe. Graefe, de son côté, remit sur pied le *Deutschvölkische Freiheitspartei* (17.2.1925). Il dut naître alors entre ces deux partis une rivalité très forte et une lutte acharnée, surtout en Allemagne du Nord, où le DVFP avait une bonne longueur d'avance sur le NSDAP à cause de l'interdiction de ce dernier depuis 1922 et de la fusion de la plupart des groupes du NSDAP avec le DVFP.<sup>35</sup> Voilà pourquoi, lors de la nouvelle fondation du NSDAP, les leaders nazis voulurent annexer le plus possible de groupes locaux du VF d'Allemagne du Nord. Personne n'était mieux placé pour cette tâche que Gregor Strasser, qui se mit directement à la disposition de Hitler dès que fut prise la décision de refonder le parti.

Son activité au sein de la direction nationale du *Nationalistische Freiheitspartei* donnait à Strasser un excellent aperçu des liens entre les organisations des partis du Nord. Il y était connu et reconnu par tous et avait de nombreux contacts personnels avec les leaders locaux. Par ailleurs, en tant que membre du Reichstag, il avait la possibilité de voyager gratuitement dans tout le pays grâce au billet des «représentants du peuple», un avantage d'une valeur inestimable pour le développement d'une organisation.<sup>36</sup>

Le développement du NSDAP dans la Ruhr était particulièrement important. Il fut décidé de refonder le NSDAP en Rhénanie et en Westphalie, à Hanovre et en Poméranie lors d'une réunion des chefs de Gaus et de secteurs de l'ancien *Nationalsozialistische Freiheitspartei* (aussi appelé *Nationalsozialistische Freiheitspartei Grossdeutschland*.) qui

## 66\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

eut lieu le 22 février 1925 à Hamm, sous la présidence de Gregor Strasser.<sup>37</sup> En mars 1926, les Gaus de la Ruhr du NSDAP<sup>38</sup> furent rassemblés en un seul et unique *Gau* de la Ruhr<sup>39</sup>, qui joua un rôle central pour le NSDAP d'Allemagne du Nord dans les années qui suivirent. En effet, c'est surtout dans ce bastion du mouvement ouvrier que le NSDAP dut prouver qu'il était capable de respecter les promesses ambitieuses de Hitler, à savoir écraser le marxisme et conquérir les travailleurs à la pensée nationale. C'est également là-bas que le NSDAP trouva son premier et son plus actif soutien moral, politique et financier dans les rangs des monopolistes les plus puissants.

Le NSDAP était lié par des relations personnelles innombrables aux cercles « nationalistes » de la bourgeoisie, aux fonctionnaires, aux officiers de la *Reichswehr* et aux cercles de « l'économie » de la Ruhr. L'association pangermaniste *Alldeutscher Verband* joua un grand rôle. Il est vrai que le leader des pangermanistes, Class, avait fermement condamné le putsch de novembre de Hitler et Ludendorff parce que cette action avait entraîné l'écroulement de sa propre conception de la dictature, mais dès octobre 1924, il avait violemment protesté dans son journal contre une éventuelle expulsion de Hitler (tout le monde savait qu'il était autrichien) et certifié qu'il avait par son engagement volontaire pendant la guerre et sa lutte « contre le marxisme et le communisme », « prouvé son appartenance au peuple allemand et son dévouement à la cause patriotique dans une mesure difficile à dépasser ». L'« exclusion » d'un tel homme de la « communauté allemande » en l'empêchant par là de « servir son peuple » serait une « monstruosité ». <sup>40</sup> La prise de position du leader des pangermanistes confirma ce qu'avait déjà très clairement montré le procès contre Hitler et ses complices, à savoir que les cercles les plus réactionnaires de la bourgeoisie

allemande étaient décidés à garder l'atout Hitler, ce démagogue extraordinairement doué, pour le cas où ils en auraient besoin. L'attitude de ces cercles à l'égard du NSDAP était aussi déterminée par cette position de base. De plus, de nombreux groupes locaux du NSDAP dans la Ruhr étaient issus d'une filiale de l'association pangermaniste, le *Deutschvölkischer Schutz- und Trutzbund* (l'«Alliance défensive et offensive populaire allemande»), dont les membres avaient rejoint en nombre le NSDAP sur le conseil de la direction de l'Alliance après l'interdiction de celle-ci en été 1922 (suite au meurtre de Walther Rathenau).<sup>41</sup> Ces étroites relations entre les pangermanistes et le NSDAP au début des années vingt ne doivent pas avoir été sans influencer sur l'attitude du plus important pangermaniste de la Ruhr, Emil Kirdorf.

De la même manière, sa relation au début des années vingt avec le *Deutschvölkische Freiheitspartei*, et surtout avec le général Ludendorff, avait joué en faveur du NSDAP dans les cercles de la bourgeoisie. En effet, Ludendorff avait été pendant la Première Guerre mondiale un grand représentant des intérêts de l'industrie lourde de la Ruhr<sup>42</sup> et c'est précisément par l'intermédiaire de Ludendorff qu'Hugo Stinnes (via Minoux) et Fritz Thyssen étaient entrés en contact avec le NSDAP en 1923 et l'avaient déjà dès cette époque soutenu, même financièrement.

Emil Kirdorf aussi s'intéressait au parti nazi à l'époque. Il raconte lui-même : «Ma première tentative afin d'entrer en contact avec ce mouvement remonte à l'année 1923, à l'époque de l'occupation de la Ruhr.» Lors d'une visite chez son frère à Munich, continue à raconter Kirdorf, «je pris part à une assemblée national-socialiste avec l'espoir de voir Adolf Hitler et de l'entendre parler.» Malheureusement, ce ne fut pas Hitler qui parla, mais un autre intervenant. Malgré tout, «la forte impression que

## 68\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

cette assemblée fit sur moi augmenta l'intérêt que je portais au mouvement qui, peu après, précisément le 9 novembre 1923, disparut à l'arrière-plan après sa tentative de prendre le pouvoir<sup>43</sup>. »

Comme le montrent les premiers voyages de Hitler dans la Ruhr dès 1926, on avait gardé dans les cercles industriels de la Ruhr une grande sympathie pour lui et pour son « mouvement ». Le fait qu'une grande partie des membres du corps franc qui s'était livré pendant l'occupation de la Ruhr par les Français à une résistance active, à des actes de sabotage par exemple, étaient soit déjà à l'époque membres du NSDAP, soit le devinrent plus tard, doit y avoir contribué. La lutte illégale active contre la force d'occupation avait reçu le soutien secret d'à peu près tous les cercles de la bourgeoisie ainsi que des autorités allemandes.<sup>44</sup> Sa direction était entre les mains de la *Reichswehr*, qui rejetait toutefois toute relation avec les actes de sabotage et les organismes qui les perpétrèrent.<sup>45</sup>

Bien entendu, une grande partie des relations qui se nouèrent au cours des mois de ce qu'on connaît comme « le combat de la Ruhr » entre d'une part les membres des groupes illégaux et d'autre part des officiers de la *Reichswehr*, des fonctionnaires et des industriels, se poursuivirent par la suite. Il est bien connu qu'une grande partie des fonctionnaires nazis du territoire Rhin-Ruhr prirent part à la « résistance active »<sup>46</sup>.

*Karl Kaufmann*, fils d'entrepreneur, premier *Gauleiter* du *Gau* de Rhénanie du Nord en 1925, premier *Gauleiter* du *Gau* de Ruhr-Westphalie en 1926 et de ce qui deviendra le *Gau* de la Ruhr, fut d'abord membre d'une brigade de mauvaise réputation, la Brigade Erhart, et ensuite du pas plus reluisant corps franc de Killinger. Membre du NSDAP dès 1921, il était un des leaders des commandos de sabotage de la Ruhr.

*Josef Grohé*, employé de commerce, administrateur du *Gau* de Rhénanie du Sud (Cologne – Aix, Coblençe – Trêves) depuis la nouvelle fondation du NSDAP, devint en 1921 membre de l'«Alliance défensive et offensive populaire allemande» et participa après son interdiction à la fondation du groupe local de Cologne du NSDAP. Pendant l'occupation de la Ruhr, il appartint à un groupe terroriste qui faisait exploser les voies de chemin de fer.

*Friedrich Karl Florian*, fonctionnaire minier à Buer, fondateur du groupe local de Buer du NSDAP et, plus tard (1930), président du *Gau* de Düsseldorf, fut membre de l'«Alliance défensive et offensive populaire allemande» et participa à la «résistance active».

*Erich Koch*, fonctionnaire des chemins de fer, fils d'un chef d'atelier d'Elberfeld, membre du NSDAP de la Ruhr depuis 1922, chef de secteur du NSDAP à Essen en 1927, plus tard *Gauleiter* suppléant du *Gau* de la Ruhr, était en 1921, comme Kaufmann, membre du corps franc de Killinger et participa à la «résistance active» dans l'entourage d'Albert Leo Schlageter, condamné à mort pour sabotage par les Français. Schlageter était par ailleurs lui-même membre du «Grossdeutsche Arbeiterpartei», une des organisations fondée par le chef des corps francs Gerhard Rossbach, remplaçant le NSDAP à l'époque de son interdiction.<sup>47</sup> Il était un national-socialiste notoire et était extrêmement militant dans les cercles nationalistes pour le NSDAP.

Le terrain était déjà bien préparé pour que la bourgeoisie nationaliste de la Ruhr accueille avec bienveillance le NSDAP. En 1926-1927 vinrent s'ajouter au paysage de nouveaux éléments qui incitèrent certains cercles industriels de la Ruhr à accorder au NSDAP une attention et un soutien accrus.

Premièrement, l'échec du putsch «légal» programmé et préparé par Heinrich Class début 1926.<sup>48</sup> Après l'élec-

## 70\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

tion de Hindenburg à la présidence du Reich, Class et d'autres pangermanistes de premier plan, parmi lesquels Hugenberg et Kirdorf, crurent pouvoir réaliser un coup d'État légal avec son aide. Les préparatifs étaient tellement bien avancés qu'on avait déjà établi une liste gouvernementale et rédigé le texte d'un décret-loi qui devait être adopté directement après le changement de gouvernement et qui devait abroger la Constitution, dissoudre tous les parlements, suspendre l'ensemble des droits fondamentaux et punir par la mort toute forme de résistance contre les commanditaires du putsch.<sup>49</sup> Le gouvernement prussien, mis au courant de ces manœuvres, ordonna le 11 mai 1926 une perquisition chez une série de personnes impliquées, parmi lesquels les gros industriels Emil Kirdorf et Albert Vögler.<sup>50</sup> Toute la presse de droite s'empara de ces perquisitions pour entamer une violente campagne contre les « actions policières contre des bourgeois irréprochables ». Elle mit fortement en avance le fait que les autorités mêmes avaient tout intérêt à étouffer les faits constatés, Hindenburg en personne étant mêlé à cette affaire.

L'échec de cette tentative de putsch a sans aucun doute convaincu Class, Hugenberg et Kirdorf qu'il n'était pas possible de modifier les rapports de cette manière, mais qu'il fallait s'efforcer de créer une base parmi les masses afin de renverser la république parlementaire de l'intérieur. Ils n'en accordèrent que plus d'importance au « harangueur » qu'était Hitler, qui avait déjà une fois prouvé qu'il était capable avec son parti de mettre en place un mouvement de masse « national ». Kirdorf tout particulièrement, de moins en moins satisfait par la ligne qu'imprimait Westarp au DNVP, nourrit un fort intérêt pour le NSDAP.

Suite à l'élection de Hindenburg à la présidence, le Parti populaire national allemand avait entamé depuis 1925 un

changement progressif de ligne politique et estimait que la défense des intérêts des cercles agricoles et industriels qui le soutenaient ne pouvait se faire qu'*au sein* du gouvernement, et non dans l'opposition, ligne bien définie par l'expression *Hinein in den Staat!* («À l'intérieur de l'État!»)

En janvier 1925, le DNVP avait pour la première fois pris part à un gouvernement de la République de Weimar, mais avait profité de la conclusion du Pacte de Locarno pour sortir de la coalition gouvernementale en octobre 1925.<sup>51</sup> Lorsqu'un nouveau gouvernement fut formé en janvier 1927, avec d'importantes décisions à prendre dans le domaine de l'économie et de la politique sociale, le DNVP fut à nouveau soumis à de fortes pressions de la part d'une grande partie des industriels qui se tenaient en coulisse et de l'« Union agricole du Reich » (*Reichslandbund*) pour entrer dans le cabinet. Leur entrée ne leur fut concédée par les membres de la coalition qu'au prix de lourdes concessions politiques : les ministres nationalistes allemands durent reconnaître la constitution de Weimar, qu'ils avaient tant critiquée jusque-là, et le ministre de l'Intérieur nationaliste allemand Walter von Keudell dut officiellement déclarer qu'il garantirait le respect de cette constitution.<sup>52</sup> Et comme si cela ne suffisait pas, ils durent aussi accepter le Pacte de Locarno, dont l'adoption leur avait servi de prétexte pour quitter le gouvernement. Enfin, ils durent même consentir à une reconduction de la « Loi pour la protection de la République », contre laquelle le DNVP avait mené en son temps une campagne incendiaire et acharnée. La ligne nouvelle et plus réaliste de la direction du DNVP correspondait sans aucun doute à l'état d'esprit d'un grand nombre d'électeurs du DNVP, mais pour certains militants du DNVP radicalement nationalistes et réactionnaires, elle était synonyme d'une trahison impardonnable des principes fondateurs « nationalistes ».

## 72\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Lorsque l'Union pangermaniste appela à manifester pour «l'opposition nationale» contre le gouvernement, et donc également contre la direction de l'époque du DNVP et ses ministres, elle ne se faisait que l'écho d'une ambiance largement répandue d'opposition aux membres «versatiles» de la direction du DNVP.<sup>53</sup> Ils furent nombreux ceux qui partirent à la recherche d'une nouvelle patrie politique où seraient mieux préservés les anciens fondements du Parti national allemand, leur rejet inconditionnel de la république de Weimar et leur hostilité à toute forme de parlementarisme et de démocratie bourgeoise. Parmi eux, Emil Kirdorf, qui quitta le DNVP en janvier 1927 et devint membre du NSDAP.

L'attitude et la victoire de Hitler au sein du parti aidèrent Kirdorf à franchir le pas. En effet, dans l'«affaire de la campagne d'expropriation des princes» (*Angelegenheit der Fürstenteignungskampagne*), c'est la position de Hitler qui l'avait emporté. Alors qu'une partie de la direction du parti, emmenée par Gregor et Otto Strasser, était prête à soutenir cette campagne, Hitler était parvenu à imposer que le NSDAP se démarque avec force de cette action qui avait été initiée par le Parti communiste, rejointe par le SPD sous la pression de ses membres et traitée par un comité apolitique sous la présidence de l'économiste Robert Kuczynski.

La situation était donc assez propice dans la Ruhr, au moment où Hitler se préparait à lancer une campagne de propagande et de promotion du NSDAP. Les leaders nazis de la Ruhr l'avaient déjà invité plusieurs fois, mais malgré le fait qu'il avait accepté, il leur avait toujours fait faux bond, craignant ouvertement d'essuyer un échec en raison de la force du mouvement ouvrier dans le territoire de la Ruhr et de la détermination des travailleurs de la Ruhr à opposer un refus cinglant au petit chef des fascistes.

Ainsi, après beaucoup d'insistance, Hitler avait finalement consenti à parler les 24 et 25 octobre devant des cercles fermés de membres (il lui était alors interdit de s'exprimer en public<sup>54</sup>). Le *Gauleiter* de Westphalie de l'époque, Franz Pfeffer von Salomon, était venu le chercher à Munich mais Hitler conduisit si lentement qu'ils manquèrent le train. Hitler, y voyant un présage, refusa de prendre un autre train. Les organisateurs expliquèrent son absence aux membres qui l'attendaient en vain par un mensonge selon lequel Hitler n'aurait pas pu venir parce qu'il avait été arrêté par la police.<sup>55</sup>

Ce n'est qu'en 1926 que Hitler osa s'aventurer dans la Ruhr, territoire des rouges. Outre le plus grand ancrage dont le NSDAP bénéficiait désormais dans la région, la perspective d'un contact direct avec les puissants de la Ruhr et de la Région rhénane a dû être décisive dans la planification de ce voyage.

Le 15 juin, Hitler parla à Hattingen, la commune où se trouvait le groupe local du parti nazi le plus puissant de toute la Ruhr. Le lendemain, il parla à Bochum et le surlendemain à Essen<sup>56</sup>, dans la grande salle de la maison de l'organisation qui n'était qu'à moitié remplie.<sup>57</sup> C'est le 18 juin qu'eut lieu l'événement le plus important de sa visite : la première apparition de Hitler devant de très importants magnats de la Ruhr. Le *Reinisch-Westfälische Zeitung*, un des relais de l'industrie minière de la Ruhr, relata les deux apparitions de Hitler à Essen en détail et dans un style enthousiaste proche de celui que l'on retrouvera plus tard dans les journaux nazis.<sup>58</sup> Le 18 juin 1926, ce journal fit un battage publicitaire pour les nazis avec le compte rendu du discours de Hitler devant ses partisans à Essen : « C'est un secret de Polichinelle que le national-socialisme compte dans les villes industrielles de la Ruhr un grand nombre de partisans, des membres

## 74\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

dont le nombre causerait l'étonnement si on le révélait. En effet, le grand public connaît peu le travail extraordinaire des leaders nationaux-socialistes. Dans la Ruhr, le mouvement hitlérien ne s'adresse presque qu'aux travailleurs, voilà pourquoi le public bourgeois, qui ne connaît en général rien des conditions des travailleurs, n'est que peu enclin à prendre part au mouvement nazi, par désintérêt ou parce qu'il le rejette par principe<sup>59</sup>. »

Après avoir persiflé Severing, le ministre de l'Intérieur social-démocrate prussien, à propos de l'interdiction de s'exprimer en public prononcée à l'encontre de Hitler, le journal poursuit : « Comment parle Hitler et que dit-il ? [...] Aucun de ses mots n'est dangereux pour l'État ou nocif pour le peuple, mais ils tentent de toucher l'âme et de l'attirer à lui [...] Ce que prêche Hitler, ce n'est pas la lutte des classes [...] Nos dirigeants nationaux ne sont pas parvenus à sortir la pensée nationale de son isolement et n'ont pas su se faire une base de la masse du peuple. Nos socialistes ne sont pas parvenus à ancrer le monde de la pensée et du désir social de la masse dans la volonté d'action de l'intelligentsia. Ils courent l'un à côté de l'autre. Or, le principe même du national-socialisme est d'unifier l'un et l'autre dans un seul corps. Selon Hitler, n'est en vérité pas nationaliste celui qui apprend aux travailleurs à chanter des mélodies patriotiques et à crier hurra, mais bien celui qui lui donne les armes dont il a besoin sur tous les plans dans le combat pour la vie, pour vivre en tant que peuple [...] Être socialiste, c'est la même chose. Celui qui veut être socialiste doit aider son peuple à s'affirmer dans la lutte brutale pour la vie que se livrent les peuples. Ce constat doit permettre de forger un nouveau concept de société, avec un seul chemin possible : la force sociale des masses doit aller de pair avec la pensée nationaliste de l'intelligentsia<sup>60</sup>. »

Dans le but d'arriver à un tel «socialisme», Hitler promet d'atteler «les masses» aux chars de l'«intelligentsia», de la classe dominante. Le journal était plein d'éloges: «On peut émettre des critiques sur les détails des déclarations de Hitler. Mais le fond de sa pensée est noble...»

Le journal du monde de l'industrie lourde fit un compte-rendu tout aussi complet de la prestation de Hitler devant les magnats de la Ruhr. Le 20 juin 1926, ce journal écrivit: «Un cercle d'économistes ouest-allemands avait demandé à Adolf Hitler de faire devant des patrons du secteur un exposé sur le thème "Politique économique et sociale en Allemagne". Le fait que cet exposé ait eu un tel succès de foule du côté des cercles de l'économie est la meilleure preuve de l'importance qu'avait déjà prise le mouvement national-socialiste sous la direction de Hitler. Il doit avoir d'autant plus attiré l'attention des masses qu'il s'adressait tout d'abord au travailleur et se battait pour faire ressortir son "âme allemande"<sup>61</sup>.»

Lorsque le journal revint plus tard sur l'événement, il expliqua que l'exposé de Hitler fut suivi par à peu près quarante industriels de la Ruhr<sup>62</sup>, parmi lesquels Kirdorf, qui entendit à cette occasion Hitler pour la première fois.<sup>63</sup> Kirdorf s'est senti tellement concerné par ce que raconta Hitler que, comme il le raconta lui-même: «À la fin, je me suis automatiquement levé et je suis allé lui serrer la main<sup>64</sup>.» Derrière cette poignée de mains se trouvaient non pas des millions de partisans – pour cela il faudra attendre encore quelque temps – mais des millions de marks: les 263 millions du capital de la *Gelsenkirchener Bergwerksgesellschaft* (société minière), les 120 millions en d'actions de l'Union des aciéries détenues par la *Gelsenkirchener Bergwerksgesellschaft* ou les 7,5 millions du capital du cartel charbonnier de la région rhénane-westphalienne à qui revenaient en 1926 plus des trois quarts de

## 76\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

l'ensemble des subventions accordées au secteur houiller en Allemagne. C'est Emil Kirdorf qui occupait la fonction de président d'honneur du conseil d'administration de la *Gelsenberg* (abréviation d'usage en bourse) et du cartel charbonnier, qu'il avait fondé en 1893.<sup>65</sup>

Turner, le premier de la classe des « experts » révisionnistes du capital monopolistique allemand, a noirci de nombreuses pages pour prouver que Kirdorf, 80 ans à l'époque, n'était qu'un cas isolé, sénile, qui n'aurait représenté que lui-même car il n'aurait plus eu aucun accès aux fonds politiques de l'industrie et des organisations qui y étaient affiliées. En outre, le soutien financier qu'il aurait pu personnellement apporter au parti nazi aurait été vraiment dérisoire car il n'aurait possédé qu'une fortune personnelle relativement modeste et aurait été connu pour être un grippe-sou.<sup>66</sup>

Outre le fait que Turner n'apporte aucune preuve de ce « peu d'influence » dont jouissait Kirdorf, outre le fait que Kirdorf raconte lui-même qu'il aurait servi pendant des années d'intermédiaire entre Hitler et l'industrie<sup>67</sup>, il suffit de jeter un coup d'œil sur la composition de la direction et du conseil d'administration de la *Gelsenberg* et du cartel pour se rendre compte qu'il y avait encore là suffisamment de membres actifs avec l'aide desquels il aurait pu imposer sa volonté si cela avait été nécessaire. En effet, le président du comité directeur de la *Gelsenberg* était le directeur général Ernst Tengemann, un homme auquel Kirdorf pouvait se fier. Lui et ses fils, Walter et Wilhelm, se tournèrent dès 1930 vers le NSDAP, sous l'influence de Kirdorf.<sup>68</sup> Les fils Walter et Fritz Tengemann étaient également membres de la direction de la *Gelsenberg*.<sup>69</sup>

Et comme si ce n'était pas encore assez, le gendre de Kirdorf, Hans Krüger, ancien officier de marine, était lui aussi membre de la direction de la *Gelsenkirchener Bergwerks*

AG!<sup>70</sup> En outre, au conseil d'administration siégeaient deux autres protecteurs de la première heure de Hitler, Fritz Thyssen et Albert Vögler<sup>71</sup>, dont les opinions politiques se différenciaient à peine de celles de Kirdorf.

Il n'en allait pas autrement du cartel charbonnier. Au sein du conseil d'administration, dont Kirdorf était également président d'honneur, il pouvait au moins s'appuyer sur un deuxième gendre, Herbert Kauert, membre de la direction de l'Union des aciéries et sur Ernst Tegelmann<sup>72</sup>. Le caractère erroné des déclarations de Turner sur l'impuissance et la sénilité de Kirdorf est confirmé par le fait que Kirdorf eut encore un entretien avec Hitler en 1933 à l'Obersalzberg, alors qu'il avait 86 ans, et en profita pour lui faire savoir fermement quels étaient les souhaits du cartel houiller.<sup>73</sup>

Les apparitions de Hitler devant des industriels de la Ruhr dans les années 1926 et 1927, dont nous allons parler un peu plus loin, contredisent également les déclarations d'un autre révisionniste, Iring Fetscher, qui s'appropriera cette constatation : « Ce n'est pas l'argent qui lui a ouvert la route du pouvoir, l'argent est bien plus venu par la suite, attiré par le pouvoir. »

Le *Rheinisch-Westfälische Zeitung* reprit en son temps de manière concise ce que Hitler déclara le 18 juin 1926 à ces messieurs à propos de la politique économique et sociale allemande. Comme à son habitude, il ne s'aventura pas sur des questions concrètes mais donna à ses auditeurs un « large aperçu de sa pensée ». Selon Hitler, peu importe ce que l'on entreprend dans le système actuel, une constatation est inévitable : « dans sa tendance générale, l'évolution va vers le bas<sup>75</sup>. »

Hitler assura avec insistance ses auditeurs sur le fait qu'il agirait « pour le maintien de la propriété privée » et qu'il protégerait l'« économie de libre marché », qu'il

## 78\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

considérerait comme « l'ordre économique le plus adéquat, si pas le seul ordre économique possible ». Mais il ne pourrait y avoir d'économie forte que dans un État fort, et cet État ne pourrait être créé que dans un « conflit » avec le marxisme. C'était là, selon Hitler, le travail et la mission du mouvement national-socialiste.<sup>76</sup> Comme à Hambourg quelques mois plus tôt, et comme il l'avait déjà fait au début des années 20, il leur proposait d'être avec son parti l'unité de choc idéologique et politique au service de leurs desseins.

On ne peut en aucun cas dire que Hitler a exercé d'une manière quelconque « un rayonnement démoniaque », irrésistible, sur ses auditeurs, ou qu'il les ait « charmés » (leurs défenseurs bourgeois utilisent généralement de telles expressions afin d'« expliquer » le choix fait par les monopolistes allemands de se tourner vers le NSDAP). Ils le jugèrent objectivement en fonction de son utilité et de sa fiabilité. On peut imaginer ce qu'il en ressortit en lisant la remarque suivante publiée dans le RWZ : « On peut juger de l'impression que fit l'exposé d'une heure et demie de Hitler par le haut degré d'attention avec lequel il fut écouté et par les applaudissements qui le saluèrent à la fin<sup>77</sup>. »

Il s'agit en fait d'une formulation fort prudente. On peut en déduire qu'il les avait convaincus de son utilité et de la fiabilité de sa personne, mais également qu'ils ne s'opposaient en rien à ses objectifs. Et même si le moment n'était pas encore vraiment venu en été 1926 d'utiliser et de mettre en place de telles personnes et un tel mouvement, le petit « cercle d'économistes ouest-allemands » à la base de l'événement pouvait être satisfait du succès remporté, une satisfaction que pouvait encore plus ressentir Hitler : il avait cessé d'être pour la plupart des personnes présentes une figure exotique du lointain pays de

Bavière et elles avaient reconnu en lui un leader politique qui méritait leur attention. Peu de temps après la refondation du parti, il s'agissait donc d'un événement d'une grande importance grâce auquel le NSDAP s'était d'un coup distingué de tous les autres groupes et groupuscules populistes.

Cette prestation de Hitler devant les industriels de la Ruhr représente donc un tournant significatif dans l'histoire du NSDAP et dans le lien entretenu par la classe dominante avec ce parti et avec le fascisme en général. C'est ici qu'un lien fut noué, un lien qui concernerait année après année des cercles de plus en plus larges et ne cesserait de se renforcer. Ce lien ne sera pas linéaire et sans crises, mais se poursuivra jusqu'à ce que les monopolistes allemands les plus importants se mettent finalement d'accord pour donner à Hitler leur préférence sur tous les autres candidats pour se charger de la gestion des affaires de l'entreprise « Impérialisme allemand ».

À partir de ce moment, Hitler fut un hôte régulier du « domaine de la Ruhr ». Il fit son exposé suivant devant des industriels de la Ruhr le 1<sup>er</sup> décembre 1926 à Königswinter, et seulement deux jours plus tard, le 3 décembre, il parla à nouveau devant un public choisi d'entrepreneurs, une fois de plus à Essen. Le *Essener Anzeiger*<sup>78</sup> fit un compte rendu circonstancié de cet événement. Le cercle convié ne doit guère avoir été plus important qu'en juin, car l'événement eut lieu dans la salle de musique de chambre de la ville, mais le journal mentionna seulement « un public important ». Cette fois-ci, Hitler demanda à ses auditeurs deux heures trois quarts d'attention et l'accueil fut à peu près le même qu'en juin : « L'assemblée accueillit la première partie de son discours avec réserve et attendit la suite, puis l'interrompit à plusieurs reprises pour marquer son accord, qui s'exprima à la fin par de longs

## 80\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

applaudissements<sup>79</sup>. » L'exposé s'intitulait : « Assainissement du peuple sur une base nationale<sup>80</sup> ». Si on lit le contenu du discours dans l'*Essener Anzeiger*, on devine aisément ce que l'assistance a accueilli avec des applaudissements. Immédiatement en introduction, Hitler livra une définition stupéfiante qui laissait entendre qu'il considérait la réalisation des buts expansionnistes de l'impérialisme allemand comme la mission centrale de la politique : « La manière originelle et la plus noble de faire de la politique est l'établissement d'un rapport raisonnable entre la superficie et la population, autrement dit : l'accroissement de la population donne un droit naturel à un accroissement du territoire. » Toujours selon le journal, Hitler « ne voit qu'un moyen, à savoir l'acquisition de terres et de sol, pour offrir de nouveaux débouchés à l'industrie allemande. Cette voie requiert cependant [...] un pouvoir fort<sup>81</sup>. »

Ce but ne pourrait être atteint, continua Hitler, par le « principe de la majorité », un argument qui allait totalement dans la direction de ses auditeurs car l'abandon de ce principe « réglerait en définitive les problèmes majeurs de gens qui ne comprenaient rien à rien et qui n'étaient pénétrés que par la bêtise et la lâcheté. » « Pour voir combien le principe de la majorité était caduc et impropre, il suffisait de le sortir du parlement et de l'appliquer ne fût-ce qu'une fois à l'administration, à l'armée ou à l'économie : laisserait-on un régiment décider s'il fallait lancer une attaque ou non ».

Pour ses auditeurs, le fascisme italien était l'exemple à suivre et, loin de mériter des critiques, il méritait au contraire des applaudissements : « Le fascisme a en fait accompli le miracle de faire d'un peuple pourri une nation fière et consciente de sa propre valeur. Si nous voulons atteindre ce but, nous devons prendre en considération

le fait que l'économie nourrit bien l'homme mais ne l'encourage pas à mourir<sup>82</sup>. »

Dans son discours aux magnats de la Ruhr, Hitler expliqua avec toute la clarté souhaitée qu'il considérait comme sa mission d'encourager la masse du peuple allemand à mourir dans une guerre pour conquérir de l'espace et de nouveaux marchés, et qu'il se sentait capable de l'en convaincre.

Il serait inutile de reprendre aussi complètement les discours de Hitler s'il ne se trouvait pas des hordes d'historiens bourgeois pour déclarer à l'unisson que les patrons et les généraux qui choisirent Hitler en 1933 comme chancelier l'auraient fait sans rien savoir de ses intentions en politique intérieure et extérieure. La vérité historique – c'est précisément ce que prouvent ces premiers discours de Hitler devant les patrons – est tout à fait différente : pour eux, Hitler n'entra en considération comme candidat à la chancellerie que parce qu'ils savaient bien et depuis longtemps qu'il ferait siens ces objectifs, *leurs* objectifs.

Le 27 avril 1927, Hitler faisait déjà son quatrième discours devant des « patrons » (cette fois dans la grande salle de Essen) sur le thème « Dirigeant(s) et masse ». Ils étaient maintenant deux cents à avoir répondu à l'invitation – un signe que l'intérêt des puissants de la Ruhr pour le parti nazi avait déjà grandi à cette époque.<sup>83</sup>

Cet événement fut suivi quelques semaines plus tard, le 4 juillet 1927, par le premier entretien entre Hitler et le patriarche des magnats de la Ruhr, Emil Kirdorf, dans la maison de l'éditeur munichois Hugo Bruckmann. Kirdorf décrivit plus tard, en 1935, la genèse de cet entretien : « Je ne pouvais plus oublier Hitler (après qu'il l'eut entendu lors de l'assemblée à Essen – n.d.a.) et je me sentais lié à lui. Je considérai alors comme providentielle

## 82\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

la lettre que je reçus de Madame Hugo Bruckmann, une dame que je ne connaissais pas encore. Elle m'apprit qu'elle était une partisane enthousiaste d'Adolf Hitler et qu'elle cherchait un moyen de mettre le leader du mouvement national-socialiste en contact avec des hommes du monde de l'économie et d'introduire ses idées. Elle se serait d'abord tournée vers le prince Karl von Loewenstein<sup>85</sup> qui lui aurait écrit que le seul homme qui pouvait être utile à Adolf Hitler dans le monde de l'industrie était Emil Kirdorf. Madame Bruckmann vint donc à Gastein, où je me trouvais à l'époque avec ma femme, et il fut décidé que nous passerions par Munich sur le chemin du retour et aurions là un entretien avec Adolf Hitler. »

Pour vraiment faire la lumière sur cet événement, il faut ajouter – et Turner le passe prudemment sous silence – que Karl zu Löwenstein était directeur du *Berliner Nationalklub*, ce même club qui avait déjà invité Hitler en 1922 à venir faire un exposé à Berlin et qui comptait parmi les membres de sa direction le pangermaniste Paul Bang et dans son conseil consultatif Alfred Hugenberg, Emil Kirdorf, Albert Vögler et de nombreux autres industriels, Junkers et hommes politiques extrêmement hostiles à la République.<sup>87</sup> En outre, un autre membre de la famille Löwenstein, Hans von Löwenstein, était en tant que président de l'Union minière depuis 1906 un intime de Kirdorf.<sup>88</sup>

Kirdorf poursuit sa description de la rencontre : « L'entretien dura quatre heures et demie. Adolf Hitler m'a présenté en détails son programme, que je connaissais déjà dans les grandes lignes par la lecture de son livre *Mein Kampf*. Quand il eut fini, je ne pus que me déclarer en total accord avec tout ce qu'il venait de dire [...] Nous convînmes que le Führer résumerait dans un petit écrit toutes les idées qu'il m'avait présentées. Je lui promis de propager cet écrit en mon propre nom. Il fut par ailleurs

décidé qu'Adolf Hitler viendrait dans la région (la Ruhr) et que j'y inviterais quelques personnalités dirigeantes du monde de l'industrie afin qu'il puisse également leur présenter ses idées oralement. Cette assemblée eut également lieu et une série de personnes y prirent part.»

Si le premier exposé de Hitler devant des industriels était déjà un événement hautement significatif pour l'avenir du NSDAP, cette rencontre personnelle entre Hitler et Kirdorf l'était d'autant plus. Peu après – le 1<sup>er</sup> août 1927 – Kirdorf entra au NSDAP, ce qu'il ne tint absolument pas secret. Au contraire, il le fit savoir à ses camarades du monde de l'économie par son activité particulièrement intense de diffusion pour le compte du parti nazi.

Comme semblent ridicules face à tous ces éléments les numéros d'équilibriste de Turner, qui essaie de torde le cou à ce qui sont pour lui des « légendes » sur le soutien des monopolistes à l'ascension du NSDAP. Il écrit notamment à propos de Kirdorf: « À la fin de notre analyse (!), il ressort que l'importance de Kirdorf dans l'ascension de Hitler ne tint pas principalement (!) à sa qualité particulière d'industriel. En somme, et c'est là un fait plus important, il fut une de ces personnalités importantes et auréolées qui contribuèrent à rendre le futur dictateur décent aux yeux de millions d'Allemands au fil de son ascension<sup>90</sup>. » Quelle manipulation sans scrupules. Pour faire sortir du raisonnement les *millionnaires* qui permirent tout d'abord l'ascension de Hitler, on pousse à l'avant-plan les « millions d'Allemands » qui ne se laissèrent pas « embrigader » par les nazis, par Kirdorf ou par quelque autre personnalité « importante », ni à cette époque ni même aux élections de 1928!

De même, les tentatives de faire passer le parcours de Kirdorf pour un cas isolé ne résistent pas à l'épreuve des faits. En effet, le rapprochement de Kirdorf avec le NSDAP

## 84\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

n'est qu'un symptôme particulièrement évident d'un processus sociétal, à savoir les efforts que firent dès les années 1927-1928 les éléments les plus réactionnaires du capital monopolistique pour mobiliser à nouveau leurs forces en vue de l'assaut contre la République de Weimar. Il suffit de se rappeler une fois encore la genèse et les suites de cette fameuse rencontre entre Kirdorf et Hitler pour le constater. Après que Hitler eut déjà fait devant des industriels de la Ruhr trois prestations couronnées de succès, des cercles de la bourgeoisie foncière muniçoise, déjà acquis depuis longtemps à la cause du mouvement nazi, prirent l'initiative de consolider et d'inscrire dans la durée les relations entre le NSDAP et l'industrie de la Ruhr. Ils s'adressèrent à l'avant-garde des monopolistes et des Junkers d'extrême droite, le *Berliner Nationalklub*. Son président ne rit pas de ces « provinciaux » et de leurs exigences, mais fut au contraire tellement en accord avec leur projet que lorsqu'il mentionna le nom de Kirdorf, ce ne fut pas en tant qu'homme qui soutenait en son seul nom le NSDAP, mais en tant que l'homme qui pourrait comme nul autre être « utile à Hitler dans le monde de l'industrie ».

Encore une fois, ce que Hitler disait à Kirdorf n'était pas de nature à toucher personnellement le seul Kirdorf, mais correspondait tellement aux conceptions de ses amis industriels que Kirdorf était certain qu'ils approuveraient les déclarations de Hitler. Il s'était ainsi lui-même chargé de l'impression et de la diffusion du discours de Hitler.

Hitler adaptait ses déclarations à la personnalité de Kirdorf lorsqu'il s'en prenait non seulement aux « optimistes » qui parlaient d'un assainissement de l'économie, mais également à ceux qui « voyaient tout en noir » et aux « pessimistes sans le moindre espoir ». Kirdorf faisait en

effet partie de ces derniers depuis 1918. Admirateur de Bismarck, il n'avait pas pardonné à Guillaume II de l'avoir limogé et, comme la plupart des pangermanistes, il avait suivi la politique de l'empereur avec une méfiance et une gêne croissantes. L'effondrement de l'Empire signifia pour Kirdorf, alors âgé de 71 ans, une faillite personnelle temporaire. Kirdorf répondit le 23 juillet 1919 aux constantes invitations de Heinrich Class à continuer à collaborer avec lui au sein de la direction de l'Union pangermaniste par une lettre de refus pleine d'une profonde amertume qui fut, comme il l'écrivit lui-même, renforcée par une opération des intestins. « Je ne sais pas, écrit Kirdorf à Class, si je dois admirer ou regretter que vous vouliez continuer de vous battre, car je suis convaincu que vous allez encore essayer les pires déceptions, que moi j'ai surmontées. C'est la raison pour laquelle je laisse maintenant ma vie gésir devant moi sans le moindre espoir, je l'espère pour plus trop longtemps encore. » La raison de ce désespoir, le fiasco de l'impérialisme allemand et la crainte de voir arriver la fin de son propre empire industriel, ainsi que la peur de la Révolution et des travailleurs allemands, apparaît clairement dans la plainte de Kirdorf au sujet de la *Gelsenkirchener Gesellschaft*, « une de mes sociétés qui se trouvera peut-être encore cette année au bord de la faillite [...] Et si nous parvenons à sauver maintenant nos ouvrages industriels de la ruine, ne seront-ils pas enlevés à leurs propriétaires ? Je crains déjà pour cet hiver que nous plongions dans l'anarchie totale, que se produise un effondrement définitif, car la terrible pénurie de charbon va faire mourir le peuple de faim et de froid. Alors, la bête allemande, le peuple, montrera toute l'ampleur de sa dépravation<sup>91</sup>. »

La perte momentanée de tout espoir que l'impérialisme allemand puisse se relever et retrouver « sa gran-

## 86\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

deur passée » avait chez Kirdorf une sorte de base idéologique. Il partageait avec Ludendorff l'opinion selon laquelle la responsabilité du déclin et de l'effondrement de l'impérialisme allemand était « l'absence régnante de germanité » (*Undeutschtum*)<sup>92</sup>. Pour lui, cet *Undeutschtum* n'était pas incarné que par les Juifs, mais aussi par le centre catholique, et a fortiori par la chrétienté.<sup>93</sup> Il était de ceux qui, en privé, poussaient la pensée « nationale » (*völkisch*) à l'extrême, dans un retour aux croyances mythologiques germaniques, raison pour laquelle Hallgarten l'appelle le « vieux Teuton barbu » ou encore le « Wotan de l'industrie lourde allemande »<sup>94</sup>.

Le pessimisme de Kirdorf était connu de nombreuses personnes, dont Hitler, et ce dernier se servit donc de toute son éloquence pour prouver que ce pessimisme désespéré n'avait aucune raison d'être. La « démonstration » fut aussi grossière qu'on peut se l'imaginer, pour ne pas dire idiote, mais menée avec une énorme emphase, un appel vigoureux à la résurgence de l'esprit prussien et une forte confiance en la victoire. Il n'y avait de raison de désespérer que s'il manquait au peuple allemand la valeur raciale. Et cette valeur, bien que menacée, n'avait pas encore disparu. Il fallait seulement revoir de fond en comble l'éducation et l'art de conduire le peuple afin de « l'aider à retrouver sa valeur, également en tant qu'État »<sup>95</sup>. L'obligation suprême était alors « de ne pas capituler face aux manifestations de la déchéance, mais de leur faire face avec héroïsme. Il ne faut pas se laisser abattre mais bien relever la tête et serrer les dents pour clamer cette conviction suprême et vivante que tout ce qui a été créé par les hommes dans ce monde peut être détruit par des hommes et qu'il n'y a pas une œuvre du Malin que ne peut briser une volonté sacrée. C'est là ma conviction »<sup>96</sup>.

Kirdorf fit imprimer et propager les déclarations de Hitler, ce qui prouve que Hitler sut mieux que Class, du moins temporairement, réveiller chez le vieux Kirdorf l'espoir d'un renversement de la République et de l'éradication du mouvement ouvrier. Huit ans plus tard, en 1935, l'homme âgé de 88 ans écrivit avec le recul : « À une certaine époque, on a pu perdre foi dans l'unité interne de la patrie, on avait presque perdu l'espoir de vaincre en Allemagne l'Hödhhr aveugle de la division. Cet homme (Hitler) y est parvenu [...] aujourd'hui, je suis optimiste<sup>97</sup>. » Il était à nouveau optimiste parce que l'« unité interne » avait été restaurée – au moyen des camps de concentration et de la terreur des SS – et que le réarmement suivait son cours, plein de promesses.

Par ailleurs, la brochure diffusée par Kirdorf contenait tous les stéréotypes que nous avons appris à connaître et qui sont des leitmotifs du discours de Hitler : il développe la thèse « des deux camps qui s'opposent en ennemis mortels », il assure que le national-socialisme exterminera le marxisme ; il annonce que « le gain d'espace » pour répondre à la croissance de la population sera le but de sa politique ; il exprime son mépris des masses et explique que la démocratie est la domination de la faiblesse et de la bêtise ; il déclare la guerre à la République de Weimar (le NSDAP n'est « pas une organisation défensive pour la protection de l'État actuel, mais une organisation de combat destinée à provoquer sa chute<sup>98</sup> ») ; il assure par ailleurs que le national-socialisme protégera l'économie existante (« Le mouvement [...] considère une économie nationale indépendante comme une nécessité, [...] seul un État nationaliste fort peut garantir à une telle économie une protection et une liberté d'action et de développement<sup>99</sup>. ») ; il promet « l'intégration complète de la "quatrième classe" dans la communauté<sup>100</sup> ».

## 88\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

C'était là une définition du « socialisme » national qui ne faisait absolument pas craindre aux entrepreneurs que les nazis appliquent un véritable socialisme (« Le mouvement national-socialiste [...] construit un nouveau terme à partir de deux termes dont l'interprétation était jusque-là équivoque et en opposition : "nationalisme" et "socialisme". Il constate en effet que le socialisme le plus noble correspond à l'amour le plus noble du peuple et de la patrie et que les deux dépeignent l'exécution responsable d'un seul et même devoir national<sup>101</sup>. ») Par ailleurs, Hitler promet de préparer une nouvelle guerre (« Le mouvement national-socialiste ne s'attend pas à ce que l'on puisse régler la question de l'avenir de la nation allemande par la voie d'une décision prise à la majorité [...] L'organisation des forces de défense d'un peuple [...] est toujours en étroite relation avec l'apprentissage de la valeur de la personnalité, de la lutte et de l'amour de la patrie<sup>102</sup>. »)

Kirdorf était donc convaincu que ses amis industriels approuveraient également tous ces points. Une fois la brochure imprimée, il les invita chez lui, au *Streithof*, pour avoir l'occasion d'entendre Hitler en personne. Cet exposé de Hitler devant un petit cercle de 14 « patrons » de la Ruhr eut lieu le 26 octobre 1927 et fut pour Hitler un énorme succès.<sup>103</sup> Peu après, le 5 décembre 1927, Hitler parla de nouveau devant un public choisi, dans un plus grand cadre qu'auparavant. Le *Rheinisch-Westfälische Zeitung* raconte à ce propos : « Il y a deux ans, le premier exposé (de Hitler) dans une arrière-salle avait rassemblé au maximum quarante personnes, mais hier, lundi, pour un exposé devant un public choisi, la salle Krupp était pleine à craquer. Ils étaient plus ou moins six cents, venus d'Essen, Bochum, Gelsenkirchen, Duisburg et de toute la région industrielle<sup>104</sup>. » L'entrée de Kirdorf au parti nazi et la diffusion de la brochure de Hitler qu'il avait entre-

prise avaient eu très clairement un effet important. Cet accroissement rapide de l'intérêt des magnats de la Ruhr pour Hitler et son parti dépassa de loin l'augmentation rapide du nombre de voix remportées par le NSDAP au cours des années qui suivirent.

Le journal parla avec approbation du contenu du discours de Hitler devant cette assemblée massive d'industriels et expliqua que Hitler ne s'était « jamais écarté des principes fondamentaux de sa pensée ». « Une pensée reste au centre de ses considérations : il dit qu'il faut se battre pour que le peuple allemand retrouve la puissance d'un État et se base pour cela sur les thèses du rejet de l'internationalisme et du retour vers un égoïsme national sain et sacré, du rejet de la domination des masses par le biais de l'élection démocratique des dirigeants et du retour à un vrai dirigeant choisi pour sa pure valeur personnelle. D'année en année, ces thèses sont approfondies du point de vue idéologique et d'année en année, elles sont présentées sous de nouvelles formes et assorties de nouveaux arguments<sup>105</sup>. »

Rudolf Hess, à l'époque « secrétaire » de Hitler comme il se désignait lui-même, présente les résultats des discours du point de vue des nazis dans deux lettres adressées à Walter Hewel, qui participa au putsch de Hitler le 9 novembre 1923 dans les rangs du *Bund Oberland*.

Dans la première lettre, datée du 30 mars 1927, Hess fait la description suivante : « Vous serez surtout intéressé d'apprendre qu'il (Hitler) a parlé trois fois au cours de l'année passée devant un public choisi d'industriels de la région Rhin-Westphalie, deux fois à Essen, une fois à Königswinter. Il a à chaque fois remporté un succès semblable à celui qu'il avait connu en son temps à l'Atlantic Hotel de Hambourg. Il avait pour chaque discours devant lui un public relativement homogène et a donc pu garder

## 90\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

une ligne continue. Comme à Hambourg, ici aussi, l'ambiance fut dans un premier temps assez froide et défavorable, une partie des gens assis face au tribun du peuple avec sur le visage un sourire moqueur. Je pus observer avec une grande joie le changement d'attitude progressif de ces messieurs, bien qu'ils aient lutté intérieurement. À la fin, ils ont applaudi comme ils applaudissent rarement. Cela eut un effet direct : lors de la deuxième assemblée d'industriels à Essen, à peu près cinq cents personnes avaient déjà répondu à l'invitation. Le 27 avril, Hitler parlera probablement une troisième fois à Essen ; il est prévu d'y convier aussi les dames qui, une fois conquises, se révèlent souvent plus importantes que les hommes. Il ne faut par ailleurs pas sous-estimer l'influence qu'elles exercent sur leurs maris<sup>106</sup>. »

Dans une deuxième lettre à Hewel datant du 8 décembre 1928, Hess revient sur ces événements : « À chaque fois, entre autres à Essen, il (Hitler) a parlé devant un cercle choisi d'économistes, de scientifiques, [...] dans le style qui leur convenait. On a chaque fois dû organiser les rassemblements dans de plus grandes salles. À la fin, le gratin de l'économie y prenait part, par exemple Kirdorf<sup>107</sup>. Il rencontra toujours une totale approbation et des applaudissements comme on n'est pas habitué à en entendre dans ces cercles là<sup>108</sup>. »

Même si on considère naturellement que les exposés de Hitler n'ont pas fait de tous les monopolistes et de tous les entrepreneurs qui l'ont écouté des amis et des promoteurs du parti nazi, on peut tout de même tirer une conclusion, ne fût-ce qu'en observant l'organisation au cours des années 1926-1927 de cinq événements de ce type auxquels assista un public toujours croissant : à la fin de l'année 1927, juste deux ans après sa refondation, le NSDAP avait fait ses plus importantes conquêtes non pas parmi

les masses, mais bien parmi les entrepreneurs de la Ruhr. C'est un fait historique que ne pourront effacer tous les révisionnistes. Et il est évident que de telles conquêtes ont eu des répercussions sous la forme d'aides financières même si nous n'avons pas conservé les factures.<sup>109</sup>

Tout ceci ne signifie néanmoins pas que Kirdorf et les autres mécènes du NSDAP parmi les magnats de la Ruhr aient vu dans le NSDAP le futur parti au pouvoir et en Hitler le futur dictateur. Le rôle qu'ils avaient attribué à Hitler dans leurs conjectures était beaucoup plus modeste : ils voyaient surtout en lui le démagogue capable d'agir sur les masses, l'agitateur. Le NSDAP pouvait et devait – selon leurs plans – jouer par rapport à la droite conservatrice le rôle que jouait le SPD par rapport au centre : le rôle de partenaire de coalition qui permettrait d'ancrer la domination bourgeoise jusque dans la classe des travailleurs et lui garantir une base aussi large que possible dans les masses sans qu'il n'ait une seule fois été question d'établir une dictature – du moins en Allemagne. En ce qui concerne Kirdorf, il dut voir par ailleurs dans son adhésion au NSDAP un moyen de pression pour faire abandonner au DNVP la ligne de Westarp, selon lui pernicieuse, et le ramener sur le « droit » chemin dont le garant lui semblait être, après la mort de Helfferisch, son ami pangermaniste et compagnon de lutte, Alfred Hugenberg. Quand Hugenberg parvint en octobre 1928 à prendre la tête du DNVP – les fortes pressions exercées par Kirdorf et l'industrie houillère sur la direction du DNVP n'y furent certainement pas pour rien<sup>110</sup> – Kirdorf quitta en tout cas le NSDAP pour retourner au DNVP.

Cette étape ne marqua en aucun cas une rupture avec le NSDAP car Kirdorf ne fit pas beaucoup de bruit autour de son nouveau changement de parti et laissa encore longtemps croire au grand public qu'il était toujours

## 92\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

membre du NSDAP. Ainsi, le *Völkischer Beobachter* put reproduire le 27 août 1929 une lettre de remerciement de Kirdorf à Hitler pour son invitation au Congrès du parti, ce qui fit une grande publicité au NSDAP : « Quiconque a eu le plaisir de participer à cette réunion ne peut, même s'il considère certains points du programme de votre parti avec méfiance ou une ferme désapprobation, que reconnaître l'importance de votre mouvement pour l'assainissement de notre patrie et lui souhaiter beaucoup de succès<sup>111</sup>. » Kirdorf conclut sa lettre ainsi : « Nous vous faisons ma femme et moi-même un salut allemand, mes amitiés, votre dévoué Kirdorf. »

Bien que l'organe central du KPD, le « Drapeau rouge » (*Die Rote Fahne*) publiât le 28 août 1929 des extraits de cette lettre sous le titre « Kirdorf le capitaliste et Hitler. Un lien d'amitié indéfectible<sup>112</sup> », Kirdorf ne jugea pas nécessaire de faire savoir publiquement qu'il n'était plus membre du NSDAP depuis un an déjà. Lorsqu'au plus fort de la campagne pour les élections fédérales de 1930, la presse communiste publia à nouveau des articles sur le soutien apporté par Kirdorf et la *Gelsenkirchener Bergwerks-AG* au NSDAP, il fut toutefois finalement contraint de déclarer publiquement dans le *Berliner Lokal-Anzeiger* de Hugenberg qu'il avait rejoint en 1927 le NSDAP « à une époque où le Parti populaire national allemand (DNVP) faisait selon moi fausse route sous l'impulsion de la direction de l'époque », mais que désormais « il soutiendrait fidèlement le Parti populaire national allemand aussi longtemps qu'il aurait une direction consciente des buts à atteindre, comme l'est celle de monsieur Hugenberg ». Il ajouta qu'il soutenait exclusivement ce parti.<sup>113</sup> La dernière phrase n'était même pas mensongère puisque les aides de Kirdorf au NSDAP transitaient par Hugenberg.<sup>114</sup>

Depuis que Hugenberg avait pris la direction du DNVP, Kirdorf mettait toute son énergie à créer une alliance

solide entre les nationaux allemands et le parti nazi, et entre Hugenberg et Hitler naturellement, vu le rôle directeur joué par Hugenberg au sein du DNVP. Au cours des années suivantes, lorsqu'une telle alliance sembla être mûre, Kirdorf balaya sa vision pessimiste du futur et adopta un optimisme plein d'espoirs. Mais lorsque le NSDAP cessa de tolérer le gouvernement Papen et se mit à le combattre en 1932, Kirdorf plongea à nouveau dans un pessimisme abyssal, dont ses vœux de nouvel an 1933 étaient encore imprégnés.<sup>115</sup>

Outre l'industrie minière, l'industrie du fer et de l'acier tissa également des liens avec le NSDAP dès 1926, comme nous l'apprend le journal de Joseph Goebbels.<sup>116</sup> Goebbels était à l'époque directeur du *Gau* du NSDAP de Rhénanie du Nord, aux côtés du *Gauleiter* Karl Kaufmann. On trouve dans son journal des notes qui précisent qu'il a très souvent rencontré un «directeur Arnold» qui soutenait financièrement le NSDAP. On peut ainsi lire à la date du 13 janvier 1926: «Corrections de l'ABC.<sup>117</sup> La seconde édition paraît. 11-20 000. Une grande quantité. Demain, je vais à Hattingen chercher de l'argent. Le directeur Arnold va avancer l'argent pour l'impression<sup>118</sup>.» Le 21 mars 1926: «Demain, nous allons recevoir de l'argent. 1500 marks d'Arnold. Je dois pour cela me rendre à Hattingen<sup>119</sup>.» Le 27 mars: «Cet après-midi, j'étais à nouveau à Hattingen [...] A. m'a donné 800 marks<sup>120</sup>. heiber»

Comme le suppose Heiber,\* le directeur Arnold cité par Goebbels était Robert Karl Arnhold, directeur de

\* D'après Turner (Turner, Henry A., *Die Grossunternehmer et l'ascension de Hitler, Berlin* (Ouest) 1985, p. 111, 450, Rem. 7), la supposition de Heiber est erronée. L'Arnold cité par Goebbels serait plutôt un cadre de l'*Heinrichshütte* vivant à Hattingen qui aurait perdu son poste à responsabilités dans le cadre de la reprise de l'*Heinrichshütte* par l'Union des aciéries. La version de Turner tendrait à être confirmée par le fait que le Arnold, directeur de la Dinta, cité par Heiber ne vivait pas à Hattingen mais à Düsseldorf. Toutefois, le rôle joué par ce dernier explique comment Heiber en est arrivé à cette supposition.

## 94\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

l'Institut technique allemand de formation au travail (Dinta), vivant à Hattingen.<sup>121</sup> Richard Lewinsohn nous renseigne sur cet homme et sur son institut : « Il y a une chose que l'art de la propagande de Hugenberg n'est pas parvenu à faire : il n'a pas su amener les masses des travailleurs vers la droite, aux côtés des partis des entrepreneurs. Pour pallier ce manque, l'industrie lourde a mis en place et financé une seconde organisation de propagande qui s'adresse directement au travailleur, doit le prendre en charge intellectuellement, le former et le transformer selon les désirs de l'employeur. Cette organisation porte le nom mystérieux de Dinta. Un de ses fondateurs est Oswald Spengler, un de ses promoteurs les plus dynamiques dans le monde de l'industrie est le directeur général Vögler, de l'Union des aciéries, mais son organisateur *de facto* est un ancien officier, l'ingénieur C.R. Arnhold, de la *Gelsenkirchener Bergwerkgesellschaft*<sup>122</sup>. » Vu les objectifs de la Dinta, il était presque inévitable que son directeur s'intéresse à un parti dont le but était également de ramener les masses de travailleurs vers la « droite » et de les former ou transformer « selon les désirs des employeurs », et qu'il soutienne les efforts de ce parti.<sup>123</sup>

Le journal social-démocrate, le *Vorwärts*, décrit la Dinta et son directeur en ces mots : « un "institut de recherche" hautement réactionnaire sur le plan social qui coûte beaucoup d'argent aux grands entrepreneurs allemands. Sa mission principale est de travailler au démantèlement de l'esprit syndical et à l'établissement d'un personnel d'usine toujours fortement différencié. » À la tête de la Dinta se trouvait le conseiller privé Arnhold, dont le *Vorwärts* cite la déclaration suivante : « En définitive, l'éducation du personnel dans notre industrie doit remplacer la vieille génération. Le travailleur doit apprendre que dans le processus de production, on doit plus don-

ner que gagner en retour<sup>124</sup>. » Après une telle déclaration, tout doute peut être écarté sur les inspireurs de la future loi de réglementation du travail fasciste édictée en 1934.

Un autre industriel que Goebbels désignait comme un ami et un promoteur du NSDAP dans la Ruhr était Fritz von Bruck. Bruck était un nationaliste allemand influent et une des figures dirigeantes du groupe Hoesch.<sup>125</sup> Goebbels écrit à son propos dans son journal à la date du 3 février 1926 : « Je passe l'après-midi de lundi avec Monsieur von Bruck, un industriel important de la région rhénane. Enfin un patron. Avec cet homme, une collaboration est possible<sup>126</sup>. » Bruck avait octroyé un prêt de 4 000 marks pour la fondation du *Kampfverlag* (édition).<sup>127</sup> On ne sait pas si ce « prêt » fut un jour remboursé étant donné que des subventions au NSDAP furent souvent camouflées derrière des « prêts ».

Un autre entrepreneur nazi mentionné par Goebbels est Paul Hoffmann, propriétaire d'une usine de marchandises en caoutchouc et en amiante à Essen.<sup>128</sup>

Le capital d'attention et de bienveillance que Hitler et le NSDAP s'étaient constitués parmi les magnats de la Ruhr allait certes être d'une importance capitale pour l'évolution postérieure du NSDAP, mais ce « parti des travailleurs » entretenait également des relations « utiles » avec d'autres cercles d'entrepreneurs. Le cercle des premiers promoteurs du NSDAP connu, à partir d'un petit cercle puis d'un cercle moyen d'entrepreneurs, un élargissement constant dès 1926-1927 grâce à l'arrivée de nouvelles personnes, dont certaines occuperont des fonctions importantes dans le futur. Leur nombre est certainement beaucoup plus important que celui rapporté officiellement car beaucoup préférèrent durant ces années-là soutenir secrètement le NSDAP sans y adhérer. Une organisation fut même créée pour de tels sympathisants, qui

## 96\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

s'appelait dans la Ruhr le *Deutscher Freiheitsbund* et qui, selon des rapports de police, rassemblait principalement des commerçants et des fabricants.<sup>129</sup>

En 1927, Albert Pietzsch entra au NSDAP, qu'il soutenait déjà depuis 1923.<sup>130</sup> Il faisait partie du cercle de connaissances de Rudolf Hess, le représentant du Führer, qui fit de lui en automne 1933 son conseiller économique. Avec Pietzsch, c'est un entrepreneur du secteur électrochimique du capital monopolistique allemand qui entra au NSDAP, un secteur avec lequel le parti entretenait aussi des relations depuis 1922, notamment par l'intermédiaire du directeur de Siemens Burhenne<sup>131</sup>. Ces liens étaient toutefois moins frappants et surtout moins connus que ceux que le parti entretenait avec le monde de l'industrie lourde. Pietzsch, ingénieur, était directeur des usines électrochimiques de Munich. Il fait partie de ceux qui firent une carrière fulgurante après 1933 en raison de leur qualité de «vieux combattant».

Cependant, la plupart des monopolistes et des Junkers qui entretenirent des relations avec le NSDAP avant 1933 et lui apportèrent une certaine aide accordaient généralement une grande importance au secret de ces relations. On pourrait établir une longue liste de grands industriels, de banquiers et de Junkers que l'on pensait jusque 1933 être des ennemis des nazis ou, en tout, cas dont on ne savait pas qu'ils avaient soutenu les nazis. Il fallut attendre 1945 et les procès de Nuremberg ou même la découverte plus tardive de certains documents pour connaître la vérité. Cela concerne presque tous les membres du «cercle Keppler» et presque tous les signataires de la tristement célèbre requête à Hindenburg de novembre 1932, mais également d'autres industriels comme Paul Silverberg et Otto Wolff, que la littérature bourgeoise présente encore aujourd'hui comme des ennemis de Hitler.

Il était nécessaire de tenir tout cela secret, ne fût-ce que pour ne pas faire apparaître trop clairement le parti nazi comme étant par nature un parti du capital monopolistique. Une autre raison pour garder le secret était d'éviter les tracasseries avec d'autres partis qui recevaient un soutien semblable. Mais surtout, il s'agissait de ne pas révéler au rival ses propres plans dans le combat de fauves que se livraient les groupes monopolistiques.

C'est toutefois en vain qu'on cherchera des noms de représentants directs de la plus puissante entreprise monopolistique allemande, IG-Farben, parmi les membres du « cercle Keppler » ou parmi les signataires de la requête à Hindenburg. Est-ce parce que, comme le pense Richard Sasuly, le trust chimique ne « s'est pas précipité pour soutenir les nazis<sup>132</sup> » (Sasuly date le début de ce soutien à 1931 au plus tôt) ou est-ce parce que IG-Farben sut encore mieux que les autres cacher ses relations avec le NSDAP ?

Un examen plus approfondi confirme la seconde hypothèse. Dissimuler ses relations avec le NSDAP était encore plus nécessaire pour le groupe IG-Farben que pour toutes les autres entreprises monopolistiques. Le groupe était en effet parvenu mieux que tout autre à acquérir une influence décisive sur les gouvernements et l'appareil étatique de la République de Weimar.<sup>133</sup> Il a donc veillé à sauvegarder son « image » de loyauté envers la République de Weimar et sa constitution. Il y parvint surtout grâce au « journal maison », le *Frankfurter Zeitung*, qui avait non sans raison la réputation d'être le quotidien allemand bourgeois le plus sérieux et qui afficha jusqu'après le 30 janvier 1933 une ligne politique libérale et critique à l'égard des nazis. C'était par ailleurs l'attitude la plus profitable aux relations économiques et commerciales internationales de la firme.

## 98\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Mais la ligne représentée dans le *Frankfurter Zeitung* n'était en aucun cas la seule ligne présente au sein d'IG-Farben. Conformément au principe de base de l'homme le plus en vue à l'époque, le président de son conseil d'administration Carl Duisberg (également président de l'Union nationale de l'industrie allemande depuis 1925), il fallait être présent dans tous les partis pour avoir de l'influence et pouvoir exercer des pressions partout<sup>135</sup>. IG-Farben a ainsi su parler de plusieurs voix, l'une d'entre elles étant conservatrice et pro-fasciste. Le relais de cette voix était la «Revue européenne» (*Europäische Revue*), dont nous parlerons plus en détail par la suite. Le rôle que jouera plus tard IG-Farben dans l'Allemagne fasciste nous permet d'en déduire que la véritable voix d'IG-Farben n'émanait pas du *Frankfurter Zeitung* mais bien de l'*Europäische Revue*.

Si on cherche des connexions entre l'industrie chimique et le NSDAP, il faut naturellement tout d'abord penser à Gregor Strasser. Non pas uniquement parce qu'il était pharmacien et que les pharmaciens étaient pour Kurt Tucholsky les «prêtres de village de IG-Farben<sup>136</sup>», mais bien plus parce qu'après sa défaite au duel qui l'opposait à Göring et son éviction de la direction du parti, il devint directeur du groupe Schering.<sup>137</sup> Et surtout parce que la ligne politique qu'il représentait avait beaucoup de points communs avec celle de l'industrie chimique en général, et plus particulièrement avec celle privilégiée par IG-Farben.

Par ailleurs, son frère Otto Strasser gravitait lui aussi dans le giron de l'industrie chimique, où il trouva le capital de départ pour la fondation du *Kampfverlag*, qui fut pendant quelques années une arme politique importante et assura en même temps une position de poids pour les frères Strasser au sein du parti nazi.

Robert Ley est un autre lien qui unit le parti nazi à IG-Farben. L'art et la manière par laquelle ce lien fut établi

et dissimulé sont un exemple typique de la tactique de camouflage pratiquée par IG-Farben.

Ley, chimiste dans le domaine alimentaire, travaillait depuis 1921 dans une usine chimique qui fera plus tard partie du groupe IG-Farben à Leverkusen. En 1924, il rejoint le «Mouvement national-socialiste pour la liberté» (*Nationalsozialistische Freiheitsbewegung*) de Cologne. Après la refondation du NSDAP, il est nommé en 1925, avec l'accord de Hitler, *Gauleiter* de Rhénanie du Sud.<sup>138</sup> Malgré cette fonction publique comme dirigeant nazi, il conserva son poste chez IG-Farben. Ce n'est que lorsque Ley se présenta comme candidat NSDAP aux élections régionales de Prusse le 20 mai 1928 que son contrat de travail prit fin. Au sein du parti, on raconta qu'il avait été renvoyé «en raison de son activité politique<sup>139</sup>», ce qui correspondait à la réalité car il était en effet difficilement conciliable pour IG-Farben de protéger son «image» et d'employer à un poste à responsabilités un député régional du NSDAP. Il fut donc bien licencié mais, d'après le témoignage d'un ancien nazi<sup>140</sup>, IG-Farben lui signa un contrat stipulant qu'il toucherait encore pendant trois ans un salaire mensuel de 850 marks auxquels viendraient s'ajouter chaque semestre une prime additionnelle de 1 800 à 2 000 marks. Cet arrangement explique d'où vient en partie l'argent de la publication d'un journal personnel diffusé à l'échelle du *Gau*, le *Westdeutsche Beobachter*.<sup>141</sup>

En 1927, un autre homme du secteur chimique entra au NSDAP: Wilhelm Keppler, que l'on connaîtra plus tard comme le conseiller économique de triste réputation de Hitler et le fondateur du «cercle d'amis». <sup>142</sup> Avant la Première Guerre mondiale, Wilhelm Keppler était chef d'équipe dans une usine chimique appartenant à des parents et dont il prit la tête en 1919.<sup>143</sup> En 1922, il fonda avec la firme américaine Eastman Kodak une usine pour

## 100\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION?

la fabrication de photogelatine, les usines chimiques Odin GmbH à Eberbach-sur-Neckar.<sup>144</sup> L'Eastman Kodak possédait 50 % des parts de la société, Keppler et ses proches 25 % chacun. Par des transactions commerciales dont nous ignorons jusqu'ici les détails et la réelle importance, Keppler entra étroitement en contact avec Ley et le banquier de Cologne Kurt von Schröder. La source d'où nous tenons la description de ces événements est une évaluation de Keppler interne au parti, qui fut probablement rédigée par Ley lui-même.<sup>145</sup> D'après ce document, Keppler aurait éprouvé au sein de ces deux entreprises des difficultés dues à ses opinions nationales-socialistes, raison pour laquelle il aurait tenté de les acquérir. Il fut dans cette démarche ouvertement conseillé par Ley, qui le mit en contact avec Schröder pour le financement de la transaction. Keppler ne put cependant atteindre son but, principalement en raison de la résistance de l'actionnaire principal, la société Kodak.<sup>146</sup> On ne peut émettre que des suppositions sur ce qui se passa en réalité.

Voici l'hypothèse la plus probable : un des concurrents de Kodak aurait voulu avec l'aide de Keppler absorber les usines Odin, dont la production principale occupait une position clé qui les faisait ainsi sortir de la sphère d'influence de Kodak. Parmi les entreprises qu'une telle transaction aurait pu intéresser, on trouve aussi bien la Schering-Kahlbaum AG, qui avait déjà absorbé la Voigtländer-AG, que le groupe IG-Farben, dont l'un des fondateurs était Agfa. L'implication active de la banque Stein de Cologne par l'intermédiaire de son associé Kurt von Schröder indique que c'était plutôt IG-Farben, et non la Schering-Kahlbaum, qui se cachait derrière les efforts de Keppler. En effet, Kurt von Schröder était le gendre de Richard von Schnitzler, qui était à son tour membre du conseil d'administration de IG-Farben et associé

de la banque Stein.<sup>147</sup> Par son mariage avec Edith von Schnitzler, Schröder était entré dans la banque Stein et s'était par là même étroitement lié tant sur le plan personnel que sur celui des affaires aux intérêts de IG-Farben. Cela appuie la thèse selon laquelle Keppler servit d'intermédiaire dans cette tentative d'achat en vue de l'extension de la sphère d'influence de IG-Farben.

Comme le montre notamment l'évaluation interne, des relations étroites accompagnées d'un appui important continuèrent à lier le petit entrepreneur Keppler et le banquier, des relations qui ne pouvaient évidemment reposer sur un principe d'égalité.

L'évaluation de Schröder nous montre par ailleurs que Ley et Keppler furent profondément impressionnés par «l'implication active et les convictions nationales-socialistes de Schröder» lorsqu'ils le fréquentèrent plus assidûment.<sup>148</sup> De l'aveu même de Schröder, le début de sa relation avec Keppler remontait déjà à 1928 ou 1929.<sup>149</sup> Nous avons donc dans la personne de Schröder un sympathisant du NSDAP de la première heure issu du capital financier et d'IG-Farben. Il est évident que suite aux négociations autour des usines Odin, Keppler devint le principal intermédiaire entre Schröder et le NSDAP. Grâce à sa promotion au rang de conseiller financier de Hitler, le couple Schröder-Keppler garantit à IG-Farben une connexion directe et lui donna la possibilité d'influencer Hitler, contacts qui furent d'autant plus efficaces qu'une deuxième connexion via le représentant de Hitler, Hess, vint les renforcer.

C'est Heinrich Gattineau qui fut à la base de cette deuxième connexion. Il entra au service de IG-Farben, en 1928, dans les usines Bayer de Leverkusen, où il gravit rapidement les échelons pour occuper une position dirigeante. Duisberg fit rapidement de ce jeune homme

## IO2\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

maniable le chef de son secrétariat et lui confia par la suite la direction de la section centrale pour les questions économiques des usines Bayer.<sup>150</sup> En 1931, Carl Bosch, le dirigeant de IG-Farben qui restait le plus dans les coulisses – ce qui le rendait d'autant plus puissant – le fit venir à Berlin pour travailler au service de presse du groupe. Gattineau y fut responsable de la « politique extérieure » de IG-Farben et était en fait chargé de soigner les relations de l'entreprise avec les divers partis et groupements. Par ce choix, Bosch montra qu'il avait une idée très claire de la direction que devaient prendre les relations de IG-Farben. En effet, Gattineau connaissait et était personnellement en relation avec certains leaders nazis. Après la Première Guerre mondiale, il avait appartenu au *Bund Oberland*, un des prédécesseurs de la SA fasciste qui avait pris part au putsch de Hitler. Il avait à cette époque connu personnellement Ernst Röhm et le général von Epp. Il avait entre autres étudié à Munich avec le professeur Haushofer, un ami de Rudolf Hess, qui était pour lui « comme un père ». Gattineau connaissait d'ailleurs également Hess personnellement. Il était la personne idéale pour établir sans attirer l'attention des contacts discrets entre le groupe et le parti nazi.

IG-Farben avait un autre appui au sein du parti nazi en la personne de l'ingénieur chimiste Werner Daitz, de Lübeck, un homme qui s'était essayé à de nombreuses disciplines. Non seulement il avait été, déjà avant la Première Guerre mondiale, le directeur de différentes entreprises, mais il avait par ailleurs pendant la guerre inventé des ersatz, par exemple un ersatz du caoutchouc<sup>151</sup> et rédigeait aussi depuis 1909 « des publications philosophiques et politiques sur l'avènement d'une nouvelle vision du monde<sup>152</sup> ». C'est sur ces écrits qu'il fonda son exigence d'être reconnu comme l'un des pionniers du

national-socialisme. Cette exigence fut soutenue énergiquement après 1933 par IG-Farben, qui fit rééditer et diffusa ses écrits.<sup>153</sup> Dans un de ses écrits de l'année 1916, il développe des idées qui présentent de grandes similitudes avec les idées énoncées à peu près à la même époque par Walter Rathenau et qui donnaient à peu près ceci : « Un nouveau type de socialisme d'État va voir le jour. Il sera totalement différent de tout ce que chacun d'entre nous a pu rêver ou imaginer. Il ne paralysera, dans le domaine économique, ni l'initiative privée ni le capitalisme privé, mais les organisera en fonction de ses intérêts. Le capital sera concentré dans l'économie populaire et dirigé en entier vers l'extérieur [...] Cette transformation du capitalisme [...] donnera naissance à un socialisme national.<sup>154</sup> » Après la fondation de IG-Farben AG, Daitz devint directeur d'entreprise d'IG. Il entra au NSDAP bien avant 1933 : en 1931, il devint membre de la direction nationale du NSDAP dans le Bureau de politique extérieure d'Alfred Rosenberg.

IG-Farben se créa des appuis au sein du NSDAP en la personne de Ley, Keppler, Daitz et sûrement d'autres encore parce que l'entreprise voyait déjà en celui-ci un parti à qui on pourrait un jour confier l'exercice du pouvoir. Mais les hommes du royaume de la chimie étaient habitués à expérimenter tous les éléments et à tester leur malléabilité. Ils avaient par ailleurs acquis l'expérience que même les matières apparemment les plus anodines et les plus inutiles pouvaient sous certaines conditions et en réaction avec d'autres éléments posséder des propriétés inattendues et étonnantes. Voilà pourquoi, dans la politique aussi, ils avaient pour principe de ne pas délaissier les éléments à peine connus et non éprouvés au profit des éléments connus et éprouvés – les grands partis représentés au Reichstag et au gouvernement – et

104\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

de vérifier leur malléabilité, d'autant plus s'il s'agissait d'un parti dont les slogans politiques étaient largement en accord avec la conviction de Duisberg, à savoir que l'Allemagne avait besoin d'un homme fort qui saurait agir sans égards pour l'humeur des masses et enfin rassembler tous les Allemands sous sa coupe.

Par ailleurs, il fallait contrebalancer au sein du parti l'intérêt vivace que portait au NSDAP l'adversaire de l'IG en matière de politique économique : l'industrie minière de la Ruhr.

IG-Farben avait cependant réussi : dès 1927-1928, son influence sur le parti nazi était déjà à peine plus faible que celle de l'industrie lourde et ses connexions avec le parti étaient même encore plus nombreuses, bien que moins évidentes. Elles tenaient en effet plus du domaine de la « conspiration ».

## HITLER ET LE CAPITAL\_IO5

1. *Die bürgerlichen Parteien in Deutschland. Handbuch der Geschichte der bürgerlichen Parteien und anderer bürgerlicher Interessenorganisationen vom Vormärz bis zum Jahre 1945*, vol. II, Leipzig 1970, p. 397 ; Tyrell, Albrecht, *Führer befehl... Selbstzeugnisse aus der " Kampfzeit " der NSDAP. Dokumentation und Analyse*, Düsseldorf 1969, p. 95 ; Hüttenberger, Peter, *Die Gauleiter. Studie zum Wandel des Machtgefüges in der NSDAP*, Stuttgart 1969, p. 10
2. À propos des clubs nationaux (*Nationalklubs*), voir *Handbuch der bürgerlichen Parteien*, vol. II, pp. 341 et sq. Hitler avait déjà pu se présenter devant le Berliner Nationalklub en mai 1922.
3. Tyrell, p. 107
4. *Adolf Hitler in Hamburg*, Hambourg 1939, p. 8
5. Stegmann, Dirk, *Von Verhältnis von Grossindustrie und Nationalsozialismus 1930-1933. Ein Beitrag zur Geschichte der sog. Machtergreifung*, in : *Archiv für Sozialgeschichte*, édité par la Friedrich-Ebert-Stiftung, vol. XIII, 1973, p. 411
6. Jochmann, Werner, *Im Kampf um die Macht. Hitlers Rede vor dem Hamburger Nationalklub von 1919*, Francfort-sur-le-Main 1960, p. 33.
7. *Ibidem*, p. 32
8. *Ibidem*, p. 69
9. La retranscription de son discours fait plus de cinquante pages dactylographiées.
10. Jochmann, pp.67 et sq.
11. Tyrell, pp. 47 et sq. (aussi intégralement repris dans : Gossweiler, Kurt, *Kapital, Reichswehr und NSDAP 1919 – 1924*, Berlin 1982, pp. 560 et sq.)
12. Jochmann, pp. 95 et sq.
13. *Ibidem*, p. 82
14. *Ibidem*, p. 92, 94
15. *Ibidem*, p. 98
16. *Ibidem*, p. 101
17. *Ibidem*, p. 102
18. *Ibidem*, p. 103
19. *Ibidem*, p. 104
20. Chez Jochmann : *Einsichtigkeit* (Erroné)
21. *Ibidem*, pp. 104 et sq.
22. *Ibidem*, p. 106
23. *Ibidem*, p. 116
24. *Ibidem*, p. 114
25. *Ibidem*, p. 121
26. *Ibidem*, p. 61  
Turner, Henry Ashby, *Faschismus und Kapitalismus in Deutschland, Studien zum Verhältnis zwischen Nationalsozialismus und Wirtschaft*, Göttingen 1972, p. 69
27. ZstAP, *Alldeutscher Verband (ADV)*, n°121, f. 44
28. Jochmann, pp. 109 et sq.
29. Hüttenberger, p. 12
30. *Ibidem* p.15; voir aussi : Pridham, Geoffrey, *Hitlers Rise to Power. The Nazi Movement in Bavaria, 1923-1933*, Londres 1973, pp. 45 et sq.
31. Hüttenberger, p. 11
33. *Ibidem*, p. 10
34. *Ibidem*, p. 9 ; Tyrell, p. 78
35. ZstAP, ADV, n°228, f. 42 ; *ibidem*, *Reichskommissar für Überwachung der öffentlichen Ordnung (RKO)*, n°287

## 106\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

36. Hüttenberger, p. 20
37. Tyrell, p. 104; Hüttenberger, p. 15; Böhnke, Wilfried, *Die NSDAP im Ruhrgebiet 1920-1933*, Bonn-Bad Godesberg 1974, p. 95
38. Les *Gaus* de Rhénanie du Nord et le Gau de Westphalie avec les *Gauleiters* Axel Ripke et – à partir de septembre 1925 – Karl Kaufmann, qui siège à Elberfeld, et Franz Pfeffer von Salomon, qui siège à Münster (voir Böhnke, p. 101)
39. *Ibidem*, p. 106
40. ZstAP, *Reichsjustizministerium (RjuM)*, n° 5053/29, f. 20, Deutsche Zeitung, n° 470, 19 octobre 1924.
41. Böhnke, pp. 32 et sq.
42. Weber, Hellmuth, *Ludendorff und die Monopole*, Berlin 1966
43. *Rheinisch-Westfälische Zeitung (RWZ)*, 28.7.1935, in: ZstAP, ADV, n° 211/1, f. 84.
44. Pabst, Klaus, *Der Ruhrkampf*, in: Walter Först (Ed.), *Zwischen Ruhrkampf und Wiederaufbau*, Cologne – Berlin (Ouest) 1972, pp. 24 et sq.
45. Hortzschansky, Günter, *Der nationale Verrat der deutschen Monopolherren während des Ruhrkampfes 1923*, Berlin 1961, pp. 106 et sq.; Rabenau, Friedrich von, *Seeckt. Aus seinem Leben 1918-1936*, Leipzig 1940, p. 324.
46. Voir les biographies résumées des *Gauleiters* nazis dans: Hüttenberger, S., pp. 213 et sq.
47. Böhnke, p. 34
48. Pour une explication en détail de ce putsch manqué, voir: Ruge, Wolfgang, *Hindenburg, Porträt eines Militaristen*, Berlin 1974, pp. 287 et sq.
49. *FZ*, 13.5.1926 et les jours suivants
50. *Egelhaafs Historisch-politische Jahresübersicht für 1926*, édité par Hermann Haug, Stuttgart 1927, pp. 120 et sq. – Turner prend étonnamment parti pour les conjurés anti-républicains (Turner, pp. 65 et sq.)
51. *Handbuch der bürgerlichen Parteien*, vol. I, Leipzig 1968, pp. 736 et sq.
52. Horkenbach, Cuno (Ed.), *Das deutsche Reich von 1918 bis Heute*, Berlin 1930, pp. 234 et sq.
53. *Ibidem*, p. 236; voir aussi: Egelhaaf, 1927, pp. 112 et sq. Il y est reproché au DNVP d'avoir acheté son entrée au gouvernement en reniant tous les points les plus essentiels de la ligne de base du parti.
54. La Bavière fut le premier land à prononcer une interdiction de discours à l'encontre de Hitler, interdiction qui fut levée le 5 mars 1927; la Prusse édicta une interdiction de discours le 25.9.1925 qui fut levée le 29.9.1928 par le gouvernement du ministre-président social-démocrate Otto Braun. De telles interdictions furent prononcées dans tous les länder à l'exception du Brunswick, du Mecklembourg-Schwerin, de Thuringe et du Württemberg, (Tyrell, pp. 107 et sq.)
55. Böhnke, pp. 104 et sq.
56. *Ibidem*, pp. 111 et sq.
57. *Adolf Hitler und seine Bewegung im Lichte neutraler Beobachter und objektiver Gegner*, 2<sup>e</sup> édition, Munich 1928, p. 39 (tous les rapports de presse suivants sur les assemblées hitlériennes dans la Ruhr sont cités d'après cette revue nazie, si rien d'autre n'est indiqué.)
58. L'éditeur du RWZ était Theodor Reismann-Grone, autrefois pangermaniste de premier rang, évincé de la direction de l'Union à la suite d'un différend personnel avec Class. (Pour en savoir plus sur R.-G., voir aussi: Hallgarten, George W. F., *Hitler, Reichswehr und Industrie. Zur Geschichte der Jahre 1918-1933*, 2e édition, Francfort-sur-le-Main, 1955, p.96 ; Heiden, Konrad, *Hitler*, Zurich 1936, pp. 259 et sq.)

59. *Adolf Hitler und seine Bewegung*, pp. 11 et sq.
60. *Ibidem*
61. *Ibidem*, p. 13
62. *Ibidem*, p. 39
63. Ce fut peut-être aussi au cours d'une des autres assemblées de l'année 1926; Kirdorf lui-même ne se souvenait plus très bien (voir: RWZ du 28.7.1935). En fait, cela importe assez peu de savoir si Kirdorf a entendu Hitler pour la première fois en juin, en septembre ou en décembre 1926; ce qui est par contre décisif, c'est sa réaction à ce discours.
64. RWZ du 28.7.1935
65. *Handbuch der Deutschen Aktiengesellschaft*, Berlin-Leipzig, 1932/IV, p. 5403, 5406, 5410, 5412.
66. Turner, pp. 16 et sq., 60-86, part. pp. 79 et sq.
67. *Berliner Lokal-Anzeiger* du 28.10.1936.
68. Stegmann, p. 417
69. *Handbuch der Aktiengesellschaften*, p. 5408
70. *Ibidem*
71. *Ibidem*
72. *Ibidem*, p. 5413
73. RWZ du 28.7.1935
74. Fetscher, Iring, *Fascismus und Nationalsozialismus. Zur Kritik des sowjetmarxistischen Faschismusbegriffes*, in: *Politische Vierteljahresschrift*, 1/1962, p. 54
75. *Adolf Hitler und seine Bewegung*, p. 14
76. *Ibidem*, pp. 15 et sq.
77. *Ibidem*, pp. 13 et sq.
78. Le journal appartenait également à Reismann-Grone
79. *Adolf Hitler und seine Bewegung*, p. 19
80. *Ibidem*
81. *Ibidem*, p. 20
82. *Ibidem*, p. 21. Un rapport de police sur cette assemblée reprend encore ce passage du discours où Hitler explique que, selon lui, un État puissant ne peut être atteint qu'en venant à bout de la fracture entre les classes; qu'on ne peut venir à bout de la fracture entre les classes par des compromis; qu'il faut pour cela combattre durement le marxisme «conformément à la devise qui dit que la victoire réside toujours dans l'attaque.» (Böhnke, p. 112)
83. Tyrell, p. 107; Böhnke, p. 113
85. Erroné, en fait: Prince Karl zu Löwenstein-Wertheim-Freudenberg. D'autres récits désignent Reismann Grone et son gendre Otto Dietrich comme intermédiaires de la rencontre entre Kirdorf et Hitler. (Hallgarten, p. 97)
87. *Handbuch der bürgerlichen Parteien*, vol. II, pp. 341 et sq.
88. *Reichshandbuch der deutschen Gesellschaft. Das Handbuch der Persönlichkeiten in Wort und Bild*, deuxième volume. Hans Louis Ferdinand von Loewenstein zu Loewenstein, son nom complet, devint aussi membre de la Société pour l'étude du Fascisme fondée en 1931.
90. *Ibidem*, p. 86
91. ZstAP, ADV, n° 211/1, ff. 61 et sq.
92. *Ibidem*
93. Kirdorf n'avait, cela confirme ce qui a été dit plus haut, qu'une objection à faire aux déclarations de Hitler : il n'avait jamais mentionné l'Église catholique et le

## 108\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

- centre, voilà pourquoi «j'attirai l'attention de Hitler sur le danger que représentait à mon avis le centre, un danger au moins aussi grand que celui du marxisme.» (RWZ, 28.7.1935)
94. Hallgarten, p. 97
95. Adolf Hitler, *Der Weg zum Wiederaufstieg*, Munich 1927, repris dans: Turner, p. 41 – 59; pour la présente citation, voir: p. 54
96. *Ibidem*, pp. 54 et sq.
97. RWZ du 28.7.1935
98. Turner, p. 58
99. *Ibidem*, p. 56. De telles opinions sur le lien entre l'État et l'économie n'étaient pas du tout le monopole de Hitler et des nazis, nous en avons la preuve dans une déclaration du rival de Hitler lors des jours d'automne de 1923, le leader de la *Reichsflagge*, le capitaine à la retraite Adolf Heiss, datant du 7 janvier 1927 et portant sur *Hinein in den Staat* («À l'intérieur de l'État»), la devise de la *Stahlhelm*: «Je ne comprends pas ces gens qui disent "À l'intérieur de l'État", car cet 'État' n'est pas un État, il peut et doit tout au plus être un État avec lequel nous devons en finir [...] On dit constamment que l'économie a besoin de calme! Au risque d'être impopulaire, je m'oppose à cette conception qui dissimule derrière le mot "calme" le laisser-aller, la résignation, le renoncement et la faiblesse. Il faut derrière un peuple qui veut prendre un essor économique, un pouvoir, un État qui dispose de ses propres revenus et qui jouit de considération et d'un certain prestige dans le monde. Cela doit être aussi le but de l'économie. " (ZstAP, RKO, n° 214, f. 222.)
100. Turner, p. 57
101. *Ibidem*
102. *Ibidem*, p. 59
103. *Ibidem*, p. 70
104. *Adolf Hitler und seine Bewegung*, p. 39
105. *Ibidem*
106. ZstAP, Fall XI, n° 280, ff. 13 et sq., Doc. 3753-PS.
107. Erroné dans la lettre originale.
108. ZstAP, Fall XI, n° 280, ff. 35 et sq., Doc. 3753-PS.
109. cf. Böhnke, p. 225, passim; Turner ose même mettre en doute les déclarations d'August Heinrichsbauer (qui, en tant que fonctionnaire actif dans l'industrie minière de la Ruhr, devait quand même mieux le savoir que Turner) lorsqu'il affirme que Kirdorf aurait donné à Hitler lors de leur première rencontre 100 000 marks. (Turner, p. 82). Cet excès de zèle apologétique de Turner et d'autres a déjà été dénoncé par Dirk Stegmann dans son travail sur le lien entre la grande industrie et le national-socialisme.
110. On sait en tout cas par Fritz Thyssen qu'il suspendit en automne 1927 les paiements qu'il faisait à la direction du DNVP: Stegmann, Dirk, *Kapitalismus und Faschismus in Deutschland 1929-1934. Thesen und Materialien zur Restituierung des Primats der Grossindustrie zwischen Weltwirtschaftskrise und beginnender Rüstungskonjunktur*, in: *Gesellschaft, Beiträge zur Marx'schen Theorie* 6, Francfort-sur-le-Main 1976, p. 28
111. Stegmann, *Zum Verhältnis*, p. 414
112. *Die Rote Fahne*, n° 164, 28.8.1929
113. *Berliner Lokal Anzeiger*, n° 397, 23.8.1930. La déclaration de Kirdorf commençait par ces mots: «Un hebdomadaire très à gauche diffuse des déclarations fausses et insensées sur mon engagement et mon action politique ainsi que sur celle de mon gendre, du capitaine de frégate à la retraite Krüger et du directeur général,

- le docteur Huber. Par ailleurs, il implique également dans ses déclarations sans fondement la *Gelsenkirchener Bergwerk-Akt. Ges.*»
114. Thyssen, Fritz, *I paid Hitler*, Londres 1941: «Au cours de l'année qui précéda la prise du pouvoir par les nazis, les corporations de la grande industrie commencèrent à apporter une aide financière. Mais ils ne la donnaient pas directement à Hitler mais au Dr Alfred Hugenberg qui mettait à la disposition du NSDAP un cinquième des sommes offertes. «Turner prétend que ces subsides transmis par l'industrie à Hitler par le biais de Hugenberg sont "une légende" répandue par des païens (Turner, p. 14). Seulement voilà, dans sa tentative de réfuter cette "légende", il s'empêtre dans les contradictions». (cf. p. 107, 14)
115. Turner, pp. 75 et sq.
116. Heiber, Helmut (Ed.), *Le Journal de Joseph Goebbels 1925/1926*, Stuttgart, 2<sup>e</sup> édition, 1961
117. Il s'agit d'une revue de propagande nazie rédigée par Goebbels.
118. Heiber, p. 53
119. *Ibidem*, p. 66
120. *Ibidem*, p. 67
121. *Ibidem*, p. 22, Fn. 3
122. Lewinsohn (Morus), Richard, *Das Geld in der Politik*, Berlin 1930, p. 197
123. *Ibidem*
124. *Vorwärts* du 1.8.1932 (Edition du soir)
125. Heiber, p. 57, Fn. 3. D'après Heiber, on n'en trouvait trace chez Hoesch qu'après 1933.
126. *Ibidem*, p. 57
127. *Ibidem*, p. 133, 136
128. *Ibidem*, p. 65, 67, 96
129. Böhnke, p. 147
130. *Das deutsche Führerlexikon 1934/1935*, Berlin 1934, p. 355; pour plus de renseignements sur Pietzsch, voir le VB du 29.6.1934
131. Franz-Willing, Georg, *Die Hitlerbewegung*, Hambourg – Berlin (Ouest), 1962, p. 185.
132. Sasuly, Richard, *IG-Farben*, Berlin 1952, p. 87
133. Wickel, Helmut, *IG-Deutschland, Ein Staat im Staate*, Berlin 1932
135. À propos du «système Duisberg», voir: Lewinsohn, pp. 82 et sq. ; Sasuly, pp. 86 et sq.
136. Tucholsky, Kurt, *Grund nach vorn. Eine Auswahl aus seinen Schriften und Gedichten*, éd. par Erich Kästner, Berlin – Hambourg – Stuttgart – Baden-Baden 1948, p. 78
137. *Adressbuch der Direktoren und Aufsichtsräte der Aktiengesellschaft für das Jahr 1933*, II, Berlin, p. 1113
138. Schildt, Gerhard, *Die Arbeitsgemeinschaft Nord-West. Untersuchungen zur Geschichte der NSDAP 1925/26*, Phil. Diss. Fribourg 1964, p. 39
139. *Führerlexikon*, p. 278
140. Il s'agit de l'ancien porte-parole national du NSDAP qui s'était tourné vers l'opposition aux nazis et qui fit un portrait de Ley dans son journal dont le *Sozialdemokratische Pressendienst* du 23.12.1932 publia des extraits.
141. À ce sujet, voir: Ulbricht, Walter, *Der faschistische deutsche Imperialismus (1933-1945)*, Berlin 1952, p. 25 (Il y est avancé – quoique sans preuve – que Ley aurait reçu 10 000 marks de IG-Farben pour la fondation du *Westdeutsche Beobachter*.)
142. Le «cercle d'amis» (*Freundeskreis*) était un cercle d'industriels, de banquiers et de grands propriétaires fonciers, créé au début de l'année 1932 pour soutenir

## IIO\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

- le NSDAP, et qui deviendra plus tard le *Freundeskreis Himmler*.
143. ZstAP, Cas XI, vol. 615, pp. 15 et sq. Czichon, Eberhard, *Wer verhalf Hitler zur Macht? Zum Anteil der deutschen Industrie an der Zerstörung der Weimarer Republik*, Cologne 1967, pp. 28 et sq.
144. D'après Czichon, ce fut la seule usine de photogelatine en Allemagne. S'il faut prendre cette déclaration avec prudence, il est tout de même être exact que les usines Odin furent un fournisseur très important pour l'industrie de la pellicule photographique. Cela explique les luttes pour posséder l'entreprise.
145. Bracher, Karl Dietrich, *Die Auflösung der Weimarer Republik, Eine Studie zum Problem des Machtverfalls in der Demokratie*, II, édition révisée et augmentée, Stuttgart-Düsseldorf 1957, p. 689 et sq.
146. Czichon, (*Wer verhalf*, p. 28) prétend au contraire, en se référant à Bracher, que le dit achat aurait échoué parce que Keppler ne serait pas parvenu à racheter les parts de ses proches. On ne trouve toutefois chez Bracher rien qui vienne étayer cette thèse.
147. Gossweiler, Kurt, Grossbanken, *Industriemonopole, Staat. Ökonomiez und Politik des staatsmonopolistischen Kapitalismus in Deutschland 1914 – 1932*, Berlin 1971, p. 339
148. Bracher, p. 689 et sq.
149. *Ibidem*, p. 689, Fn. 12
150. *Nürnberger Nachfolgeprozesse, Fall 6 (IG-Farbenindustrie AG), Anklagedokumentenbuch XI, Dok. NI 9757 (Affidavit Heinrich Gattineaus vom 12.6.1947)*
151. *Reichshandbuch der deutschen Gesellschaft*, vol. I, Berlin 1931, p. 293. Daitz y est présenté comme le propriétaire de l'usine Daitz & Co., à Lubeck, une firme qui était un holding avec des participations importantes dans des entreprises connues de l'industrie métallurgique, de la construction mécanique et du bâtiment, et était par ailleurs détentrice d'un grand nombre d'importants brevets et licences concernant la grosse industrie chimique et pharmaceutique, l'industrie pétrolière et la construction. Selon la même source, il était membre du conseil d'administration de deux usines de construction mécanique de Lubeck et membre du comité de gestion du club *Übersee* à Hambourg et de *Deutschen Kolonial-liga* à Munich.
152. *Führerlexikon I*, p. 89
153. Sasuly, p. 74
154. *Ibidem*

### Chapitre 3

## **Classe ouvrière et fascisme<sup>1</sup>** **Le socialisme des barons de l'acier**

Avant la Première Guerre mondiale, deux attitudes opposées à la classe ouvrière se sont formées au sein de la bourgeoisie impérialiste. À ces attitudes correspondent les deux méthodes différentes de gouvernement décrites par Lénine<sup>2</sup>.

Les représentants « modernes » de la bourgeoisie impérialiste – que l'on trouvait essentiellement dans les nouvelles branches industrielles de l'industrie chimique et électrique –, leurs idéologues et leurs représentants politiques en Allemagne s'étaient déjà rendu compte au tournant du siècle que le soutien des seules bourgeoisie et petite bourgeoisie à l'ordre capitaliste ne suffisait plus mais qu'il fallait s'efforcer de créer aussi une base de masse dans la classe ouvrière. C'est dans le processus de transformation de la social-démocratie révolutionnaire en un mouvement réformiste social-libéral qu'ils découvrirent la possibilité d'un tel soutien. Ces représentants de la bourgeoisie monopoliste allemande virent dans l'adhésion de la direction de la social-démocratie allemande et de ses syndicats à la position de la défense de la patrie le 4 août 1914 une éclatante confirmation de la justesse de leur approche.

## II2\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

À l'opposé de cette vision se tenaient les représentants de la «tendance dure», de la politique répressive et du refus de toute concession aux organisations de la classe ouvrière, qui se retrouvaient avant tout dans l'industrie lourde et –évidemment– parmi les grands propriétaires terriens (les Junkers). Les seules organisations auxquelles ils permettaient aux ouvriers d'adhérer étaient les *Werkvereine* (comités d'entreprise), dominés par le patronat. Cette attitude était sous-tendue par des causes économiques et politiques. Économiques parce qu'il s'agissait en général de représentants de branches industrielles moins rentables que les nouvelles industries et davantage exposées à une concurrence de plus en plus aiguë sur les marchés extérieurs. Politiques parce que leur étroitesse d'esprit empêchait la plupart des représentants de cette tendance d'évaluer correctement les changements qui s'étaient produits dans le rapport de forces entre les classes et la croissance rapide du poids de la classe ouvrière. Ils continuaient à juger non seulement impossible mais aussi inutile la création d'une base de masse favorable à l'ordre bourgeois au sein de la classe ouvrière.

Cette situation ne changea qu'avec la Première Guerre mondiale, et surtout après les révolutions d'Octobre en Russie et de Novembre en Allemagne, c'est-à-dire lorsque le capitalisme entra dans une crise générale. La guerre fit également comprendre aux Junkers et aux militaristes les plus bornés que les classes dirigeantes étaient incapables d'atteindre leurs objectifs impérialistes sans le soutien d'une partie considérable de la classe ouvrière. La révolution d'Octobre effraya la bourgeoisie allemande car elle apportait la preuve que le prolétariat avait acquis la force du nombre mais aussi –du moins en Russie– la maturité politique nécessaire pour mener «la lutte finale» contre la bourgeoisie.

## Un parti fasciste pour réaliser une «double mission»

Ce n'est donc pas un hasard si les années de la Première Guerre mondiale virent les premières tentatives des représentants de la «tendance dure» pour créer eux aussi une base pour leur politique parmi les travailleurs. Conformément à la ligne politique menée jusque-là par cette tendance, ces tentatives visaient à éliminer la social-démocratie et les syndicats.

Alors que les représentants de la politique impérialiste «moderne» voulaient atteler les travailleurs à la charrette impérialiste avec l'aide des sociaux-démocrates et des dirigeants syndicaux, le but déclaré de l'autre fraction bourgeoise était la prétendue «nationalisation» des travailleurs allemands et leur «libération» des dirigeants sociaux-démocrates. Mais leur haine envers le mouvement ouvrier organisé était restée inchangée et s'était même transformée en une volonté extrême d'anéantissement. L'ancienne volonté de destruction du mouvement ouvrier fusionna alors avec le souhait d'acquérir un soutien important parmi les travailleurs pour répondre à un besoin nouveau: la réalisation de la double mission d'anéantir le mouvement ouvrier et de gagner simultanément de larges couches de travailleurs.

Aucune des organisations existantes de la droite politique n'était cependant en mesure de réaliser cette double mission, ce qui nécessitait la création d'une nouvelle organisation capable de le faire. Sous le capitalisme, la loi de l'offre et de la demande s'applique également au domaine politique. Cette nouvelle organisation se créa donc inévitablement après que la demande d'une telle organisation se soit manifestée suffisamment clairement et fortement sur le marché de la politique. Elle ne naquit

## II4\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

cependant pas sous sa forme achevée mais se développa à partir de différents embryons d'organisations.

Les germes furent mis en place par des membres de l'association pangermaniste *Alldeutsche Verband*. Cette association possédait des relations étroites et explicites avec les représentants de l'industrie lourde (Kirdorf, Vögler, Hugenberg, Reusch entre autres) et les grands propriétaires terriens (le comte Arnim-Muskau, le comte Udo de Stolberg-Wernigerode, Gertzlaff von Herzberg-Lottin, le baron de Manteuffel-Katzdangen et d'autres). Le parti fasciste, produit final de ces efforts, ne fut pas inventé mais choisi au terme d'une sorte de processus de sélection comme l'organisation la plus conforme aux nouveaux besoins des cercles les plus réactionnaires de la bourgeoisie impérialiste. Ce processus de sélection fut particulièrement long car ces cercles de la bourgeoisie ne furent disposés à soutenir la fondation d'un « parti national ouvrier » en apparence indépendant d'eux qu'après qu'il ait été démontré que toutes les autres formes d'organisation ne menaient pas au but désiré.

Il y eut au début une tentative de tirer les travailleurs du côté de la bourgeoisie « nationale » dans le cadre du Parti de la patrie allemande (*Deutsche Vaterlandspartei*), un parti nationaliste extrême fondé le 3 septembre 1917 qui se présentait comme un « parti populaire »<sup>3</sup>. Derrière ce parti se cachaient des cercles influents de la bourgeoisie monopoliste, des Junkers et des militaristes.

Malgré de grands efforts – comme la création d'une « section ouvrière », chargée de la propagande et des « éclaircissements nationaux-politiques » parmi les travailleurs, au sein de la direction du parti – cette tentative se solda par un échec<sup>4</sup>. La masse des travailleurs se rendit compte que ce parti représentait les intérêts de ses pires ennemis. Les parrains du parti prirent alors conscience

qu'il était vain de vouloir gagner les grandes masses de travailleurs à travers des organisations dirigées par des représentants de la bourgeoisie. Pour cette raison, il fut décidé de renouer avec l'ancien projet consistant à prendre les « jaunes » – les comités d'usine hostiles aux actions qui pourraient nuire à l'économie – comme point de départ pour la création d'une organisation ouvrière « nationale » qui apparaîtrait comme autonome pour le monde extérieur.

### **La création d'un parti nationaliste pseudo-ouvrier**

Dès l'été 1917, Wilhelm Wahl, dirigeant d'un comité d'usine dans une entreprise Krupp à Brême, avait créé en étroite collaboration avec le « comité indépendant pour une paix allemande », lancé en 1916 par les pangermanistes, le « Comité libre pour une paix ouvrière allemande », qui fut le point de départ pour la fondation de comités correspondants dans d'autres endroits d'Allemagne<sup>5</sup>. Ainsi, par exemple, Anton Drexler, fondateur du DAP (*Deutsche Arbeiterpartei*), qui fut à l'origine du NSDAP, commença sa carrière politique en fondant un « Comité ouvrier libre pour une bonne paix » à Munich. Wilhelm Wahl, tout comme Drexler, avait l'intention de percer parmi les travailleurs sociaux-démocrates à l'aide d'une propagande social-impérialiste recourant à une démagogie anticapitaliste, mais uniquement contre le capitalisme des puissances de l'Entente, et en particulier de l'Angleterre<sup>6</sup>. Dans ce but, Drexler se retira du Parti de la patrie et devint membre du syndicat libre des chemins de fer afin d'acquérir une plus grande base d'agitation<sup>7</sup>.

D'autres personnes, notamment Wolfgang Kapp, parvinrent à la conclusion qu'il fallait aller encore plus loin,

## 116\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

et fonder un « parti national ouvrier ». Kapp était de ceux qui, déjà relativement tôt, souhaitaient faire des percées idéologiques parmi les travailleurs organisés dans la social-démocratie et les syndicats<sup>8</sup>. Lorsque, début novembre 1917, Wilhelm Gellert, un employé du syndicat des patrons des mines de potasse, actif dans le mouvement des employés, lui soumit le plan de fondation d'un parti des ouvriers et des employés, il lui accorda un soutien total.

Les arguments de Gellert montraient à quel point les milieux représentés par Kapp avaient appris au cours de la guerre à manipuler les masses, et en particulier les travailleurs. Mais ils montraient en même temps les limites de cette capacité d'apprentissage. Gellert opposait à Kapp que seul un mouvement national créé par les ouvriers et employés eux-mêmes pouvait « sauver ceux-ci de la contamination sociale-démocrate ». Selon lui, « le parti ouvrier allemand ne devait pas être un appendice du Parti de la patrie mais un parti pleinement indépendant, car ce n'est qu'avec une telle perspective qu'il pourrait se dresser contre la social-démocratie ». Dans cette perspective, le Parti de la patrie ne pouvait s'implanter que superficiellement parmi les travailleurs, alors qu'un pur parti ouvrier ayant les mêmes objectifs pourrait s'implanter vraiment profondément<sup>9</sup>.

Soutenu par Kapp et la direction du Parti de la patrie, Gellert fonda en février 1918 le Parti allemand des ouvriers et employés (*Deutsche Arbeiter und Angestellten Partei*, DAAP). Grâce à l'intercession de Kapp, il fut dès l'été 1918 libéré de ses fonctions dans le syndicat des patrons des mines de potasse pour s'occuper de sa charge de président du parti<sup>10</sup>.

Ce parti a avant tout été fondé en fonction de l'après-guerre, et pas uniquement avec une vision à court terme. Toujours selon Gellert, le parti devait « conduire à un virage durable du mouvement ouvrier vers le camp patriotique ». Si

un tel parti n'était pas créé et que les travailleurs, à leur retour du front, ne trouvaient que les vieilles organisations, ils n'auraient d'autre choix que d'y adhérer à nouveau et le socialisme triompherait<sup>11</sup>. Pour réaliser ce changement, il ne suffisait pas de verser un vin nouveau dans une vieille cruche, il «fallait créer quelque chose de nouveau». C'était la condition «pour orienter le mouvement ouvrier dans une direction déterminée jugée correcte et utile tant pour les travailleurs que pour l'Empire<sup>12</sup>».

On voit ici en toute clarté quelle était l'orientation des cercles les plus réactionnaires de la classe dirigeante de l'époque: ils ne voulaient pas seulement un contrepoids face au mouvement ouvrier de l'époque, mais sa suppression et son remplacement par un mouvement nationaliste pseudo-ouvrier sous leur direction.

Si Gellert s'y entendait pour formuler clairement ses objectifs, il lui manquait cependant les capacités d'un agitateur de masse efficace. Le manifeste fondateur de son parti se distingue à peine de ceux des partis similaires fondés ultérieurement, dont le Parti ouvrier allemand de Drexler. Il intègre ainsi déjà beaucoup de leur démagogie anticapitaliste et de leurs réquisitoires antisémites, des tendances qu'il faut cependant attribuer davantage aux éminences grises du Parti de la patrie qu'à lui-même<sup>13</sup>. Gellert était empli d'une fierté ridicule d'avoir réussi son ascension du statut d'ouvrier à celui d'employé et il était borné au point de considérer et propager parmi les travailleurs sa réussite personnelle comme un modèle d'ascension.

Pas étonnant qu'avec un tel programme, le DAAP ne trouva écho ni parmi les masses ouvrières ni parmi les éléments petits-bourgeois, dont le souci n'était pas de continuer à progresser sur l'échelle sociale mais plutôt de ne pas être repoussés vers les échelons les plus bas. En août 1920, il cessa d'exister.

## II8\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Sa fondation fut néanmoins une étape importante dans la voie de la formation d'un parti de type fasciste. Il fut créé parce que les éminences grises du Parti de la patrie avaient compris qu'il fallait compléter les mots d'ordre de nationalisme et de paix par de nouvelles pièces de rechange idéologiques. De même, il fallait compléter le modèle d'organisation en créant de nouvelles formations politiques afin de mobiliser les ouvriers et employés qui se situaient «à gauche des jaunes<sup>14</sup>».

Fait nouveau et significatif, c'était là également la volonté des cercles les plus réactionnaires de la classe dirigeante allemande suite à l'entrée du capitalisme dans le stade de sa crise générale. Cela donnait une impulsion directe à l'enrichissement de l'éventail des partis bourgeois par des partis de type fasciste.

### **Faire des socialistes internationalistes des socialistes-nationaux**

Dans une première phase, la révolution de Novembre obligea les représentants de toutes les fractions de la bourgeoisie monopoliste à s'aligner sur la position des partisans de la collaboration avec la social-démocratie et les syndicats réformistes pour éviter le bolchevisme et consolider l'ordre bourgeois.

Mais, à peine le danger aigu pour l'ordre capitaliste fut-il écarté d'Allemagne, que, déjà, les forces les plus extrémistes de la bourgeoisie monopoliste et leurs hommes de main politiques revinrent à leur ancienne ligne et se mirent à créer les conditions politiques, idéologiques et organisationnelles du combat en vue de renverser la République issue de la révolution.

L'une des nombreuses organisations nées de ces efforts fut celle d'Anton Drexler, le Parti ouvrier allemand (DAP, *Deutsche Arbeiterpartei*), fondé le 5 janvier 1919 avec le soutien énergique des éminences grises pangermanistes. Le nom du parti suggère que Drexler et ses maîtres à penser comptaient poursuivre les tentatives entamées avec le « Comité ouvrier pour une bonne paix » : créer parmi les travailleurs une base pour la politique ultranationaliste et réactionnaire des pangermanistes et des milieux monopolistes qui les dirigeaient.

Drexler avait beaucoup en commun avec son prédécesseur Gellert. Comme lui, il considérait que le but de son parti était d'arracher la masse des travailleurs à l'influence de la social-démocratie et des « spartakistes » (suite à la récente fondation du KPD). Comme Gellert, il estimait que ce but ne pouvait pas être atteint avec un parti ouvertement bourgeois mais uniquement avec un parti qui se déclarerait « parti ouvrier ». Comme Gellert, il n'était qu'une marionnette dans le jeu politique de ses maîtres grands-bourgeois. Comme ce fut le cas chez Gellert, sa conception petite-bourgeoise de l'ascension sociale a enlevé à son parti toute force d'attraction pour les catégories de travailleurs autres que celles qui avaient déjà une mentalité petite-bourgeoise. Et enfin, comme Gellert, il ne trouva même pas de mots d'ordre efficaces envers ces masses petites-bourgeoises qui, plus tard, seront mobilisées par le NSDAP de son successeur Hitler. Dans les directives rendues publiques au congrès de fondation du DAP, il avait bien désigné son parti comme une « organisation socialiste » mais, pour le reste, il n'avait mis sur papier que des idées illustrant son incapacité à résoudre les tâches qu'il s'était lui-même fixées. On y lisait par exemple que le DAP voulait « l'anoblissement » de l'ouvrier allemand : chaque ouvrier établi devait être considéré comme

## I2O\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

faisant partie des classes moyennes et il convenait de tirer une ligne de démarcation stricte entre ouvrier et prolétaire<sup>15</sup>. Pas de doute : sous la direction de Drexler, le DAP était condamné, à terme, au même destin que le DAAP de Gellert.

S'il échappa à ce sort, c'est avant tout grâce à quelques officiers du détachement bavarois de la *Reichswehr* stationnés à Munich, et en particulier au dirigeant de la section des renseignements, le capitaine Karl Mayr, et au capitaine Ernst Roehm, officier d'état-major du chef d'infanterie de la division bavaroise, le chevalier von Epp.

Les militaires allemands, plus encore que les maîtres des monopoles, avaient appris pendant la guerre qu'aucune guerre ne pouvait être menée, et encore moins gagnée, sans un soutien solide parmi les travailleurs. Obtenir ce soutien était dès lors devenu un de leurs plus pressants soucis. On retrouvait dans leurs rangs la même division sur la solution à apporter à ce problème que parmi la bourgeoisie monopoliste. La fraction dominante ne vit d'abord pas d'autre possibilité que de chercher ce soutien parmi la social-démocratie et les syndicats réformistes – tendance avant tout représentée par le général Wilhelm Groener et son proche collaborateur, le lieutenant Kurt von Schleicher, ainsi que, temporairement, par le général Hans von Seeckt. D'autres, avec à leur tête le général Erich Ludendorff (considéré par les nationalistes allemands comme le plus grand stratège de la Première Guerre mondiale), aspiraient à l'anéantissement le plus rapide et le plus complet possible de la social-démocratie (et naturellement d'abord du Parti communiste) et à la création d'un mouvement ouvrier « national ».

C'est pourquoi Ludendorff, après son déménagement à Munich, se chargea du NSDAP et de son dirigeant Hitler. Il voyait dans ce parti l'organisation appropriée pour

transformer en nationaliste le travailleur internationaliste, condition selon lui nécessaire pour un renouveau de l'impérialisme et du militarisme allemand<sup>16</sup>. Auparavant déjà, le DAP de Drexler avait éveillé l'intérêt du capitaine Mayr, qui était à la recherche d'un embryon utilisable pour créer un parti ouvrier « national ». Il décida de tenter de transformer ce parti en une organisation utilisable à la fois pour des interventions militantes contre les partis ouvriers et la République, et pour la « nationalisation » des travailleurs. Pour cette raison, il envoya quelques-uns de ses protégés – parmi lesquels Adolf Hitler qui, à l'époque, faisait encore partie de la troupe – pour observer et fournir des comptes rendus des réunions de ce parti. Il voulait faire du parti national ouvrier une troupe d'assaut pour le combat contre la République, comme il l'écrivait en septembre 1920 à Wolfgang Kapp, exilé en Suède après l'échec de son putsch. Il rapportait dans cette lettre qu'il s'occupait depuis juillet 1919 du renforcement du DAP et qu'il avait mis sur ce coup de très talentueux jeunes gens, parmi lesquels « un certain Monsieur Hitler qui était un orateur de première classe<sup>17</sup> ».

Le 20 juin 1926, le *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, un porte-voix du patronat minier de la Ruhr, écrivait dans son compte rendu d'une rencontre entre Hitler et des industriels de la Ruhr : « Le fait que ces milieux économiques de première classe aient répondu en nombre à l'invitation prouve l'importance qu'a déjà atteint le mouvement national-socialiste sous la direction de Adolf Hitler. L'économie doit prêter plus d'attention à ce mouvement qui se bat en premier lieu parmi les travailleurs pour conquérir leur âme allemande<sup>18</sup>. »

En août 1930, le journal de la direction du DNVP (*Deutschnationale Volkspartei*) caractérisait comme suit la division du travail voulue entre parti nazi et DNVP : « Un déve-

I22\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

loppement politique accéléré dans le sens de la droite nationale ne pourra être atteint que quand le *Deutschnationale Volkspartei* regroupera de la façon la plus large possible tous les milieux de la population résolument nationalistes mais également favorables à l'économie privée, et quand le national-socialisme accomplira la tâche de faire des socialistes internationalistes des socialistes-nationaux<sup>19</sup>. »

## **Exterminer le marxisme par la terreur et la démagogie sociale**

Les dirigeants nazis étaient pleinement conscients de leur mission de « nationalisation des travailleurs » et ne ménagèrent pas leurs efforts pour la mener à bien. Dans tous ses discours devant ses mécènes, financiers et chefs monopolistes, Hitler se présentait lui-même, et son parti, comme l'unique force capable de remplir une telle mission.

En 1922, dans une lettre adressée à un cercle d'entrepreneurs afin de mendier de l'argent, Hitler montre qu'il a parfaitement compris ce qui importait aux forces de la classe dirigeante auxquelles il s'adressait. Il écrit ceci : « Son but (celui du NSDAP) est, en bref, l'anéantissement et l'extermination de la philosophie marxiste. Les moyens doivent être :

1. une organisation de propagande et d'éducation incomparable, utilisant tous les moyens d'influencer la population,
2. une organisation forte, sans scrupules et d'une détermination brutale prête à répliquer à chaque acte de terreur du marxisme par une réaction dix fois plus grande : les "Sections d'assaut" du mouvement<sup>20</sup>. »

Et il poursuit : « Aussi longtemps que ne serait-ce qu'un

tiers du peuple rejette cette notion de l'État et de l'identité nationale elle-même, tout renouveau est impossible [...] En fait, la proportion de notre peuple qui est sous l'influence du marxisme international s'élève à plus de 40 % de la population totale. C'est une vérité particulièrement ahurissante car on compte parmi ces 40 % les éléments les plus actifs et les plus laborieux de la nation<sup>21</sup>. »

Nous avons ici un échantillon fondamental de l'argumentation de presque tous les discours de Hitler devant les représentants du capital monopoliste : la suggestion que la moitié du peuple allemand a un esprit marxiste-internationaliste, la constatation qu'il ne peut y avoir aucun renouveau aussi longtemps qu'il en est ainsi et l'affirmation que seul le NSDAP est capable d'exterminer le marxisme et de rallier les travailleurs à la « Nation ».

Le 28 février 1926, Hitler parle devant les grands industriels et commerçants de Hambourg : « Plus de la moitié de la population, adultes, hommes et femmes est consciemment anti-allemande. [...] La question du redressement de l'Allemagne dépend de l'anéantissement de la vision du monde marxiste en Allemagne. Si cette vision n'est pas exterminée, l'Allemagne ne se relèvera jamais. Nous avons quinze millions de personnes qui, consciemment et volontairement, ont une conception antinationale, et aussi longtemps que ces quinze millions, qui représentent la partie la plus vive et la plus forte de la population, ne sont pas ramenés dans le giron du sentiment national commun, tout discours de renouveau et de redressement de l'Allemagne n'est que bavardage sans aucune signification [...] La destruction et l'anéantissement [de la conception du monde marxiste] est quelque chose de fondamentalement différent de ce que les partis bourgeois se fixent comme but. Les partis bourgeois n'ont pas pour but cet anéantissement mais uniquement une victoire électorale<sup>22</sup>. »

## 124\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Dans son discours tristement célèbre du 26 janvier 1932 devant les bourgeois monopolistes dominants, Hitler revient sur les mêmes leitmotifs : « Le marxisme doit être exterminé ! Et si l'on nous reproche notre intransigeance, nous nous en revendiquons fièrement : oui, nous avons pris l'inflexible résolution d'extirper le marxisme d'Allemagne jusqu'à la dernière racine [...] Pendant 70 ans, les partis bourgeois ont eu le temps de travailler. Où est l'organisation qui peut se comparer à la nôtre ? Où est l'organisation qui, comme la nôtre, peut faire marcher dans la rue, quand nécessaire, 400 000 hommes qui possèdent une obéissance aveugle et exécutent chaque ordre ?<sup>23</sup> »

Le comte Ernst zu Reventlow, un des dirigeants nazis issus de la noblesse et qui joua pourtant toujours un rôle exceptionnel dans le mouvement, écrivait même en mai 1930 : « Le ralliement d'un seul ouvrier au mouvement national-socialiste a infiniment plus de valeur que l'adhésion d'une douzaine d'excellences ou de personnalités<sup>24</sup>. »

Les dirigeants nazis étaient parfaitement conscients du rôle et de l'importance de leur parti comme organisation spéciale de la classe dirigeante pour résoudre la nouvelle double tâche. Il est clair que la combinaison de terreur et de démagogie sociale pour réaliser cette tâche a été entreprise très consciemment.

### **La conquête des travailleurs organisés : par tous les moyens**

Ceci nous amène à répondre à une autre question : comment ces efforts ont-ils conféré au fascisme allemand sa forme spécifique ?

En dépit de l'opinion répandue selon laquelle la combinaison du terrorisme le plus radical et d'une démagogie sociale résultait du désir des fascistes de créer dans la petite bourgeoisie une base de masse contre le mouvement ouvrier, cette combinaison est en premier lieu le résultat inéluctable, organique en quelque sorte, des efforts visant à anéantir le mouvement ouvrier mais aussi à gagner les ouvriers qui y étaient organisés.

Hitler lui-même a clairement exprimé cela dans son discours devant les notables d'Hambourg: « Si l'on a compris que notre destin réside dans la destruction du marxisme, alors tous les moyens qui peuvent mener au succès sont bons. Voici le premier: un mouvement qui veut réaliser cela doit se tourner vers les larges masses, vers les masses avec qui le marxisme se bat [...] Dans la masse se trouve la source de toute puissance [...] Cette masse large et têtue qui est entichée du marxisme et se bat pour lui, est la seule arme du mouvement qui peut briser le marxisme. Lorsqu'un mouvement veut s'adresser aux larges masses en reconnaissant que ce n'est qu'avec elles qu'il peut remplir sa tâche, et lorsque la question qui est en jeu est celle de la survie de la nation, alors nous avons tout à fait le droit d'utiliser tous les moyens qui mènent à notre but. [...] Si je parviens à faire rentrer les larges masses dans le giron de la nation allemande, qui me fera plus tard des reproches sur les moyens? [...] Si nous vainquons, le marxisme sera anéanti, et cela sans réserve<sup>25</sup>. »

Evidemment, ces exposés ne signifient pas que la démagogie nazie était uniquement orientée vers l'adhésion des ouvriers. Dès le début, les nazis se sont présentés comme les représentants des intérêts de tous les Allemands, avant tout des couches défavorisées, mais aussi en particulier de la prétendue classe moyenne. Mais sur ce point, ils ne se sont différenciés que graduellement des

## 126\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION?

autres partis bourgeois, DNVP inclus, par le ton plus radical avec lequel ils ont soutenu les revendications de la classe moyenne. Pourtant, aucun autre parti bourgeois de droite – abstraction faite des organisations fascistes concurrentes – ne se fixait pour but la conquête des travailleurs organisés.

Bien que Hitler fût prêt à recourir à tous les moyens permettant d'atteindre cet objectif, comme le montrent ses discours, il lui manquait la connaissance et la capacité d'acquiescer l'intuition, le mode de pensée et les sentiments des ouvriers organisés dans le mouvement socialiste. Il faisait confiance au caractère convaincant des arguments qui lui semblaient évidents : que l'histoire du monde n'était pas une lutte de classes mais une lutte de races ; que l'amélioration du sort des travailleurs n'était possible que par l'abrogation du traité de Versailles et la conquête de « l'espace vital » ; que les racines de toutes les injustices sociales résidaient dans « le fermage » et que celui-ci était une invention juive, comme tous les malheurs du monde, dont les pires étaient le marxisme et l'État soviétique. C'était exactement cette argumentation que les mécènes de Hitler, comme le magnat de la Ruhr Kirdorf, considéraient comme admissible.

C'est pourquoi le programme du NSDAP était très modéré dans la formulation de revendications « socialistes ». Ses rédacteurs (Drexler, Feder et Hitler) y inclurent toutefois quelques points dans lesquels les travailleurs pouvaient voir des revendications qui leur étaient familières. Ainsi, on peut considérer le point 7 (« Nous exigeons que l'État s'engage à se soucier prioritairement des possibilités d'existence et de travail des citoyens ») comme une périphrase de la revendication du droit au travail. Mais c'est le point 11 qui devait particulièrement sonner « socialiste » en exigeant la « suppression des reve-

nus acquis sans peine et sans travail», ce qui ressemblait à s'y méprendre au mot d'ordre des partis ouvriers : « Qui ne travaille pas, ne mange pas. » Quant à la deuxième phrase du point 11, elle disait : « Suppression du fermage. »

Le point 12, comme les points suivants, était lui aussi particulièrement destiné aux ouvriers : « Nous exigeons la confiscation sans réserve de tous les profits de guerre » ; « Nous exigeons la nationalisation de toutes les entreprises déjà socialisées (trusts). » ; « Nous exigeons une participation aux bénéfices dans toutes les grandes entreprises » (point 13) ; « Nous exigeons une extension généreuse des pensions de retraite » (point 14). Quant au point 17 (« Nous exigeons une réforme agraire adaptée à nos besoins nationaux, la création d'une loi pour l'expropriation sans indemnisation de la terre à des fins d'intérêt général »), il était emprunté au programme des partis ouvriers et s'adressait avant tout aux ouvriers agricoles et aux paysans sans terre.

Il apparut cependant rapidement que l'argumentation hitlérienne et ces points de programme ne suffisaient pas et qu'il fallait chercher des moyens et des mots d'ordre plus forts – en particulier dans les régions industrielles et les « fiefs rouges » – si l'on voulait ne fût-ce que prendre pied parmi de petits groupes de travailleurs et briser au moins quelques-unes des briques du mur de mépris et d'hostilité.

Ce n'est donc pas un hasard si, précisément dans la région de la Ruhr, la démagogie sociale des nazis allait beaucoup plus loin qu'à Munich, déjà dans la seconde moitié des années 1920. Gregor Strasser et Joseph Goebbels se distinguèrent particulièrement dans ce domaine.

Par exemple, en juillet 1927, Strasser exposa dans un article les « objectifs et voies » suivants : « Nous sommes socialistes, nous sommes des ennemis, des ennemis

128\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

mortels de l'actuel système économique capitaliste avec son exploitation des personnes économiquement faibles, avec l'injustice des salaires, avec son immoral classement des hommes suivant leur fortune et leur argent au lieu de leur responsabilité et de leur travail et nous sommes résolus à anéantir ce système quelles que soient les circonstances!<sup>26</sup>»

Goebbels ne se conduisait pas de façon moins radicale et «socialiste» que Strasser. Ainsi écrivait-il dans une de ses brochures de propagande nazie: «Si, à gauche, 17 millions de prolétaires voient leur dernier salut dans la lutte de classes, c'est parce que la droite pendant 60 ans le leur a appris par la pratique. D'où tirons-nous le droit moral de nous opposer à la pensée prolétarienne de la lutte des classes si l'État de classe bourgeois n'est pas d'abord détruit de fond en comble par une nouvelle composition socialiste de la communauté allemande?»<sup>27</sup>»

Néanmoins, de tels exercices de style faisant référence à la «lutte des classes» suffisaient à éveiller, chez un certain nombre de patrons, le doute quant à la fiabilité et à la possibilité d'utilisation des nazis, alors qu'ils ne suffisaient pas à impressionner les travailleurs communistes et sociaux-démocrates ayant une conscience de classe.

### **Les cellules d'entreprise du parti nazi: des organisations de terreur et d'espionnage au service des capitalistes**

La question décisive –longtemps négligée par les dirigeants nazis mais incontournable à long terme– était la position pratique du NSDAP dans la lutte de classes entre patrons et ouvriers, leur attitude vis-à-vis des syndicats, dans les luttes salariales et les grèves.

Dans les années de relative stabilité, le NSDAP avait pu rester quasi muet face à cette question et limiter sa propagande à l'obtention de voix ouvrières dans les quartiers. Le début de la crise économique mondiale l'obligea pourtant à étendre cette propagande aux entreprises, en raison de l'intensification du combat pour gagner l'adhésion des travailleurs allemands. Il était aussi dans l'intérêt du patron de pouvoir compter sur une cellule nazie dans l'usine comme contrepoids « national » face aux syndicats libres et à l'Opposition Syndicale Révolutionnaire (RGO), contrepoids qui pouvait aussi jouer le rôle de briseur de grève le cas échéant.

En 1929, sous la pression de plusieurs délégués des régions industrielles, une session extraordinaire du congrès de Nuremberg du NSDAP décida de passer à la construction d'une organisation de cellules d'entreprise, le NSBO<sup>28</sup>.

La même résolution expliquait que les briseurs de grève seraient exclus du NSDAP « avec opprobre »<sup>29</sup>. Cette partie de la résolution resta évidemment sans conséquences puisque l'ensemble de l'organisation des cellules d'entreprise du NSDAP n'était dans le fond rien d'autre qu'une organisation de briseurs de grève au service du patronat. En outre, cette résolution fut annulée par une recommandation ultérieure, selon laquelle on ne pouvait considérer comme briseurs de grève que ceux qui brisaient une grève dirigée par le NSBO<sup>30</sup>. Jusqu'en août 1932, l'attitude du NSBO vis-à-vis des grèves était : aucun soutien financier aux grévistes. Sa tâche principale était le combat contre « le marxisme d'entreprise », c'est-à-dire avant tout contre les syndicats. C'est ainsi qu'à l'automne 1930, on trouve, dans les directives de travail des délégués d'entreprises du NSDAP<sup>31</sup> :

« Le délégué d'entreprise national-socialiste a comme tâche :

130\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

1. de battre le marxisme dans son plus fort bastion, les entreprises et
2. de faire des usines un fief du national-socialisme [...]  
À l'avant-plan de la propagande doivent se trouver :
  1. des explications sur la trahison de dirigeants politiques ouvriers ;
  2. les caractéristiques et les objectifs du national-socialisme »À propos de l'activité politico-sociale du NSBO, on y lit :  
« Elle comprend :
  1. Les conseils au personnel dans les questions de salaires, en matière de droit du travail, en matière d'assurance sociale,
  2. La représentation du personnel face à la firme, face à la justice du travail, face aux délégués rouges et à leur terreur,
  3. La préparation et la participation aux élections au conseil d'entreprise. »

Dans l'introduction aux « directives confidentielles pour l'accomplissement de notre lutte dans l'année décisive 1932 contre le marxisme d'entreprise<sup>32</sup> », on insiste sur le fait « que le NSBO n'est rien d'autre que l'arme spécifique pour la conquête des usines par la victoire sur le marxisme d'entreprise. Le NSBO n'est pas reconnu comme syndicat par l'arrêt de la Cour du travail du Reich. En conséquence, le NSBO ne peut pas représenter les travailleurs devant le tribunal. De même, il n'accorde aucun soutien financier lors de grèves. Il faut dissiper les doutes à ce sujet chez Messieurs les patrons membres de notre parti. »

Dans les passages de ces directives relatifs aux tâches des conseillers d'entreprise nazis, le rôle du NSBO comme organisation de terreur et d'espionnage au service des capi-

talistes est exposé sans fard : « La tâche la plus noble des nationaux-socialistes dans les usines est la lutte pour notre mouvement et pour l'anéantissement de l'ennemi. Quelle que soit la forme sous laquelle l'ennemi vient à nous – qu'il s'agisse du KPD, du RGO ou des syndicats sociaux-démocrates et chrétiens semi-marxistes qui sont à leur remorque – notre combat concerne toutes ces formations [...] Chaque national-socialiste est en outre obligé d'établir l'identité de chaque délégué marxiste dans l'entreprise, indépendamment de sa nuance, et de fournir son adresse exacte. Chaque fois qu'il est possible, il doit essayer d'obtenir une photographie de ces personnes [...] Si le patron est membre de notre parti, il a le droit d'être constamment mis au courant. Il sera ainsi possible d'assainir chaque entreprise, l'une après l'autre, des éléments nuisibles, et un grand nombre de nos camarades de parti y trouveront ainsi du travail. Un tel registre d'adresses pourra aussi se révéler d'une grande importance après notre prise de pouvoir [...] Il est aussi important de signaler à Messieurs nos camarades patrons que, face à d'éventuelles baisses indispensables des salaires, le personnel national-socialiste montrera une toute autre compréhension de la situation économique qu'un personnel excité par les marxistes. » La pratique du NSBO fut tout à fait conforme à ces directives pour briseurs de grève<sup>33</sup>.

La propagande nazie n'avait pourtant pas ménagé ses efforts afin de faire passer la fondation du NSBO pour une étape vers un renforcement du combat du NSDAP pour les intérêts des travailleurs.

L'accentuation de la lutte des classes, essentiellement dans la seconde moitié de 1932, contraignit la direction nazie – contre sa volonté – non seulement à accentuer les mots d'ordre sociaux-démagogiques mais aussi à tolérer que le NSBO participe à des grèves dans certains cas bien

## 132\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

précis et se mette même à leur tête afin de réaliser une percée dans le « front marxiste ».

Pour ces situations spécifiques, la direction du NSBO mit au point des dispositions de soutien aux grèves, avec effet à partir du 1<sup>er</sup> août 1932<sup>34</sup>. Dans les remarques générales introductives, on y affirme : « La lutte politique du NSBO dans les entreprises a pour conséquence que nous devons fournir un soutien financier à nos membres lors des luttes économiques (grèves, lock-out, sanctions disciplinaires, etc.). [...] En général, il faut garder à l'esprit le fait suivant : le NSBO n'est pas un syndicat, ni même une formation de type syndical. Il était et est encore la forme de lutte politique du NSDAP dans les entreprises afin de répandre les idées de Adolf Hitler, de vaincre le marxisme d'entreprise et de gagner au national-socialisme des éléments ouvriers allemands utilisables [...] Les objectifs du NSBO sont clairement politiques : il veut libérer les travailleurs allemands des griffes du marxisme juif international. Ce travail s'exécute avant tout dans les entreprises, ces foyers du marxisme. Tout comme l'ensemble du NSDAP, le NSBO lutte pour une amélioration sociale du sort du travailleur allemand. Il en découle qu'il doit avoir une attitude positive vis-à-vis des luttes économiques actuelles. »

Ce n'est donc qu'à contrecœur que la direction nazie s'est décidée à adopter une telle « attitude positive ». Elle tentera de justifier cette attitude en réinterprétant les « luttes économiques actuelles » comme une lutte de races : « Le travailleur n'est pas libre politiquement. Il est un esclave au niveau social à cause de la domination marxiste qui dure depuis des années. Le caractère de l'économie actuelle est libéral-capitaliste à cause de la domination du capital financier juif international et du manque de sentiment national-populaire. Aujourd'hui, les luttes écono-

miques se déroulent entre ces deux groupes dominants. En l'absence d'accord salarial ou autre conclu à l'amiable, la grève est l'arme la plus efficace du travailleur. La grève, nous la soutenons dans la mesure où elle est clairement justifiée économiquement et si la situation sociale du travailleur risque d'atteindre un niveau de dignité humaine tellement bas qu'il puisse à peine survivre. Nous dénonçons fermement les grèves explicitement politiques qui se font sous le couvert de revendications économiques, et nous rejetons toute responsabilité pour les sanctions disciplinaires inévitables et les licenciements immédiats. Après examen par le dirigeant régional principal VI, la décision de savoir si une grève est justifiée économiquement ou politiquement est prise par le dirigeant national de l'organisation VI ou son remplaçant.»

Ainsi donc, le NSBO ne peut participer qu'aux grèves où les travailleurs luttent pour leur simple survie! Pour restreindre encore davantage les critères, l'autorisation de faire grève est liée à la vérification scrupuleuse par le dirigeant régional des causes ayant conduit à la grève. Après une «vérification responsable», ce dirigeant régional envoie un rapport à la direction nationale de Munich. La grande peur des nazis était qu'une participation à une grève puisse être autorisée dans une «mauvaise» entreprise, c'est-à-dire une entreprise qui appartenait à l'un des mécènes et financiers du NSDAP. Cette crainte s'exprime dans l'instruction suivante: «Le rapport est extrêmement important car, premièrement, il sert de base à la décision de valider ou non la grève et, deuxièmement, il peut faire un tort politique à la direction nationale au cas où il contiendrait des imprécisions ou des mensonges. Il faut donc la plus haute précision dans les déclarations!» Une grève non annoncée n'est pas reconnue et ne reçoit aucun soutien financier.

134\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Une grande importance est accordée à l'exploitation à des fins de propagande de la participation à une grève: « Mieux qu'une propagande de longue durée, le fait que le NSBO se mette à la tête des grévistes lors d'une grève justifiée économiquement fera de l'effet auprès des travailleurs. C'est pourquoi il est de la plus haute importance de rendre populaire une grève sous direction national-socialiste. » Avant tout, il faut s'appliquer « à faire connaître le fait que le NSBO paie, lors des grèves, un soutien financier dont le montant est comparable et – la plupart du temps – dépasse le soutien offert par les syndicats. » Cela donne aussi l'occasion « d'attirer l'attention sur le fait que derrière chaque membre du NSBO se tient non seulement l'ensemble du NSBO, mais la puissance et la solidarité d'un parti de plusieurs millions de membres! »

### **La responsabilité de la classe ouvrière et de son avant-garde pour contrecarrer les efforts des fascistes**

La démagogie sociale des fascistes envers la classe ouvrière atteint un sommet absolu dans la foulée de la vague de grèves menées, essentiellement sous la direction du RGO, contre l'arrêté de réduction des salaires pris par von Papen en septembre 1932. En octobre 1932, le NSBO distribue un tract intitulé « Reconnaissance de la grève comme moyen de lutte contre la politique d'appauvrissement », dans lequel on peut lire: « Chaque action de résistance des camarades de notre peuple touchés par le dernier arrêté d'urgence de Monsieur von Papen est justifiée non seulement moralement mais aussi économiquement. C'est pourquoi l'organisation national-socialiste des cellules d'entreprises se place à la tête des travailleurs alle-

mands [...] Dans cette résistance, nous ne renonçons pas non plus à la grève! [...] C'est notre grève contre von Papen et sa haute finance! [...] Chaque grève justifiée contre la politique de misère du système mérite notre soutien sous toutes ses formes. Vu les défaillances des syndicats, nous avons pris la direction du combat<sup>35</sup>. »

Après de telles vantardises, les nazis ne pouvaient pas se permettre de briser ouvertement la grève quand, début novembre 1932, les travailleurs des transports publics berlinois débrayèrent sous la direction du RGO. Ils proclamèrent officiellement leur participation à la grève et développèrent à ce propos une gigantesque propagande. Entre-temps, Goebbels, dirigeant du district, et les dirigeants du NSBO berlinois, Muchow et Engel, firent tout pour désorganiser le front de grève des travailleurs<sup>36</sup>.

Toujours est-il qu'en participant à cette grève, les dirigeants nazis ont dépassé les limites de ce que les représentants des milieux monopolistes – y compris ceux qui leur étaient bienveillants – pouvaient permettre ou du moins tolérer, et ils en étaient conscients.

Néanmoins, ils n'avaient pas d'autre choix. Les élections au Reichstag du 6 novembre 1932 étaient toutes proches. Les élections de juillet avaient montré que le réservoir de voix du parti nazi était épuisé et que le parti stagnait depuis le printemps 1932. Le parti nazi ne pouvait plus espérer de nouveau progrès dans le camp bourgeois mais devait absolument remporter une nouvelle victoire électorale, et enfin apporter la preuve qu'il était capable de ratisser non seulement dans le camp bourgeois mais aussi dans le camp des partis ouvriers. Sans quoi il serait très difficile, sinon impossible, de convaincre le président Hindenburg et les milieux de l'oligarchie financière et terrienne qui le soutenaient d'attribuer la chancellerie au dirigeant nazi.

## 136\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION?

À cela s'ajoutait la pression croissante des militants, portés à ébullition par la propagande nazie, lassés des nombreuses promesses et qui ne pouvaient être calmés que par des actions.

En août 1932, le changement tactique du parti nazi envers la participation aux grèves était la manœuvre d'un parti en crise qui misait tout sur une dernière carte afin d'éviter une défaite électorale.

Les résultats des efforts fascistes envers les travailleurs restèrent sans succès, du moins jusqu'en 1933. Ils n'avaient pas atteint leur objectif principal : la percée idéologique parmi le mouvement ouvrier socialiste (on comprend ici tant le mouvement social-démocrate que communiste). Plus encore, les fascistes ne parvinrent même pas à détacher les masses de travailleurs d'obédience catholique des partis centristes et des syndicats chrétiens. La lutte des nazis et de leur NSBO pour les entreprises, ces « bastions du marxisme », se termina par une défaite éclatante des fascistes.

En 1929 fut donné le coup d'envoi des cellules d'entreprise nazies. Après deux ans, en mars 1931, le NSBO avait en tout 4 131 membres<sup>37</sup>. Afin d'effectuer un renversement fondamental, tous les membres du NSDAP, pour autant qu'ils soient salariés ou employés, furent obligés de devenir membre du NSBO. En septembre 1931, on démarra une grande action « Vers les entreprises » sous les mots d'ordre braillards : « Faire de chaque usine un bastion du national-socialisme » et « Pas d'entreprise sans cellule nazie!<sup>38</sup> » Suite à ces mesures, le nombre de membres augmenta jusqu'à 39 316 à la fin de l'année 1931<sup>39</sup>.

Parallèlement à la croissance rapide du nombre de membres du parti dès 1932, le nombre de membres du NSBO s'accrut jusqu'à 300 000 à la fin 1939<sup>40</sup>, dont une grande partie d'employés. Le chiffre est peu important comparé au nombre de membres du NSDAP fin 1932 :

plus de 800 000. Le 6 novembre 1932, le nombre d'électeurs nazis était de 11,7 millions. Les syndicats libres comptaient, en 1931, 4,1 millions de membres (nous n'avons pas les chiffres de 1932), et les syndicats chrétiens environ 700 000 (pour 4,2 millions d'électeurs du centre aux élections de novembre)<sup>41</sup>.

Lors des élections au conseil d'entreprise au printemps 1931, le NSBO – qui avait déposé pour la première fois ses propres listes – échoua lamentablement, les syndicats libres s'attribuant 83,6 % du total des délégués d'entreprise, les listes d'unité rouge 3,4 % et les nazis 0,5 %<sup>42</sup>.

Les ouvriers étaient le seul groupe de la population dont le pourcentage de membres du parti nazi était inférieur à son pourcentage dans la population totale. En 1932, la proportion d'ouvriers membres du parti nazi était inférieure de 38,8 % à leur proportion dans la population totale (28,1 % des membres du NSDAP, 45,8 % de la population totale)<sup>43</sup>.

Par contre, les employés se situaient à 113,5 % au-dessus de leur proportion dans la population totale (25,6 % contre 12 %), les indépendants à 130 % (20,7 contre 9 %), les fonctionnaires à 62,7 % (8,3 contre 5,1 %) et les pay-sans à 32 % (14 contre 10,6 %).

Le parti nazi devint un parti de masse non pas en tant que « parti ouvrier national » mais bien en tant que parti petit-bourgeois, ou plus précisément en tant que parti impérialiste dont les partisans étaient essentiellement des petits-bourgeois.

Pourquoi des couches déterminées de la petite bourgeoisie se sont-elles ralliées à un mouvement qui non seulement agitait le drapeau du nationalisme – que ces couches avaient toujours suivi – mais se présentait aussi comme socialiste ? On peut seulement dire ici que la perte de confiance dans le capitalisme de larges couches petites-

## 138\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

bourgeoises et leur aspiration à un ordre nouveau socialement plus juste qui protégerait les classes moyennes du pillage par le grand capital (et dont ils attendaient la réalisation par les fascistes), étaient à la fois une conséquence et un symptôme de la crise générale du capitalisme. Mais contrairement à ce qu'affirment les défenseurs de la théorie du fascisme comme « mouvement social » et les théoriciens du « bonapartisme », le parti fasciste ne fut pas créé, à l'origine, comme un parti de la petite bourgeoisie radicalisée qui – à l'aide de ce parti et dans une lutte sur deux fronts contre le mouvement ouvrier et le grand capital – voulait conquérir le pouvoir<sup>44</sup>.

L'histoire du parti fasciste a apporté la preuve du caractère insoluble de la « double tâche » de mobilisation de la classe ouvrière contre le mouvement ouvrier dans son ensemble. Mais elle a aussi montré la possibilité inédite de remporter la victoire sur le mouvement ouvrier et sur toutes les forces démocratiques à l'aide d'un mouvement de masse de type fasciste, terroriste et militant, recruté parmi la petite bourgeoisie, combiné à l'appareil de répression de l'État, et de parvenir par des moyens formellement légaux, c'est-à-dire sans un putsch hasardeux, à la dictature ouverte à laquelle aspiraient les éléments les plus réactionnaires du capital financier.

Une fois cette possibilité découverte et expérimentée, il n'était plus nécessaire, dans d'autres pays, de justifier la fondation de partis fascistes par la « double tâche » : le motif de la lutte pour l'anéantissement du mouvement ouvrier suffisait. La motivation de la création d'une base de masse dans la classe ouvrière a-t-elle joué – et joue-t-elle encore aujourd'hui – un rôle dans ces cas-là et dans quelle mesure ? Cette question doit être étudiée dans chaque cas particulier.

L'histoire des mouvements fascistes a également montré que même un parti fasciste n'offre pas à la bourgeoisie

impérialiste la garantie de gagner la base de masse voulue. Tel reste l'objectif, mais ce serait une erreur de reconnaître a priori au mouvement fasciste la capacité d'atteindre cet objectif. C'est en fin de compte à la classe ouvrière et à son avant-garde révolutionnaire, aidées par une politique d'alliance correcte, de contrecarrer les efforts des fascistes.

## 140\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

1. Discours tenu à la Conférence scientifique de la Commission des Historiens URSS-RDA à Kiev, 19-21 septembre 1978. Paru sous le titre «Arbeiterklasse und Faschismus» dans *Aufsätze zum Faschismus*, Köln, Pahl-Rugenstein, 1988 p. 439-467.
2. Lénine, V.I., *Oeuvres*, tome 16, Paris-Moscou, p. 372
3. Ullrich Robert, «Deutsche Vaterlandspartei (DVLP) 1917-1918», dans *Handbuch der bürgerlichen Parteien*, tome 1, Leipzig, 1968, p. 627.
4. *Handbuch der bürgerlichen Parteien*, tome 1, p. 624, 627.
5. Stegmann Dirk, «Zwischen Repression und Manipulation : konservative Machteliten und Arbeiter- und Angestelltenbewegung 1910-1918. Ein Beitrag zur Vorgeschichte der NSDAP», dans *Archiv für Sozialgeschichte*, édité par la Fondation Friedrich Ebert, tome XII 1972, Bonn - Bad Godesberg, 1972, p. 381f.
6. *Idem*, p. 383.
7. *Idem*, p. 388.
8. *Idem*, p. 386.
9. ZStAM, Rep 92, Nachlass Kapp, Bd. D X 77, p. 40 (Lettre de Gellert à Kapp du 8.11.1917).
10. *Idem*, p. 5 (Lettre de Gellert à Kapp du 27.9.1918). p. 3 (Gellert à Kapp, 20.7.1918).
11. *Idem*, p. 39f. (Lettre de Gellert à Kapp du 8.11.1917).
12. *Idem*.
13. *Idem*, et Stegmann, *op.cit.* p. 396.
14. Avis approprié de Stegman, p. 391, à qui revient le mérite d'avoir découvert le DAAP et sa signification comme précurseur du NSDAP.
15. Maser Werner, *Die Frühgeschichte der NSDAP. Hitlers Weg bis 1924*, Frankfurt/Main – Bonn, 1965, p. 150.
16. Erich Ludendorff en procès contre Hitler et les autres dirigeants du putsch des 8 et 9 novembre 1923 : «Le *völkische Bewegung* réintroduisait la pensée nationale chez les ouvriers à la pensée internationaliste. Moi et mes amis d'*Oberland* et des *Nationalsozialisten* ont toujours cru que nous ne pouvions arriver à la liberté que par le redressement de la classe ouvrière allemande.» *Der Hitler-Prozess. Auszüge aus den Verhandlungsberichten*, Munich, 1924, p. 55.)
17. ZStAM, Rep.92, Nachlass Kapp, Bd. E II 26, p. 339f.
18. Cité d'après : *Adolf Hitler und seine Bewegung im Lichte neutrale Beobachter und objektiver Gegner*, 2. Aufl., München 1958, p. 11f.
19. ZStAP, DNVP, Bd. 393, p. 22f.
20. Cité d'après : Tyrell, Albrecht, *Führer befehl... Selbstzeugnisse aus der Kampfzeit der NSDAP. Dokumentation und Analyse*, Düsseldorf 1969, p. 47-55.
21. *Idem*, p.48.
22. Voir Jochmann Werner, *Im Kampf um die Macht*. Discours de Hitler au Club national de Hambourg en 1919, Frankfurt/Main, 1960, p. 102f.
23. Hitler Adolf, *Vortrag vor westdeutschen Wirtschaftlern im Industrieklub in Düsseldorf am 27 Januar 1932*, Munich o. J., p. 9 et suivantes.
24. Voir Rudowsky, p. 17.
25. Jochmann, Kampf, p. 116.
26. NS-Briefe, juillet 1927, voir Kühnl Reinhard, *Die nationalsozialistische Linke 1925-1930*, Meisenheim am Glan, 1966, p. 283.
27. Voir Schildt Gerhard, *Die Arbeitsgemeinschaft Nord-West. Untersuchungen zur Geschichte der NSDAP 1925/26*. Phil. Diss., Freiburg 1964, p. 76.
28. Rudowsky, p. 33f.
29. *Idem*, p. 96 (Texte de la Résolution).

LE MYTHE DE LA BONNE GUERRE\_I4I

30. *Idem*, p. 71.
31. Düwell Bernhard, *Gewerkschaften und Nationalsozialismus*, Berlin 1931, p. 30-32; voir Rudowsky, Dok. 2 des annexes.
32. Les directives figurent dans « Betriebsarchive sagen aus. Der Kampf der Arbeiter der Filmfabrik Agfa Wolfen unter Führung der KPD gegen Ausbeutung, Faschismus und Krieg in der Zeit von 1931 bis Anfang 1933 », retravaillé par Heinz Beike, *Manuskriptdruck*, o. O. 1961, p. 29-32.
33. Voir sur ce sujet par exemple la *Internationale Gewerkschafts-Pressekorrespondenz*, n° 74 du 16 septembre 1932, p. 907f.
34. ZStAP, *Reichsinnenministerium*, Bd. 26 133, p. 341-343.
35. Voir Arbeitertum, N° 18 du 15 novembre 1932; (ZStAP, *Reichsinnenministerium*, Bd. 26 133, p. 335).
36. Sur le rôle de la direction nazie dans la grève de BVG, voir le compte rendu dans la *Internationale Gewerkschafts-Pressekorrespondenz*, n° 87-89 de 1932.
37. Rudowsky, p. 93.
38. *Idem*, p. 60.
39. *Idem*, p. 93 ; voir également Hermann Roth, « Die nationalsozialistische Betriebszellenorganisation (NSBO) von der Gründung bis zur Röhm-Affäre (1928-1934) », dans *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1978, Partie I, p. 49-66.
40. Rudowsky, p. 53
41. Voir « Dokumente zur deutschen Geschichte 1929-1933 », édité par Wolfgang Ruge und Wolfgang Schumann, Berlin 1975, p. 97, p. 107.
42. Rudowsky cite les chiffres mentionnés, p. 53.
43. Calculé selon les indications de Reinhard Kühnl, « Der deutsche Faschismus in Quellen und Dokumenten », Köln 1975, p.98.
44. Voir Stefan Schild, « Faschismustheorie im Zerrspiel der Politik », I et II, dans *Beiträge zum wissenschaftlichen Sozialismus*, Hambourg, 2/1978, p. 92-120, et 3/1978, p. 106-123.



Chapitre 4

**La destitution du gouvernement Braun-Severing\***  
**Le Parti socialiste dans le collimateur**

I.

Cet article traite des années 1930-1933, la période de préparation de la transmission du pouvoir à Hitler, et plus particulièrement des événements du 20 juillet 1932. L'étude de cette période peut et doit nous aider à déterminer les causes et les responsables de la victoire du fascisme, et nous montrer comment les forces du fascisme et ceux qui lui préparent le terrain peuvent et doivent être vaincus aujourd'hui.

La crise économique mondiale des années trente, qui s'est développée sur la base de la crise générale du capitalisme, avait ébranlé jusque dans ses fondations le système capitaliste dans le monde entier, et surtout en Allemagne. La bourgeoisie allemande, à la recherche

\* *Geschichte in der Schule*, 4/1953, p. 177-190

## I44\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

d'une issue capitaliste à cette crise économique dévastatrice, se rendit vite compte que, pour réussir, il lui faudrait abolir la démocratie bourgeoise et la remplacer par des méthodes de gouvernement fascistes. Il fallait en effet s'attendre à ce que les masses populaires n'acceptent pas sans résistance la politique brutale de pillage et de paupérisation au profit des gros bonnets de l'industrie et des Junkers et les préparatifs de guerre.

Le souvenir des années vingt était encore frais dans la mémoire de la bourgeoisie allemande et elle en avait tiré la leçon : il ne fallait pas instaurer le fascisme brutalement du jour au lendemain, comme Kapp et Lüttwitz avaient tenté de le faire à cette époque. Cela n'avait servi qu'à unir contre eux la classe ouvrière et même la majeure partie du peuple. Voilà pourquoi les cercles dominants du capital monopolistique allemand visaient plutôt la mise en place d'une dictature fasciste par étapes, sans rien brusquer.

Dans son grand discours à l'occasion du 7<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale communiste, Georges Dimitrov remarqua : « Avant l'instauration de la dictature fasciste, les gouvernements bourgeois passent ordinairement par une série d'étapes préparatoires et prennent une série de mesures réactionnaires contribuant à l'avènement direct du fascisme<sup>1</sup>. » La bourgeoisie craint en effet que la classe ouvrière puisse finir par surmonter ses divisions dans le rejet commun d'un putsch fasciste direct.

Les gouvernements de cette période de transition avaient pour mission d'aider le mouvement nazi à gagner parmi les masses une base aussi large que possible pour la mise en place d'une dictature fasciste. Ils devaient permettre aux unités SA et SS de servir d'auxiliaires à l'appareil répressif de l'État dans sa lutte contre les organisations de travailleurs et préparer de la sorte la prise du pouvoir par les fascistes. Néanmoins, cela ne signifie pas

du tout que la bourgeoisie n'ait plus eu besoin dans ce contexte des services de la social-démocratie.

Dimitrov considérait comme une « situation de danger aiguë » ce stade où le capital financier ne régnait déjà plus par l'intermédiaire du système parlementaire et ne s'appuyait pas encore sur la dictature fasciste totalement établie. En effet, les organisations de travailleurs n'étaient pas encore dissoutes, elles pouvaient devenir les relais légaux d'une résistance ouvrière unie et organisée et, surtout, le parti communiste avait encore certaines possibilités légales d'orienter l'agitation révolutionnaire croissante des masses dans le sens de la lutte révolutionnaire contre le fascisme et la domination du capital.

Dans cette période de préparation de la dictature fasciste, les dirigeants de l'aile droite de la social-démocratie étaient donc indispensables à la bourgeoisie parce qu'ils offraient la garantie que les organisations de travailleurs sous leur coupe s'emploieraient à maintenir la division de la classe ouvrière.

Le 1<sup>er</sup> juin 1932, le gouvernement Papen-Schleier remplaça le gouvernement Brüning-Groener et on entra alors dans une nouvelle phase du processus de fascisation de l'Allemagne.

Brüning, une première fois chef de gouvernement du 30 mars 1930 au 6 octobre 1931 et une deuxième fois du 7 octobre 1931 au 30 mai 1932, est un représentant caractéristique de cette première phase. Il mit le Reichstag sur la touche et gouverna en s'appuyant sur l'article 48 de la Constitution de Weimar. Son principal soutien était la *Reichswehr*, dont le ministre dans le second gouvernement, Groener, était également ministre de l'Intérieur. C'est sous son « gouvernement des soldats du front » que commença à se développer la terreur meurtrière des SA et des SS, que le mouvement nazi s'agrandit grâce à de

## 146\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

généreuses donations venant des mêmes personnes que celles qui l'avaient mis au poste de chancelier, et que le parti nazi passa de 6,4 millions de voix aux élections fédérales de 1930 à 13,5 millions de voix aux élections présidentielles d'avril 1932. L'interdiction pour les « nationaux-socialistes » d'intégrer la *Reichswehr* fut levée, les salaires, traitements et aides pour les travailleurs, employés et fonctionnaires furent diminués d'environ 30 milliards par décret-loi, alors même que des milliards de subventions étaient jetés dans la gueule insatiable des grands propriétaires terriens, des industriels et des banquiers. Toujours sous son gouvernement, la terreur contre le Parti communiste d'Allemagne, ses organes de presse et les organisations annexes fut considérablement renforcée.

Par toutes ces mesures, il prétendait agir en « dictateur contre son gré », en démocrate et en républicain qui démantelait certes la démocratie et la république parlementaire, mais pour « sa protection et sa préservation » ! Ses soutiens parlementaires étaient surtout le Parti du Centre, dont il était un des leaders, et le SPD, qui « tolérait » son cabinet. Devant ses partisans, le SPD justifiait cette position par la théorie suivante : Brüning était un moindre mal comparé à un gouvernement dirigé par Hitler. Brüning mena même un semblant de combat contre le NSDAP – il dissout par exemple en avril 1932 SA et SS – et fit de la sorte d'une pierre trois coups : il facilita la tâche aux dirigeants du SPD qui n'eurent plus à justifier leur politique de tolérance, il donna au parti nazi l'aura d'un mouvement « révolutionnaire » persécuté et cela lui fournit un excellent prétexte pour terroriser de manière accrue le KPD en prétextant une « justice équilibrée ».

Mais la crise économique devint de plus en plus aiguë et contraignit déjà à cette époque la bourgeoisie allemande à accélérer le rythme. Lorsque Brüning arriva à

## LA DESTITUTION DU GOUVERNEMENT BRAUN-SEVERING \_147

la chancellerie, l'Allemagne comptait « seulement » trois à quatre millions de chômeurs ; après deux ans des décrets-lois de Brüning, ils étaient entre sept et huit millions ! En 1930, la bourgeoisie espérait encore vaincre la crise assez rapidement. Au début de l'année 1932, elle n'osait déjà plus faire de pronostics optimistes : les plus grandes banques s'étaient écroulées au cours de l'été 1931 et ne purent être renflouées que par des garanties d'État (la *Danat-Bank* ne put même pas être remise sur les rails), et même le plus grand groupe industriel allemand, *Die Vereinigte Stahlwerke* (l'« Union des aciéries »), ne put éviter la faillite que grâce aux aides de l'État. Et nulle part l'on ne voyait des signes de détente, bien au contraire ! Dans l'industrie de l'acier, « il fallait s'attendre à une détérioration importante de l'emploi » (*Frankfurter Zeitung* 17/06/1932).

Tout cela avait aggravé les contradictions et la lutte des classes, et allait sans doute encore les aiguïser. La bourgeoisie voulut contrecarrer la radicalisation révolutionnaire des masses en remplaçant le gouvernement Brüning par le gouvernement Papen-Schleier. La signification fondamentale de ce changement de gouvernement est analysée par Ernst Thälmann dans une étude en profondeur de la situation de l'époque. Il s'agit d'un durcissement des méthodes agressives de la bourgeoisie à l'encontre du prolétariat. Thälmann qualifia le gouvernement Papen de « gouvernement des “capitaines d'industrie”, des Junkers et des généraux, un gouvernement de la dictature du grand capital qui prépare directement la dictature fasciste en Allemagne et veut la mettre en place<sup>2</sup> ».

Ce gouvernement, dont la seule composition trahissait déjà une conspiration des réactionnaires contre le peuple – il se constituait en effet en grande partie de « comtes » et de « barons » –, se fixait pour buts d'évincer totalement et définitivement le parlement, de légaliser les organisa-

## 148\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

tions d'assassins nazis, de les utiliser pour terroriser le mouvement ouvrier, de destituer le gouvernement prussien de l'époque, le gouvernement Braun-Severing, et de le remplacer par un « Commissaire du Reich ».

Ce gouvernement Papen avait vu le jour suite à un marchandage entre Schleicher et Hitler, comme on peut le lire dans une circulaire de von Gleichen, le président du fameux *Herrenklub*, datée du 6 juin 1932. Celui-ci nous apprend en outre que le nouveau cabinet n'était pas seulement toléré par les nazis, mais qu'il jouissait de l'approbation expresse de Hitler. « En contrepartie, on confia aux nazis la direction de certains Länder et il y eut aussi des arrangements sur la Prusse, autrement dit sur la désignation au poste de ministre-président d'un homme de confiance ou d'un Commissaire du Reich et un remaniement de l'administration de l'Intérieur avec l'aide appuyée des forces nationales-socialistes. »

Dans sa déclaration gouvernementale, Papen annonça qu'il imposerait au peuple allemand « des sacrifices énormes ». Les hommes du gouvernement Papen-Schleicher n'hésitèrent pas à appliquer leur programme pas à pas.

Le 4 juin, le parlement fut dissout et de nouvelles élections furent fixées au 31 juillet.

Le 16 juin, l'interdiction qui frappait les SA et les SS fut levée et la peste noire et brune déferla dans les rues, vêtue de nouveaux uniformes des pieds à la tête. La caisse du NSDAP servant à financer ces organisations meurtrières fut alimentée par de nombreux canaux obscurs du capital monopolistique. Certains de ces canaux menaient à la Chancellerie du Reich ou au ministère de l'Armée, d'autres menaient encore plus loin : via la Schröder-Bank directement à Wall Street !

Les décrets-lois de Papen diminuèrent une fois de plus les maigres allocations des invalides et des victimes de

## LA DESTITUTION DU GOUVERNEMENT BRAUN-SEVERING \_149

guerre ainsi que les allocations de chômage. On imposa aux travailleurs de nouvelles taxes comme la taxe sur l'emploi et la taxe sur le sel.

Au même moment, la terreur brune meurtrière se déchaînait sur l'Allemagne et s'en prenait aux cadres communistes et sociaux-démocrates dont les noms figuraient sur des « listes des personnes à liquider ». Les bandes hitlériennes attaquaient des logements de travailleurs, des locaux du KPD, du SPD et de la *Reichsbanner* (l'Union d'autodéfense du SPD) ainsi que des maisons de syndicats. Il ne se passa pas un seul jour sans que des travailleurs soient les proies des balles et des couteaux des assassins nazis. Au cours des 33 jours qui s'écoulèrent entre le 16 juin – jour de la levée de l'interdiction qui les frappait – et le 18 juillet, les actions des nazis firent d'après des données incomplètes 99 morts et 1125 blessés.

Les communistes et les sociaux-démocrates servaient impunément de proie aux hordes bestiales des SA, mais la police trouvait toujours une raison pour intervenir lorsque les travailleurs opposaient une résistance à la canaille fasciste ou mettaient en fuite les criminels bruns.

## II.

La colère des travailleurs à l'égard de la violence des SA grandit de jour en jour. À dessein, les fascistes déplaçaient leurs marches vers des quartiers ouvriers pour disputer la rue aux travailleurs et les terroriser. Mais les travailleurs allemands ne se laissaient pas intimider par la terreur brutale. Ainsi, le 17 juillet, à Altona, un quartier ouvrier de Hambourg, ils résistèrent à la terreur sanglante des unités SA qui, appuyées par les mitrailleuses et les véhicules blindés,

150\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

dés de Eggerstädt, le chef social-démocrate de la police, voulurent organiser par pure provocation une marche dans le quartier. Bien que les balles des SA et de la police aient fait 17 morts et de nombreux blessés, les travailleurs parvinrent à empêcher la marche.

L'« Action antifasciste » mise sur pied en mai 1932 par le KPD rassembla des couches toujours plus nombreuses du peuple et dépassa de loin le cadre du parti.

La lutte contre les unités SA renforça l'unité d'action antifasciste. On voyait de plus en plus souvent les travailleurs communistes et ceux de la *Reichsbanner* se prêter assistance pour repousser les attaques des SA. À différents endroits, ils organisèrent ensemble leur protection commune.

Chez les travailleurs sociaux-démocrates également, l'idée s'imposa qu'il devenait extrêmement urgent de créer un front uni de tous les antifascistes. La direction du SPD sapa toutefois la volonté d'unité de ses partisans. Elle organisa ce qu'on appela le « Front de fer », non pas pour repousser les agressions fascistes, mais pour éloigner les travailleurs sociaux-démocrates de la lutte commune avec leurs camarades de classe communistes dans l'action antifasciste.

Un succès important, dû aux efforts opiniâtres du KPD pour la création d'un front uni, fut l'entretien qu'Ernst Thälmann eut le 8 juillet avec 20 camarades sociaux-démocrates, entretien au cours duquel il répondit à 21 questions sur la politique de front uni du KPD.

Dans une de ses réponses, Ernst Thälmann déclara : « Nous, communistes, ne mettons qu'une seule "condition" à cette unité : la condition de la lutte. Demandez donc à vos dirigeants, camarades sociaux-démocrates, pourquoi ils font baisser leurs armes à quatre millions de travailleurs syndiqués alors que le fascisme descend dans la rue ! Si des millions de travailleurs sociaux-démocra-

## LA DESTITUTION DU GOUVERNEMENT BRAUN-SEVERING\_151

tes et syndiqués nous rejoignent dans la lutte, demain Papen ne pèsera guère plus qu'un soldat de papier<sup>3</sup>.»

Le 10 juillet eut lieu dans la capitale un Congrès sur l'Unité antifasciste pour Berlin et le Brandebourg, qui rencontra un autre succès retentissant grâce aux efforts du KPD pour la construction d'un front uni antifasciste. Des 1465 délégués présents, seuls 397 étaient membres du KPD, les autres étaient des membres du SPD, de la *Reichsbanner* et d'autres organisations, à côté de 900 sans-parti.

Enfin, des grèves de protestation contre la terreur fasciste montrèrent que l'Action antifasciste parvenait petit à petit à développer la lutte contre le fascisme au sein même des entreprises.

Tout ceci prouva très clairement que les travailleurs allemands, qu'ils soient communistes, sociaux-démocrates, syndicalistes ou non organisés, étaient dans leur immense majorité remplis de haine à l'égard du fascisme. Ils étaient prêts à répondre avec enthousiasme à l'appel à la lutte contre les « assassins bruns ». Ils attendaient cet appel non seulement de la part du Parti communiste, mais aussi des leaders du SPD et de l'ADGB (la Confédération des syndicats allemands).

### III.

Néanmoins, les dirigeants du SPD et des syndicats réformistes ne cessèrent d'appeler au « calme et à la prudence », précisément ce que le capital monopolistique attendait d'eux et ce dont il avait besoin. La politique de capitulation des dirigeants de l'aile droite était dangereuse pour la classe ouvrière. En faisant croire aux masses qu'ils étaient décidés à livrer à la réaction un combat décisif « quand le moment serait venu », ils expliquèrent que la social-

152\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

démocratie, soutenue par les millions de syndicalistes, par la Reichsbanner, par le gouvernement prussien et sa police, était le meilleur rempart contre le fascisme et repousserait toute agression. À en croire les organes de presse du SPD, il n'y avait aucun autre parti qui soit autant en opposition avec le gouvernement Papen, qui soit aussi révolutionnaire et prompt au combat.

Le 22 juin 1932, le *Vorwärts* publia un article (dirigé par ailleurs contre un front uni avec le KPD) où figurent ces lignes grandiloquentes : « La social-démocratie est la seule force qui puisse construire face au fascisme un mur inébranlable. »

La direction du SPD organisa des défilés militaires de la *Reichsbanner* et du *Front de Fer* pour faire croire aux masses qu'il s'agissait là d'un véritable instrument de pouvoir qui pouvait, le cas échéant, être mis en œuvre pour contrer les SA hitlériennes.

Tout cela pour maintenir l'illusion parmi des masses de plus en plus combattives que les directions de droite du SPD et de l'ADGB préparaient avec sérieux et conviction une lutte décisive, alors qu'en réalité, ils consacraient les plus grands efforts à saboter la formation d'une unité d'action entre communistes et sociaux-démocrates, qui seule aurait pu endiguer la progression du fascisme. En paroles, ils étaient « pour l'unité » et menaient une lutte acharnée contre Papen et les nazis, mais leur véritable combat, ils le livraient au KPD.

Il existait dans la presse sociale-démocrate une règle absolue : il fallait conclure par une attaque contre les communistes tout article sur une action commune de communistes et de sociaux-démocrates contre une agression nazie.

Ainsi, le numéro du *Vorwärts* du 23 juin 1932 commente un incident à Breslau. Il reconnaît dans un premier temps

## LA DESTITUTION DU GOUVERNEMENT BRAUN-SEVERING\_153

que « suite à des attaques nationales-socialistes, on a assisté à une résistance unanime et spontanée de la classe ouvrière face au danger ».

Mais il poursuit : « Les communistes cassèrent l'éclairage de nombreuses rues et firent régner ouvertement leur terreur de rue. »"

De telles calomnies indignes visent à faire éclater l'unité d'action née au combat.

Suite à l'appel à la grève lancé par le KPD contre les mesures de « pillage » des masses du gouvernement Papen, le *Vorwärts* répondit le 17 juillet dans un article contre « les manifestations et les grèves violentes » qu'il ne « fallait pas laisser des amateurs estomper cette arme ultime et décisive du prolétariat ! »

Ces insultes ne faisaient que cacher leur volonté de capitulation. Au lieu de présenter aux travailleurs un programme de combat clair et précis, les dirigeants de l'aile droite du SPD élaboraient des « appels » grandiloquents dans le style du « programme d'action » de la direction du SPD dirigée par Ollenhauer. Lorsque les décrets-lois de Papen entrèrent en vigueur, le *Vorwärts* du 21 juin 1932 publia sous le gros titre « Appel des syndicats à la lutte » une déclaration commune des directions de tous les syndicats libres et chrétiens, dans laquelle les travailleurs cherchèrent en vain un appel au combat ou des consignes concrètes. Ils ne trouvèrent que des formulations qui ressemblaient à de l'allemand nazi de la plus belle veine. L'on pouvait par exemple y lire : « Les syndicats savent que cette époque de détresse exige des sacrifices "mais" l'esprit d'une vraie communauté nationale demande de répartir équitablement les charges inévitables ». Ils se déclaraient prêts à travailler de toutes leurs forces pour « redonner aux masses *l'espace vital* dont elles ont besoin », etc.

## 154\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Ces « revendications » et ces « programmes » ne servaient qu'à jeter de la poudre aux yeux des travailleurs, comme le montra très clairement la politique de Braun, le ministre-président social-démocrate du gouvernement prussien, et de son ministre de l'intérieur Severing. La Prusse était le plus grand Land du Reich. Avec 90 000 hommes, ses forces de police étaient numériquement presque aussi puissantes que l'armée. Comme Severing l'a déclaré à d'innombrables reprises à cette époque, le gouvernement prussien tenait bien fermement les rennes de la police prussienne.

Naturellement, Braun et Severing savaient que Papen avait l'intention de renverser le gouvernement prussien et d'instaurer un gouvernement dirigé par un commissaire du Reich. Leurs déclarations « énergiques » pouvaient faire croire qu'ils mettaient tout en œuvre pour faire échouer le coup d'État programmé par Papen, mais que fit réellement le gouvernement Braun-Severing ?

Severing écrit à ce propos : « Avec l'instauration du gouvernement Papen-Schleier, des bruits commencèrent à courir sur la mise en place d'un commissaire du Reich en Prusse [...] Dans ces circonstances, le gouvernement prussien était soucieux de ne pas donner par l'une ou l'autre mesure le prétexte légal au gouvernement fédéral de mener à bien ses plans<sup>4</sup>. »

Ce n'était là naturellement qu'une façon de camoufler par une périphrase formelle et juridique la ferme décision de rendre la Prusse sans résister. On ne s'étonnera donc pas que Severing ait cédé aux exigences du ministre fédéral de l'Intérieur, von Gayl, et se soit même déclaré prêt à interdire pendant cinq jours l'organe de son propre parti, le *Vorwärts*, et pendant deux semaines l'organe central de la *Reichsbanner*, le *Reichsbanner-Zeitung*!

## LA DESTITUTION DU GOUVERNEMENT BRAUN-SEVERING\_155

Les dirigeants de l'aile droite du SPD avaient poussé la trahison jusqu'à se déclarer prêts à entrer dans le gouvernement Papen-Schleier et à mettre la police prussienne à la disposition du gouvernement de Papen pour que celui-ci puisse s'en servir contre les travailleurs. C'est ce que Severing avoua beaucoup plus tard dans un livre où il explique également que, lors d'un entretien au cours des jours précédant le coup d'état de Papen, il laissa entendre à von Gayl que le SPD était prêt à entrer dans le gouvernement Papen.

Ce fait incroyable est mentionné à plusieurs reprises dans le livre de Severing. À la page 341, il résume son entretien avec von Gayl, le ministre de l'Intérieur du Reich : « Je lui ai fait part en toute honnêteté de mon opinion sur la situation politique générale. Après les élections du 31 juillet, le parlement national serait probablement aussi paralysé que le parlement de Prusse. Si ce blocage devait entraîner de grands désordres, je conçois très bien que le Reich doive, pour se défendre efficacement, joindre ses propres forces aux forces de police du plus grand des États, la Prusse. Mais pour atteindre le but voulu, il ne faut pas instaurer un commissaire spécial, mais bien une union personnelle des ministres compétents du Reich et de la Prusse. Je me suis rappelé une idée qui avait déjà été évoquée au début de l'automne 1931 par le chancelier Brüning, Otto Braun et Wels, et dont j'ai déjà parlé dans un autre chapitre des présentes notes. »

Cette « idée » est développée aux pages 303 et 304 de son livre : « Cela n'étonna personne lorsque Brüning demanda au début de l'automne 1931 à la direction du parti social-démocrate de donner son accord à l'entrée de Braun et de moi-même au gouvernement national. Otto Wels m'informa de la proposition de Brüning. Braun

156\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

serait vice-chancelier et j'allais réunir en ma personne les ministères de l'Intérieur du Reich et de Prusse [...] Nous n'avons pas dû prendre cette décision. J'ai appris plus tard du député Hess que le ministère de l'Armée avait refusé de donner son accord.»

#### IV.

Vers le milieu du mois de juillet 1932, Hugenberg et les nazis exigèrent publiquement la nomination d'un commissaire du Reich en Prusse. Le 16 juillet, la direction du SPD se réunit pour en discuter. Severing fit remarquer que «de nombreux indices laissaient à penser que l'on désignerait un commissaire du Reich encore avant les élections». On examina s'il «était possible et indiqué d'opposer la police appuyée par les masses du *Front de Fer* à ce procédé illégal, couvert par l'armée.» Mais, «on en arriva à la conclusion unanime, quoi qu'il puisse advenir, de rester dans le cadre juridique de la Constitution<sup>5</sup>.»

Voilà comment la présidence du SPD ouvrit la route à Papen pour réaliser son coup d'État! Déjà à l'époque, Papen pouvait être aussi sûr de la «loyauté» de son «opposition» sociale-démocrate que peut l'être aujourd'hui un Adenauer!

Lorsque le gouvernement Papen-Schleicher perpétra son coup d'État le 20 juillet 1932, il n'avait pas le moindre doute ni la moindre crainte quant à l'attitude qu'adopteraient les dirigeants du SPD. Il s'inquiétait beaucoup plus de savoir si les dirigeants du SPD et des syndicats parviendraient à empêcher les masses indignées et prêtes à l'action de se lancer dans la lutte. Voilà pourquoi, en annonçant la destitution de Braun et Severing, et la désignation d'un Commissaire du Reich, il proclama l'état

## LA DESTITUTION DU GOUVERNEMENT BRAUN-SEVERING\_157

de siège à Berlin et au Brandebourg, menaça de peines sévères pouvant aller jusqu'à la peine de mort et mit en place des tribunaux expéditifs.

Le pouvoir exécutif fut confié au général von Rundstedt. Le bâtiment du *Drapeau rouge*, le journal du KPD, fut occupé et l'édition spéciale contenant un appel à la grève générale fut confisquée.

Comme le mentionne avec satisfaction Papen dans ses mémoires, la destitution du gouvernement prussien se déroula « comme prévu et sans incidents ».

Le 20 juillet, il convoqua Severing, Hirtsiefer (représentant du ministre-président Braun, malade) et quelques ministres prussiens, et leur communiqua que, par un décret d'urgence du président du Reich, les membres du gouvernement Braun-Severing étaient relevés de leurs fonctions « afin de restaurer la sécurité et l'ordre public en Prusse » et qu'ils devaient remettre leurs mandats à Papen, Commissaire du Reich pour la Prusse, et à Bracht (jusqu'ici maire de Essen), Commissaire aux Affaires intérieures. Papen demanda alors à Severing s'il allait quitter son poste de bonne grâce. Severing lui répondit « héroïquement » qu'il ne céderait que devant la violence. À quoi Papen lui rétorqua, pas impressionné le moins du monde par cet « héroïsme », que l'on trouverait facilement un accord si Severing tenait à sauver la face.

Severing ne passa aucun accord officiel avec Papen, il regagna son ministère et attendit que vienne la « violence » devant laquelle seulement il était décidé à céder. Elle vint vers 20 heures en la personne du nouveau chef de la police de Berlin, Melcher, assisté de deux officiers de police. Ainsi, Severing put enfin « céder ».

Le soir du 20 juillet 1932, Papen communiqua à la radio les mesures prises et justifia leur nécessité précisément par l'argument que « la social-démocratie avait l'intention

158\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

de former un front uni avec le KPD, ce qui exigeait une action immédiate!»

La nouvelle du coup d'État de la bande à Papen s'était répandue comme une traînée de poudre dans la population dès le 20 juillet 1932. Une indignation indescriptible s'empara des masses et même de nombreux bourgeois. Tous les travailleurs dans les entreprises, et surtout les sociaux-démocrates, partageaient *une seule* opinion : «Maintenant, il est plus que temps d'agir! Si nous ne repoussons pas cette attaque, après, il sera peut-être trop tard.» Jamais depuis la grève générale décrétée contre Kapp et Cuno, la classe ouvrière n'avait été aussi unanimement décidée et prête à la lutte que ce 20 juillet 1932. Lorsqu'un tract spécial du KPD fut distribué dans les entreprises et dans la rue avec un appel à l'organisation d'une grève politique de masse, il rencontra une approbation unanime.

Le Comité central du Parti communiste d'Allemagne demanda immédiatement à la direction du SPD et aux syndicats libres «s'ils étaient prêts à déclarer, avec le Parti communiste, la grève générale au nom des revendications prolétariennes, comme le voulaient des millions de personnes, parmi lesquelles des travailleurs sociaux-démocrates et les membres des syndicats libres<sup>6</sup>».

Les travailleurs sociaux-démocrates attendaient avec impatience que leur direction réponde à cette offre. Une majorité de membres du SPD, du *Front de Fer* et des syndicats était convaincue que la réponse à la proposition du KPD et à l'appel à la lutte ne pouvait être que positive.

Mais lorsqu'elle arriva, elle fut toute différente, incroyable et incompréhensible, et fit sur tous les travailleurs conscients l'effet d'une douche froide.

D'abord parut un appel du comité berlinois de l'ADGB demandant de repérer tous les «provocateurs» qui «distribuent des tracts incitant à la grève générale»".

## LA DESTITUTION DU GOUVERNEMENT BRAUN-SEVERING\_159

Parut ensuite – toujours le 20 juillet 1932 – le *Vorwärts* avec l'appel suivant :

« La lutte pour la restauration de l'État de droit en Allemagne passe d'abord par une campagne électorale vigoureuse. Il revient au peuple allemand de mettre fin à l'état actuel par le geste fort qu'il posera aux élections du 31 juillet ! Tous ensemble de toutes nos forces pour la victoire de la social-démocratie le 31 juillet ! »

L'ADGB publia la déclaration suivante :

« Les derniers événements politiques ont causé chez les travailleurs, les employés et les fonctionnaires allemands une profonde émotion. Ils ne doivent néanmoins pas perdre leur calme. Le sort de la Prusse n'est pas encore définitivement scellé. La Cour constitutionnelle a été saisie. C'est le peuple allemand, et plus particulièrement les travailleurs allemands, qui donneront la réponse décisive le 31 juillet ».

Les partisans du SPD et des syndicats lurent avec une déception et une amertume infinies que leurs leaders leur disaient de se consoler en s'en remettant à la Cour constitutionnelle et aux élections. Presque un million – exactement 700 000 travailleurs – en tirèrent la conclusion qui s'imposait et retirèrent le 31 juillet 1932 leur voix au SPD pour la donner au Parti communiste d'Allemagne. Mais les dirigeants de droite parvinrent par leurs manœuvres démagogiques à empêcher un rejet unanime du coup d'État.

Voilà pourquoi, dès le 21 juillet 1932, le Général von Rundstedt put déclarer à un reporter du *Berliner 12 Uhr Blatt* : « Il est vrai que j'ai fait confisquer au cours de l'après-midi un grand nombre de ces feuillets communistes qui appelaient à la grève, mais le parti social-démocrate ne s'est pas joint à cet appel, et nous pouvons lui en être reconnaissant, il a au contraire appelé au calme et à la pondération. »

## 160\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

En quelques mots, Ernst Thälmann qualifie de manière très précise le rôle du SPD : « La bourgeoisie peut instaurer le fascisme parce qu'elle est tout à fait sûre de l'attitude de la direction du SPD<sup>7</sup>. »

Le dépôt de la plainte contre Papen auprès de la Cour constitutionnelle et l'affirmation que les élections aboutiraient à un « geste fort de la part du peuple » capable d'annuler le coup d'État étaient consciemment destinés à induire les masses en erreur car les dirigeants du SPD ne croyaient ni à l'aboutissement de leur plainte ni à un succès lors des élections.

Severing explique dans son livre qu'il avait à diverses reprises fait parvenir au Procureur général des pièces démontrant que le NSDAP était coupable de haute trahison (entre autres les célèbres *Boxheimer Dokumente*), mais que le Procureur ne les avait pas jugées « suffisantes pour engager des poursuites pénales ».

Comme il fallait s'y attendre, la Cour constitutionnelle rejeta elle aussi la plainte du gouvernement prussien renversé. Celui-ci avait introduit une demande en référé pour qu'on rende leurs fonctions aux ministres destitués jusqu'à ce que le Tribunal rende un jugement définitif. Cette demande fut rejetée par la Cour constitutionnelle dès le 25 juillet 1932.

Le jugement sur le fond, qui ne fut rendu que le 25 octobre 1932, stipulait que la désignation d'un Commissaire du Reich n'allait pas à l'encontre de la Constitution, mais qu'on ne pouvait pas empêcher les ministres renversés de continuer à représenter le Land de Prusse au parlement de Prusse, au conseil d'État, etc.

Comme le remarqua Severing, « on ne pouvait pas faire grand-chose avec cette décision », mais le dépôt de la plainte avait eu l'effet escompté : l'apaisement des masses.

## LA DESTITUTION DU GOUVERNEMENT BRAUN-SEVERING\_161

Il n'en alla pas autrement de l'espoir nourri par les élections : Severing, comme tous les autres membres de la direction du SPD, savait pertinemment que les élections nationales, quel qu'en soit le résultat, ne changeraient absolument rien aux rapports de force sur le terrain. Il n'espérait même pas un succès électoral du SPD, comme mentionné au cours de son entretien avec Gayl : « Après les élections du 31 juillet, le parlement national sera probablement aussi incapable de travailler que le parlement de Prusse. » Les leaders du SPD envisageaient alors un résultat semblable à celui des élections régionales en Prusse du 24 avril 1932, qui s'étaient soldées par un grand gain de voix pour les nazis et une perte importante pour le SPD.

Pourtant, ils exhortaient leurs partisans à ne pas faire la grève afin de ne pas donner à Papen un prétexte pour annuler les élections dont dépendait l'avenir du pays !

Pour apaiser l'indignation de ses propres partisans devant cette trahison, la direction du parti tenta de prouver que toute résistance aurait été d'avance vouée à l'échec et qu'elle aurait tout juste servi à faire couler le sang inutilement. Les extraits suivants montrent les arguments fallacieux auxquels ils ont eu recours :

« Afin de prendre la température auprès des travailleurs dans les grandes organisations du parti, des syndicats et de la *Reichsbanner*, le président du SPD, Otto Wels, a mené auprès des dirigeants à travers le pays une sorte d'enquête sur d'éventuelles possibilités de résistance<sup>8</sup>. » Ce n'est donc qu'après le 20 juillet 1932 que la direction du parti a songé à se faire une idée des possibilités de résistance !

En outre, la *Reichsbanner* n'aurait pas été « en mesure d'organiser une action car elle n'aurait même pas pu se mobiliser en temps voulu à cause d'un manque de véhicules<sup>9</sup> (!) ». De plus, elle aurait été trop mal armée.

## 162\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION?

La police prussienne quant à elle se serait certainement tenue aux côtés du gouvernement prussien « s'il eût été possible de faire parvenir aux unités d'intervention rapide des instructions en ce sens assez rapidement ». Mais cela aurait été impossible, tout comme une grève générale des syndicats :

« Six millions de chômeurs pesaient en juillet 1932 sur le marché du travail [...] Une grève générale n'aurait sûrement pas (!) rencontré la même mobilisation qu'en 1920 et la presque intégralité des fonctionnaires auraient fait défaut. De plus, des centaines de milliers parmi les millions de chômeurs auraient pris d'assaut les postes des travailleurs grévistes<sup>10</sup>. »

Chaque mot est ici une déformation consciente et grossière des faits et une insulte effrontée aux travailleurs. En réalité, la situation en juillet 1932 était particulièrement propice à repousser avec succès le coup d'État de Papen :

1. La classe ouvrière était au moins aussi prête à la lutte que lors du coup d'État de Kapp en 1920.
2. Un front uni de la classe ouvrière aurait porté un coup fatal au mouvement nazi. En effet, les élections de juillet 1932 ont marqué un recul du parti nazi par rapport à son score aux élections régionales d'avril 1932.
3. Une lutte des travailleurs contre Papen aurait attiré la sympathie et bénéficié d'un soutien actif d'une grande partie de la petite bourgeoisie.
4. Il existait au sein de la bourgeoisie de nombreuses divergences et contradictions. Une intervention puissante de la classe ouvrière aurait pu neutraliser une grande partie de la petite et de la moyenne bourgeoisie, et isoler les fractions les plus impérialistes de la bourgeoisie allemande.
5. Si le gouvernement Braun-Severing avait alors pris au sérieux la défense de la démocratie, il aurait répondu

LA DESTITUTION DU GOUVERNEMENT BRAUN-SEVERING\_163

à l'envoi de l'armée par le gouvernement Papen-Schleicher par l'envoi de la police prussienne et par l'armement des travailleurs grâce aux réserves d'armes de la police.

6. Finalement, et surtout, le KPD sous la conduite d'Ernst Thälmann était devenu un parti plus grand qu'en 1920. Il avait accumulé suffisamment d'expérience pour pouvoir mener les masses vers la victoire dans des combats décisifs.

Mais ce sont précisément ces raisons de se lancer dans la lutte contre Papen qui ont poussé la direction du SPD à éviter la lutte à n'importe quel prix.

Pour compléter ce portrait des « dirigeants ouvriers », il faut citer la réponse qu'ils donnèrent à la question : « Qui est coupable ? »

Selon Severing, ce sont les masses qui sont coupables, ce sont les masses qui ont failli ! Et d'écrire :

« Les masses n'avaient pas encore pris conscience de la grande importance politique internationale de la destitution des ministres prussiens à laquelle j'avais déjà fait allusion dans mes réponses à Papen<sup>11</sup>. »

Et de rajouter :

« Le peuple nous avait déjà laissé tomber le 24 avril [lors des élections régionales] et avait ainsi créé les conditions qui préparaient le coup d'État du gouvernement fédéral. Parmi le peuple se trouvaient des morceaux de bois flottant dans le courant des radicaux [...] Le peuple n'avait pas résisté à la crise<sup>12</sup>. »

En plus de la trahison, les railleries et les insultes !

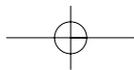
Le coup d'État du 20 juillet 1932 fut d'une grande importance pour tous les événements ultérieurs en Allemagne. Son succès a permis à l'impérialisme allemand de faire un grand pas vers l'accomplissement de son objectif, la mise en place d'une dictature fasciste. Sans le 20 juillet 1932, il n'y aurait pas pu y avoir de 30 janvier

164\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

1933! C'était une fois de plus grâce à l'aile droite de la social-démocratie que le coup d'État réussit et que la bourgeoisie put se tirer d'une situation critique. Elle a ainsi indirectement ouvert la voie au fascisme. Si elle n'avait pas trahi et si elle n'avait pas pesé de toute son influence sur les masses afin d'empêcher des actions contre le coup d'État de Papen, alors, ce 20 juillet 1932 aurait marqué le début de la lutte victorieuse contre l'établissement de la dictature hitlérienne.

LA DESTITUTION DU GOUVERNEMENT BRAUN-SEVERING\_165

1. *Der VII. Weltkongress; gekürztes Stenogramm*, Verlag für Fremdsprachige Literatur, Moscou 1939, p.128
2. Thälmann, Ernst, *Zu unserer Strategie und Taktik im Kampf gegen den Faschismus*, in: *Die Internationale*, 6/1932, p. 268
3. *Inprekorr*, n° 57, 1932, p. 1796
4. Severing, Carl, *Mein Lebensweg*, vol.II: *Im Auf und Ab der Republik*, Cologne: 1950, p. 339
5. *Ibidem*, p. 347
6. *Arbeiterstimme*, 21 juillet 1932.
7. Thälmann, *Zu unserer Strategie*, p. 286
8. Severing, *Lebensweg II*, p. 355
9. *Ibidem*
10. *Ibidem*, p. 357
11. *Ibidem*, p. 356
12. *Ibidem*, p. 35



Chapitre 5

## **Origines et variantes du fascisme\***

### **Fascisme, dictature et démocratie parlementaire**

#### **Le passage vers le capitalisme monopoliste est la condition principale du fascisme**

Bien longtemps avant que l'on ne puisse parler de fascisme, les marxistes s'étaient penchés sur la question de savoir à quoi aboutirait dans le domaine politique le passage du capitalisme de libre concurrence vers le capitalisme monopoliste. Ils se demandèrent donc quels changements allaient survenir dans la politique capitaliste suite aux changements survenus dans la base économique de la société bourgeoise.

Avant que ne paraisse l'analyse de Lénine «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», l'œuvre de

\* Publié dans le *Jahrbuch für Geschichte der sozialistischen Länder Europas*, vol. 24/1, Berlin 1980, p. 7-36.

## 168\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Rudolf Hilferding parue en 1910 représentait la contribution marxiste la plus remarquable sur cette question. Les découvertes de Hilferding sur les nouvelles tendances économiques, politiques et idéologiques du capitalisme, à l'époque où il était encore marxiste et non le théoricien de la théorie révisionniste du « capitalisme organisé », se retrouvèrent, épurées de ses erreurs et de ses errements, dans la théorie de l'impérialisme de Lénine. Hilferding découvrit des tendances dont le plein aboutissement ne se manifesterait que dans le fascisme<sup>1</sup>.

Nous avons deux raisons de nous rappeler aujourd'hui ce que Hilferding disait alors. D'une part, il démontra d'une manière particulièrement impressionnante le lien inaltérable qui existe entre l'impérialisme et le fascisme. D'autre part, une confrontation du Hilferding marxiste avec le concepteur de la théorie du « capitalisme organisé » immunisé contre toute crise montre que le passage du marxisme au révisionnisme fait perdre la faculté d'analyser scientifiquement la société et de prévoir scientifiquement des évolutions futures.

Dans le débat sur les origines du fascisme, certains travaux de Hilferding sont particulièrement importants pour réfuter les conceptions qui nient l'origine impérialiste du fascisme et voient dans cette idéologie une création de la petite bourgeoisie.

Voici ce qu'écrivit Hilferding: « Le capital financier ne cherche pas la liberté mais la domination [...]. Il a en horreur l'anarchie de la concurrence et veut l'organisation, mais ce dans le seul but de porter la concurrence à un niveau supérieur. Mais pour pouvoir imposer cela, pour conserver sa toute-puissance, il a besoin de l'État qui, par sa politique douanière et sa politique tarifaire, lui sécurise le marché intérieur et lui facilite la conquête de nouveaux marchés à l'étranger. Il a besoin d'un État politiquement

puissant [...] qui ne doit pas prendre en considération les intérêts opposés d'autres États. Il a besoin enfin d'un État fort qui fasse valoir ses intérêts financiers à l'étranger, qui mette en œuvre sa puissance politique... Un État qui puisse intervenir partout dans le monde pour en faire des zones d'investissement de son capital financier. Le capital financier a enfin besoin d'un État suffisamment fort pour pouvoir mener une politique expansionniste et acquérir de nouvelles colonies [...]. Ainsi, une politique de puissance sans entraves favorise le capital financier.»

Hilferding montre que ces ambitions expansionnistes d'origine économique révolutionnent toute la vision du monde de la bourgeoisie :

« L'idéal de paix s'efface, l'idéal de la grandeur et de la puissance de l'État remplace l'idée d'humanité [...] L'idéal, c'est désormais d'assurer la domination de sa propre nation sur le monde, une aspiration aussi insatiable que la soif de profit du capital dont elle est issue [...] Cette aspiration devient une nécessité économique car tout retard dans ce domaine fait baisser le profit du capital financier, diminue sa compétitivité, et enfin peut rendre le plus petit territoire économique tributaire du plus grand [...] L'idéologie raciale fournit une justification déguisée en argument scientifique de la soif de pouvoir du capital financier [...] L'idéal démocratique d'égalité a été remplacé par l'idéal oligarchique de puissance. En même temps, la puissance croissante des travailleurs pousse le capital à renforcer l'État afin de se prémunir contre les revendications du prolétariat. Ainsi naît l'idéologie de l'impérialisme qui supprime les vieux idéaux libéraux<sup>2</sup>. »

Lénine considérait l'œuvre de Hilferding, malgré certaines faiblesses, comme une « analyse théorique éminemment précieuse<sup>3</sup> ». De son côté, il arriva par l'analyse à une compréhension profonde des caractéristiques poli-

## 170\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

tiques de l'impérialisme. Dans son œuvre majeure sur l'impérialisme, il écrit : « Les particularités politiques de l'impérialisme [sont] la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale<sup>4</sup>. » Pour Lénine : « L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances<sup>5</sup>. » Dans un autre ouvrage de cette même année 1916, Lénine formula la même conclusion d'une manière encore plus pointue : « La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste [...], c'est le tournant *de* la démocratie *vers* la réaction politique. À la libre concurrence correspond la démocratie. Au monopole correspond la réaction politique<sup>6</sup>. »

Une fois né, le monopole tend à l'autocratie non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique. Cette tendance résulte de la contrainte objective imposée aux géants monopolistes : pour assurer l'accumulation de capital nécessaire à leur survie dans la lutte concurrentielle, ils doivent viser non seulement un profit moyen « normal », mais des profits supplémentaires, des profits de monopole. Le profit de monopole est obtenu aux frais de toute la société. La démocratie et le parlementarisme bourgeois laissent toutefois aux classes et aux couches non monopolistes la possibilité, même limitée, de se défendre contre l'exploitation croissante et le pillage par le capital financier et son comparse le capital foncier. Voilà pourquoi ces derniers ont tendance à supprimer cette possibilité, à démanteler la démocratie parlementaire et à mettre en place leur dictature ouverte et illimitée, peu importe la forme et le visage qu'elle puisse prendre.

Il en résulte, comme disait Palmiro Togliatti, qu'«on ne peut déterminer la nature du fascisme si on ne connaît pas l'impérialisme [...] Vous trouverez la réponse chez Lénine, plus précisément dans ses travaux sur l'impérialisme<sup>7</sup>.»

Du fait de ce lien entre impérialisme et fascisme, la théorie marxiste-léniniste sur le fascisme doit être un élément de la théorie marxiste-léniniste sur l'impérialisme. Pour mener à bien l'analyse du fascisme, il faut analyser le lien qui existe dans l'impérialisme entre l'économie et la politique, et ses répercussions sur la société capitaliste dans un contexte historique bien particulier dont nous aurons à parler.

La justesse de ce point de départ est confirmée par le fait que la description faite par Lénine des caractéristiques politiques de l'impérialisme s'est trouvée confirmée par l'avènement du fascisme et toute son histoire. Le fascisme, comme mouvement politique d'abord, mais surtout le fascisme au pouvoir, s'est manifesté partout comme l'expression de l'aggravation extrême des tendances de l'impérialisme à la domination et à la violence, à la réaction sur toute la ligne. Son idéologie prétendument petite-bourgeoise, son pseudo-révolutionnarisme se sont en fait toujours avérés être une mascarade destinée à tromper les futures victimes de la domination fasciste et impérialiste, la petite bourgeoisie et le prolétariat.

Le passage du capitalisme de libre concurrence au capitalisme monopoliste constitue donc la base économique et la condition première, et la plus importante, pour l'avènement du fascisme. La tendance de l'oligarchie financière, découlant de cette même base, à la réaction et à la violence, l'hostilité à la démocratie immanente à l'impérialisme, son aspiration naturelle à l'expansion illimitée de sa puissance représentaient les premiers germes du

I72\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

fascisme. Toutefois, cette tendance ne prit une forme fasciste qu'après la fin de la Première Guerre mondiale et la victoire de la révolution d'Octobre, autrement dit après que le capitalisme atteignit le stade de sa crise générale. À côté du passage du capitalisme à son stade impérialiste, le début de sa crise générale est la condition la plus importante pour l'avènement du fascisme. Dans ce sens, l'on peut presque considérer le fascisme comme un « produit de l'état de crise du capitalisme<sup>8</sup> ».

### **La crise générale du capitalisme comme condition pour l'avènement du fascisme**

La crise générale du capitalisme qui éclata avec la Première Guerre mondiale est le résultat inévitable de l'aggravation des contradictions impérialistes et une crise globale du système social capitaliste.<sup>9</sup>

La victoire de la révolution socialiste en Russie en octobre (novembre) 1917 confirma et renforça d'un coup la crise générale. Cette victoire démontra que le capitalisme était entré dans sa phase finale. Celle-ci englobe, il est vrai, une longue période de l'histoire, mais ses caractéristiques principales apparaissent de plus en plus claires à travers les méandres et les chemins sinueux de l'histoire: il s'agit du remplacement de l'ordre social capitaliste par l'ordre social communiste à travers une lutte des classes âpre et mondiale.

Le renversement de la bourgeoisie russe avait fait prendre conscience à la bourgeoisie du monde entier que la classe ouvrière était effectivement en mesure de la vaincre, de renverser le capitalisme et d'instaurer un nouvel ordre social. La réaction de la bourgeoisie monopoliste à cet événement historique fut et reste contradictoire: d'une part,

elle apprit à apprécier, comme rempart contre la révolution, le réformisme social-démocrate considéré jusque-là comme inapte à gouverner et elle l'intégra dans son appareil de domination et d'oppression. D'autre part, la crainte de la révolution suscita chez elle la volonté, non seulement de contenir le mouvement ouvrier à l'intérieur de certaines limites, mais aussi de l'éradiquer. Globalement, son hostilité à la démocratie crût encore davantage.

La tendance inhérente au capitalisme monopoliste à la réaction et à la violence, sa tendance à compléter le monopole économique par le monopole du pouvoir s'était concrétisée jusque-là par le développement d'un capitalisme monopoliste d'État : un effort constant pour renforcer l'exécutif au détriment du Parlement et des mesures répressives à l'encontre du mouvement ouvrier. Il franchit alors un palier supplémentaire : la bourgeoisie souhaitait désormais l'éradication et la liquidation complètes du mouvement ouvrier révolutionnaire et de l'État qui le soutenait, l'Union soviétique, et l'action dans ce sens de certains groupements réactionnaires du capital financier. Cette évolution mena entre autres à l'intervention armée contre la Russie soviétique. Voici comment Lénine décrivit cette situation : « Tous les événements de la politique mondiale convergent inéluctablement vers le même point central, à savoir : la lutte de la bourgeoisie mondiale contre la République des Soviets de Russie<sup>10</sup>. »

Cette évolution mena également à un « enrichissement » du spectre politique dans les pays capitalistes par la création d'organisations et de partis dont le but principal était l'éradication du communisme et même du mouvement ouvrier, essentiellement par des moyens violents et terroristes. La création de telles organisations de combat fit suite à l'expérience extrêmement douloureuse pour la bourgeoisie de l'échec de leurs appareils militaires et

## I74\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

politiques conventionnels face à des travailleurs révolutionnaires armés. En Allemagne, au lieu de le réprimer comme on leur ordonnait de le faire, les soldats de la vieille armée impériale s'étaient ralliés au soulèvement des marins et des travailleurs. Les forces de l'Entente qui envoyèrent leurs armées se battre contre l'Armée rouge durent contempler, avec une rage impuissante, comment leurs troupes, contaminées par le « bacille révolutionnaire » se désagrègaient ou même se mutinaient et menaçaient de retourner leurs fusils contre leur propre bourgeoisie.

Suite à ce constat d'impuissance face à la classe ouvrière révolutionnaire et armée, la bourgeoisie impérialiste, plus particulièrement celle des pays les plus menacés par la Révolution, redoubla d'efforts pour mettre en place aussi vite que possible des groupes contre-révolutionnaires opérationnels dans le domaine militaire et si possible dans le domaine politique contre les masses révolutionnaires. En Allemagne, on créa à partir des restes de la vieille armée des formations de guerre civile spécialement pour la lutte contre les travailleurs révolutionnaires. Elles furent, comme les corps francs en Allemagne, généralement dirigées par des officiers contre-révolutionnaires. Elles réussirent à battre les travailleurs révolutionnaires armés. Mais elles ne furent pas assez fortes, particulièrement en Allemagne, face à une classe ouvrière unie, pour mettre sur pied un régime ouvertement dictatorial. C'est ce que montra l'échec de toutes les tentatives de ce type dont l'échec particulièrement cinglant du putsch de Kapp. Il leur manqua l'idée politique porteuse qui aurait permis de créer une base parmi les masses pour la lutte contre le mouvement ouvrier.

À l'inverse, il manqua aux vieux partis bourgeois de masse, y compris à ceux de droite, la structure, l'organisation et l'idéologie nécessaires pour mener un combat

extraparlamentaire du genre guerre civile contre le mouvement ouvrier. Surtout, la social-démocratie n'était pas appropriée pour un tel combat. Les chefs socialistes de droite avaient prouvé leur efficacité en divisant la classe ouvrière et en paralysant son énergie révolutionnaire. Ils avaient bien défendu les intérêts du capitalisme contre le mouvement ouvrier révolutionnaire, mais leur parti s'était montré incapable de servir de troupe de choc capable de briser pour de bon les organisations de classe des travailleurs. Plus encore : l'aile droite de la social-démocratie avait besoin de la démocratie bourgeoise parlementaire pour remplir correctement ses deux fonctions : la division de la classe ouvrière et la construction d'un rempart contre le mouvement ouvrier révolutionnaire. Elle ne pouvait totalement renier l'internationalisme profondément ancré dans le prolétariat organisé ni l'idée de la lutte des classes. Dans ce sens, elle restait elle-même une cible potentielle de l'offensive des cercles les plus réactionnaires du capital financier.

Les événements révolutionnaires qui, dans de nombreux pays, firent suite à la victoire de la révolution d'Octobre avaient rendu la bourgeoisie impérialiste consciente que son arsenal d'armes n'était plus suffisant pour la lutte contre la classe ouvrière. Elle avait compris qu'était arrivé le temps de la confrontation directe pour le maintien de son pouvoir et qu'elle était face à une situation stratégique tout à fait nouvelle. La bourgeoisie impérialiste ressentit donc le besoin plus ou moins clair et plus ou moins fort d'un nouveau type d'organisation et d'une nouvelle arme contre le mouvement ouvrier révolutionnaire, adaptés aux nouvelles conditions du combat militaire et politique. Le fascisme est né pour répondre à ce besoin. Voilà pourquoi Togliatti qualifia le parti nazi de « parti bourgeois d'un type particulier [...] Il est à la fois un parti de

## 176\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

la bourgeoisie d'un "nouveau type" qui correspond au contexte de l'époque de la décomposition du capitalisme et de la révolution prolétarienne<sup>11</sup>. »

La fonction principale d'un tel parti et sa principale méthode de lutte, si elles devaient correspondre aux besoins de la classe dominante, étaient déjà fixées avant son apparition et avant qu'on ait trouvé un nom générique ou un terme pour le désigner. Sa fonction principale : force militante de protection du capital à l'époque de la lutte à mort que se livrent le capitalisme et le socialisme au niveau mondial. Ses principales méthodes de combat : la combinaison entre une terreur de guerre civile dirigée contre le mouvement ouvrier et une propagande et agitation démagogiques afin de gagner le soutien des masses.

Le fascisme naquit donc du besoin de la bourgeoisie impérialiste de disposer d'une force politique qui lui permettrait de passer, dans la lutte historique contre le socialisme, de l'attitude défensive à l'offensive pour rétablir dans tous les pays, par la liquidation des partis communistes et de l'Union soviétique, le « monde prospère » de l'impérialisme, c'est-à-dire sa domination mondiale illimitée et incontestée.

Toutefois, le fascisme vit le jour dans un contexte qui n'était pas seulement marqué par le besoin de la bourgeoisie impérialiste d'une organisation de combat dirigée contre le prolétariat, mais aussi par son besoin à peine moins fort d'une organisation capable d'arracher les grandes masses de travailleurs au mouvement ouvrier marxiste et internationaliste et de les lier durablement à une politique ouvertement impérialiste. Le problème de la « nationalisation des travailleurs » devint un problème prioritaire pour la classe dominante, particulièrement dans les pays où l'idée de la révolution prolétarienne avait trouvé un écho important dans la classe ouvrière, c'est-

à-dire les grands pays impérialistes comme l'Allemagne et l'Italie.

Les conditions principales de l'avènement du fascisme comme nouvelle arme politique de la bourgeoisie contre la classe ouvrière peuvent être résumées comme suit :

1. Le passage du capitalisme de libre concurrence au capitalisme monopoliste et les efforts de la bourgeoisie monopoliste de monopoliser de la même manière le pouvoir politique, de détruire la démocratie bourgeoise et de la remplacer par une forme d'État qui lui garantit la mainmise sur l'appareil de contrôle politique;
2. L'entrée du capitalisme dans le stade de crise générale au cours de la Première Guerre mondiale, la victoire de la révolution d'Octobre, l'essor du mouvement ouvrier révolutionnaire et anti-impérialiste dans le monde entier, et la recherche consécutive par les cercles les plus réactionnaires de la bourgeoisie monopoliste d'un nouvel instrument assurant le maintien et la stabilisation de leur domination, la répression et l'écrasement du mouvement révolutionnaire et la destruction du foyer de la révolution mondiale, l'État soviétique ;
3. La victoire remportée par la contre-révolution sur les mouvements prolétariens révolutionnaires et démocratiques hors de l'Union soviétique, grâce à l'aide de la social-démocratie et la stabilisation de la domination ébranlée du capital financier qui s'en suivit.

Dans le fascisme convergent donc des desseins offensifs et défensifs de la bourgeoisie impérialiste. C'est pourquoi il n'est pas correct de ne voir dans le fascisme qu'un signe de la faiblesse du capitalisme. Et il serait tout aussi faux de ne voir dans le choix de la bourgeoisie en faveur du fascisme qu'un signe de sa force et de la conscience qu'elle avait de cette force. Le fascisme est toujours à la fois force et faiblesse, mais toujours dans des proportions

I78\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

différentes. Voilà pourquoi il faut dans chaque cas particulier faire l'analyse la plus méticuleuse possible du rapport de force entre les classes pour combattre efficacement le fascisme.

### **De la géographie économique-politique du fascisme en Europe après la Première Guerre mondiale :**

Le développement inégal du capitalisme dans les différents pays impérialistes avait, déjà bien avant la Première Guerre mondiale, comme résultat que les tendances anti-démocratiques liées au passage au capitalisme monopoliste appaurent avec plus ou moins de force dans ces différents pays.

La loi du développement économique et politique inégal du capitalisme formulée par Lénine avait rendu inévitable, après que le partage du monde entre les puissances impérialistes fut accompli, l'avènement d'une guerre mondiale pour un nouveau partage de ce monde.<sup>12</sup> L'issue de cette guerre mondiale avait renforcé les facteurs qui étaient déjà auparavant à la base des différences dans le degré d'antidémocratie de la bourgeoisie monopoliste des différentes puissances impérialistes. Les conséquences de l'aggravation de la crise générale du capitalisme – la sortie de la Russie du système mondial impérialiste, la ruine de l'économie capitaliste, l'aggravation des antagonismes de classe et des conflits sociaux – touchèrent, en raison de l'issue de la guerre, les différents pays avec une violence toute différente. On peut distinguer trois groupes de pays.

Le premier groupe comprenait les pays qui avaient seulement ou surtout tiré profit de la guerre. Parmi les

États qui avaient participé à la guerre, seuls les États-Unis d'Amérique se trouvaient dans ce groupe. En 1913, ils devaient encore treize milliards de dollars à l'Europe. Au sortir de la guerre, leur ardoise était non seulement vierge, mais ils étaient en plus devenus les créanciers de leurs alliés qui leur devaient 9 milliards en prêts ou en fournitures de guerre.<sup>13</sup> « Les milliardaires américains étaient plus riches que les autres et se trouvaient, géographiquement parlant, le plus en sécurité. Ce sont eux qui ont le plus gagné. Ils ont fait de tous les pays, même les plus riches, leurs tributaires. Ils ont raflé des centaines de milliards de dollars<sup>14</sup>. »

L'impérialisme américain sortit considérablement renforcé de la guerre et fut propulsé au rang de première puissance impérialiste. Il put à partir de ce moment, plus que jamais auparavant, réaliser des surprofits au détriment d'autres peuples. Un mouvement ouvrier révolutionnaire capable de mettre en péril le système ne pouvait dans ces conditions voir le jour, pas même un parti politique réformiste d'une importance quelconque. La puissance économique apportée par le dollar rendait inutile la mise en place dans le pays d'un régime essentiellement basé sur la violence contre la classe ouvrière.

Parmi les pays qui ont profité de la guerre, il faut aussi compter les intermédiaires, les fournisseurs des deux parties ou ceux qui avaient servi de banquiers pour les bénéficiaires de guerre engrangés. Parmi ces pays, il faut citer surtout les Pays-Bas et la Suisse, mais aussi les États scandinaves neutres comme la Norvège, le Danemark et la Suède. À l'instar des États-Unis, ces États furent moins touchés par les retombées de la crise générale du capitalisme que les grandes puissances impérialistes européennes. Ils devaient cela à leur position privilégiée de profiteurs de guerre neutres, mais aussi à une structure économique

## 180\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

et sociale qui ne suscita pas des antagonismes de classe aussi aigus qu'en Allemagne. L'économie de ces pays – surtout l'agriculture mais également l'industrie – était essentiellement orientée vers l'approvisionnement en produits alimentaires, denrées de luxe et produits industriels des grands États industriels voisins, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France. Ils participèrent à l'expansion économique des grandes puissances impérialistes et en tirèrent profit sans être touchés par les ravages de leurs guerres. Malgré la présence de monopoles et du capital financier, dans ces pays l'ordre bourgeois portait l'empreinte assez forte de la petite bourgeoisie en comparaison aux grandes puissances impérialistes. Pour toutes ces raisons, le besoin d'un régime de type fasciste était ici pratiquement inexistant.

Le deuxième groupe comprenait les grandes puissances d'Europe occidentale sorties vainqueurs de la guerre, avec à leur tête la Grande-Bretagne et la France. Les destructions et le coût de la guerre représentaient pour les peuples de ces pays une lourde charge. Il fallait y ajouter les pertes subies par le capital financier suite à l'annulation par le gouvernement soviétique de toutes les dettes extérieures contractées à l'époque tsariste. La bourgeoisie impérialiste de ces pays put toutefois faire porter une partie de ces charges et de ces pertes par le rival impérialiste vaincu d'une part, et par leurs colonies et leurs zones d'influence d'autre part, évitant ainsi une aggravation extrême des antagonismes de classe.

Le revers de la médaille était l'influence coriace de l'opportunisme dans ces pays. Lors du deuxième Congrès de l'Internationale communiste, Lénine expliqua à ce propos : « Qu'est-ce qui explique la persistance de ces tendances réformistes en Europe et pourquoi cet opportunisme réformiste est-il plus fort en Europe occidentale que chez

nous ? Mais parce que ces pays avancés ont pu bâtir et bâtissent toujours leur culture sur l'exploitation d'un milliard d'opprimés. Parce que les capitalistes de ces pays engrangent des profits bien supérieurs à ceux qu'ils pourraient tirer de la spoliation des ouvriers de leurs pays. [...] On comprend qu'il soit possible de prélever sur cette jolie somme un demi-milliard pour les distribuer généreusement aux dirigeants ouvriers, à l'aristocratie ouvrière dans le but de les corrompre de l'une ou de l'autre façon. En effet, il s'agit de corruption. On s'y prend de mille façons : en élevant le niveau de culture des grands centres, en créant des instituts de formation, en offrant des milliers de sinécures aux dirigeants des coopératives, des syndicats, des chefs parlementaires. Cela se fait dans tous les pays capitalistes civilisés. Et ces milliards de superbénéfices constituent la base économique de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier<sup>15</sup>. »

Ces superbénéfices expliquent également pourquoi la classe dominante des pays d'Europe occidentale préfère investir cet argent pour le maintien de la démocratie bourgeoise plutôt que de se risquer à tenter d'éliminer par la violence un mouvement ouvrier bien organisé, révolutionnarisé et rendu plus combatif par l'exemple de la révolution d'Octobre et décidé à défendre ses acquis sociaux.

L'Italie constitua une exception parmi les vainqueurs. La bourgeoisie italienne n'avait certes pas perdu la guerre, mais elle avait perdu la victoire. Ni dans l'Adriatique, ni en Afrique, ses désirs avaient été exaucés, loin de là. De plus, la fin de la guerre causa l'effondrement économique de l'industrie lourde dopée par la production de matériel de guerre. Le marché intérieur de ce pays encore à moitié sous-développé était totalement insuffisant. L'industrie italienne, dépendante de matières premières étrangères, ne pouvait raisonnablement penser pouvoir conquérir

## 182\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

suffisamment de marchés à l'extérieur face à la concurrence des États industriels fortement développés. La situation de l'Italie ressemblait plus à celle de l'Allemagne vaincue qu'à celle des autres États vainqueurs.

« En Italie, déclara Clara Zetkin dans son exposé de juin 1923, le fascisme a trouvé son terreau dans le délabrement et la faiblesse de l'économie. Cela peut sembler inexact puisque l'Italie faisait, il est vrai, partie des vainqueurs. Il n'en reste pas moins que la guerre avait aussi très fortement touché l'économie italienne [...] Tous les effets négatifs de la guerre se sont abattus sur l'économie italienne et les finances publiques. Une crise terrible s'est développée. L'industrie, l'artisanat et le commerce se sont arrêtés, ce fut faillite sur faillite : la *Banca di Sconto* et les usines *Ansaldo* – produits de l'impérialisme et de la guerre – se sont effondrées. La guerre laissa derrière elle des centaines de milliers d'invalides en manque de soins, des veuves et des orphelins. La crise ajouta aux hordes de soldats démobilisés en quête de travail et de postes la masse des travailleurs, travailleuses et employés licenciés. Une immense vague de misère déferla sur l'Italie et elle atteignit un sommet entre l'été 1920 et le début de l'année 1921. La situation objectivement révolutionnaire fit naître dans le prolétariat italien un état d'esprit subjectivement révolutionnaire<sup>16</sup>. »

Néanmoins, comme en Allemagne en 1918-1919, la situation révolutionnaire en Italie ne put être mise à profit pour renverser l'ordre capitaliste. Il manquait une direction avec des buts clairs, car un parti de la nouvelle génération, un parti marxiste-léniniste n'avait pas encore vu le jour.<sup>17</sup> Le cas de l'Italie constituait donc une exception parmi les vainqueurs.

Le troisième groupe rassemblait les vaincus de la Première Guerre mondiale, parmi lesquels une seule

grande puissance impérialiste, l'Allemagne. Dans aucun autre grand pays impérialiste, l'écho de la révolution d'Octobre n'avait résonné aussi durablement; aucun autre pays n'avait ressenti aussi fort les effets de la crise générale du capitalisme.<sup>18</sup> Les facteurs qui avaient suscité avant la Première Guerre mondiale l'agressivité et la soif expansionniste particulièrement marquées de l'impérialisme allemand étaient non seulement toujours présents, mais avaient gagné en importance. L'impérialisme allemand avait perdu ses colonies et vu son territoire réduit d'environ un huitième. Il ne lui restait que le seul peuple allemand à exploiter. Le montant des réparations à payer l'obligea à partager l'argent extorqué au peuple allemand avec les vainqueurs. Sa compétitivité fut par ailleurs fortement réduite par la confiscation de sa flotte marchande, de ses équipements ferroviaires et par les limitations et les contrôles discriminatoires de son commerce extérieur. Pour compenser la perte de ses sources de profit parties en fumée et les coûts de la guerre perdue, le grand capital allemand était contraint de tout miser sur l'augmentation de l'exploitation des travailleurs allemands et sur le pillage systématique du peuple allemand.

Dans ces circonstances, le grand capital allemand a dû considérer la démocratie comme un luxe qu'il ne pouvait se permettre s'il voulait survivre et prospérer. Et c'est précisément ainsi qu'il la perçut.<sup>19</sup> Il ne s'était pas soumis de bonne grâce à cette forme de gouvernement. Face à la menace d'une révolution, il avait simplement choisi de deux maux le moindre. Car le plus grand mal aurait évidemment été la perte totale du pouvoir économique et politique. Mais il restait décidé à passer, dès que l'occasion se présenterait, à une forme de gouvernement qui offrirait plus de liberté et de garanties pour la satisfaction de ses besoins démesurés. Le putsch de Kapp de 1920 fut

## 184\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

la première tentative d'instaurer un tel gouvernement. Ce fut un fiasco et il lui fallut se résigner à vivre provisoirement avec et au sein de la démocratie bourgeoise. Il ne perdit toutefois pas de vue l'objectif d'établir au-delà de Weimar une dictature aux pouvoirs illimités. Dès le début, la République de Weimar n'était dans l'esprit des monopolistes allemands et des Junkers qu'une « République provisoire<sup>20</sup> ».

Cette situation explique pourquoi l'Allemagne est le seul État impérialiste hautement industrialisé où le fascisme jouit déjà entre 1919 et 1923 d'une attention et d'un soutien remarquables de la part de différents cercles de la classe dominante. Elle explique comment ce courant a pu grandir, se constituer en mouvement et même perpétrer une tentative (avortée) de putsch.

D'un autre côté, l'Allemagne de 1918 fournit la preuve historique qu'il n'existe pas de nécessité économique qui mène inéluctablement au fascisme.<sup>21</sup> Du point de vue économique, pour la reproduction du capital monopoliste, il était plus urgent de créer des possibilités d'exploitation absolue dans les années 1918-1923 qu'en 1933. Mais ce sont la politique et les rapports de force entre les classes et non les « nécessités économiques » qui ont tranché la question de savoir si la bourgeoisie monopoliste allait pouvoir établir un régime dictatorial ou non. Ce n'est pas parce que la bourgeoisie monopoliste aurait été en meilleure santé économique en 1920 et 1923 qu'en 1933 qu'on ne vit pas à l'époque l'avènement d'un régime ouvertement dictatorial. C'est plutôt parce que la classe ouvrière allemande repoussa les tentatives d'établir une dictature en 1920-1923 avec fermeté et efficacité alors que ce ne fut pas le cas en 1933. Rien, ni sur le plan théorique ni sur le plan historique, ne parle en faveur de certaines conceptions qui défendent l'existence d'un lien inévitable entre les crises et la victoire du fascisme.

En étudiant la géographie du fascisme après la Première Guerre mondiale, une zone doit tout particulièrement attirer notre attention : la zone comprenant les États situés à la frontière occidentale de la Russie soviétique, à savoir les pays d'Europe orientale et méridionale. L'évolution capitaliste de ces pays accusait un retard important par rapport à celle d'Europe occidentale et centrale. Cela pourrait laisser penser qu'ils réunissaient à peine les conditions nécessaires au développement du fascisme. Mais il ne faut jamais perdre de vue un point qui est toujours important de nos jours : l'impérialisme est un système mondial, et les rapports politiques internes dans ces petits pays peuvent être influencés et dirigés dans une grande mesure de l'extérieur, par les grandes puissances et leurs monopoles dominants. Ensuite, comme nous venons de le constater, l'avènement du fascisme est une conséquence de la crise générale du capitalisme. Et la cause principale de la crise générale était à l'époque l'existence de l'Union soviétique comme l'est aujourd'hui l'existence de la communauté des États socialistes.

La proximité de l'Union soviétique, l'aura de cet exemple auprès des masses de travailleurs et de paysans des pays voisins, et les contradictions sociales profondes dans ces pays ont donné naissance à des mouvements révolutionnaires. En Hongrie, on a même assisté à la formation d'une République des conseils ouvriers.<sup>22</sup> Dès lors, deux sources alimentèrent la terreur blanche et les ambitions fascistes dans cette région : l'existence de la contre-révolution interne et les efforts des puissances impérialistes victorieuses pour encercler le foyer de la révolution prolétarienne par des États aux régimes radicalement antisoviétiques. Ces puissances impérialistes ont créé autour de l'URSS une ceinture à laquelle on donna cyniquement le nom de « cordon sanitaire ». Leur but n'était

## 186\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

pas tant de prévenir l'extension de la révolution mais surtout de créer des positions, des points de départ pour une campagne de liquidation de la puissance soviétique.<sup>23</sup>

Si nous laissons à part l'Autriche et la Tchécoslovaquie, nous pouvons établir pour les pays de cette région une série de caractéristiques communes, dont la plus importante est leur retard relatif dans l'évolution du capitalisme.<sup>24</sup> D'autres similitudes en découlent :

- une bourgeoisie relativement faible, la plupart du temps sans expérience en matière de gouvernement. En effet, dans ces pays – dans la mesure où ils existaient déjà comme États indépendants avant la guerre – la noblesse avait été la classe politique dirigeante et elle continuait à exercer le pouvoir conjointement avec la bourgeoisie ;
- une classe ouvrière numériquement faible mais capable de menacer la domination de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens quand elle prit la tête – à l'instar de la classe ouvrière russe – des mouvements démocratiques, et surtout du mouvement paysan pour la réforme agraire ;
- des partis communistes jeunes, à peine constitués, dont les efforts pour se consolider et créer des liens avec les masses ont été plus longtemps retardés et interrompus que dans les grands États industriels, principalement à cause de la persécution, de l'arrestation et de la liquidation physique de leurs dirigeants et cadres ;
- une économie faible et ravagée par la guerre et un appareil d'État désorganisé d'une part, d'autre part, des masses populaires poussées à la révolte par la guerre et l'exemple de la révolution d'Octobre ;
- une influence relativement faible des partis réformistes si puissants à l'Ouest, ce qui ne les empêchait pas

de présenter des traits particulièrement anticommu-  
nistes et antisoviétiques<sup>25</sup> ;

- une influence très forte dans la plupart de ces pays, surtout dans les pays catholiques (Pologne, Hongrie), du clergé dont les dirigeants étaient étroitement liés à la classe dominante ;
- un antisémitisme largement répandu et utilisé depuis longtemps déjà par les couches supérieures de la société – surtout en Pologne, en Roumanie et en Hongrie – comme paratonnerre contre la colère du peuple causée par les conditions sociales intenable<sup>26</sup>.

Malgré ces similitudes, les États de cette région se différenciaient sur certains points liés surtout à leur histoire et au camp qu'ils avaient choisi pendant la Première Guerre mondiale. De ce point de vue, on peut établir trois groupes.

Le premier groupe comprend les pays qui, jusqu'en 1918, faisaient partie de la Russie, c'est à dire la Finlande, les États baltes (l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie) ainsi que la Pologne dite du Congrès. En Finlande et dans les États baltes, les masses révolutionnaires avaient établi en 1917-1918 un pouvoir soviétique qui fut renversé par les troupes allemandes et les troupes de l'Entente. L'ordre bourgeois y fut rétabli par les baïonnettes d'armées impérialistes étrangères. Il fut « stabilisé » par la terreur blanche débridée et l'extermination des travailleurs révolutionnaires. Dans les États baltes, le régime bourgeois se créa alors à la campagne une certaine base parmi les masses en distribuant aux paysans des lots de terre provenant de la propriété foncière des Allemands de la Baltique. Toutefois, la bourgeoisie de ces pays ne put pas se permettre l'émergence d'une démocratie bourgeoise sans restrictions importantes. Les partis communistes restèrent soit totalement interdits soit, dans le meilleur des

## 188\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

cas, dans un état de semi-légalité alternant avec des vagues de persécution. Pour les grandes puissances impérialistes, ces États devaient rester en permanence une porte d'entrée pour une intervention contre l'Union soviétique. Il ne fallait pas qu'apparaissent dans ces pays des gouvernements réellement démocratiques qui pourraient établir des relations amicales avec l'Union soviétique.

La Pologne fut occupée jusqu'en novembre 1918 par des troupes allemandes. Le mouvement révolutionnaire n'a donc pas pu y établir un pouvoir soviétique. Pourtant, début 1918 était apparu – surtout dans la région industrielle de Silésie supérieure – un mouvement de conseils ouvriers. On y avait mis sur pied des gardes rouges. Mais le régime bourgeois mis en place avec l'aide de l'Entente pour servir d'unité de choc contre l'Union soviétique avait violemment réprimé ces ébauches de révolution.

La bourgeoisie polonaise disposait pour la première fois d'un territoire où installer son propre État. Mais elle était faible et déchirée entre plusieurs fractions. Elle n'avait ni la capacité ni la volonté de résoudre les problèmes sociaux brûlants du pays, dont le plus important était la liquidation de la grande propriété foncière et la répartition des terres entre les petits paysans pauvres. La proximité de l'Union soviétique et l'exemple de la façon dont celle-ci avait satisfait les aspirations des paysans par l'alliance des travailleurs et des paysans donnaient des cauchemars à la bourgeoisie et aux grands propriétaires polonais. La bourgeoisie polonaise ne voulait donc pas prendre le risque de laisser les communistes agir librement et construire une telle alliance. Par dessus tout, elle haïssait et craignait l'Union soviétique. Elle était prête à s'allier à quiconque organiserait une campagne pour la destruction de la puissance soviétique. Elle essayait de rallier les masses à son antisoviétisme. Pour se constituer une base,

elle attisait la haine accumulée contre la vieille Russie au cours des siècles d'oppression de la nation par le tsarisme et la retournait contre la Russie de la révolution d'Octobre à laquelle l'État polonais devait pourtant sa renaissance. Elle étendait ses frontières à l'est au détriment de l'État soviétique en annexant l'ouest de la Biélorussie et de l'Ukraine. La Pologne bourgeoise fut restaurée sous la forme de l'un des États les plus réactionnaires d'Europe tant à l'intérieur que dans sa politique extérieure.<sup>27</sup> En mai 1926, le coup d'État de Pilsudski instaura un régime dictatorial semblable à celui de Horthy en Hongrie.

Le deuxième groupe comprend les États « alliés » de l'Entente qui faisaient donc partie des vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Ils avaient fait des acquisitions territoriales au détriment des vaincus. Dans la région qui nous occupe, la Roumanie faisait partie de ce groupe. Du point de vue territorial, la Roumanie était certainement le plus grand gagnant. On lui accorda la Transylvanie et le Banat oriental ; sa domination fut confirmée sur le Dobroudja méridional, acquis en 1913 à l'issue de la deuxième guerre des Balkans, et, en 1918, elle s'appropriä aussi la Bessarabie, faisant partie jusque-là de l'Ukraine soviétique. Tout comme la Pologne, elle reçut le soutien de l'Entente dans la mesure où elle pouvait servir de base et de bélier en vue d'une action contre l'Union soviétique. Avec l'aide des troupes roumaines, l'Entente étrangla la République hongroise des conseils ouvriers. La Roumanie fit partie, avec la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, de la « Petite Entente » initiée par la France.

La classe dominante roumaine, tout comme la polonaise, ne craignait rien davantage que l'influence révolutionnaire de la puissance soviétique sur les masses populaires de son propre pays.<sup>28</sup> D'autant plus que, dans ce pays très arriéré, le mouvement ouvrier disposait quand même

## 190\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

d'un noyau révolutionnaire bien organisé parmi les travailleurs de l'industrie pétrolière et des chemins de fer. La classe dominante roumaine n'osa donc pas mettre au pouvoir un autre régime qu'un régime bourgeois d'un caractère démocratique très limité et contrôlé. Le parti communiste, fondé en 1921 à la suite de la grande grève générale de 1920, était la cible de persécutions constantes et fut interdit en 1924.

Le troisième groupe comprenait les anciens alliés de l'Allemagne au cours de la Première Guerre mondiale : la Hongrie et la Bulgarie. Ce n'est pas un hasard si c'est précisément dans ces deux États que la classe dominante établit déjà très tôt un régime ouvertement dictatorial. En Hongrie, dès 1919-1920, suite au renversement de la République des conseils ouvriers ; en Bulgarie, en juin 1923. Dans ces deux pays, les fondements de l'ordre bourgeois ne furent pas seulement menacés par les facteurs présents dans toute la région, mais il fut soumis aussi à des charges supplémentaires imposées par les traités de paix de Trianon (pour la Hongrie) et de Neuilly (pour la Bulgarie).

En mars 1919, face aux ultimatums posés par l'Entente qui réclamait la cession des deux tiers du territoire hongrois, le gouvernement hongrois du comte Károlyi, issu de la révolution démocratique bourgeoise du 30 octobre 1918, ne vit d'autre issue que de démissionner en faveur d'un gouvernement des conseils ouvriers. Les dirigeants sociaux-démocrates avaient proposé de former ce gouvernement aux dirigeants du Parti communiste de Hongrie alors incarcérés. Cette proposition était liée à la volonté déclarée des deux partis de fusionner en un parti qui adopterait tous les principes de base du Parti communiste.<sup>29</sup> Rien ne peut illustrer plus clairement que ces événements la situation désespérée de la classe dominante hongroise. Elle était surtout due à la force et à l'autorité

qu'avait rapidement acquises le jeune Parti communiste hongrois, fondé en novembre 1918. La bourgeoisie et la noblesse hongroises avaient manifestement épuisé toutes leurs stratégies de gouvernement et elles avouaient leur incapacité à conduire plus avant la destinée de la nation.

Toutefois, le fait que la bourgeoisie tolérait la formation d'un gouvernement des conseils ouvriers ne signifiait pas qu'elle remettait de bonne grâce le pouvoir à la classe ouvrière. Elle voulait plutôt l'utiliser pour remplir une mission pour laquelle la bourgeoisie et ses partis n'étaient plus à la hauteur. Elle comptait d'ailleurs sur l'aile droite de la direction sociale-démocrate pour garantir à un moment donné un retour de la République des conseils ouvriers à la République bourgeoise.<sup>30</sup>

Après la défaite de la République des conseils ouvriers hongrois, la Hongrie devint le pays où la terreur blanche s'adonna aux pires orgies d'une cruauté sans pareil. C'est à travers cette terreur que s'établit la dictature de Horthy qui, malgré quelques péripéties, perdurera jusqu'en octobre 1944. Elle sera relayée alors par la dictature de Ferenc Szálás, la marionnette des fascistes allemands.

Le traité de paix de Trianon, imposé à la Hongrie le 4 juin 1920, réduisit son territoire à un tiers de sa superficie d'avant-guerre et sa population de plus de la moitié. L'Autriche, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, et surtout la Roumanie purent agrandir leur territoire à ses dépens. Par ailleurs, la Hongrie dut payer des réparations considérables. Son armée fut limitée à 35 000 hommes.<sup>31</sup>

Le traité de Trianon a détérioré de façon draconienne la situation d'une grande partie du peuple hongrois. De nombreux Hongrois vivant dans les territoires perdus – surtout les fonctionnaires, les membres de l'intelligentsia et les commerçants – quittèrent plus ou moins contre leur gré ce qui avait été jusque-là leur patrie.

## 192\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Beaucoup rentrèrent en Hongrie sans rien, sans logis et vinrent grossir les rangs des désespérés. Il fallut transformer 14 000 wagons de chemin de fer en abris d'urgence pour loger provisoirement des gens.<sup>32</sup> De nombreux officiers et militaires de carrière se virent privés de leur source de subsistance n'ayant plus leur place dans cette armée réduite. Leur amertume fut consciemment transformée en antisémitisme. La petite bourgeoisie avait déjà été montée contre la République des conseils ouvriers par des propos antisémites, invoquant le fait que certains de ses dirigeants étaient d'origine juive. La colère du peuple fut désormais canalisée contre les banquiers juifs, les commerçants juifs ou les propriétaires de logements juifs. Des organisations de type fasciste qui combinaient le nationalisme, le revanchisme débridé, l'antisémitisme avec des slogans anticapitalistes recrutaient dans le milieu de la petite bourgeoisie déracinée et déclassée. Ces organisations terrorisaient non seulement les travailleurs, mais s'attaquaient aussi à des magasins et à des habitations de riches bourgeois juifs, et même à des propriétaires fonciers. À ses débuts, la dictature de Horthy s'appuiera sur ces éléments pour ses assassinats de travailleurs socialistes.<sup>33</sup>

La situation de la classe dominante hongroise fut encore compliquée par les contradictions entre la grande propriété foncière et le capital financier, par des divergences sur la façon de mettre sur pied l'État et sur l'orientation de la politique étrangère. Il existait, il est vrai, un large consensus pour revenir à la monarchie, mais personne n'était d'accord sur la personne qu'il fallait mettre à sa tête. Certains plaidaient pour le retour des Habsbourg, d'autres ne voulaient pas en entendre parler et souhaitaient une monarchie élective. Horthy trouva une issue à ce dilemme en reportant la question à une date indéterminée. Il se fit élire «administrateur du Reich» et

répondit par les armes à toutes les tentatives de restaurer la monarchie des Habsbourg.

Les déchirures internes de la bourgeoisie hongroise, sa soif de revanche et son souhait de récupérer aussi tôt que possible les territoires perdus expliquent pourquoi l'armée et son chef Horthy sont restés, même après l'écrasement de la République des conseils ouvriers, un facteur de premier ordre dans la politique.

Pour l'Entente, Horthy, bien qu'ancien amiral dans la marine autrichienne pendant la guerre, était non seulement tolérable, il était même le bienvenu car il était connu pour être un adversaire de la restauration de la monarchie des Habsbourg.<sup>34</sup> Toutefois, la volonté hongroise (et bulgare) de revoir les frontières était un obstacle insurmontable à la création d'un front unique antisoviétique par tous les pays de cette zone. La Petite Entente était certes dirigée contre l'Union soviétique, mais dans un premier temps elle servit surtout à protéger les territoires acquis au détriment de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bulgarie<sup>35</sup> et à garantir l'ordre européen d'après-guerre établi par les traités de Paris sous le patronage français. Du fait de ses souhaits de révision des frontières, mais aussi du caractère de son régime, la Hongrie se rapprocha naturellement de l'Italie fasciste et de l'Allemagne hitlérienne et s'allia finalement à elles pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le motif principal de la mise en place et de la longévité de la dictature de Horthy était l'oppression de la classe ouvrière. On a toujours voulu éviter que le Parti communiste puisse à nouveau acquérir une force qui lui permettrait de diriger les masses dans la lutte pour une République des travailleurs et des paysans.

En Bulgarie également, la classe ouvrière révolutionnaire et la population révoltée firent l'objet de violentes persécutions terroristes après la répression des combats

## 194\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

révolutionnaires de l'automne 1918.<sup>36</sup> Néanmoins, l'influence des communistes crût irrésistiblement. Le parti pro-allemand du tsar Ferdinand, de la maison de Saxe-Cobourg, était profondément haï. Il avait conduit la Bulgarie aux côtés de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale et l'avait menée à la défaite. Aux élections parlementaires de 1919, le parti des paysans, à la campagne, et le parti communiste, dans les villes, remportèrent la plupart des voix. Aux élections de 1920, tous les partis bourgeois réunis (sans le parti des paysans) obtinrent 250 000 voix; en 1923, ils n'en obtinrent plus que 219 000. Le Parti communiste bulgare, par contre, obtint 148 000 voix en 1920 et 230 000 en 1923!<sup>37</sup>

La classe ouvrière bulgare était certes numériquement faible mais elle était bien organisée: 40 % des travailleurs étaient membres du Parti communiste!<sup>38</sup>

L'abdication, en octobre 1918, de Ferdinand en faveur de son fils Boris a permis de sauver la monarchie, mais elle était un symptôme de la grave crise que traversait l'ordre bourgeois.

À l'ouest, la Bulgarie a dû céder des territoires à la Yougoslavie, au sud à la Grèce, ce qui lui fit perdre l'accès à la mer Egée; au nord-est, elle céda le Dobroudja du Sud à la Roumanie. Par ailleurs, elle a dû payer 2,25 milliards de francs or aux vainqueurs à côté de paiements en nature à la Yougoslavie, à la Grèce et à la Roumanie. Son armée a été réduite à 20 000 hommes.<sup>39</sup> La domination de la bourgeoisie fut à peine moins ébranlée en Bulgarie qu'en Hongrie.<sup>40</sup> En 1920, elle a dû accepter la formation d'un gouvernement par le chef du parti des paysans, Stambolijski, dont les mesures exprimaient clairement la volonté de mener une politique paysanne indépendante, appuyée sur les masses de paysans, et dirigée à la fois contre le grand capital et contre la classe ouvrière. Stambolijski devait inévi-

tablement échouer. En renforçant sans cesse sa lutte contre les communistes, il s'isolait des seuls alliés qui pouvaient le protéger des assauts de la bourgeoisie. Après que la bourgeoisie eut reconstitué ses forces, elle frappa. Comme en Hongrie, elle se servit de l'armée. Stambolijski fut renversé le 9 juin 1923 par un coup d'État militaire avant d'être assassiné. Une dictature fut instaurée. Elle dut son nom au ministre-président Alexander Zankoff que ce coup d'État porta au pouvoir.<sup>41</sup>

Le Parti communiste bulgare avait mal interprété la situation et était resté neutre lors du coup militaire. Il considérait le putsch contre le gouvernement Stambolijski comme une simple lutte de pouvoir entre deux fractions également réactionnaires de la bourgeoisie. Quelques semaines après, les 22 et 23 septembre 1923, il appela les masses à se révolter contre le régime de Zankoff mais la révolte fut réprimée et le PCB fut contraint à l'illégalité complète.<sup>42</sup>

Comme en Hongrie, la classe dominante bulgare ne fut pas en mesure de stabiliser sa domination sous la forme d'un régime démocrate bourgeois. Dès 1923, le peuple bulgare vécut sous le joug d'une dictature semblable à celle de Horthy en Hongrie.

## Les deux principaux types de dictature fasciste

Des démocraties bourgeoises plus ou moins limitées et deux régimes ouvertement dictatoriaux se constituèrent donc dans cette région entre 1919 et 1923.

Il existait et existe toujours parmi les marxistes différentes opinions à propos de la nature de ces deux dictatures, comme de celles, similaires, qui se formeront plus

## 196\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

tard – par exemple en Pologne après le coup d'État de Józef Pilsudski en mai 1926. Georges Dimitrov les caractérisa de dictatures ayant certaines spécificités. Il écrivait en 1928 : « Les conditions particulières des pays du sud-est de l'Europe confèrent au fascisme un caractère particulier. Cette particularité réside dans le fait que, dans ces pays, le fascisme ne vient pas d'en bas, comme un mouvement de masse, pour s'emparer du pouvoir, à la différence du fascisme en Italie par exemple, mais au contraire vient d'en haut, jusqu'à ce qu'il s'établisse comme forme de gouvernement d'État. S'appuyant sur le pouvoir d'État usurpé, sur les forces militaires de la bourgeoisie et la puissance financière du capital banquier, le fascisme s'efforce de pénétrer les masses et de s'assurer parmi elles un soutien idéologique, politique et organisationnel<sup>43</sup>. »

Lors de son septième Congrès mondial, l'Internationale communiste confirma l'analyse qui qualifie ces dictatures de « formes du fascisme ». Cette analyse est encore largement partagée aujourd'hui.<sup>44</sup> D'autres cependant pensent qu'il faut faire une distinction entre ces dictatures et les dictatures fascistes car il leur manquerait des caractéristiques essentielles propres au fascisme. Selon eux, le capital financier dans ces pays n'existerait pas ou serait très peu développé. Par ailleurs, de tels régimes n'auraient pas été portés au pouvoir par un mouvement de masse fasciste, ils auraient plutôt servi de rempart contre un tel mouvement.<sup>45</sup> La terreur n'aurait pas pris de telles proportions ou une telle ampleur qu'en Italie ou en Allemagne. Les partis ouvriers, les syndicats et même les partis communistes seraient restés des partis légalement admis. Par ailleurs, les gouvernements dans ces dictatures n'auraient pas eu la stabilité et la force de « véritables » États fascistes.

Quand on compare les dictatures de Horthy ou de Zankoff avec le fascisme allemand, on ne peut évidem-

ment passer sous silence ces différences importantes. Mais tout comme il serait incorrect de classer dans la catégorie «dictature fasciste» tout ce qui, dans la réalité politique de l'exercice du pouvoir capitaliste, ne ressemble pas comme deux gouttes d'eau à une démocratie bourgeoise, il serait tout aussi injustifié de procéder de telle façon que seules l'Italie et l'Allemagne subsistent en tant qu'États véritablement fascistes.

On ne peut résoudre le problème de la définition du fascisme en établissant une liste de caractéristiques, un modèle bien défini qu'on pourrait placer à côté de celui du régime bourgeois et qui permettrait de trancher immédiatement le fait de savoir s'il s'agit d'un régime fasciste ou non. La réalité est beaucoup trop riche en variantes et formes intermédiaires pour se laisser enfermer dans des schémas. «On commettrait une erreur grossière en voulant établir un schéma de développement du fascisme valable pour tous les pays et pour tous les peuples<sup>46</sup>.» mettait en garde Georges Dimitrov dans la conclusion à son discours lors du VII<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale communiste. «Aucune caractéristique générale du fascisme, poursuit-il, aussi juste soit-elle, ne nous dispensera de la nécessité d'étudier concrètement et de prendre en considération les particularités du développement du fascisme et des formes diverses de la dictature fasciste dans les différents pays. Dans chaque pays, il est nécessaire de rechercher, d'étudier et de découvrir ce que le fascisme a de proprement national, de spécifique et d'établir en conséquence les méthodes et les formes efficaces de lutte contre le fascisme<sup>47</sup>.»

Comme le dit Dimitrov, il faut partir du point de vue que le fascisme, comme tout autre phénomène social, apparaît sous différentes formes, différentes variantes et que ce serait donc faux de faire de l'une d'entre elles, par

## 198\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

exemple l'allemande, la référence du fascisme. Parmi les nombreuses variantes d'un genre, il en existe toujours certaines qui manifestent les caractéristiques du genre tout entier sous une forme particulièrement nette, particulièrement pure, qui en sont d'une certaine manière l'incarnation «classique». Pour le genre «fasciste», ceci vaut certainement pour la variante allemande. Mais les autres variantes ne cessent pas pour autant de faire partie de ce même genre parce qu'elles ne présentent pas toutes les caractéristiques du genre avec la même intensité. La forme «classique» n'est classique que parce qu'elle est unique, que parce qu'elle manifeste de manière unique ce qui est présent dans toutes les formes du genre, ce vers quoi elles tendent toutes, sans pour autant atteindre partout le même degré de maturité. En effet, cette maturité requiert des conditions qui ne sont pas présentes partout. Les conditions principales qui ont fait du fascisme allemand le fascisme «classique» sont les suivantes : tout d'abord, il fut l'instrument d'une puissance très forte, de la deuxième puissance impérialiste, le plus avide, le plus vorace et le plus belliqueux de tous les pillards impérialistes ; ensuite, il eut à faire, à l'intérieur, à une classe ouvrière dont l'avant-garde révolutionnaire était parmi les sections les plus puissantes du mouvement communiste international.

À l'inverse, les dictatures hongroises et bulgares – comme plus tard les polonaise, lituanienne, portugaise, etc. – représentent des variantes du fascisme qui sont nées et se sont développées dans des conditions qui ne poussaient pas avec une telle force au développement de toutes les caractéristiques et de toutes les propriétés du fascisme ou qui ne permettaient pas leur émergence. Mais alors, demande-t-on, qu'est-ce qui différencie ces dictatures des dictatures militaires habituelles ? Une telle

conception de la dictature fasciste ne conduit-elle pas à élargir tellement le concept qu'on le vide de son contenu et le rend dès lors inutilisable ? Partant de ces considérations, on propose de ne désigner par l'adjectif « fasciste » que les dictatures qui répondent à la description suivante : « Les dictatures fascistes arrivent au pouvoir avec l'aide d'un mouvement de masse et combinent par la suite la terreur avec une volonté d'encadrer idéologiquement et de façon organisationnelle la société entière. Ce faisant, ils amènent une partie de la masse à soutenir activement le système et isolent idéologiquement l'opposition des masses<sup>48</sup>. »

Kühnl justifie sa proposition de la manière suivante : « Les deux types de dictature réactionnaire (à savoir la dictature militaire et policière d'une part, la dictature fasciste d'autre part – K. G.) sont certes identiques du point de vue de leur fonction sociale, mais différents au niveau de leur genèse, des conditions de leur succès et de la structure du pouvoir. Voilà pourquoi, il ne semble donc pas indiqué, pour des raisons de clarté et de précision conceptuelles, de les désigner par le même terme de "fascisme". Il faudrait réserver ce terme au deuxième type qui n'est apparu qu'au XX<sup>e</sup> siècle et qui suppose la présence de masses organisées sur la scène historique. Cela correspond aussi au cours réel de l'histoire qui n'a engendré ce concept qu'au XX<sup>e</sup> siècle<sup>49</sup>. »

Il est tout à fait exact de relier le fascisme à une période de l'histoire, mais ce serait manquer de précision que de prendre pour cela le XX<sup>e</sup> siècle. Il faudrait plutôt le situer historiquement à l'époque qui suivit la première victoire de la révolution prolétarienne, l'époque de la crise générale du capitalisme. Mais le début de cette période marqua de son empreinte toutes les formes de domination bourgeoise, le parlementarisme bourgeois comme les dicta-

## 200\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

tures militaires. Il est à remarquer par ailleurs que le terme de «dictature militaire» désigne des régimes de contenu politique et social différent, réactionnaires et progressistes. Et même parmi les dictatures militaires réactionnaires, on distingue différents types et différents degrés, allant de régimes relativement modérés, comme celui du général von Seeckt en Allemagne en 1923, jusqu'à des régimes fascistes comme la Grèce des Colonels et, surtout, le Chili de Pinochet. L'opposition faite entre dictatures militaires et dictatures fascistes sert donc à peine à débrouiller le problème. Mais il y a plus important encore : l'idée de la différence qualitative fondamentale entre les «conditions du succès» et les «structures de pouvoir» des dictatures militaires et des dictatures établies par des partis fascistes se fonde certes sur des expériences historiques, plus précisément sur les expériences du fascisme allemand. Mais elle ne rend pas compte du fait que les conditions de réussite de ce fascisme découlèrent d'un ensemble de facteurs historiques unique impossible à reproduire, ni du fait que son influence grandissante sur les masses n'est en aucun cas une caractéristique obligatoire de ce type de fascisme.

Tant l'exemple italien (crise Matteotti) que l'exemple allemand (30 juin 1934) ont montré au contraire qu'après la prise de pouvoir des partis de masse fascistes intervenait une rapide désillusion des adhérents et une réduction de la base de masse de la dictature. Cette tendance ne s'est pas poursuivie, mais cela n'est pas dû à des facteurs inhérents au fascisme, mais à un revirement dans la conjoncture capitaliste, à savoir l'entrée dans une phase de relative stabilisation dans les années 1924-1925, la fin de la crise économique mondiale et le début de la course aux armements après 1934-1935. Fait caractéristique, le fascisme italien qui s'était montré incapable de tenir l'Italie

en dehors de la crise économique mondiale, ne bénéficia plus après 1933 du même soutien massif de la part des masses qu'auparavant. Cela apparut de manière évidente dans les échecs militaires dans la guerre d'Abyssinie en 1935, en Espagne en 1937 (où les antifascistes italiens du bataillon Garibaldi unis à d'autres membres des brigades internationales mirent en fuite les unités de chemises noires envoyées par Mussolini)<sup>50</sup> et en Grèce en 1940. Cela apparut enfin dans la lutte des partisans italiens contre le fascisme.

L'histoire du fascisme allemand, habituellement considéré, mais à tort, comme l'exemple type du « parcours normal » d'une dictature fasciste, est en fait unique et tout à fait atypique. Le seul aspect typique est le caractère inéluctable de son déclin. Mais son ascension triomphale, apparemment irrésistible jusqu'en 1941, s'explique surtout par le fait que l'impérialisme fasciste allemand joua le rôle de « troupe de choc de la contre-révolution internationale<sup>51</sup> » au cours de cette période de préparation de l'impérialisme mondial pour la campagne d'extermination de l'Union soviétique planifiée depuis longtemps déjà. Pour lui permettre de remplir ce rôle, les puissances occidentales autorisèrent l'Allemagne hitlérienne à enfreindre le traité de Versailles et à se réarmer sans limites, ce qui lui permit de réaliser le « miracle » du plein-emploi. Ce simple fait lui permit de conquérir le cœur de plus de travailleurs que toute la démagogie fasciste. Les puissances occidentales lui offrirent par ailleurs, par les scandaleux accords de Munich, sans aucun effort, une série de succès sensationnels inimaginables jusqu'alors dans le domaine de la politique extérieure : de la récupération de la Sarre jusqu'au « rapatriement » du territoire des Sudètes. Ces succès augmentèrent énormément le prestige du régime nazi – et pas seulement au sein de la population allemande.

## 202\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Rien n'illustre mieux l'attitude des puissances occidentales avant les accords de Munich que la « politique de non-intervention » face à l'agonie de l'Espagne républicaine. Cette attitude contribua à propager cette fameuse atmosphère des années trente qui fit croire à de nombreux contemporains que l'avènement d'une ère fasciste était inévitable et que toute résistance était inutile. Ils prirent pour le résultat de forces supposées inhérentes au fascisme ce qui était en réalité le résultat d'une politique anti-soviétique presque suicidaire des rivaux impérialistes de l'Allemagne nazie conscients de leurs intérêts de classe.

Même le fascisme italien, pourtant déjà fortement compromis, profita de cette atmosphère largement répandue pour regagner en crédibilité auprès des nombreux Italiens sceptiques. Il put en effet se présenter alors comme le pionnier de la nouvelle ère « fasciste », bien qu'il dut laisser le rôle dominant à l'épigone du Nord qui avait grandi au-dessus de sa tête. Les rapides victoires de la *Wehrmacht* fasciste sur tous ceux qu'elle attaquait ajoutèrent à tout cela le mythe de l'invincibilité. En Pologne, en Norvège ou sur les champs de bataille français où les armées allemandes avaient été terrassées pendant la Première Guerre mondiale, ou encore dans les Balkans, partout, les troupes allemandes remportaient victoire sur victoire. De plus en plus de gens, y compris à l'étranger, comme en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, commençaient à perdre confiance et à croire qu'il n'y avait dans le monde aucune force capable d'arrêter cette terrible machine. Jusqu'à ce que les victoires de l'Armée rouge aux portes de Moscou en 1941 commencent à briser le mythe.

Mais celui qui voit encore aujourd'hui dans la base de masse du fascisme, relativement stable et même longtemps croissante, un phénomène lié à la nature du fascisme, aux particularités de sa structure de pouvoir, commet

fondamentalement la même erreur que ceux qui, dans les années trente et quarante, cherchèrent au mauvais endroit les causes des succès du régime nazi.

En disant cela, je ne veux pas du tout minimiser l'importance de la structure de pouvoir et de l'idéologie fasciste dans l'attachement de la masse au fascisme.<sup>52</sup> Mais je m'oppose à une exagération très répandue de leur rôle et de leur signification. À mon avis, l'efficacité d'une idéologie dépend plus de la volonté de la masse à l'adopter que de la perfection technique du marketing politique. Cette volonté de la masse d'adopter une idéologie augmente ou diminue en fonction de ses conditions de vie. On sait que les périodes de stabilité de l'économie capitaliste sont favorables à la diffusion massive de l'idéologie réformiste, y compris parmi la petite bourgeoisie. Les périodes de crises, par contre, rendent les couches petites-bourgeoises, et même certaines couches du prolétariat, plus réceptives envers la démagogie fasciste.

Rien ne contribue plus à la consolidation d'un régime que le succès. Celui-ci est beaucoup plus efficace que la pénétration idéologique et organisationnelle la plus raffinée et la plus totale de la société. Inversement : sans résultats manifestes et apparents, ou en cas de désillusions massives, même l'encadrement idéologique et organisationnel de la société le plus complet ne peut exercer un effet stabilisateur. Cette constatation n'est pas contredite par le fait que la majorité du peuple allemand a suivi les nazis ou n'a pas trouvé la force de leur résister, même après Stalingrad et jusqu'à la défaite à Berlin.

Nous ne pouvons ici que toucher quelques mots sur les causes. Le fait que le peuple allemand ait su en partie, ou même dans sa totalité, ce qui avait été infligé, en son nom, aux autres peuples, surtout aux peuples soviétique et polonais, était plus fort que la terreur ou la propagande

## 204\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

jusqu'au-boutiste des nazis. Ce qui dominait, c'était donc la peur de la vengeance car il semblait impensable que les vainqueurs ne se vengent pas et ne nous rendent pas la pareille. Quand il devint conscient d'une possible défaite, le peuple allemand était déjà tellement impliqué dans les crimes fascistes que la propagande nazie n'éprouva pas de grandes difficultés à présenter la défaite comme une fin terrible, non seulement pour les criminels nazis et leurs protecteurs, mais pour tout le peuple allemand. L'effet d'intégration, obtenu auparavant par les succès vertigineux, fonctionna alors par la diffusion de la mauvaise conscience du complice du crime pour qui il n'y aurait pas de pardon. Aussi longtemps que subsistait la plus petite lueur d'espoir d'échapper à la défaite, on pensait devoir mettre tout en œuvre pour éviter de l'éteindre définitivement. Ainsi, la mauvaise conscience et la peur ont donné naissance à la foi miraculeuse dans « l'arme magique » dont la mise en œuvre rapide allait, selon la direction nazie, changer le cours des choses.

Il faut ajouter qu'aucune alternative ne s'offrait au peuple allemand. Aucune force armée n'affrontait le pouvoir nazi dans le pays, contrairement à l'Italie où existait le mouvement des partisans.

Ces considérations mettent en lumière qu'en élevant le fascisme allemand en critère de ce qui peut être taxé de fascisme, on dégrade le concept de fascisme en passant d'un concept générique à un concept valable pour au maximum deux situations historiques particulières, les fascismes allemand et italien.

Il existe une autre objection contre la conception qui veut réduire le concept de fascisme aux dictatures ouvertement terroristes arrivées au pouvoir à l'aide d'un mouvement de masse. Elle remplace, comme critère déterminant, le contenu du fascisme – notamment la dictature

terroriste du capital financier et de la grande propriété foncière – par un des moyens de sa mise en place. Il est vrai que les *mouvements* fascistes se distinguent des anciens mouvements réactionnaires par la volonté de conquérir la masse grâce à une démagogie sociale sans scrupules. Mais il ne faut pas perdre de vue que la volonté de conquérir les masses ne garantit pas le succès. L'histoire des mouvements fascistes a prouvé cela de nombreuses fois. Ensuite, les dirigeants conservateurs du genre Hugenberg et les chefs fascistes sont d'accord sur l'objectif final : la création d'une dictature terroriste en vue de la destruction du mouvement ouvrier et du système parlementaire. Les besoins des classes dominantes, qui ont donné naissance aux mouvements fascistes, ont été exprimés clairement et nettement par des théoriciens et des politiciens conservateurs. La situation qui a conduit à ces besoins a été décrite en 1920 par l'Internationale communiste : « La bourgeoisie du monde entier se rappelle avec tristesse des jours passés. Les fondements des relations politiques intérieures et extérieures sont renversées et secouées. Le lendemain pèse comme une menace noire sur le monde des exploités. [...] Les possédants concentrent toutes leurs forces sur deux questions : triompher dans le combat international et empêcher le prolétariat de s'emparer du pouvoir dans le pays. [...] La menace est devenue le seul argument de la bourgeoisie. Elle ne croit pas aux paroles et exige des actes : qu'on arrête, qu'on expulse, qu'on confisque, qu'on exécute. [...] Lloyd George conseille sèchement aux ministres allemands de fusiller leurs communistes, comme l'a fait la France de 1871<sup>33</sup>. »

À ce moment, la bourgeoisie continue d'envisager l'emploi des forces armées régulières comme la voie vers la dictature. Mais le *Manifeste* de l'Internationale com-

## 206\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

muniste de 1920 constate tout de même: «L'appareil d'État officiel se transforme de plus en plus en une organisation d'oppression sanglante des travailleurs. Mais en même temps se créent des organisations contre-révolutionnaires privées sous l'égide de l'État et agissant sur ses ordres. Elles brisent des grèves, commettent des provocations, jouent aux indics, tentent de détruire les organisations révolutionnaires, de disperser des rassemblements communistes, organisent des pogroms, des incendies criminels et assassinent des dirigeants révolutionnaires<sup>54</sup>.»

Voilà une description des caractéristiques essentielles des organisations fascistes naissantes à cette époque. Remarquons qu'à l'époque on ne comprenait pas encore que ces organisations ne s'opposaient pas seulement aux travailleurs révolutionnaires, mais aussi à la démocratie bourgeoise. Il était impossible de prévoir à ce moment qu'elles allaient devenir des organisations de masse extrêmement dangereuses. Toutefois, l'Internationale décrit très précisément le réservoir dans lequel le fascisme puisait ses cadres les plus actifs: «Les fils des grands propriétaires fonciers et des grands bourgeois, les petits-bourgeois déboussolés et tous les éléments déclassés, parmi lesquels il faut citer en premier lieu les émigrés nobles et bourgeois russes, constituaient le réservoir inépuisable pour les sections de volontaires de la contre-révolution. À leur tête se trouve le corps des officiers issu de l'école de la guerre impérialiste. Environ 20 000 officiers de carrière de l'armée des Hohenzollern forment depuis le putsch de Kapp-Luttwitz le noyau solide de la contre-révolution, et la démocratie allemande est incapable de le dissoudre. [...] Des corps francs installés sur les terres des propriétaires fonciers prussiens complètent cette organisation centralisée de terroristes de l'ancien régime<sup>55</sup>.»

Ce terreau produit une organisation *de masse* fasciste seulement là et au moment où la bourgeoisie ressent le besoin très urgent de renverser la démocratie bourgeoise et là et au moment où un coup d'État militaire, la voie normale vers la dictature, s'avère impraticable. L'organisation de masse fasciste est un nouveau moyen d'atteindre un objectif, existant avant et indépendamment d'elle. Elle n'aurait même pas pu voir le jour si la classe dominante n'avait pas poursuivi cet objectif.

Il va de soi que ce nouveau moyen influence dans une certaine mesure la forme que prend la dictature qu'il aide à mettre en place. Il lui confère des traits spécifiques. Mais ces spécificités n'en font pas un genre différent, mais seulement un type différent dans ce même genre que nous appelons dictature fasciste.

La lutte contre une dictature d'un parti fasciste ne requiert pas une stratégie différente de la lutte contre une dictature fasciste militaire. Que le régime fasciste ait une base de masse large ou étroite, la lutte pour le renversement de cette dictature exige toujours, et dans tous les cas, une stratégie visant à unir, organiser et coordonner toutes les forces antifascistes. Le noyau de ce front uni est toujours l'unité d'action de la classe ouvrière, la liaison étroite aux masses, l'utilisation judicieuse de toutes les possibilités légales et la combinaison des méthodes de lutte légales et illégales. La lutte unitaire de tous les antifascistes est toujours la condition la plus importante de la réussite d'une stratégie antifasciste. Là où les préjugés anticommunistes empêchent sa réalisation, la défaite est inévitable. On pourra faire tout ce qu'on peut pour tenir compte de la psychologie de la masse, rien n'y fera. Ceux qui, à l'instar de Wilhelm Reich et de ses disciples<sup>56</sup>, suivent une stratégie qui privilégie la psychologie de masse au détriment de la lutte politique, oublient que la disposition

## 208\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION?

psychologique des masses est en premier lieu déterminée par les résultats de la lutte politique. L'image de la force invincible que le fascisme acquiert auprès des masses petites-bourgeoises n'est que le revers de la médaille de la division des forces antifascistes. Pour changer la disposition psychologique des masses qui courent derrière le fascisme, il faut surtout se battre pour changer le rapport de forces en faveur de l'antifascisme, en faveur de l'unification de toutes les forces antifascistes.

Il faut se rappeler aussi des arguments de Togliatti qui explique que le caractère «totalitaire» du fascisme italien ne trouve pas d'abord son origine dans le parti fasciste mais dans la bourgeoisie monopoliste italienne. À la question: «Que doit faire le fascisme?», il donnait une réponse qui va vraiment à l'essence du phénomène: «Il ne peut faire autrement qu'exécuter les ordres de son maître, la bourgeoisie<sup>57</sup>.» Il poursuivait: «Ainsi naît l'État totalitaire fasciste. Le fascisme n'est pas né totalitaire, il l'est devenu au moment où les cercles dirigeants de la bourgeoisie ont atteint le degré le plus haut d'unification économique et politique. Même l'idée de totalitarisme n'est pas issue de l'idéologie fasciste. Il faut voir le totalitarisme comme la réflexion du changement qui est survenu et de la domination du capital financier [...] La bourgeoisie change ses conceptions, le fascisme est obligé d'adapter les siennes!<sup>58</sup>»

Cette thèse de Togliatti peut nous être très utile pour comprendre les spécificités de la variante du fascisme de l'Europe de l'Est ou du Sud-Est. Cette variante est née des circonstances spécifiques d'États au capitalisme peu développé, dépendants des grandes puissances, dans les conditions de la crise générale du capitalisme, au moment où l'ordre bourgeois était soumis à de fortes pressions.

Suite au retard du développement capitaliste, le capital financier y était à peine constitué. Il n'avait dès lors pas

acquis la force qui lui aurait permis de résoudre les contradictions d'intérêt entre les différents groupes et fractions de la bourgeoisie dans le cadre d'un parti unique. C'est pourquoi l'intérêt de classe commun qui consistait à garder sous contrôle la classe ouvrière et à détruire son avant-garde révolutionnaire, ne pouvait s'exprimer à travers le système du parti unique, mais seulement à travers la personne du dictateur, à travers le culte du chef dirigeant et sauveur de la patrie, non lié par les décisions d'un parlement ou d'un gouvernement, mais doté d'un pouvoir absolu.

Le pluripartisme a persisté dans ces dictatures parce qu'il était le reflet de la lutte d'influence entre les grandes puissances ou de l'orientation des différentes fractions de la classe dominante par rapport aux grandes puissances.

La position économique et politique très solide de la noblesse et des grands propriétaires fonciers a également été la conséquence du faible développement capitaliste dans ces dictatures. Les représentants de ces classes occupaient des positions clés dans l'armée et dans l'administration. Le fascisme au pouvoir n'a pas servi seulement à défendre par des moyens terroristes l'ordre capitaliste, mais il a aussi perpétué la structure agraire qui était un frein au développement. C'est pourquoi, dans ces pays, le fascisme n'a pas pu jouer le rôle du moteur d'un développement capitaliste forcé, ne tenant compte des intérêts des propriétaires fonciers que dans la mesure où ceux-ci n'entraient pas en contradiction avec ceux du capital financier.<sup>59</sup>

Le fascisme est arrivé au pouvoir par un coup d'État, avant qu'il y ait un parti de masse fasciste. Il ne pouvait donc pas s'appuyer sur un mouvement de masse fasciste. Cette situation l'obligea de partir à la recherche d'autres appuis dans les masses et plus particulièrement dans la classe ouvrière. Il les a trouvés auprès de l'aile la plus à droite,

## 210\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

la plus viscéralement anticomuniste de la social-démocratie et des syndicats. Ceux-ci se sont vendus au fascisme pour un plat de lentilles, pour la reconnaissance de l'existence légale de leurs organisations. « Dans certains pays, disait Dimitrov dans son discours au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, principalement là où le fascisme n'a pas une large base dans les masses et où la lutte des différentes fractions de la bourgeoisie est assez forte, le fascisme ne réussit pas du premier coup à liquider le Parlement et laisse aux autres partis bourgeois, y compris à la social-démocratie, une certaine légalité<sup>60</sup>. »

Les régimes fascistes en Bulgarie et en Hongrie, tout comme le régime de Pilsudski en Pologne plus tard, se sont vus contraints de légaliser des partis ouvriers non réformistes. Mais ces percées, obtenues grâce au renforcement de la lutte antifasciste<sup>61</sup> n'ont pas abouti au renversement du régime fasciste. Dans ces circonstances, à ces périodes de libéralisation apparente succédaient des phases de renforcement de la terreur visant à détruire l'avant-garde ouvrière. Ces périodes de recul du fascisme se révélaient donc être une sorte de manœuvre dont Dimitrov disait au VII<sup>e</sup> Congrès qu'il est tout à fait possible que « le fascisme puisse, au moment d'une aggravation particulière de sa situation, tenter d'élargir sa base, sans changer de caractère de classe et combiner la dictature terroriste ouverte avec une falsification grossière du parlementarisme<sup>62</sup> ».

## ORIGINES ET VARIANTES DU FASCISME\_211

1. Oelner, F., *Préface à la réédition de* : Hilferding, Rudolf, *Das Finanzkapital. Eine Studie über die jüngste Entwicklung des Kapitalismus*, Berlin 1947, p. XVII.
2. *Ibidem*, pp 462 et sq.
3. Lénine, V., *Œuvres*, vol. 22, Paris 1960, p. 212.
4. *Ibidem*, p. 309.
5. *Ibidem*, p. 320.
6. Lénine, V., *Œuvres*, vol. 23, Paris 1959, p. 44.
7. Togliatti, Palmiro, *Lektionen über den Faschismus*, Francfort-sur-le-Main 1973, p. 9.
8. Galkin, A. A., *Die Ideologie des Faschismus und der Neofaschismus*, in : *Sowjetwissenschaft, Gesellschaftswissenschaftliche Beiträge*, 12/1975, p. 1269 ; voir aussi : *Geschichte des zweiten Weltkrieges 1939–1945, vol. I, Die Entstehung des Krieges. Der Kampf der fortschrittlichen Kräfte für die Erhaltung des Friedens*, Berlin 1975, p. 99.
9. Sur la crise générale du capitalisme, cf. le compte rendu politique du comité central au XVI<sup>e</sup> Congrès du PCUS, in : Stalin, J. W., *Werke*, volume 11, Berlin 1954, p. 216.
10. Lénine, V., *Œuvres*, vol. 31, Paris 1961, p. 147 ; voir aussi : Truchanowski, W.G., (Ed.), *Geschichte der internationalen Beziehungen 1917–1939*, Berlin 1963, pp 56 et sq.
11. Togliatti, *Lektionen*, p. 126.
12. Voir Lénine, *Œuvres*, vol. 21, Paris 1960, p. 353 et sq.
13. Nearing, S. et J. Freeman, *Dollardiplomatie*, Berlin-Grunewald 1927, p. 25.
14. Lénine, V., *Œuvres*, vol. 28, Paris 1961, p. 59 ; voir aussi : Lénine, V., *Œuvres*, vol. 31, Paris 1961, pp 223 et sq.
15. Lénine, V., *Œuvres*, vol. 31, Paris 1961, p. 237.
16. Zetkin, Clara, *Der Kampf gegen den Faschismus. Rapport sur la troisième assemblée plénière élargie du comité exécutif de l'Internationale communiste, 20 juin 1923 in* : Zetkin, Clara, *Zur Theorie und Taktik der kommunistischen Bewegung*, Leipzig 1974, pp. 301 et sq.
17. Togliatti, Palmiro et Antonio Gramsci, *Ein Leben für die italienische Arbeiterbewegung*, Berlin 1954, pp 27 et sq.
18. Brjunin, W. B., *Die grosse sozialistische Oktoberrevolution und die deutsche Arbeiterbewegung in den Jahren 1917/1918*, Berlin 1956, p. 3 ; Ruge, Wolfgang, *Deutschland von 1917 bis 1933*, Berlin 1974, pp 16 et sq. ; sur les effets particulièrement importants de la crise générale du capitalisme sur l'Allemagne, voir Gossweiler, Kurt, *Grossbanken, Industriemonopole, Staat*, Berlin 1971, pp 95 et sq.
19. Gossweiler, K., *Grossbanken*, pp 99 et sq.
20. C'est le titre efficace d'une histoire de la République de Weimar : Ruge, Wolfgang, *Weimar–Republik auf Zeit* (République provisoire), Berlin 1969.
21. L'idée d'une telle nécessité est, par exemple, à la base de l'interprétation du fascisme de A. Sohn-Rethel ; voir : Sohn-Rethel, A., *Ökonomie und Klassenstruktur des deutschen Faschismus. Aufzeichnungen und Analysen*, Francfort-sur-le-Main, 1973, pp 126, 188.
22. Sur les retombées de la révolution d'Octobre sur les pays des Balkans, voir : Dimitrov, Georgi, *Ausgewählte Schriften in drei Bänden*, vol. 2, Berlin 1958, pp 324 et sq.
23. À propos des pays des Balkans, voir : Kabaktschieff, Chr., *Die Balkanpolitik der Entente*, in : *Die kommunistische Internationale*, numéro 12 (1920), pp 112 et sq. ; pour la Roumanie : Samoïlow, S.I., *Rumänien*, Berlin 1951, pp 44 et sq. ; voir aussi : *Geschichte der Diplomatie*, volume 3, 1<sup>e</sup> partie : *Die Diplomatie in der Periode der Vorbereitung des zweiten Weltkrieges (1919-1939)*, Éd. Potjomkin, W. P., Berlin, 1948, pp 132 et sq.

## 212\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

24. *Dyktatury w Europie \_rodkowo-wschodniej 1918-1939. Konferencja naukowa w Instytucie Historii Polskiej Akademii Nauk, 2-3 XII 1971, Wroc\_aw – Warszawa – Kraków – Gda\_sk 1973, p. 15 ; Lacko, M. Le fascisme – les fascismes en Europe centrale orientale, XIIIe Congrès International des Sciences Historiques, Moscou 16-23 août 1970, Moscou, 1970, pp 7 et sq.*
25. Sur les Balkans : Dimitrov, G., *Ausgewählte Schriften*, vol. 2, pp 191 et sq., p. 387 ; pour la Hongrie, voir : Strassenreiter, E., *Die Vereinigung der beiden Arbeiterparteien in Ungarn (Juni 1948)*, in : Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung, 3/1976, pp 418 et sq.
26. Carsten, Francis L., *Der Aufstieg des Faschismus in Europa*, Francfort-sur-le-Main, 1968, pp 200 et sq., pp 213 et sq. ; Nolte, Ernst, *Die faschistischen Bewegungen. Die Krise des liberalen Systems und die Entwicklung der Faschismen*, Munich, 1966, pp 230, 234 ; sur l'antisémitisme en Hongrie, voir : Bigler, R. M., *Heil Hitler and Heil Horthy ! The nature of Hungarian racist nationalism and its impact on German-Hungarian relations 1919-1945*, in : *East European Quarterly*, vol. VIII, n° 3, 1974, pp 251 et sq.
27. *Le monde capitaliste et l'Internationale communiste* (manifeste adopté au deuxième Congrès Mondial de l'Internationale communiste, du 17 juillet au 7 août 1920), in : " Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste 1919-1923 " (Bibliothèque communiste, juin 1934), réimpression en fac-similé, François Maspéro, 1972, p. 70.
28. Nolte, E., *Die faschistischen Bewegungen*, p. 214 : " Un rapport de la délégation allemande rapporte : en Roumanie, les socialistes et les communistes sont purement et simplement assommés à coups de matraque. "
29. Gabor, M., *Bericht über den Sturz der Rätemacht in Ungarn*, in : *Die kommunistische Internationale*, n° 7-8 (1919), pp 237 et sq.
30. *Ibidem*, pp 238 et sq. Dans son étude sur la lutte interne du Parti socialiste italien, Lénine nous rappelle qu'en septembre 1917, en Russie, les Sociaux-révolutionnaires appliquèrent une tactique tout à fait semblable en demandant aux Bolcheviques de former un gouvernement et en leur promettant un soutien loyal. Lénine y joint cet avertissement afin que l'on ne commette plus cette erreur fatale à l'instar des Hongrois qui crurent les " turatiens hongrois, qui promettaient d'appuyer Bela Kun, et qui entraient au Parti communiste où ils devaient se révéler les saboteurs de la révolution, qu'ils perdirent par leurs hésitations. " (Lénine, V., *Œuvres*, vol.31, p. 404)
31. *Handbuch der Verträge 1871 – 1964*, Helmuth Stoecker (éd.), Berlin, 1968, pp 206 et sq.
32. Pogany, J., *Die Krise der kleinen Entente und Ungarn*, in : *Die kommunistische Internationale*, n° 19 (1922), pp 49 et sq.
33. *Ibidem*, p. 50
34. *Ibidem*, p. 52
35. *Ibidem*
36. Dimitrov, *Œuvres choisies*, Editions en Langues étrangères, Sofia, 1966. Tome I, p.595 ; *Die kommunistische Internationale*, n° 21 (1922), p. 112.
37. *Die kommunistische Internationale*, n° 27 (1923), p. 116.
38. *Ibidem* ; voir aussi : Dimitrov, G., *Oeuvres choisies*, tome I, p.354.
39. *Handbuch der Verträge*, pp 205 et sq.
40. *Die kommunistische Internationale*, n° 21, p. 113.
41. Kalbe, Ernstgert, *Über die faschistische Diktatur der 20er Jahre in Bulgarien und die deutschen Hilfsaktionen für die bulgarischen Arbeiter und Bauern*, in : ZfG 4/1957, pp 749 et sq. ; Dimitrov, G., *Oeuvres choisies*, tome I, p.330.

42. *Ibidem*, p.301
43. *Ibidem*, p.440. Bien entendu, la formulation de Dimitrov d'une imposition du fascisme " par le haut " n'a rien à voir avec l'idée inacceptable pour les marxistes que le fascisme est un mouvement de protestation d'origine petite-bourgeoise qui prend le pouvoir " par le haut ". Comme le montrent les faits – et Dimitrov lui-même n'a eu de cesse de le souligner – le fascisme, en tout temps et en tout lieu, n'arrive au pouvoir que comme instrument de la classe dominante exploitée, ce que reconnaît d'ailleurs même un historien bourgeois comme Wolfgang Schieder. (voir : Schieder, Wolfgang, *Faschismus*, in : *Sowjetsystem und demokratische Gesellschaft. Eine vergleichende Enzyklopädie*, vol. II, Fribourg – Bâle – Vienne, 1968, col. 473).
44. Pour en savoir plus sur le régime de Pilsudski, voir : Manusevil, A. J., *U istokov «sanazii»*, in : *Novaja i novejlaja istorija*, 3/1974, pp 156 et sq. ; pour en savoir plus sur le régime de Horthy : Strassenreiter, *Die Vereinigung*.
45. Voir par exemple l'historien polonais Larnowski, J., *Authoritarian regimes in central and south-eastern Europe in the inter-war period – analogies and differences*, Summary, in : *Dyktatury*, pp 39 et sq.
46. Dimitrov, G., *Oeuvres choisies*, tome I, p.680.
47. *Ibidem*, p.679
48. Kühnl, Reinhard, *Probleme einer Theorie über den internationalen Faschismus, IIe partie : Empirische Untersuchung und theoretische Interpretation*, in : *Politische Vierteljahresschrift*, Opladen, XVIe année, 1975, p. 104 ; voir aussi : Kühnl, R., *Faschismustheorien. Texte zur Faschismuskussion 2. Ein Leitfaden*, Hambourg, 1979, pp 192 et sq., 231 et sq.
49. Kühnl, R., *Probleme einer Theorie*, p. 104.
50. Longo, L., *Die internationalen Brigaden in Spanien*, Berlin, 1958, pp. 201 et sq.
51. Selon Dimitrov, dans son exposé lors du VIIe Congrès mondial de l'Internationale communiste (Oeuvres choisies) ; voir aussi : *Geschichte des zweiten Weltkrieges 1939 – 1945*, vol. 1, p. 129.
52. À propos de l'importance de l'idéologie fasciste, voir : Togliatti, *Lektionen*, pp 15 et sq.
53. Manifeste du deuxième Congrès de l'Internationale communiste, in : " Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste 1919-1923 " (Bibliothèque communiste, juin 1934), réimpression en fac-similé, François Maspéro, 1972, p. 76.
54. *Idem*.
55. *Idem*.
56. Voir Kühnl, R., *Faschismustheorien*, p. 110 et sq.
57. Togliatti, *Lektionen*, p. 27.
58. *Ibidem*, p.30. Le concept de totalitarisme chez Togliatti n'a évidemment rien à voir avec celui qu'utilisent les théoriciens du totalitarisme aujourd'hui. Ceux-ci le définissent comme une situation de domination totale sur l'ensemble de la société, sur toutes les classes et toutes les couches, à partir d'un centre de pouvoir, le parti gouvernemental tout-puissant ou même un homme tout seul. Chez Togliatti, il s'agit de l'exclusivité à l'existence légale du parti fasciste au pouvoir.
59. Gossweiler, Kurt, Alfred Schlicht, *Junker und NSDAP 1931/32*, in : *ZfG*, 4/ 1967, pp 644-662 ; voir aussi : Gossweiler, Kurt, *Aufsätze zum Faschismus*, Pahl-Rugenstein, 1988, partie 1, p. 230 ; Gossweiler, Kurt, *Junkertum und Faschismus*, in : *Wissenschaftliche Zeitschrift der Humboldt-Universität zu Berlin, Gesellschafts- und sprachwissenschaftliche Reihe*, XXII (1973), 1 / 2, pp 19-26 ; voir aussi : Gossweiler, Kurt, *Aufsätze zum Faschismus*, Pahl-Rugenstein, 1988, partie 1, p. 260.

214\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

60. Dimitrov, G., *Œuvres Choiesies*, tome I, p.595.

61. Kalbe, *Über die faschistische Dictatur*, p. 753 et sq.(pour la Bulgarie).

62. Dimitrov, G., *op. cit.*, p.596.

## Chapitre 6

# La politique des nazis dans les Balkans à travers la « Revue européenne »\*

## L'expansion à l'Est, hier et... aujourd'hui ?

La « Revue européenne » (*Europäische Revue*) est une revue aujourd'hui inconnue de la plupart des gens. Pourtant, elle a non seulement commenté la politique étrangère impérialiste de l'Allemagne pendant près de deux décennies (1925-1944), mais elle a également contribué à donner forme à cette politique. Depuis 1925, la revue était l'organe du *Verband für kulturelle Zusammenarbeit*, l'organisation créée en 1921 à Vienne par Karl Anton Prinz Rohan et appelée *Europäische Kulturbund*, en abrégé *Kulturbund*, après sa fusion en 1924 avec la *Fédération des Unions intellectuelles française*.<sup>1</sup> À la réunion de fondation à Paris, Rohan a été

\* Contribution présentée lors de la Conférence internationale pour historiens à Sofia (21-26 avril 1971) autour du thème : « Les grandes puissances et les pays des Balkans à la veille et au début de la Deuxième Guerre mondiale 1937-1941 », paru dans *Studia Balcania* 7, Sofia, 1973, p. 329-337.

## 216\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION?

élu secrétaire général de cette union européenne. Il y avait surtout des sections de l'Union dans les pays voisins de l'Allemagne et de l'Autriche, en Hongrie, Tchécoslovaquie, Italie, Suisse, Pologne...

Ce n'est sûrement pas un hasard si la création de l'*Europäische Kulturbund* a coïncidé avec le passage de l'Allemagne à la politique de Locarno, étant donné que ce passage a mis clairement en avant la nouvelle tactique de l'impérialisme allemand. Cette tactique consistait à camoufler le révisionnisme, la volonté de revanche et les tendances hégémoniques de la politique allemande derrière des apparences « européennes ». Les fondateurs de l'association et de la revue se fixèrent donc pour objectif de trouver parmi les élites dirigeantes et l'intelligentsia des États européens des partisans prêts à se lancer, sous le couvert de la lutte pour une nouvelle Europe, dans la lutte contre le système de Versailles et pour un « grand espace » européen sous la direction de l'impérialisme allemand, et clairement anticommuniste et antisoviétique.

En 1934, Rohan, qui était également l'éditeur de l'*Europäische Revue*, formula l'objectif poursuivi par lui et ses partisans dans un article intitulé : « La Paneurope et nous<sup>2</sup> ». Dans un style utilisant les paraphrases et euphémismes de circonstance, il écrit : « Ceux qui ne voulaient pas accepter l'ordre défini en 1919 et qui ne croyaient ni en la démocratie libérale ni en ses méthodes rationalistes tiennent fermement à la révision des accords de paix et veulent une Europe jeune et dynamique, attachée à la paix et à l'égalité des droits, mais également réorganisée et décidée à mobiliser de façon héroïque toutes les forces. Ils ne veulent pas une Europe qui renonce au monde, mais au contraire une Europe qui se bat pour le monde. [Ils estiment] que la paix en Europe ne peut être garantie que par une réorganisation territoriale. Ils rejettent le paci-

fisme en raison de sa couardise [...] L'autre Europe agit, sous la direction du national-socialisme et du fascisme<sup>3</sup>. «Ce plaidoyer engagé pour un nouvel ordre fasciste fut exprimé en 1934 mais, dès avant 1933, Rohan ne cachait pas sa sympathie pour le fascisme italien. Il affirmait que l'*Europäische Revue* devrait être un guide vivant vers l'avenir de l'Europe pour le public allemand<sup>4</sup>». Les peuples se seraient trouvés devant le choix de disparaître ou «d'accepter leur destin difficile et de liquider l'ancien monde pour le remplacer par un nouveau<sup>5</sup>». Il décrivait explicitement le fascisme italien comme un précurseur de ce «nouveau monde»: «Ce que nous apprécions surtout, c'est ce renouveau de l'intérieur et cette mobilisation des sentiments vitaux les plus profonds de la nation italienne mis en mouvement par le fascisme. Il s'agit du grand mouvement de la nouvelle génération, il s'agit de la première étape, qui refuse le déclin actuel de l'Europe et veut la pousser vers un avenir constructif<sup>6</sup>.»

Malgré cette attitude profasciste, les méthodes proposées dans l'*Europäische Revue* pour la révision du système de Versailles étaient particulièrement flexibles. Étant donné que la revue ne s'adressait pas à la masse, elle ne se fixait pas pour objectif de déclencher une hystérie collective nationaliste. Elle s'adressait au contraire aux intellectuels des pays voisins, aux universitaires, aux politiciens et aux économistes, et tentait de les convaincre de l'idée que les pays voisins de l'Allemagne amélioreraient leur situation politique et économique s'ils se détachaient de la sphère d'influence franco-britannique et se plaçaient sous la direction de l'Allemagne. Rohan respectait également le conseil de Stresemann, selon lequel il ne fallait pas menacer avec son épée tant qu'on n'était pas capable de prendre les armes. Le «retour dans la nation allemande de l'Autriche», la première étape du programme de reconquête de l'Al-

## 218\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Allemagne selon Rohan, devrait se faire avec l'Europe, et pas en opposition avec elle.<sup>7</sup> Tous ces éléments indiquent que l'*Europäische Revue* servait de porte-parole à ces groupes de la bourgeoisie impérialiste allemande qui tentaient de mettre en pratique le projet complètement irréaliste de domination mondiale d'une manière prétendument réaliste. Cela signifie qu'ils tenaient compte des rapports de pouvoir existant et avançaient pas à pas. Cela explique également pourquoi Richard von Kühlmann et Wilhelm Solf appartenaient au cercle de Rohan. Ces deux anciens ministres des Affaires étrangères du temps de l'empereur s'étaient engagés pendant leur mandat pour une politique plus flexible et avaient pour cette raison été contrecarrés par le *Alldeutscher Verband* et ses sympathisants. Comme beaucoup d'autres personnalités importantes des secteurs politique et économique, Solf était membre de l'*Europäische Revue* et plus tard même président de sa commission consultative. Quant à Kühlmann, il était président du *Deutscher Kulturbund*, la section allemande de l'*Europäischer Kulturbund*.

La flexibilité tactique et l'importance accordée aux objectifs « européens » de l'*Europäische Revue* s'expliquent par le fait que la revue était un des nombreux outils de communication de IG-Farben, le géant de l'industrie allemande, la force dominante au sein de la fraction la plus dynamique de la bourgeoisie impérialiste allemande depuis la moitié des années vingt. Rohan, l'homme aux multiples facettes, n'était en effet pas uniquement homme politique et journaliste, mais également conseiller en agronomie de IG-Farben.<sup>8</sup> Dans le cadre de ses fonctions, il participait à l'élaboration des plans de IG-Farben pour adapter le secteur agricole des pays des Balkans aux besoins de l'Allemagne. Ces plans ont toujours été présentés avantageusement dans l'*Europäische Revue*. En

1934, la revue lance ainsi une véritable campagne visant à remplacer les importations de matières premières en provenance d'outre-mer par des produits en provenance des Balkans et à renforcer les liens économiques entre ces pays et l'Allemagne. Dans un article d'avril 1934 intitulé « La lutte pour les territoires autour du Danube », Rohan écrit ceci : « L'Empire allemand tient fermement les rênes. Lorsque le programme de remplacement des importations d'outre-mer par des importations d'Europe du Sud-Est sera mis en place et que le secteur agricole de cette région s'orientera partiellement vers le marché allemand, l'influence politico-économique de l'Allemagne dans les pays bordant le Danube atteindra un niveau tel que les manœuvres tactiques de ces dernières semaines passeront peut-être un jour pour de simples tours de passe-passe. » Il s'agit ici des efforts menés principalement par l'Italie pour acquérir une position dominante dans les Balkans.

Dans le numéro de juillet 1934, Rudolf Freiherr von Brandenstein écrit lui aussi un article intitulé « La nouvelle politique commerciale allemande et ses conséquences pour la Bulgarie<sup>9</sup> », dans lequel il défend le remplacement des importations d'outre-mer par des importations en provenance du Sud-Est de l'Europe<sup>10</sup>. Dans un article du même numéro intitulé « Collaboration économique entre l'Allemagne et le Sud-Est<sup>11</sup> », Max Hahn, secrétaire général du *Mittleuropäischer Wirtschaftstag* (MWT), le Conseil économique d'Europe centrale, appelle quant à lui de ses vœux un ensemble de mesures pour une collaboration économique directe et très étroite. Seule l'Allemagne pourrait absorber suffisamment de produits agricoles de ces pays. Les cultures à pratiquer devraient être décidées en concertation avec l'Allemagne. En outre, ce porte-parole des monopolistes allemands considérait l'industrialisation des pays des Balkans comme une « absurdité ». <sup>12</sup>

## 220\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION?

Un autre élément démontrant les liens étroits entre la revue et IG-Farben est la collaboration de longue durée à l'*Europäische Revue* d'Anton Reithinger, actif au sein du département économique de l'entreprise et ensuite directeur de ce même département.

Tout cela a pu contribuer au déménagement du siège central de l'*Europäische Revue* à Frankfurt sur le Main, où se trouvait également le siège central de IG-Farben.

Tout comme l'impérialisme allemand expansionniste, l'*Europäische Revue* avait également des visées globales. Mais leur premier objectif était l'Europe du Sud-Est : l'Autriche, la Hongrie et les Balkans. Selon Rohan, une politique supposée exprimer la volonté du peuple « devait faire de l'axe Berlin – Vienne la pierre angulaire de ses activités. À partir de cet axe, il fallait tenter d'intégrer de manière officielle et officieuse dans le vaste cadre de cette politique, toutes les ambitions politiques présentes dans les zones d'implantation allemande, où qu'elles se trouvent, et d'en faire une force homogène<sup>13</sup>. » Il réclamait ouvertement pour l'Allemagne le rôle de leader en « Europe centrale ». En tant que *Kulturvolk* (nation de culture supérieure) dirigeante en Europe centrale, les Allemands « étaient d'abord responsables de cette partie de l'Europe, qui devait être considérée territoire sous juridiction politique allemande<sup>14</sup>. » Rohan défendait la nécessité d'une « restructuration » de cet espace avec les mots suivants : « Dans l'Europe centrale du vingtième siècle, une structure dans laquelle les États et les peuples les plus petits peuvent également se développer n'est possible que si tous, Allemands et autres nationalités, se soumettent à un ordre supérieur supranational créé collectivement<sup>15</sup>. » La revue de Rohan maîtrisait mieux que toute autre l'art de faire passer le programme de conquête de l'impérialisme allemand pour un programme plein de bienfaits, y compris pour les petits peuples d'Europe.

Les efforts de l'impérialisme allemand pour dominer les Balkans s'inscrivent dans une longue tradition. Cependant, la domination de l'Europe du Sud-Est n'était qu'une première étape vers la domination de toute l'Europe, qui ne devait à son tour n'être qu'un pas en direction de l'hégémonie mondiale.

Entre 1933 et 1937, l'Allemagne fasciste a vaincu ou supprimé avec succès les obstacles à l'expansion de l'influence allemande dans les pays des Balkans<sup>16</sup>. L'Allemagne a été capable d'acquérir une position dominante dans le commerce extérieur des pays des Balkans. L'influence politique de la France sur les pays de la Petite Entente avait sensiblement diminué et on essayait de plus en plus de créer un lien entre les pays qui naviguaient déjà dans le sillage des puissances de l'Axe favorables à une révision des traités de Paris, et les pays de la Petite Entente et du pacte des Balkans. Les premiers résultats concrets de ces tentatives furent le traité d'amitié yougoslavo-bulgare de janvier 1937 et les contacts entre la Yougoslavie et l'Italie, qui conclurent un accord en mars de la même année.<sup>17</sup>

L'Allemagne fasciste devait ces succès à des facteurs tant économiques que politiques. Parce qu'elle se proclamait l'avant-garde du front contre l'Union soviétique et faisait de l'éradication du communisme en Europe sa mission prioritaire, elle exerçait une force d'attraction énorme sur les gouvernements réactionnaires et fascistes des pays des Balkans. L'Allemagne importait principalement des Balkans les produits agricoles nécessaires aux préparatifs de guerre. Ce faisant, elle devint le principal partenaire commercial de ces pays et les rendit de plus en plus dépendants d'elle-même.<sup>18</sup> Mais cela n'explique pas complètement pourquoi Hitler a pu parvenir à une position tellement dominante dans les Balkans. L'un des facteurs décisifs a été l'attitude des puissances occi-

## 222\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

dentales. Dans le cadre de leur stratégie visant à détourner vers l'Est l'expansionnisme allemand, à laisser l'Allemagne hitlérienne liquider l'Union soviétique et à épuiser l'Allemagne dans la guerre contre l'Union soviétique, elles ont laissé la voie libre à l'Allemagne fasciste dans l'Est de l'Europe. À Berlin, on connaissait cette stratégie sur le bout des doigts et on en a profité de manière optimale pour atteindre ses propres objectifs. L'*Europäische Revue* adorait publier des voix françaises et anglaises qui plaidaient pour qu'on ne mette pas de bâtons dans les roues de l'expansion allemande à l'Est. Ainsi, le numéro de septembre 1938 cite une interview de Pierre-Étienne Flandin datant de juillet de la même année : « Qu'est-ce qui serait plus dangereux pour la France : que l'Allemagne augmente son implication en Europe centrale et orientale ou qu'elle s'étende sur la planète entière, et spécifiquement sur la Méditerranée, et qu'elle tente de priver la France ou l'Angleterre d'une partie de leur empire ?<sup>19</sup> »

Grâce à cette attitude des puissances occidentales, l'Allemagne nazie pouvait partir du principe qu'elle pouvait passer sans opposition d'une politique d'infiltration à de véritables annexions. Contrairement à 1934, elle ne devait plus craindre des mouvements de troupes italiennes au col du Brenner pour défendre l'« indépendance » autrichienne. Entre-temps, Mussolini avait plus besoin du soutien de l'Allemagne que l'Allemagne hitlérienne du soutien de l'Italie. L'annexion de l'Autriche allait rapprocher fortement l'Allemagne de son objectif : l'hégémonie totale sur les Balkans.

Le passage de la phase préparatoire de l'expansion de l'impérialisme fasciste allemand à celle de la mise en pratique solitaire a été annoncé fin 1937 – début 1938 par un changement de personnel au sommet de la hiérarchie nazie. La révocation de Hjalmar Schacht, le *trustee* de

Wall Street, comme ministre des Affaires économiques, mit en évidence le fait qu'au sein de la bourgeoisie monopolistique allemande les cercles autour de l'*Alldeutsche Verband* occupaient désormais le devant de la scène. Il s'agissait de la fraction qui ne voulait en aucune manière que des accords avec les puissances occidentales lui enlèvent la possibilité de décider dans quelle direction les troupes du fascisme allemand devraient d'abord marcher, et quand elles devraient lancer l'attaque contre l'Union soviétique.

Au printemps 1938, alors que l'attaque contre l'Autriche était imminente, la direction de l'*Europäische Revue* subit aussi un changement important. Rohan, le prince de IG-Farben, avait déjà quitté son poste d'éditeur à la mi-1936<sup>20</sup>. Mais, Joachim Moras, qui avait été rédacteur sous Rohan pendant de longues années, avait continué, après 1936, à diriger la revue selon la ligne définie par ce dernier. Rohan était toujours cité comme fondateur à la première page et, jusqu'en mars 1938, la couverture de la politique étrangère fut assurée par Wilhelm Grewe.<sup>21</sup> Cependant, le numéro de mars annonça l'introduction d'une nouvelle rubrique, « Politique et droit », dans laquelle le professeur Freiherr von Freytagh-Loringhoven, expert en droit des peuples, aborderait les événements de politique étrangère. Dans le même mouvement, la revue *Völkerbund und Völkerrecht*, qu'il avait dirigée jusqu'à alors, fusionnait avec l'*Europäische Revue*.

Dès la première contribution de Freytagh-Loringhoven dans le numéro d'avril 1938, et encore plus dans les articles suivants, la fonction de la nouvelle rubrique « Politique et droit » apparut clairement : elle célébra régulièrement, avec un cynisme que même Hitler et Goebbels ne pouvaient surpasser, les agressions fasciste contres les peuples d'Europe comme une « restauration de l'ordre » et une

## 224\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

« garantie pour la paix ». Freytagh-Loringhoven transformait l'injustice et les ruptures de contrat en justice, et traitait la défense de l'indépendance des peuples face à l'agression fasciste comme étant des préparatifs de guerre et des actes de violence. Cependant, ces arguments n'étaient pas exprimés dans le langage ordinaire de l'*Angriff* de Goebbels, mais avec le vocabulaire d'un expert en droit des peuples dont la mission était d'étayer et de justifier « scientifiquement » la politique fasciste basée sur la violence. Pour ce faire, Freytagh-Loringhoven, membre du Conseil d'État de Prusse, du Reichstag, de l'Académie du droit allemand et de la Cour d'arbitrage permanente de La Haye, était l'homme idéal.

La fusion à ce moment précis entre la revue de Freytagh-Loringhoven et l'*Europäische Revue* dévoile un autre élément important. Sous la République de Weimar, Freytagh-Loringhoven était un représentant de premier plan de l'aile droite, menée par Hugenberg, du *Deutschnationale Volkspartei*, qui défendait les intérêts des magnats réactionnaires de la Ruhr et des Junkers des régions à l'Est de l'Elbe. Cette aile de la bourgeoisie monopolistique allemande avait été impliquée dans une lutte parfois intense avec une autre aile qui pouvait compter sur le soutien des capitalistes du secteur de la chimie à laquelle appartenaient Rohan et sa revue.

Mais ces deux groupes ont toujours été d'accord sur un point : l'impérialisme allemand devait dominer l'Europe centrale comme première étape vers la domination du monde. Cette unité de vues s'est notamment exprimée dans le cadre de la collaboration au sein du MWT.<sup>22</sup> L'objectif étant de mettre pas à pas les plans du MWT en pratique, une étroite collaboration se développa entre les deux groupes. La fusion de l'*Europäische Revue* avec la revue de Freytagh-Loringhovens était un signe visible de cette collaboration.

Les thèmes principaux abordés par l'*Europäische Revue* dans les années 1938-1939 étaient évidemment l'agression contre l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne, ainsi que les conséquences de cette agression pour les pays des Balkans.

Le rôle spécifique de la revue consistait à démarrer très tôt la propagande en faveur de l'agression suivante. Ainsi, avant que l'*Anschluss* de l'Autriche ne soit devenu réalité, l'*Europäische Revue* publiait déjà une série d'articles consacrés au « Traitement de la question des Allemands sudètes lors de la conférence de Paris »<sup>23</sup> (édition de mars 1938), prenant déjà en ligne de mire la prochaine victime, la Tchécoslovaquie. Dans le même numéro, Wilhelm Grewe accorda une place importante à l'information selon laquelle le « dirigeant slovaque » Hlinka aurait annoncé qu'une délégation slovaque ramènerait des États-Unis en juin 1938 l'original de l'Accord de Pittsburgh dans lequel Masaryk aurait promis l'autonomie aux Slovaques. Hlinka aurait voulu transmettre ce document à Prague. Avec une naïveté de façade et sur un ton menaçant, Grewe commenta cette « information » : « Il est remarquable de constater que les deux principales nationalités de l'État multinational tchécoslovaque contestent les fondements du régime en vigueur en Tchécoslovaquie et se basent pour ce faire sur des documents fondamentaux datant de la période de fondation de l'État – un élément qui laisse à réfléchir<sup>24</sup>. »

Il était déjà question de l'attaque contre la Pologne dans l'*Europäische Revue* au début de 1939, avant même que le reste de la Tchécoslovaquie ne soit détruite. Dans ce cas également, les objectifs d'agression étaient cachés derrière des informations courantes, apparemment complètement anodines. Freytagh-Loringhoven rapporta ainsi que l'Allemagne et la Tchécoslovaquie auraient conclu

## 226\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION?

un accord impliquant la construction d'une voie rapide de Breslau à Vienne via Brno, dont 70 kilomètres passeraient par le territoire tchécoslovaque. Élément supplémentaire: «Cet accord est accompagné de conditions juridiques et économiques impressionnantes. Ainsi, le tronçon passant par le territoire tchécoslovaque bénéficierait du statut d'extraterritorialité et ne serait pas soumis au régime de péage tchécoslovaque. Peut-être sera-t-il même possible dans un avenir pas trop éloigné *d'appliquer les idées à la base de cette percée dans d'autres domaines tout aussi importants pour l'Allemagne*<sup>25</sup>.»

Les arguments utilisés par Freytagh-Loringhoven pour justifier la violence de l'Allemagne fasciste sont très éclairants et gardent toute leur actualité. Ils ne sont rien d'autres qu'une version actualisée des principes de la politique étrangère impérialiste allemande que Stresemann avait déjà développés dans ses célèbres discours secrets.<sup>26</sup>

Selon Freytagh-Loringhoven, l'annexion de la Bohême et de la Moravie en mars 1939 n'était nullement contraire aux accords de Munich, mais devait au contraire être considérée comme un acte d'assistance généreuse de la part de l'Allemagne. Les accords de Munich ne mentionneraient nulle part à quel type d'obligations l'Allemagne devrait se tenir. «On pourrait tout au plus prétendre, si on veut aller jusque-là, que l'Allemagne s'est engagée tacitement (!) à ne plus réclamer de territoires en Tchécoslovaquie sur base du droit à l'autodétermination des Allemands sudètes<sup>27</sup> [...] Comme on le sait, des mesures militaires ou autres n'ont pas été nécessaires étant donné que la Tchéquie se rendit volontairement et demanda même la protection de l'Allemagne. De cette manière, l'entrée des troupes allemandes se fit avec l'approbation des autorités tchèques<sup>28</sup>.»

L'argument du «droit de la mère patrie à protéger les minorités nationales vivant sous domination étrangère»

joua un rôle particulièrement important dans la légitimation des agressions de l'Allemagne fasciste. Freytagh-Loringhoven justifia même l'attaque contre la Pologne au moyen de cet argument. Pour ce faire, il put à nouveau se baser sur les principes développés dans ce but au ministère des Affaires étrangères sous la direction de Stresemann. Déjà à l'époque, l'Allemagne voulait être reconnue comme puissance protectrice des minorités allemandes en Europe.<sup>29</sup>

En juin 1938, Freytagh-Loringhoven décrivit la position de l'Angleterre face aux exigences allemandes posées à la Tchécoslovaquie comme «une amorce de reconnaissance du droit des États-nations à protéger leurs compatriotes vivant sous domination étrangère<sup>30</sup>». Après l'invasion de la Pologne, il tenta de prouver que ce droit était entre-temps devenu une partie intégrante du droit des peuples en raison de la participation des puissances occidentales aux accords de Munich. «Si les puissances occidentales ne voulaient pas qualifier ce traité d'acte purement arbitraire, ils devaient le baser sur le droit de protection de l'Allemagne. De cette manière, une procédure impliquant les quatre grandes puissances et trois autres États a reconnu officiellement le droit de protection des mères patries et en a fait une partie intégrante du droit des peuples<sup>31</sup>.» Cette argumentation souligne la nécessité d'exiger encore aujourd'hui fermement du gouvernement de la République Fédérale allemande qu'il dénonce immédiatement les accords de Munich comme étant contraire au droit des peuples. La nécessité de cette action est justifiée également par le mot de remerciement adressé à Hitler par Werner Hasselblatt, administrateur délégué permanent du *Verband der Deutschen Volksgruppen in Europa*, dans lequel il dit entre autres : «Il n'existe qu'un seul peuple allemand, et il n'en existait déjà qu'un seul lorsque le pays des Sudètes et l'Ostmark étaient encore

## 228\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

officiellement séparés du Reich. À ce même peuple appartiennent également les minorités allemandes – plus de sept millions de compatriotes au total – intégrées dans plus de dix États non allemands<sup>32</sup>. »

Avec la thèse du « droit de protection », ce type de déclarations était également un avertissement clair à l'adresse de tous les pays européens accueillant des groupes de population allemands, en particulier les pays des Balkans. Le sort réservé à la Tchécoslovaquie par l'impérialisme allemand pouvait pendre au-dessus de la tête de tous ces États au moment où, comme le disait Hasselblatt en citant le journal d'une minorité allemande, « le maître d'œuvre allemand s'attelle à la planification et à l'organisation de la reconstruction des territoires éparpillés autour du Danube<sup>33</sup>. »

L'attitude antisoviétique des gouvernements réactionnaires des pays du Sud-Est de l'Europe rendait impossible pour ces pays le choix de la seule alternative possible et de s'investir dans sa mise en pratique, à savoir un système de sécurité collective en Europe aux côtés de l'Union soviétique.

## LA POLITIQUE DES NAZIS DANS LES BALKANS \_229

1. *Die bürgerlichen Parteien in Deutschland. Handbuch der Geschichte der bürgerlichen Parteien und anderer bürgerlicher Interessensorganisationen vom Vormärz bis zum Jahre 1945*, tome 2, Leipzig, 1970, p. 467.
2. « Paneuropa und wir »
3. *Europäische Revue* (ci-après : ER), janvier 1934, p. 49f.
4. ER, août 1930, p. 707.
5. ER, février 1926, p. 121.
6. *Idem*.
7. ER, août 1929, p. 375.
8. Sasuly, Richard, *IG-Farben*, Berlin, 1952, p. 337.
9. « Die neue deutsche Handelspolitik und ihre Folgerungen für Bulgarien »
10. ER, juillet 1934, p. 507f.
11. « Wirtschaftliche Zusammenarbeit Deutschlands mit dem Südosten »
12. *Ibidem*, p. 487ff.
13. ER, août 1929, p. 366.
14. *Ibidem*, p. 369.
15. *Ibidem*, p. 372.
16. Voir également Radandt, Hans, *Die IG-Farbenindustrie AG und Südosteuropa bis 1938*, in: *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1966, partie III, p. 146ff. ; Radandt, Hans, *Berichte der Volkswirtschaftlichen Abteilung der IG Farbenindustrie AG über Südosteuropa*, in: *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1966, partie IV, p. 289ff. ; Radandt, Hans, *Die IG Farbenindustrie AG und Südosteuropa 1938 bis zum Ende des Zweiten Weltkrieges*, in: *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1967, partie I, p. 77ff. ; Wlachoff, Tusche, *Die politische und wirtschaftliche Orientierung Bulgariens auf das imperialistische Deutschland*, in: *Der deutsche Imperialismus und der zweite Weltkrieg*, tome 2, Berlin, 1961, p. 521ff. ; Treue, Wilhelm, *Das Dritte Reich und die Westmächte auf dem Balkan*, in: *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, Stuttgart, 1/1953, p. 45ff.
17. ER, janvier 1938, p. 60 ; octobre 1938, p. 822.
18. Voir Radandt, in: *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1966, partie III.
19. ER, juillet 1938, p. 734. Il n'y a donc pas la moindre raison d'être surpris comme Wilhelm Treue quant à la prétendue incapacité de la Grande-Bretagne à mettre un terme à l'avancée allemande dans les Balkans (Treue, 1953, p. 51).
20. Après que Rohan eut quitté l'ER, il fut actif dans les pays d'Europe du Sud-Est comme intermédiaire entre les dirigeants nazis et l'église catholique. Après l'annexion de l'Autriche, il remplit jusqu'en 1945 la fonction de président-directeur de Wiener Hotel A.G. Après la guerre, il resta en Autriche et soutint la revancharde *Sudetendeutsche Landsmannschaft*.
21. Voir à propos de Wilhelm Grewe (qui fit partie du service diplomatique et dirigea entre 1953 et 1955 d'abord le département juridique puis le département politique du ministère des Affaires étrangères à Bonn), *Braunbuch. Kriegs- und Naziverbrecher in der Bundesrepublik*, Berlin, 1965, p. 259f.
22. À propos de la *Mitteuropäischer Wirtschaftstag*, voir Radandt, in: *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1966, partie III ; voir également Sohn-Rethel, Alfred, *Die politischen Büros der deutschen Grossindustrie*, in : *Blick in die Welt*, 15/1948.
23. « Die Behandlung der sudetendeutschen Frage auf der Pariser Friedenskonferenz »
24. ER, mars 1938, p. 233.
25. ER, janvier 1939, p. 10. Il s'agissait du « Couloir polonais ».
26. Voir Ruge, Wolfgang, *Alte Rezepte der Revanchepolitik. Zur westdeutschen Veröffentlichung einer Rede Stresemanns aus dem Jahre 1925*, in: *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 4/1968, p. 462ff.

## 230\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

27. *ER*, avril 1939, p. 315. Dans le numéro d'octobre 1938, Werner Freiherr von Rheinbaben, l'homme de confiance de Stresemann depuis de nombreuses années, avait également, non sans pathétisme, fait la déclaration suivante: « Dans son discours du 26 septembre, le Führer a répondu de la manière la plus claire possible à la question fondamentale relative à la limitation de la dynamique allemande. Toute forme de discussion avec ceux qui doutent encore de ces déclarations solennelles est donc superflue et s'apparente à une perte de temps. » (*ER*, octobre 1938, p. 849). Dans son discours bien connu du 26 septembre 1938, Hitler avait déclaré qu'après le règlement de la question des Sudètes, l'Allemagne ne ferait plus valoir d'autres revendications territoriales en Europe. Le rôle joué par Rheinbaben et sa justification de l'agression fasciste contre la Tchécoslovaquie souligne la continuité de la politique étrangère de l'Allemagne de Stresemann à Hitler-Ribbentrop. Dans le numéro de mars 1939, nous lisons l'extrait suivant d'un discours tenu par Rheinbaben à Lyon le 9 février 1939: « En ce qui concerne l'existence du soi-disant "dynamisme" allemand, je souhaiterais reprendre une citation récente du maréchal Göring: "Notre génération est née pour le combat. Elle doit se battre pour garantir les conditions d'existence des générations futures." » Et Rheinbaben d'ajouter à cette citation: « C'est grâce à cet état d'esprit que le traité de Versailles n'a plus la moindre signification pour l'Allemagne. » (*ER*, *ibid.*, p. 249).
28. *ER*, avril 1939, p. 315.
29. Ruge, 1968, p. 469.
30. *ER*, juin 1938, p. 445.
31. *ER*, octobre 1939, p. 273.
32. *ER*, mai 1939, p. 425.
33. *Ibidem*, p. 427.

## Lexique

**ACCORDS DE LOCARNO.** En octobre 1925, une conférence autour des questions de sécurité européennes se tient à Locarno (Suisse). L'Allemagne y est représentée par le chancelier Hans Luther et le ministre des Affaires étrangères Gustav Stresemann. Avec leurs homologues italiens, français, britanniques, belges, polonais et tchécoslovaques, ils concluent les accords définissant les fondements d'un système de sécurité et de paix en Europe. L'Allemagne, la France et la Belgique renoncent à toute modification de leurs frontières opérée par des moyens violents. L'État allemand reconnaît officiellement ses frontières occidentales telles que les a fixées le traité de Versailles, de même que le statut démilitarisé de la Rhénanie. En cas de violation du traité, la Grande-Bretagne et l'Italie sont censées intervenir en tant que puissances garantes afin de venir en aide au pays lésé. « Locarno » permet à la république de Weimar de briser son isolement sur le plan international. Lors de la conférence, l'accession de l'Allemagne à la Société des Nations est convenue, mais on ne parvient toutefois pas à dégager une reconnaissance de la frontière germano-polonaise, l'Allemagne se réservant expressément la possibilité de remodeler le tracé de sa frontière orientale.

232\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

**ACCORDS DE PITTSBURGH.** Le 30 mai 1918, peu de temps avant l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, des représentants d'organisations slovaques et tchèques se réunissent à Pittsburgh (USA) et se mettent d'accord pour fonder un nouvel État commun. La république indépendante de Tchécoslovaquie sera proclamée à Prague le 28 octobre 1918.

**ADGB.** «Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund», depuis juillet 1919 l'organisation de coordination des syndicats allemands (au nombre de 52 en 1919).

**ALLDEUTSCHER VERBAND.** On appelait «Alldeutsche» (pangermanistes) les partisans d'un mouvement politique qui associait la revendication du renforcement de la conscience nationale allemande à des objectifs «populaires» et impérialistes. Après 1918, sous la présidence de Heinrich Class, l'«Alldeutscher Verband» fit de l'agitation contre la république de Weimar, exigea la fondation d'une «dictature nationale» et, en compagnie d'une association fortement antisémite, le refoulement des «groupes ethniques étrangers».

**DER ANGRIF (L'Attaque).** Le journal de propagande du NSDAP parut à partir du 4 juillet 1927, à raison de deux livraisons hebdomadaires avant de se muer en quotidien dès octobre 1930.

**ANSCHLUSS.** Le 12 mars 1938, les troupes hitlériennes pénètrent en Autriche sans rencontrer de résistance. L'Autriche est annexée à l'Empire allemand.

**BRAUN (OTTO).** Otto Braun (SPD) fut entre 1920 et 1932 le ministre-président du Land de Prusse. Durant cette longue période, la Prusse constitua l'un des piliers les plus

fiables de la république de Weimar, surnommée également le « bastion démocratique » par les gens de l'époque. Le 20 juillet 1932, le « Preussenschlag » (coup d'État de Prusse) de von Papen met un terme au troisième cabinet de Braun.

**CORPS FRANCS (Freikorps).** Groupes de volontaires composés d'anciens soldats monarchistes et de droite de la Première Guerre mondiale. Les 120 corps francs comptaient quelque 400 000 membres et défendaient surtout des points de vue antirévolutionnaires et antidémocratiques.

**DIMITROV (Georges).** Dimitrov (1882-1949) joua un rôle important en 1919 dans la fondation des syndicats et du Parti communiste de Bulgarie. À partir de 1921, il représenta son parti au sein de l'Internationale communiste (Komintern). En septembre 1923, il dirigea une insurrection populaire contre le régime d'A. Zankov en Bulgarie. Après l'échec de l'insurrection, le PCB fut déclaré illégal. Dimitrov fut condamné deux fois à mort mais put s'échapper et se réfugia en Allemagne, où il fut élu en 1929 à la tête de la section de l'Europe centrale du Komintern. Bien connue est la défense de Dimitrov lors du simulacre de procès intenté contre lui par les nazis, qui l'avaient accusé de l'incendie du Reichstag à Berlin, le 27 février 1933.

**EISERNE FRONT (front de fer).** Il naquit en décembre 1931 et fut conçu en tant que front puissant contre les forces de droite. Y collaboraient : la Reichsbanner, l'ADGB et le SPD, sans toutefois arriver à constituer le front uni souhaité. L'emblème de l'organisation consistait des trois flèches de la liberté, symbolisant les trois adversaires : les nationalistes, les communistes et la noblesse conservatrice. Lors du coup d'État de von Papen en Prusse, le front de fer n'eut pas de réponse adaptée. Un an plus tard, après

## 234\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

la prise du pouvoir par les national-socialistes, l'interdiction de la Reichsbanner et des syndicats scella également le sort du front de fer.

**FLANDIN** (Pierre-Étienne) (1889-1958). Du 8 novembre 1934 au 31 mai 1935, Flandin fut, en France, président du Conseil, puis, sous Albert Sarraut, ministre des Affaires étrangères (24 janvier – 30 mai 1936). Au sein du gouvernement de Vichy, il allait encore être appelé à remplir ces dernières fonctions (13 décembre 1940 – 9 février 1941), essayant toutefois ensuite de rejoindre les alliés par l'Afrique du Nord. Il échoua en raison de sa capture par les « Forces françaises libres » (FFL).

**GLEICHEN-RUSSWURM** (Heinrich von -). En 1918, en compagnie de quelques sommités conservatrices, il fonda l'« Association de solidarité nationale et sociale », qui proposait une nouvelle politique, indépendante des partis, avec un large soutien social et sous la direction dictatoriale d'une seule figure du pouvoir. Parmi les membres du très élitiste « Deutsche Herrenklub » – c'est ainsi que l'association allait s'appeler à partir de 1924 –, figuraient, entre autres, Heinrich Brüning, Wilhelm von Gayl et Franz von Papen. En 1944, le « Herrenklub » fut dissous.

**HINDENBURG** (Paul von Beneckendorff und von -) (1847-1934). Hindenburg fit carrière dans l'armée entre 1870 et 1911. En 1914, il reprit du service et accéda au grade le plus élevé. Après la guerre, il se retira de la vie politique et militaire mais fut rappelé une fois de plus à l'avant-plan par les partis de droite en tant que candidat à la présidence de la république de Weimar. De 1925 à sa mort, c'est la fonction qu'il remplit. Ensuite, Hitler, que Hindenburg avait aidé à accéder au pouvoir en 1933, lui reprit le titre de « chef de l'État ».

**HLINKA (Andrej)** (1864-1938). Prêtre slovaque et figure de proue des nationalistes slovaques, il quitta le Parti populaire chrétien démocrate (hongrois) lorsque celui-ci accepta la « magyarisisation » de la Slovaquie, telle qu'elle était propagée par l'État hongrois, dont la Slovaquie faisait partie à l'époque. Lors de la création de la Tchécoslovaquie, en 1918, Hlinka devint membre du Conseil national slovaque, mais il se distanca bien vite de l'idéologie d'une nation tchécoslovaque unifiée. Il devint président du Parti populaire slovaque, qui revendiquait une autonomie bien plus réelle pour la Slovaquie. L'idéologie de Hlinka était caractérisée par le nationalisme, un cléricanisme extrême, l'anticommunisme et l'antisémitisme. À la fin de sa vie, il chercha à se rapprocher du fascisme.

**HUGENBERG (Alfred)** (1865-1951). En 1891, en compagnie de Carl Peters, il fonda l'« Allgemeiner Deutscher Verband » (« Alldeutscher Verband » à partir de 1894), qui prônait comme objectifs la promotion de la conscience nationale, la protection de la présence allemande à l'étranger et une politique extérieure active de l'Empire. Entre 1916 et 1920, il mit sur pied le « Hugenberg-Konzern », qui comprenait une maison d'édition, des agences de presse, des agences de publicité, des services de correspondance, des entreprises cinématographiques, et qui avait en outre d'importants intérêts dans des journaux. Au début des années 1920, c'est surtout par le biais de ses agences de presse que Hugenberg exerça une influence prépondérante sur la presse de droite. En 1918, il devint membre, puis, en 1928, président du « Deutschnationale Volkspartei » (DNVP – Parti populaire national allemand), qu'il représenta au parlement dès 1919. De même, après la dissolution du DNVP, en juin 1933, il reste membre du Reichstag en tant qu'invité du NSDAP. En 1933, dans le cabinet

## 236\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

Hitler, il devint ministre de l'Économie, de l'Agriculture et de l'Approvisionnement alimentaire. Entre-temps, il était également devenu partisan d'une limitation des pouvoirs de Hitler.

**KAPP-LÜTTWITZ** (le putsch de -) (1920). Le traité de Versailles stipulait une réduction du nombre de soldats de métier à 100 000 et la dissolution des corps francs, composés de volontaires. Frustrés, des officiers des corps francs répondirent en fondant des organisations de conspirateurs d'extrême droite comme la « Nationale Vereinigung ». Quand, en février 1920, le ministre de la Reichswehr, Gustav Noske, décida de dissoudre la Brigade de Marine de Hermann Ehrhardt et le corps francs Loewenfeld, le général von Lüttwitz, commandant de cette même Brigade de Marine, occupa dès le 13 mars le quartier gouvernemental de Berlin et nomma l'officier des corps francs Wolfgang Kapp comme chancelier du Reich. Le putsch tourna court au bout de quatre jours. En effet, le gouvernement ne suivit pas les ordres de Kapp et une grève générale paralysa la vie publique. Mais lorsque les forces de gauche de Saxe, Thuringe et de la Ruhr transformèrent la grève en révolte, le gouvernement engagea contre elles l'armée et les corps francs...

**LUDENDORFF** (Erich) (1865-1935). D'origine noble, il suivit une formation militaire. En compagnie de son supérieur, Paul von Hindenburg, il se vit confier en 1916 le commandement de l'armée allemande. Lors des pourparlers de paix de Bucarest en 1917-1918, Ludendorff fit valoir d'énormes exigences en vue d'importantes extensions territoriales vers l'est. Après l'échec de l'offensive du printemps 1918, Hindenburg et Ludendorff durent capituler. Entre 1920 et 1924, il collabora étroitement avec Hitler. Il fut également accusé à propos du putsch de Hitler, mais fut acquitté. Entre 1924 et 1928, il représenta le « National-

sozialistische Freiheitspartei» (Parti national-socialiste de la liberté) au parlement. En 1928, il rompit avec le NSDAP.

**MASARYK** (Tomas Garrigue) (1850-1937). Il fut à l'origine de la création du nouvel État tchécoslovaque et en fut également son premier président.

**NSDAP** (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei – Parti national-socialiste des travailleurs allemands). C'est la nouvelle dénomination adoptée le 24 février 1920, lors d'un meeting de masse à Munich, par le « Deutsche Arbeiterpartei » (DAP – Parti allemand des travailleurs), qui avait été fondé au début de 1919. Le 29 juillet 1921, une assemblée générale des membres octroyait à Hitler la présidence du parti avec les pleins pouvoirs dictatoriaux. Après son putsch manqué du 9 novembre 1923 et son séjour en prison, Hitler fondait à nouveau le parti le 26 février 1925. Le « culte du führer » et le charisme de Hitler devenaient des éléments centraux du NSDAP. Entre 1925 et 1930, le nombre de membres du parti passait de 27 000 à quelque 130 000. Lors des élections parlementaires du 28 mai 1928, le NSDAP obtenait 2,6 % des voix. Suite à la crise économique et à la paupérisation massive, les élections suivantes du 14 septembre 1930 lui assuraient un succès retentissant : avec 18,3 %, il devenait le second parti du pays et son nombre de parlementaires passait brusquement de 12 à 107. Avec 37,4 % aux élections de juillet 1932, le NSDAP devenait le premier parti. Mais avec son score en baisse lors des élections parlementaires du 6 novembre 1932, le parti connaissait une crise. En janvier 1933, Franz von Papen, chargé par Hindenburg de former un nouveau gouvernement, proposait à Hitler le poste de chancelier du Reich au sein d'un cabinet national-conservateur.

## 238\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION?

**PACTE (OU ENTENTE) DES BALKANS.** Le 9 février 1934, la Yougoslavie, la Grèce, la Roumanie et la Turquie scellent une alliance militaire principalement dirigée contre le révisionnisme bulgare.

**PETITE ENTENTE.** Une alliance entre la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie naquit dans les années 1920-1921 en guise de mesure préventive contre une possible révision par l'Autriche ou la Hongrie des frontières de l'Europe telles qu'elles avaient été fixées dans le traité de Versailles. En 1938, lorsque l'Allemagne menaça la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie prétendirent que la « Petite Entente » n'était dirigée que contre la Hongrie et que, dans ce cas, elles n'avaient donc aucune obligation contractuelle avec Prague. En outre, en 1939 et 1940, la Hongrie parvint encore à acquérir des territoires de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie sans qu'un seul pays n'élève la moindre protestation.

**POLOGNE DU CONGRÈS.** En alliance étroite avec la France, le duché de Varsovie allait participer à la campagne napoléonienne de Russie. Après la chute de Napoléon, le royaume de Pologne (appelé aussi Pologne du Congrès) fut constitué à partir du duché amputé de sa province de Posnanie, accordée à la Prusse, et il fut rattaché à la Russie en union personnelle; il reçut sa propre constitution et sa propre armée.

«**REICHSBANNER SCHWARZ-ROT-GOLD**» (Le drapeau impérial noir rouge et or – en abrégé Reichsbanner). Cette organisation fut fondée en 1924 suite à l'initiative du SPD et en guise de protection de la démocratie parlementaire. L'association allait devenir l'une des plus grosses organisations de masse de la république de Weimar. Après

1930, la « Reichsbanner » allait revêtir un caractère nettement militaire afin de pouvoir faire face à la violence croissante des SA.

**REICHSWEHR.** Dénomination de l'armée de la république de Weimar, dont le traité de Versailles réduisit considérablement les effectifs et les systèmes d'armement (pas de forces aériennes, pas de véhicules blindés ni d'artillerie lourde, pas de sous-marins ni de lourds vaisseaux de guerre, pas de production ou de détention de gaz de combat). Pour les soldats et les sous-officiers, le service durait 12 ans, 25 ans pour les officiers. Des 34 000 officiers que comptait l'armée impériale, seuls 4 000 purent être maintenus en fonction. La moitié des généraux appartenait à la noblesse. Après le putsch de Kapp-Lüttwitz, les membres de la « Reichswehr » perdirent le droit de vote, ce qui, au sein de l'armée, conduisit à une distanciation et à une aliénation du système politique de la république de Weimar. Le corps des officiers entretenait toutefois des relations avec des organisations de droite comme le « Stahlhelm » (casque d'acier) ou le NSDAP. Avec la loi du 16 mars 1935 sur la restauration du service militaire obligatoire, l'appellation « Reichswehr » fut modifiée en « Wehrmacht ».

**(LE) RESTE DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE.** La partie de la Tchécoslovaquie qui subsistait après l'annexion par Hitler des territoires germanophones des Sudètes.

**RÉVISIONNISME.** L'Allemagne tenta d'obtenir une révision des dispositions du traité de Versailles, surtout à propos des questions de la responsabilité de la guerre, de l'obligation de payer des dommages de guerre, de l'interdiction d'annexer l'Autriche et de sa nouvelle frontière orientale.

## 240\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION?

**NOVEMBRE** (La révolution de -). En guise de protestation contre l'absurdité de poursuivre la guerre, les marins de l'armée allemande entamèrent une insurrection le 28 octobre 1918. Ils empêchèrent la sortie des navires vers l'Angleterre. Ils constituèrent un conseil des soldats. Les hommes de l'infanterie refusèrent d'intervenir contre les marins. Les travailleurs des chantiers navals de Kiel se joignirent à la révolte et constituèrent leurs propres conseils ouvriers. C'est avec l'aide du parti social-démocrate que, finalement, la révolution de Novembre fut réprimée dans le sang.

**LOI DES PLEINS POUVOIRS DU 23 MARS 1933.** Le 23 mars 1933, sur proposition du chancelier du Reich Hitler, le parlement allemand adoptait la loi des pleins pouvoirs à une majorité des deux tiers. Les sociaux-démocrates votèrent contre cette loi. Après l'incendie du Reichstag, les représentants du Parti communiste furent dessaisis de leurs mandats parlementaires et un grand nombre d'entre eux furent enfermés dans des camps de concentration. La loi des pleins pouvoirs modifiait la constitution de Weimar et donnait au gouvernement le droit de promulguer des lois sans qu'il soit nécessaire que le parlement les approuve. La loi des pleins pouvoirs allait demeurer la base juridique de la législation allemande jusqu'à la fin du régime nazi, en mai 1945.

**RITTER VON KAHR** (Gustav). Ritter von Kahr (1862-1934) était ministre président de la Bavière à l'époque de la tentative de coup d'État de Hitler (1924). C'est sous sa direction dictatoriale que naquit un important foyer de droite en Bavière où, bien vite, les partis et groupements de gauche furent interdits. Pourtant, Kahr ne se rangea pas aux côtés de Hitler et il réprima le putsch de ce dernier

avec violence. En 1924, lors du procès de Hitler, von Kahr témoigna contre ce dernier ainsi que contre Hindenburg et Röhm. Lors de la «Nuit des Longs Couteaux», en 1934, Kahr fut assassiné par les SS de Hitler.

**ROTE FAHNE** (drapeau rouge). Le journal fut fondé le 9 novembre 1918 par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et parut jusqu'en 1942 – dans l'illégalité durant les dernières années. À l'origine, principal organe de presse de la Ligue spartakiste, il devenait en 1920 le principal journal du Parti communiste d'Allemagne. Quotidien, son tirage en octobre 1920 était de 30 000 exemplaires, pour passer à 130 000 en 1932. Devenu illégal sous la dictature fasciste, son tirage et sa fréquence entre 1933 et 1942 allaient varier selon les circonstances.

**SA** (Sturmabteilung – section d'assaut). Les SA furent créées le 3 août 1921 sur l'ordre de Hitler. Agitation et préparation paramilitaire à la lutte du mouvement national-socialiste contre la république de Weimar : tels étaient leurs idéaux. Non liée officiellement au NSDAP jusqu'en 1925, l'organisation recrutait parmi d'anciens portiers et membres des corps francs dissous. En faisaient également partie de nombreux officiers d'extrême droite ayant collaboré au putsch Kapp-Lüttwitz. En novembre 1923, sous le commandement de Hermann Göring, quelques centaines d'hommes armés des SA participèrent au putsch (manqué) de Hitler. Après 1925, l'organisation se muait en un mouvement puissant chargé de compléter la propagande des national-socialistes par la «conquête de la rue». Sous la direction d'Ernst Röhm, elle devint une organisation de masse de plus de 400 000 membres en 1933 et de près de 4 millions en 1934. Les efforts de Röhm afin que la gigantesque armée du parti acquière une auto-

## 242\_HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

nomie organisationnelle en tant que future milice populaire nantie du monopole officiel du port d'armes (en concurrence avec la « Reichswehr ») se soldèrent par l'élimination des SA (« Nuit des Longs Couteaux »).

**SS** (Schutzstaffeln = échelons de protection). Le 9 novembre 1925, Hitler fonda une nouvelle garde personnelle, les SS. Les SS étaient une composante des SA censée protéger Hitler personnellement ainsi que les assemblées du NSDAP. À partir de 1929, Heinrich Himmler fit des SS une organisation d'élite dont les caractéristiques étaient la fidélité et l'obéissance inconditionnelles au führer. En 1931, les SS purent constituer leur propre service de sécurité, le SD (Sicherheitsdienst), avec, à sa tête Reinhard Heydrich. Bien vite, le SD devient une institution autonome sous la direction du Reichsführer-SS. En 1933, les SS comptaient 209 000 membres. Se muant en police du parti, ils allaient remporter sur les SA la lutte pour obtenir la préférence de Hitler. Durant la Seconde Guerre mondiale, deux de leurs composantes tristement célèbres allaient être les Waffen-SS et la Gestapo.

**STRASSER** (Gregor) (1892-1934) participa en novembre 1923 au « putsch de Hitler » et fut condamné à un an et demi de prison. Après la nouvelle fondation du NSDAP, Strasser s'y réaffilia et se vit confier la tâche de construire le parti en Allemagne du Nord. La tentative d'opérer une scission (en compagnie de Goebbels) par rapport à la ligne sud-allemande du NSDAP et de suivre une ligne plus « socialiste », échoua finalement en raison de la position de force de Hitler au sein du parti. En compagnie de son frère Otto (1897-1974), il fonda en 1928 le « Kampfverlag » qui allait s'emmêler dans une lourde lutte concurrentielle avec l'« Angriff » de Goebbels. En 1934, Strasser

fut abattu par la Gestapo durant la «Nuit des Longs Couteaux».

**STRESEMANN (Gustav).** Stresemann (1878-1929) participe en 1918 à la fondation du «Deutsche Volkspartei» (DVP) et se mue bientôt en l'un des hommes politiques les plus influents de ce parti. En 1923, il devient chancelier d'un cabinet qui parvient à mettre un terme à l'inflation mais tombe quand même au bout de deux mois pour désaccord à propos de l'intervention dans les troubles qui ont éclaté en Saxe, en Thuringe et en Bavière. Ensuite, entre 1923 et 1929, il sera ministre des Affaires étrangères dans trois cabinets successifs.

**THÄLMANN (Ernst).** Thälmann (1886-1944) fut de 1925 à 1933 président du KPD et, entre 1924 et 1933, membre du parlement. En 1924, il devint membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Après la prise de pouvoir des nazis, Thälmann fut arrêté pour être finalement exécuté en août 1944 au camp de concentration de Buchenwald.

**TRAITÉ DE MUNICH (29 septembre 1938).** Traité par lequel Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier se sont mis d'accord pour que la région des Sudètes soit incorporée au Reich allemand. L'Angleterre et la France allaient se montrer garantes pour le maintien de la partie restante de la Tchécoslovaquie et Hitler promettait de ne plus émettre la moindre revendication territoriale en Europe. Le fait remarquable, c'est que ni la Tchécoslovaquie ni son alliée l'Union soviétique n'avaient été invitées aux discussions. L'armée allemande occupa la région des Sudètes dès le 1<sup>er</sup> octobre 1938. La région des Sudètes était, depuis 1918, l'appellation des parties de la Bohême, de la Moravie

## 244\_ HITLER, L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION ?

et de la Silésie autrichienne où vivaient 3,5 millions de germanophones. Jusqu'en 1918, ces trois régions avaient constitué une partie de l'Autriche-Hongrie et, entre 1918 et 1938, elles firent partie de la Tchécoslovaquie.

**TRAITÉ DE VERSAILLES.** Le 18 janvier 1919, des représentants de 32 nations se réunirent à Versailles pour se concerter sur les traités de paix à faire signer par l'Allemagne et pour discuter du remodelage complet de l'Europe centrale et de l'Est. Les principales décisions furent prises par les chefs de gouvernement de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et des États-Unis. Les traités consistaient entre autres à imputer à l'Allemagne la responsabilité de la Première Guerre mondiale et, partant, à lui faire payer des réparations considérables, à lui faire céder un vaste territoire, dont toutes ses colonies, et à ne plus la laisser disposer que d'une armée très réduite.

**VORWÄRTS.** Depuis 1876, l'organe de parti du SPD, fondé un an plus tôt.

**ZENTRUM (Centre).** Parti politique à tendance catholique, fondé en 1870. De même que sous l'Empire, il fut, durant la république de Weimar, le parti au pourcentage de voix le plus constant et, jusqu'à la fin, il conserva toujours au Reichstag une représentation de 60 à 75 parlementaires. Le parti participa à toutes les élections jusqu'en 1932 et cinq de ses hommes politiques furent chanceliers : Konstantin Fehrenbach, Josef Wirth, Wilhelm Marx, Heinrich Brüning et – plus tard sans parti – Franz von Papen. Politiquement, ces hommes différaient : du libéral de gauche Wirth au très national-conservateur Papen. Dernier des partis bourgeois, le « Zentrum » décida sa propre liquidation le 5 juillet 1933.

## Table des matières

Préface	<b>Pourquoi faut-il lire ou relire Kurt Gossweiler ?</b>	5
Chapitre 1	<b>De Weimar à Hitler : Les causes de l'avènement de la dictature fasciste</b>	13
Chapitre 2	<b>Hitler et le capital Les vrais millions derrière Hitler</b>	55
Chapitre 3	<b>Classe ouvrière et fascisme La socialisme des barons de l'acier</b>	III
Chapitre 4	<b>La Destitution du gouvernement Braun-Severing Les Parti socialiste dans le collimateur</b>	143
Chapitre 5	<b>Origines et variantes du fascisme Fascisme, dictature et démocratie parlementaire</b>	167
Chapitre 6	<b>La politique des nazis dans les Balkans à travers la «Revue européenne» L'expansion à l'Est, hier et... aujourd'hui ? Lexique</b>	215 231

## Parus aux éditions Aden

- *Un peintre parmi les gueules noires*, Gilles Martin, entretien avec Roger Somville.
- *11 septembre 2001, la fin de la «fin de l'histoire»*, Jean Bricmont, Noam Chomsky, Naomi Klein, Anne Morelli.
- *Lumumba un crime d'État*, Colette Braeckman.
- *En travers de la gorge*, Titom.

### Petite bibliothèque d'Aden

1. *Les luttes de classes en Flandre*, Paul Lafargue.
2. *Tuer l'espoir*, Norman Finkelstein.
3. *Mourir pour Mac Do en Irak*, Collectif.
4. *Comprendre le pouvoir*, tome 1, Noam Chomsky.
5. *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Friedrich Engels.
6. *Bastions pirates*, Do or die.
7. *Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé?*, Nazim Hikmet.
8. *L'Insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique*, Maurice Bologne.
9. *Le socialisme et l'homme*, Ernesto Che Guevara.
10. *Sur la nature humaine*, Noam Chomsky et Michel Foucault.
11. *Comprendre le pouvoir*, tome 2, Noam Chomsky.
12. *Retour sur «La Question»*, Henri Alleg.

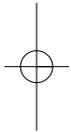
### Grande bibliothèque d'Aden

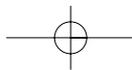
1. *Zola l'imposteur*, Julie Moens.
2. *Clausewitz et la guerre populaire*, T. Derbent.
3. *Les États-Unis, de mal empire*, D. Bleitrach, V. Dedaj et M. Vivas.
4. *Impérialisme humanitaire*, Jean Bricmont.
5. *La RTBF est aussi la nôtre*, Bernard Hennebert.

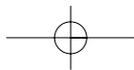
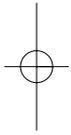
### Collection EPO

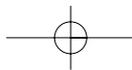
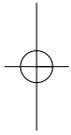
- *Breendonk, chronique d'un camp (1940-1944)*, Jos Vander Velpen.
- *L'horreur impériale*, Michael Parenti.
- *La guerre des médicaments. Pourquoi sont-ils si chers ?*, Dirk Van Duppen.
- *Le mythe de la bonne guerre*, Jacques R. Pauwels.
- *Les nouveaux maîtres de l'école*, Nico Hirtt.
- *Tutti cadaveri, le procès de la catastrophe du bois du Cazier à Marcinelle*, Marie Louise De Roeck, Julie Urbain et Paul Lootens.

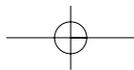
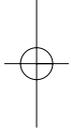
Les Éditions Aden publient, régulièrement, un courrier d'informations alternatives gratuit envoyé par email.  
Pour s'inscrire: [adendif@skynet.be](mailto:adendif@skynet.be)

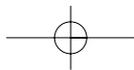
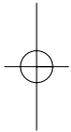


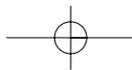
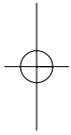


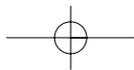
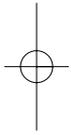


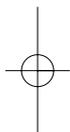












Achévé d'imprimer  
en avril 2006

